

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2018/70014]

1^{er} MARS 2018. — Décret relatif à la gestion et à l'assainissement des sols (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Section 1. — Objectifs et champ d'application

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le sol, partie intégrante du patrimoine commun de la Région wallonne, remplit des fonctions vitales pour l'homme et les écosystèmes, notamment la production d'aliments et de biomasse, le stockage, la filtration et la transformation de substances diverses.

Les actions de la Région wallonne visent, dans une approche intégrée, à préserver la qualité du sol, à lutter contre les nombreuses menaces qui pèsent sur le sol, à remédier à la dégradation des sols et à promouvoir une utilisation durable du sol.

Le présent décret vise à préserver et à améliorer la qualité du sol, à prévenir l'appauvrissement du sol ainsi que l'apparition de la pollution du sol, à identifier les sources potentielles de pollution, à organiser les investigations permettant d'établir l'existence d'une pollution et à déterminer les modalités de l'assainissement des sols pollués.

§ 2. Sans préjudice de l'article 5, sont exclus du champ d'application du présent décret :

- 1° les déchets déposés sur le sol ou incorporés au sol dont les éléments peuvent être, lors d'un contrôle visuel, distingués du sol;
- 2° les déchets déposés sur le sol ou incorporés au sol qui ne répondent pas au 1° pour autant qu'ils aient été recyclés, valorisés ou éliminés conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives aux déchets ou gérés conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives aux déchets de l'industrie extractive.

L'alinéa 1^{er} est sans préjudice de l'application du présent décret au cas de pollution avérée ou de pollution potentielle présente dans le sol sous les déchets visés.

L'alinéa 1^{er}, 2°, est sans préjudice de l'application du présent décret aux pollutions ou suspicions de pollutions postérieures à la valorisation.

Le Gouvernement peut préciser les modalités du contrôle visuel, ainsi qu'arrêter une procédure visant à confirmer à toute personne que les conditions prévues à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, sont rencontrées.

Section 2. — Définitions

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1° "sol" : la couche superficielle de la croûte terrestre, y compris les eaux souterraines au sens du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, et les autres éléments et organismes qui y sont présents;
- 2° "polluant" : produit, préparation, substance, composé chimique, organisme, ou micro-organisme qui, en raison de sa concentration, est constitutif d'une pollution et généré par l'activité humaine;
- 3° "pollution du sol" : la présence sur ou dans le sol de polluants qui sont préjudiciables ou peuvent être préjudiciables, directement ou indirectement, à la qualité du sol;
- 4° "pollution nouvelle du sol" : pollution du sol causée par une émission, un événement ou un incident survenu à partir du 30 avril 2007;
- 5° "pollution historique du sol" : pollution du sol causée par une émission, un événement ou un incident survenu avant le 30 avril 2007;
- 6° "pollution mixte du sol" : pollution du sol composée, sans pouvoir être distinguée, d'une pollution nouvelle et d'une pollution historique du sol;
- 7° "pollution du sol constituant une menace grave" :
 - a) pollution du sol qui, eu égard aux caractéristiques du sol et aux fonctions remplies par celui-ci, à la nature, à la concentration et au risque de diffusion des polluants présents, constitue ou est susceptible de constituer une source de polluants transmissibles aux hommes, aux animaux et aux végétaux, portant certainement ou probablement préjudice à la sécurité ou à la santé de l'homme ou à la qualité de l'environnement;
 - b) pollution du sol susceptible de porter préjudice aux réserves en eau potabilisable;
- 8° "terrain" : le sol, délimité par une parcelle, par une partie ou par plusieurs parcelles, cadastrées ou non, en ce compris les constructions et installations érigées dans ou sur le sol;
- 9° "terrain pollué" : le terrain où la pollution du sol est avérée;
- 10° "terrain potentiellement pollué" : terrain où une pollution du sol est suspectée, notamment en raison de la présence ou de l'occurrence par le passé d'une activité ou installation identifiée susceptible de polluer le sol ou de la connaissance d'un accident particulier ou de la présence de déchets, non encore confirmée par des analyses réalisées conformément aux dispositions du présent décret;
- 11° "étude d'orientation" : l'étude réalisée par un expert dans l'optique de vérifier la présence éventuelle d'une pollution du sol et de fournir, le cas échéant, une première description et estimation de l'ampleur de cette pollution;
- 12° "étude de caractérisation" : l'étude réalisée par un expert dans l'optique de décrire et localiser la pollution du sol afin d'évaluer la nécessité d'un assainissement du terrain;
- 13° "étude combinée" : l'étude réalisée par un expert qui combine, en une seule étude, le contenu et les objectifs de l'étude d'orientation et de l'étude de caractérisation;

- 14° "assainissement du terrain" : le fait de traiter, d'éliminer, de neutraliser, d'immobiliser, de confiner sur place la pollution du sol en vue de rendre le terrain compatible avec un usage considéré;
- 15° "mesures de sécurité" : mesures, en ce compris des restrictions d'accès, d'usage et d'utilisation, à l'exception des actes et travaux d'assainissement, destinées à maîtriser les effets d'une pollution du sol ou à en prévenir l'apparition;
- 16° "mesures de suivi" : mesures à charge du titulaire d'obligation visant à s'assurer de la maîtrise des risques pendant la réalisation des obligations visées à l'article 19 en ce compris la réalisation des actes et travaux d'assainissement du sol;
- 17° "meilleures techniques disponibles" : les meilleures techniques disponibles telles que définies à l'article 1^{er}, 19°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, appliquées à la gestion des sols et assurant un assainissement durable défini sur base d'indicateurs environnementaux, économiques et sociaux;
- 18° "administration" : le service administratif désigné par le Gouvernement;
- 19° "fonctionnaire chargé de la surveillance" : le fonctionnaire désigné à cette fin par le Gouvernement;
- 20° "SPAQuE" : la Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement visée à l'article 22, § 2, de la loi du 2 avril 1962 relative à la société fédérale d'investissement et de participations et les sociétés régionales d'investissement;
- 21° "expert" : expert en gestion des sols pollués agréé pour l'exécution des missions prévues par le présent décret;
- 22° "concentration de fond" : concentration ambiante d'un polluant dans le sol; les concentrations ambiantes peuvent indiquer des variations géologiques naturelles ou l'influence d'une activité agricole, industrielle ou urbaine généralisée;
- 23° "valeur seuil" : concentration en polluants présente dans le sol correspondant à un niveau au-delà duquel :
— une étude de caractérisation est entreprise;
— un assainissement est entrepris en cas de pollution nouvelle;
— et un assainissement est entrepris lorsqu'il s'agit d'un cas de menace grave dans le cadre d'une pollution historique;
- 24° "valeur particulière" : la concentration dans le sol d'un ou plusieurs polluants déterminés constatée suite à une étude d'orientation, à une étude de caractérisation, à une étude combinée ou à un assainissement, représentative d'une pollution résiduelle actée dans le certificat de contrôle du sol;
- 25° "certificat de contrôle du sol" : certificat dont le Gouvernement établit le contenu minimal, le cas échéant par type de procédure, consignait la décision par laquelle il est établi qu'un terrain a fait l'objet, conformément au présent décret, d'une étude d'orientation, d'une étude de caractérisation, d'une étude combinée, d'actes et travaux d'assainissement, d'une mesure de gestion immédiate ou d'actes et travaux d'assainissement confiés à la SPAQuE et que les concentrations en polluants mesurées sont conformes aux exigences du décret et de ses arrêtés d'exécution;
- 26° "CoDT" : Code du Développement territorial
- 27° "cession" : tout acte translatif, constitutif, déclaratif ou abdicatif de droit réel, leur prolongation ainsi que la constitution, la cession ou la prolongation de droits personnels de plus de neuf ans, en ce compris le leasing immobilier et les apports et transferts de patrimoine en société, à l'exclusion des actes à caractère familial et des actes intervenant dans le contexte d'une copropriété forcée énumérés par le Gouvernement;
- 28° "ISSeP" : l'Institut scientifique de service public créé par le décret du 7 juin 1990, notamment l'article 4, § 3, modifié par le décret du 9 avril 1998;
- 29° "laboratoire" : le laboratoire agréé pour réaliser les analyses prévues par le présent décret;
- 30° "convention de gestion des sols" : une convention conclue entre la Région wallonne et une ou plusieurs personnes physiques ou morales qui vise à définir un programme d'investigations ou d'assainissements comprenant la liste, la priorité et les dates de réalisation des investigations ou des assainissements que la ou les personnes concernées s'engagent à respecter;
- 31° "plan de remédiation" : l'un des éléments suivants :
a) le plan de réhabilitation visé à l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne ou à l'article 35, § 2, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne avant sa modification par le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, ou à l'article 42 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets avant sa modification par le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols;
b) le plan mis en œuvre pour opérer la remise en état au sens de l'article 43 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ou aux articles D.157, D.159 et D.163 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;
c) le plan d'assainissement visé à l'article 116, § 1^{er};
d) le plan de remise en état visé à l'article 71 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou à l'article D.149 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;
e) le périmètre du site à réaménager introduit avant le 1^{er} juin 2017 tel qu'adopté par le Gouvernement au sens des articles 167 ou 182 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et pour lequel un document délivré par l'administration approuve le Cahier spécial des charges liés aux travaux de réaménagement;
- 32° "exploitant" : l'exploitant au sens de l'article 1^{er}, 8°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- 33° "installations ou activités présentant un risque pour le sol" : installations et activités classées considérées comme ayant un impact environnemental sur le sol pouvant engendrer une pollution;
- 34° "mandataire" : toute personne, non nécessairement expert ou titulaire des obligations, dûment mandatée par un ou plusieurs titulaires des obligations pour être l'interlocuteur dans le cadre des relations avec l'administration;
- 35° "remblai" : volume de terres ou de matériaux solides mis en œuvre par l'homme sur un terrain, qui en modifie la topographie ou qui est destiné à remplacer d'autres terres ou matériaux solides sans modifier nécessairement la topographie des lieux;

- 36° "modification de l'emprise au sol impactant la gestion des sols" : modification de la surface au sol ou remaniement du sol du fait d'actes et travaux susceptibles d'empêcher ou de rendre exagérément difficile des investigations, des analyses ou des actes et travaux d'assainissement visant une pollution du sol identifiée au niveau du terrain ou localisée à proximité directe;
- 37° "déchets incorporés au sol" : déchets au sens de l'article 2, 1°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets qui sont enfouis, totalement ou partiellement, dans le sol;
- 38° "mesures de gestion immédiate" : mesures suivies par un expert en vue d'éviter ou de réduire les dangers et risques immédiats et d'éliminer la pollution du sol;
- 39° "titulaire des obligations" : le ou les titulaires responsables d'une ou plusieurs des obligations énumérées à l'article 19, alinéa 1^{er}.

Section 3. — Prévention et information

Art. 3. Toute personne est tenue de prendre les mesures appropriées afin de préserver le sol et de prévenir toute pollution nouvelle du sol.

Art. 4. Aux fins de protéger le sol et d'en assurer une utilisation durable et respectueuse de l'environnement, de préserver et de restaurer sa qualité et de prévenir les processus de dégradation et d'altération qui l'affectent, le Gouvernement peut prendre les mesures nécessaires en vue de réglementer et d'organiser :

- 1° la gestion des terres et d'autres matières incorporées dans le sol;
- 2° l'utilisation des matières organiques ou des fertilisants destinés à être épandus notamment dans le cadre d'activités agricoles ou de matières ou substances destinées à entrer dans leur composition;
- 3° la gestion d'ouvrages susceptibles de porter atteinte à la qualité des sols.

A cette fin, il peut prendre les mesures suivantes :

- 1° fixer les méthodes d'échantillonnage et d'analyse de ces matières ou substances, ainsi que des sols;
- 2° agréer des laboratoires ou des experts selon les règles qu'il détermine;
- 3° agréer ou enregistrer d'autres prestataires de services ou intervenants selon les règles qu'il détermine;
- 4° imposer des obligations de rapportage, de transmission de données et constituer une banque de données authentiques;
- 5° interdire ou restreindre l'épandage de matières organiques ou de fertilisants destinés à être épandus dans le cadre d'activités sur certaines parcelles selon une procédure qu'il détermine;
- 6° réglementer, aux conditions qu'il fixe, certains usages du sol et l'utilisation des matières organiques ou les fertilisants destinés à être épandus notamment dans le cadre d'activités agricoles, selon des modes d'usage du sol et d'utilisation déterminés, en ce compris au moyen d'un certificat d'utilisation, d'un enregistrement ou d'une autorisation administrative;
- 7° interdire, modaliser ou restreindre, aux conditions qu'il fixe et selon les règles de procédure qu'il détermine, l'introduction en Région wallonne des matières organiques ou de fertilisants destinés à être épandus dans le cadre d'activités agricoles en provenance d'autres Etats ou de régions, lorsqu'il constate que la capacité d'absorption des sols de tout ou partie de la Région wallonne est dépassée;
- 8° organiser la gestion des matières organiques, en ce compris par leur utilisation différenciée en fonction de leurs caractéristiques et des caractéristiques des milieux récepteurs;
- 9° réglementer l'installation, l'usage, l'entretien et le contrôle des réservoirs.

Quiconque modifie ou exploite un sol veille à prévenir l'érosion qui pourrait menacer la qualité du sol à long terme, par des techniques de génie rural et d'exploitation appropriées, telles qu'un aménagement antiérosif des parcelles, des techniques culturales antiérosives, une rotation des cultures.

Art. 5. § 1^{er}. Le Gouvernement organise la gestion différenciée des terres en fonction de leur qualité et de leur origine, et en fonction des caractéristiques et des types d'usage des milieux récepteurs. Il détermine les responsabilités dans la gestion des terres et dans l'accomplissement des procédures.

Tout mouvement de terres et toute utilisation de terres nécessitent un contrôle qualité préalable et une certification de ce contrôle et font l'objet d'une traçabilité. Le Gouvernement en fixe les conditions et les modalités; il détermine les exceptions éventuelles.

Les données relatives à la qualité des sols et des terres recueillies en exécution du présent article alimentent la banque de données de l'état des sols.

§ 2. Un droit de dossier est levé pour tout dossier de gestion de terres soumis à la certification du contrôle qualité, et pour tout mouvement de terres soumis à notification.

Le Gouvernement détermine les modalités de calcul et de perception du droit de dossier, et les exemptions éventuelles.

Le droit de dossier comprend :

- 1° le montant couvrant les frais administratifs, perçu par l'administration ou pour son compte, et dont le produit est versé au Fonds pour la gestion des déchets créé au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région wallonne;
- 2° le montant perçu par un concessionnaire en exécution d'un contrat de concession conclu en application du § 3, couvrant la rémunération du service.

§ 3. La certification du contrôle de la qualité et le suivi de la gestion des terres sont réalisés par l'administration ou sous son contrôle.

Le Gouvernement peut prévoir et organiser la délégation des activités suivantes sous la forme d'une ou plusieurs concessions de services publics :

- 1° la mise en œuvre de la traçabilité des terres, en ce compris les opérations de vérification nécessaires à celle-ci, ainsi que l'autorisation des mouvements de terres;
- 2° la certification du contrôle de la qualité des terres, en ce compris les opérations de vérifications nécessaires à celle-ci;

- 3° la collecte et le traitement de données résultant des activités visées aux 1° et 2°, et leur transfert dans la banque de données de l'état des sols;
- 4° la perception des droits de dossier pour son compte et pour le compte de l'administration, en ce compris l'exercice d'un contrôle sur le versement de ces montants;
- 5° le développement des outils informatiques et bases de données nécessaires à la gestion des activités visées aux 1° à 4°, et au suivi de la gestion des terres en général;
- 6° la communication d'informations relative à la gestion des terres;
- 7° toutes autres activités de suivi, de conseil et de rapportage ayant trait à la gestion des terres.

Le Gouvernement détermine les conditions auxquelles doit répondre le concessionnaire, tenant compte des exigences minimales suivantes :

- 1° présenter des garanties d'impartialité et d'absence de conflits d'intérêts;
- 2° ne pas être directement impliqué dans les opérations de production, de contrôle qualité ou de gestion de terres et, le cas échéant, d'autres matières visées au § 5;
- 3° disposer de moyens suffisants pour accomplir ses activités;
- 4° compter parmi les fondateurs et personnes pouvant engager le concessionnaire uniquement des personnes jouissant de leurs droits civils et politiques et n'ayant pas été condamnées pour infraction à la législation environnementale dans l'Union européenne;
- 5° être établi sur le territoire de la Région wallonne et respecter l'usage des langues dans toutes les relations avec l'administration et les personnes concernées par la gestion des terres en Région wallonne;
- 6° couvrir l'intégralité du territoire wallon, et ce, de manière homogène, et appliquer des conditions égales et non discriminatoires;
- 7° fournir une sûreté visant à garantir la Région du bon accomplissement des activités;
- 8° être couvert par un contrat d'assurance en responsabilité couvrant l'ensemble des activités concédées.

Le Gouvernement fixe :

- 1° les règles minimales de gouvernance et de transparence à observer dans le cadre des relations du concessionnaire avec l'autorité, notamment les actes et documents soumis à l'approbation préalable de l'administration;
- 2° les règles minimales de gouvernance à observer vis-à-vis des différentes parties concernées;
- 3° les conditions juridiques et techniques minimales dans lesquelles sont organisées les activités fonctionnelles concédées;
- 4° les obligations d'information à l'égard de l'administration, des utilisateurs et des parties concernées, ainsi que les modalités de transmission ou de mise à disposition des informations et les délais;
- 5° les règles de financement des activités fonctionnelles par les droits de dossier, et les obligations de transparence sur le financement des activités et les coûts;
- 6° les règles et les modalités de recours ouverts contre les décisions prises par le concessionnaire.

§ 4. Une plateforme de dialogue et de concertation technique entre les différentes parties concernées par la gestion des terres est instituée. La composition et l'organisation de la plateforme sont précisées par le Gouvernement.

La plateforme remet un avis sur toutes questions relatives à la gestion des terres qui lui sont soumises par le Ministre, l'administration, le concessionnaire visé au § 3 ou au moins un cinquième de ses membres.

§ 5. Le Gouvernement peut étendre l'application de toute ou partie des dispositions des §§ 1^{er} à 4 à d'autres matières à valoriser sur ou dans les sols et nécessitant un contrôle qualité et une traçabilité.

Art. 6. L'exploitant et celui qui a la garde d'un terrain dans lequel se trouvent des pollutions dont la concentration excède les critères fixés aux articles 53 à 55, sont tenus, s'ils sont informés de la présence de ces polluants, d'en aviser sans délai le fonctionnaire chargé de la surveillance, ainsi que le collègue communal de la ou des commune(s) concernée(s).

Il lui est également fait obligation de notifier au fonctionnaire chargé de la surveillance, ainsi qu'au propriétaire et à la (les) commune(s) concernée(s), sitôt qu'il en est informé, tout risque de migration de la pollution hors du terrain.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas si l'information de la présence de polluants découle soit :

- 1° d'une analyse de sol strictement réalisée dans le but d'améliorer les connaissances scientifiques liées à la qualité des sols sur le territoire;
- 2° d'une analyse de sol strictement destinée à évaluer la qualité environnementale ou la fertilité de terres agricoles, de jardins cultivés, ou de terres potentiellement cultivables;
- 3° d'une analyse de terres réalisée dans le cadre de mesures de gestion différenciée des terres conformément à l'article 5.

Section 4. — Expropriation et charges

Art. 7. D'initiative ou à la demande du titulaire des obligations, le Gouvernement peut procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique des biens immeubles pour l'exécution des actes et travaux d'assainissement du terrain.

Art. 8. § 1^{er}. Les terrains faisant l'objet de mesures d'investigation, de mesures de sécurité, de mesures de suivi ou d'un assainissement, ainsi que les biens voisins, subissent les charges nécessaires à assurer leur bonne fin, en ce compris l'accès, les restrictions d'utilisation, l'exécution ou le maintien d'ouvrages, actes et travaux.

Le Gouvernement fixe les modalités d'application des charges visées à l'alinéa 1^{er}.

Les propriétaires et occupants de ces biens voisins sont informés préalablement à la réalisation de ces mesures selon les modalités définies par le Gouvernement.

L'exercice de cette prérogative implique de remédier, le cas échéant, aux dégradations causées aux biens voisins par ces interventions.

§ 2. Aux fins de la réalisation des missions d'inventaire ou d'investigations qui lui sont confiées en exécution du présent décret, la SPAQuE est autorisée à pénétrer, aux conditions fixées par le Gouvernement, sur et autour d'une ou plusieurs parcelles cadastrées ou non en vue d'y effectuer les études, analyses et prélèvements, en étant accompagnée si nécessaire d'experts ou d'entreprises spécialisées.

La SPAQuE peut, à cette fin et au besoin, requérir le concours de la force publique.

§ 3. Si la ou les parcelles cadastrales concernées sont occupées par un domicile, et en l'absence d'accord de l'occupant, l'autorisation est sollicitée par le Fonctionnaire dirigeant l'administration auprès du Tribunal compétent.

§ 4. Aucune indemnisation n'est due aux titulaires de droits réels ou personnels sur ces biens, sauf leur recours contre le responsable.

CHAPITRE II. — Valeurs, registre des concentrations de fond et banque de données

Section 1. — Valeurs

Art. 9. Sans préjudice des valeurs particulières, l'annexe 1^{ère} du présent décret détermine les valeurs seuil ainsi que leur champ d'application en fonction de la situation de fait et de droit, actuelle ou future du terrain, selon les types d'usage tels que déterminés aux annexes 2 et 3 du présent décret.

Le Gouvernement est habilité à compléter et modifier par arrêté les annexes 1^{ère}, 2 et 3 moyennant motivation. Les arrêtés pris en vertu du présent alinéa cesseront de produire leurs effets s'ils ne sont pas confirmés par décret dans un délai de douze mois après leur publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le type d'usage naturel s'applique aux terrains situés dans un site Natura 2000 et aux terrains qui bénéficient d'un statut de protection au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et le type d'usage agricole s'applique aux terrains situés ou potentiellement situés en zone de prévention d'un ouvrage de prise d'eau souterraine déterminée en vertu de l'article R.156 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau.

Lorsque ni le présent décret ni le Gouvernement n'ont arrêté, la valeur seuil relative à un polluant conformément à l'alinéa 1^{er}, l'administration peut l'établir dans sa décision visée à l'article 44 ou, le cas échéant, visée à l'article 50, sur avis des organes désignés par le Gouvernement wallon.

Section 2. — Concentrations de fond

Art. 10. L'administration établit et actualise la carte régionale des concentrations de fond sur la base des meilleures données disponibles, y compris celles fournies par les experts dans le cadre des études d'orientation ou de caractérisation.

Cette carte est mise à disposition du public.

A défaut de carte visée à l'alinéa 1^{er}, l'expert peut proposer des éventuelles concentrations de fond conformément aux articles 43, 49, 52 et 69.

Section 3. — Banque de données de l'état des sols

Art. 11. § 1^{er}. L'administration établit progressivement et gère la banque de données de l'état des sols.

L'administration constitue le responsable du traitement au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

L'administration établit un rapport annuel qu'elle présente au Gouvernement qui le transmet ensuite au Président du Parlement de Wallonie.

§ 2. La banque de données de l'état des sols recense, pour chaque parcelle cadastrée ou non, les données disponibles à l'administration telles que visées à l'article 12.

Les données de la banque de données de l'état des sols sont conservées tant que leur pertinence est avérée.

§ 3. L'administration assure la diffusion sous format informatique des données visées à l'article 12, §§ 2 à 4, comme information active au sens du Titre I^{er} de la Partie III du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. La diffusion s'opère sur le Portail environnement du Service public de Wallonie. Le Gouvernement fixe les modalités suivant lesquelles cette diffusion est réalisée.

L'administration donne accès à toute personne aux données visées à l'article 12, §§ 2 à 4, qui ne sont pas disponibles sous format informatiques. Le Gouvernement fixe les modalités d'accès conformément au Titre I^{er} de la Partie III du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Toute personne a accès aux données visées à l'article 12, § 3, moyennant son identification suivant les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 12. § 1^{er}. Pour chaque parcelle cadastrée ou non, la banque de données de l'état des sols reprend les données dont dispose l'administration suivant les catégories visées aux paragraphes 2 à 4.

Les données contenues dans la banque de données de l'état des sols identifient clairement au sein de quelle catégorie elles appartiennent.

Sans préjudice de l'article 75, § 3, les données visées aux paragraphes 2 et 3, contenues dans la banque de données, valent jusqu'à preuve du contraire.

§ 2. Les données reprises dans la première catégorie concernent :

- 1° les parcelles pour lesquelles une autorisation, visant une installation ou activité présentant un risque pour le sol, a été délivrée dans le cadre d'une police administrative;
- 2° les parcelles susceptibles de présenter une pollution du sol mentionnées dans les procès-verbaux de constat d'infraction et les rapports de visite dressés par les agents désignés en vertu de l'article D.140 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ou par les agents désignés par les dispositions visées à l'article D.138 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement avant leur modification par le décret du 27 mai 2004 instaurant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement;
- 3° les parcelles concernées par un terrain pollué ou potentiellement pollué;
- 4° les parcelles présentant une pollution résiduelle à l'issue de la mise en œuvre d'un plan de remédiation faisant l'objet d'un état des lieux approuvé;
- 5° les certificats de contrôle du sol;

- 6° les données et documents émis conformément à l'article 5;
- 7° les références des autorisations d'exploiter et permis d'environnement relatifs aux installations et activités présentant un risque pour le sol;
- 8° les références des plans de remédiation;
- 9° les documents attestant la bonne exécution d'un assainissement en application d'un plan de remédiation;
- 10° les décisions de l'administration portant sur les données visées au paragraphe 3;
- 11° les décisions du Gouvernement visées aux articles 79 et 81.

§ 3. Les données reprises dans la deuxième catégorie concernent :

- 1° les études d'orientation;
- 2° les études de caractérisation;
- 3° les études combinées;
- 4° les projets d'assainissement;
- 5° les évaluations finales des actes et travaux d'assainissement visés à l'article 71;
- 6° les données concernant la réalisation de travaux complémentaires visés à l'article 71;
- 7° les mesures de sécurité;
- 8° les mesures de suivi;
- 9° les données collectées dans le cadre des mesures de gestion immédiates visées à l'article 80.

§ 4. Les données reprises en troisième catégorie comprennent toutes les données, de nature strictement indicative, qui concernent une parcelle déterminée et qui, au regard des faits générateurs visés aux articles 23 à 27, ne font pas naître les obligations visées à l'article 19. Le caractère informatif de ces données est clairement identifié comme tel.

La catégorie visée à l'alinéa 1^{er} contient :

- 1° les données qui concernent les parcelles inventoriées dans le cadre de recherche ou d'investigations établissant qu'elles ont accueilli ou qu'elles ont pu accueillir des installations ou activités présentant un risque pour le sol. Sont considérées comme telles les activités ou installations anciennes qui ont pu utiliser des substances dangereuses ayant un impact potentiel sur le sol;
- 2° l'indication de la présence d'un remblai sur le terrain visé;
- 3° les données communiquées en vertu de l'article 6 ou communiquées à l'initiative des autorités communales.

Le Gouvernement wallon détermine les modalités suivant lesquelles ces données peuvent être constitutives d'une présomption de pollution suffisamment fiable pour être, au cas par cas, affectées à la première catégorie visée au paragraphe 2.

Art. 13. § 1^{er}. Un droit de rectification des données contenues dans la banque de données de l'état des sols est ouvert à toute personne selon les modalités prévues par le Gouvernement. L'exercice de ce droit n'est pas limité dans le temps.

§ 2. Les parcelles dont les données ont fait l'objet d'une demande de rectification sont indiquées avec une mention y relative dans la banque de données de l'état des sols.

Les obligations nées en vertu des articles 23 à 27 résultant de données reprises dans la banque de données de l'état des sols ne sont pas suspendues par la demande de rectification relative à la parcelle considérée, sauf dans les cas que le Gouvernement détermine.

Art. 14. § 1^{er}. Un comité de gestion et de surveillance de la banque de données de l'état des sols, ci-après le Comité, est institué. Le Comité est chargé de veiller et de contribuer au fonctionnement efficace et sûr de la banque de données de l'état des sols. A cette fin, il a pour mission de :

- 1° contrôler le fonctionnement et l'utilisation de la banque de données de l'état des sols en ce compris les demandes de rectification visées à l'article 13;
- 2° formuler, à l'attention du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, des suggestions relatives à l'opportunité de modifier le système mis en œuvre et relatives au respect du bon usage des données intégrées à la banque de données.

§ 2. Le Comité est composé de six membres désignés par le Gouvernement selon la répartition suivante :

- 1° un représentant du Ministre de l'Environnement qui assure la présidence du Comité;
- 2° deux représentants de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;
- 3° deux représentants de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie;
- 4° un représentant de la SPAQuE.

Le Gouvernement peut compléter la composition du Comité.

§ 3. Le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement du Comité et précise ses missions.

Le Comité soumet à l'approbation du Gouvernement son règlement d'ordre intérieur.

Art. 15. § 1^{er}. L'administration collecte les données utiles à l'établissement de la Banque de données de l'état des sols auprès de sources de référence qui en disposent dans le cadre de leurs activités.

Chaque source de référence transmet à l'administration les données qu'elle détient suivant les modalités techniques reprises dans un protocole signé entre l'administration et la source de référence. La transmission de ces données permet d'identifier clairement les parcelles concernées et propose la catégorie à laquelle ces données devraient être affectées.

Le Gouvernement fixe le contenu minimum du protocole.

§ 2. Les sources de référence sont :

- 1° l'administration pour ce qui concerne les données visées à l'article 12, §§ 2, 3 et 4;
- 2° la SPAQuE pour ce qui concerne les données visées à l'article 12, § 2, 3°, 4°, 5°, 9°, 10° et § 4;
- 3° les autorités qui approuvent et gèrent des plans de remédiation pour ce qui concerne les données visées à l'article 12, § 2, 9° et 10°;
- 4° le concessionnaire désigné en vertu de l'article 5 pour ce qui concerne les données visées à l'article 12, § 2, 6°.

§ 3. L'autorité, qui participe à une procédure judiciaire ou contentieuse, transmet à l'administration, dès qu'ils sont rendus, une copie des jugements et arrêts relatifs à une pollution des sols.

§ 4. Le Gouvernement établit le contenu minimal du protocole visé au § 1^{er} et précise les modalités suivant lesquelles les sources de référence et autorités dont il est question aux §§ 2 et 3, fournissent à l'administration les données.

Le Gouvernement précise les modalités d'alimentation et de gestion de la banque de données de l'état des sols ainsi que les modalités relatives à l'établissement du référentiel cartographique de la banque de données de l'état des sols.

Art. 16. Après avoir procédé à l'inscription de données au sein de la banque de données de l'état des sols, l'administration transmet tous les ans, pour information, un résumé des données pertinentes aux communes concernées.

Le Gouvernement fixe les modalités suivant lesquelles les titulaires de droits réels ou les exploitants sont, pour les terrains qui les concernent, avertis de l'inscription de données dans la banque de données de l'état des sols.

Art. 17. § 1^{er}. L'administration délivre un extrait conforme de la banque de données de l'état des sols à toute personne qui en fait la demande, par envoi recommandé ou par voie électronique.

L'extrait conforme est délivré, par envoi recommandé ou par voie électronique, moyennant paiement d'un droit de dossier versé au Fonds pour la Protection de l'Environnement, section " Protection des sols ", visé à l'article D.170, § 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Le Gouvernement fixe la durée de validité, les modalités de demande et de délivrance de l'extrait conforme de la banque de données de l'état des sols ainsi que les modalités de perception des droits de dossier.

Un extrait conforme est délivré pour chaque parcelle cadastrée ou non cadastrée visée.

Dans le cas où la banque de données de l'état des sols ne contient, pour la parcelle concernée, aucune information, l'extrait conforme de la banque de données de l'état des sols le mentionne explicitement.

§ 2. Le montant du droit de dossier pour la délivrance de l'extrait conforme est calculé selon la formule suivante :

$$\ll M = A + [(N-1) \times B] \gg$$

Où :

- 1° "M est le montant du droit de dossier";
- 2° "A = 30 euros";
- 3° "N est le nombre de parcelles cadastrées ou non cadastrées concernant le même bien faisant l'objet d'une même demande";
- 4° "B = 10 euros".

Lorsqu'une demande vise au moins une parcelle non cadastrée, le montant du droit de dossier est majoré de 100 euros.

Si l'extrait conforme est délivré par voie recommandée, le montant du droit de dossier est majoré de 10 euros.

Le montant du droit de dossier est plafonné à 320 euros.

Une même demande est limitée à un maximum de 80 parcelles cadastrées ou non cadastrées. Au-delà de ce nombre, la demande est soumise à autorisation préalable suivant les modalités déterminées par le Gouvernement.

Section 4. — Code wallon de bonnes pratiques et Compendium wallon des méthodes d'échantillonnage et d'analyses

Art. 18. § 1^{er}. Le Gouvernement adopte les règles minimales en matière de procédures techniques relatives :

- 1° à l'étude d'orientation, de caractérisation et de risque;
- 2° au projet d'assainissement;
- 3° à l'évaluation finale

Les règles minimales visées à l'alinéa 1^{er} sont accompagnées d'un Code wallon de bonnes pratiques, ci-après dénommé CWBP, constitué sous forme de guides de référence.

Le CWBP a valeur indicative et vise à garantir la qualité de la démarche d'expertise. Il comporte des critères permettant à l'expert de justifier et garantir que les méthodologies alternatives qu'il propose assurent un niveau et une qualité d'information équivalents.

Les règles minimales visées à l'alinéa 1^{er} et le CWBP comportent des procédures techniques spécifiques et simplifiées pour ce qui concerne les investigations et analyses des risques relatives aux remblais. Ils peuvent aussi inclure des méthodologies en rapport avec la protection des sols, la lutte et la remédiation des altérations de la qualité du sol.

§ 2. Le Gouvernement adopte les règles minimales en matière de méthodes de prélèvement et d'échantillonnage, de conservation, de prétraitement et d'analyse des échantillons ainsi que les procédures analytiques permettant de déterminer entre autres les teneurs en polluants dans les sols.

Les règles minimales visées à l'alinéa 1^{er} sont accompagnées d'un Compendium wallon des méthodes d'échantillonnage et d'analyses, ci-après dénommé CWEA.

Ces règles minimales et le CWEA comportent des critères permettant au laboratoire et à l'expert de justifier et garantir que les méthodes d'analyse et d'échantillonnage qu'ils proposent assurent un niveau et une qualité d'information équivalents. Ils comportent également des méthodes d'échantillonnage et d'analyses spécifiques et simplifiées pour ce qui concerne les remblais.

CHAPITRE III. — *Des obligations, des faits générateurs, des titulaires et des dérogations*

Section 1. — Des généralités

Art. 19. Les obligations du présent décret consistent à procéder, le cas échéant, à :

- 1° une étude d'orientation;
- 2° une étude de caractérisation;
- 3° un projet d'assainissement;
- 4° la mise en œuvre d'actes et travaux d'assainissement;
- 5° la mise en œuvre de mesures de suivi;
- 6° la mise en œuvre de mesures de sécurité, à l'exception des restrictions d'accès, d'usage et d'utilisation.

Conformément à l'article 52, le titulaire des obligations peut faire le choix d'introduire une étude combinée en lieu et place de l'étude d'orientation visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o.

Les mesures de sécurité sont définies dans le certificat de contrôle du sol au terme des obligations visées à l'alinéa 1^{er}, et restent à charge du titulaire initial d'obligation à l'exception des restrictions d'accès, d'usage et d'utilisation qui sont liées au terrain et doivent être respectées par tout utilisateur actuel ou futur et toute personne disposant d'un droit réel sur celui-ci.

Art. 20. § 1^{er}. A l'égard de tous les faits générateurs visés aux articles 23 à 28, si le titulaire des obligations est failli, saisi ou en règlement collectif de dettes, l'accomplissement des démarches liées aux obligations, est respectivement initié par :

- 1° le curateur, pour compte de la masse;
- 2° le notaire commis, pour compte des créanciers saisissants;
- 3° le médiateur, pour compte de la personne bénéficiant de la médiation de dette.

Les dettes afférentes à l'accomplissement de l'étude d'orientation, l'étude de caractérisation, l'étude combinée, le projet d'assainissement, la mise en œuvre d'actes et travaux d'assainissement, ainsi que les mesures de suivi et de sécurité, en ce compris les frais afférents à la constitution éventuelle d'une sûreté financière, sont à charge de la masse. Il en est de même dans l'hypothèse où, en exécution de l'article 31, § 6, alinéa 1^{er}, il est fait usage de l'article 22 par le curateur, le notaire commis ou le médiateur.

§ 2. Le Gouvernement dispose d'un privilège général sur tous les biens meubles des titulaires des obligations et peut constituer une hypothèque légale sur tous les biens de ces personnes. Le privilège prend rang immédiatement après les privilèges visés aux articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire.

Art. 21. § 1^{er}. Toute personne peut introduire, auprès de l'administration, une demande dûment motivée visant à conclure une convention de gestion des sols.

Une convention de gestion des sols peut être conclue :

- 1° lorsque la soumission volontaire visée à l'article 22 se rapporte à plusieurs terrains;
- 2° lorsque les obligations du titulaire portent sur plusieurs terrains;
- 3° en cas de pluralité de titulaires sur un terrain pollué ou potentiellement pollué, après concertation des titulaires tels que visés à l'article 73 du présent décret;
- 4° lorsque le terrain pollué ou potentiellement pollué est visé par un projet au sens de l'article D.IV.31 du CoDT, pour lequel un procès verbal est approuvé ou réputé approuvé;
- 5° lorsque la situation rencontrée comporte des éléments de nature à complexifier la mise en œuvre du présent décret. Le Gouvernement détermine les situations qui peuvent être considérées comme complexes au sens de cette disposition.

Cette demande comporte une proposition de programme d'investigations et d'assainissement comprenant la liste, la priorité et les dates de réalisation des investigations et assainissements que la ou les personnes concernées s'engagent à respecter.

L'administration statue sur la demande endéans les soixante jours.

En fonction des circonstances, l'administration, ainsi que la SPAQuE dans le cadre des missions qui lui sont confiées, peuvent proposer d'initiative la conclusion d'une convention.

§ 2. La convention de gestion des sols fixe le programme d'investigations ou d'assainissements comprenant la liste, la priorité et les dates de réalisation des investigations ou des assainissements, qui engage les personnes concernées. Les parties peuvent intégrer tout accord intervenu entre elles notamment sur la reconversion possible du site, pour autant qu'il ne déroge pas au présent décret.

Sans préjudice des autres dispositions, les échéances d'exécution des obligations visées à l'article 19 prévues dans la convention de gestion des sols se substituent aux échéances prévues par le décret.

§ 3. Le Gouvernement précise les modalités de conclusion de la convention de gestion des sols, sa durée et les conditions d'application, et peut en établir le modèle.

Section 2. — De la soumission volontaire

Art. 22. § 1^{er}. Quiconque le souhaite peut individuellement se soumettre aux obligations du présent décret par notification envoyée à l'administration. A défaut d'une telle notification, la soumission volontaire est présumée être survenue par l'envoi de :

- 1° l'étude d'orientation selon les formes et modalités prescrites à l'article 43;
- 2° l'étude combinée selon les formes et modalités prescrites à l'article 52;
- 3° du projet d'assainissement visé par la procédure accélérée d'assainissement selon les formes et modalités prescrites à l'article 69;
- 4° de l'information de la désignation d'un expert pour procéder à des mesures de gestion immédiates selon les formes et modalités prescrites à l'article 80.

La soumission volontaire visée à l'alinéa 1^{er} constitue, pour toute personne non tenue aux obligations générées en vertu des articles 23 à 27, une soumission sans aucune reconnaissance préjudiciable et sans engagement ultérieur de réaliser une ou plusieurs des obligations visées à l'article 19. Sans préjudice de l'article 29, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, et de l'article 31, § 6, alinéa 2, la personne peut demander, à tout moment, auprès de l'administration d'être déchargée de l'obligation d'accomplir son engagement.

§ 2. Lorsque le souhait de se soumettre aux dispositions du chapitre IV se rapporte à un ou plusieurs terrains dans lesquels le sol est pollué ou potentiellement pollué, la personne physique ou morale soumet à l'autorisation de l'administration un programme d'investigations et d'assainissements comprenant la liste, la priorité et les dates de réalisation des investigations et assainissements qu'elle s'engage à respecter.

§ 3. La soumission volontaire visée au paragraphe 1^{er} peut faire l'objet d'une convention de gestion des sols visée à l'article 21.

Section 3. — Des faits générateurs de l'étude d'orientation

Art. 23. § 1^{er}. Une étude d'orientation est réalisée par le demandeur d'un permis d'urbanisme, d'un permis unique ou d'un permis intégré sur un terrain renseigné dans la banque de données de l'état des sols comme pollué ou potentiellement pollué, pour autant que les actes et travaux objets de la demande de permis impliquent soit :

- 1° la mise en œuvre d'actes et travaux visés à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 1^o, 4^o, 9^o et 13^o, du CoDT, pour autant qu'ils impliquent une modification de l'emprise au sol impactant la gestion des sols;
- 2° un changement du type d'usage vers un usage plus contraignant, généré par un changement d'affectation ou d'usage de fait;

L'étude d'orientation ou l'étude combinée est jointe à la demande de permis et transmise concomitamment à l'administration conformément aux articles 43, alinéa 1^{er}, et 52, § 1^{er}, alinéa 2. La procédure d'instruction des demandes de permis visées se poursuit conformément aux législations applicables.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas aux demandes de permis :

- 1° ayant pour objet principal la réalisation d'un réseau de distribution, de production ou d'assainissement d'eau, d'électricité ou de gaz, de télécommunication, de téléinformatique, de télédistribution ou de transport de gaz, d'électricité ou de fluide;
- 2° ayant pour objet principal la réalisation de travaux de voiries;
- 3° concernant un établissement temporaire au sens de l'article 1^{er}, 4^o, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et dont la durée d'exploitation continue n'excède pas un an.

§ 3. Le Gouvernement peut arrêter une liste des actes et travaux auxquels, en raison de leur nature ou de leur ampleur, le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas.

§ 4. Lorsque le permis n'est pas délivré ou lorsqu'il renonce à mettre en œuvre son permis, le demandeur visé au § 1^{er}, 1^o, n'est pas tenu de poursuivre les investigations et de réaliser le projet d'assainissement nécessaires à la mise en œuvre de son projet, pour autant qu'il ne soit pas ou n'ait pas été désigné en vertu de l'article 26 comme titulaire des obligations.

Art. 24. § 1^{er}. Une étude d'orientation est réalisée par l'exploitant d'une installation ou d'une activité présentant un risque pour le sol :

- 1° en cas de cessation de l'installation ou de l'activité visée;
- 2° au terme du permis ou de la déclaration autorisant l'installation ou l'activité visée;
- 3° en cas de retrait définitif du permis autorisant l'installation ou l'activité visée;
- 4° en cas de décision, coulée en force de chose jugée, prononçant l'interdiction définitive d'exploiter l'installation ou l'activité visée;
- 5° en cas de faillite.

Le Gouvernement détermine la liste des installations ou activités présentant un risque pour le sol.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas aux établissements temporaires au sens de l'article 1^{er}, 4^o, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, dont la durée d'exploitation continue n'excède pas un an.

§ 3. Le Gouvernement peut arrêter, pour chaque installation ou activité présentant un risque pour le sol, des critères pour lesquels le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas.

Art. 25. Une étude d'orientation est réalisée par l'auteur d'un dommage environnemental affectant les sols au sens de l'article D.94, 1^o, c), du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Art. 26. § 1^{er}. Une étude d'orientation est réalisée sur décision de l'administration en cas d'indications sérieuses qu'une pollution du sol dépasse ou risque de dépasser les valeurs seuil ou les concentrations de fond lorsque ces dernières sont supérieures aux valeurs seuil. La décision identifie le terrain pollué et précise, conformément au §§ 2 à 7, à charge de qui l'étude d'orientation doit être réalisée. La décision de l'administration peut imposer des mesures de suivi jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'étude d'orientation.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la décision de l'administration visant à désigner un titulaire d'obligation ne peut être prise lorsque :

- 1° le dépassement des valeurs seuil est dû à un apport de matière conforme au certificat d'utilisation ou à l'enregistrement, délivré conformément à l'article 3 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- 2° le dépassement des valeurs seuil est dû à un remblai composé de terres ou d'autres matières dans le respect des dispositions prises en application de l'article 5;
- 3° des mesures de gestion immédiates sont prises conformément à l'article 79;
- 4° l'exploitant ou le titulaire de droits réels pour lequel une désignation est envisagée au titre de titulaire des obligations démontre qu'il n'a pas commis de faute ou de négligence et que le dommage causé à l'environnement est dû à une émission ou un événement expressément autorisé et respectant toutes les conditions liées à une autorisation ou un permis qui est d'application à la date de l'émission ou de l'événement. Le Gouvernement détermine la procédure et modalités suivants lesquelles le titulaire visé apporte les éléments de preuve nécessaires.

L'administration peut solliciter auprès de toute personne qui en dispose tout document qu'elle juge utile permettant de vérifier que l'une des situations visées à l'alinéa 2 est rencontrée.

§ 2. Par priorité, l'administration désigne, comme titulaire des obligations, l'auteur ou l'auteur présumé de la pollution du sol. Aucun auteur ou auteur présumé ne peut être désigné lorsque :

- 1° il ne peut être identifié ou est difficilement identifiable;
- 2° il ne peut se voir imputer la responsabilité de la pollution;
- 3° la répartition de la responsabilité entre tous les auteurs est difficile à établir suivant les conditions fixées par le Gouvernement.

L'auteur ou l'auteur présumé ne peut être désigné lorsqu'il est insolvable, sauf si l'insolvabilité résulte d'une fraude au sens de l'article 490bis du Code pénal.

§ 3. A défaut d'auteur ou d'auteur présumé, l'administration désigne, comme titulaire des obligations, l'exploitant pour autant qu'il ne soit pas insolvable, sauf si l'insolvabilité résulte d'une fraude au sens de l'article 490bis du Code pénal.

§ 4. A défaut d'autres titulaires désignés conformément aux §§ 2 et 3, l'administration désigne, comme titulaire des obligations, l'usufruitier, l'emphytéote, le superficiaire ou le locataire qui jouit d'une maîtrise effective du terrain.

Lorsque le droit réel sur le terrain ne fait l'objet d'aucun démembrement, l'administration désigne le propriétaire du terrain visé.

§ 5. Celui qui fait application volontaire des dispositions du chapitre IV conformément à l'article 22 se substitue à toute autre titulaire des obligations pour la période pour laquelle il est engagé.

§ 6. Dans les hypothèses visées aux §§ 2 à 4, plusieurs titulaires des obligations de même rang peuvent être désignés simultanément.

§ 7. Lorsqu'une société de droit public est chargée de réaménager un site au sens de l'article D.V.1, alinéa 1^{er}, 2°, du CoDT, en cas de menace grave et à défaut pour le responsable de la pollution d'avoir assaini lui-même, la société de droit public peut être chargée par le Gouvernement d'en réaliser, le cas échéant, l'assainissement conformément au présent décret.

Art. 27. Lorsque, à l'issue de l'approbation par l'administration d'une étude réalisée par le titulaire des obligations, il est démontré qu'un autre titulaire doit être désigné, l'administration peut désigner ce dernier afin qu'il réalise tout ou partie des obligations visées à l'article 19.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, le titulaire ou l'expert en charge des investigations pour autant qu'il soit mandaté peut introduire auprès de l'administration une demande portant sur la désignation d'un autre titulaire des obligations.

L'administration statue dans les trente jours ouvrables à dater de la réception de la demande.

Dès lors que la décision de l'administration est notifiée au nouveau titulaire, le titulaire des obligations désigné initialement est déchargé des obligations visées à l'article 19.

Section 4. — Des faits générateurs des autres obligations

Art. 28. Les faits générateurs des autres obligations sont les suivants :

- 1° une étude de caractérisation est réalisée, sur décision de l'administration, en application de l'article 44, alinéa 2, 4°, et de l'article 50, alinéa 2, 5°;
- 2° un projet d'assainissement est réalisé, sur décision de l'administration, en application de l'article 50, alinéa 2, 4°;
- 3° les actes et travaux d'assainissement sont mis en œuvre, sur décision de l'administration, en application des articles 66 et 69;
- 4° les mesures de suivi sont mises en œuvre, sur décision de l'administration, en application de l'article 44, alinéa 2, 4° et 5°, et alinéa 3, de l'article 50, alinéa 4, et de l'article 71, § 3, alinéa 1^{er}, 3°;
- 5° des mesures de sécurité sont mises en œuvre, sur décision de l'administration, en application des articles 44, alinéa 3, 50, alinéa 2, 1°, article 71, § 3, alinéa 1^{er}, 3° et 80, § 3, alinéa 4, 1°.

Section 5. — Des dérogations

Art. 29. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 23 à 27, l'obligation de réaliser une étude d'orientation ne naît pas lorsque :

- 1° une soumission volontaire aux dispositions du chapitre IV, conformément à l'article 22, a été introduite par le titulaire ou un tiers, pour autant que les personnes visées respectent leurs engagements;
- 2° lorsque des investigations ou des actes et travaux d'assainissement conformes au présent décret ou aux dispositions visées aux articles 112 à 118 ou à un plan de remédiation sont en cours de réalisation et que le titulaire remplit ses obligations;

- 3° lorsque qu'un des documents suivants a été délivré pour le terrain concerné, pour autant que les prescriptions fixées dans ceux-ci soient respectées :
- un certificat de contrôle du sol;
 - un plan de remédiation approuvé et exécuté conformément aux dispositions légales respectivement en vigueur;
 - un document approuvant une étude indicative ou une étude de caractérisation telle que visée aux articles 112 à 115 concluant qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la procédure;
 - un document attestant que le terrain a fait l'objet d'actes et travaux d'assainissement confiés à la SPAQuE en exécution du présent décret ou en exécution de l'article 43 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
 - une étude d'orientation ou une étude combinée a déjà été effectuée sur le terrain et a été approuvée moins de dix ans avant le jour de la survenance du fait générateur;
- 4° l'administration a délivré au titulaire, à sa demande ou d'initiative, une dispense de réaliser l'étude d'orientation conformément à l'article 46.

L'alinéa 1^{er}, 3° et 4°, ne s'applique pas en cas de pollution ou de suspicion de pollution, postérieure ou non investiguée, ou si des éléments significatifs sont intervenus et que ceux-ci n'ont pas été ou n'ont pas pu être pris en considération.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, les obligations visées à l'article 24 naissent lorsque le document visé a été délivré plus de cinq ans avant la date du fait générateur.

Art. 30. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 28, les obligations visées à l'article 19, alinéa 1^{er}, 2° à 6°, ne naissent pas dans le chef du titulaire qui a réalisé l'étude d'orientation conformément aux articles 23 à 27 lorsque :

- 1° au terme des investigations approuvées par l'administration conformément aux articles 44 ou 50, le titulaire démontre que la pollution est la résultante d'une migration en provenance de l'extérieur du terrain;
- 2° au terme des investigations approuvées par l'administration conformément aux articles 44 ou 50, le titulaire démontre que la pollution résulte du fait d'un tiers solvable à l'exclusion du fait du cédant de permis;
- 3° au terme des investigations approuvées par l'administration conformément aux articles 44 ou 50, le titulaire démontre qu'il n'a pas commis de faute ou de négligence et que la pollution ne constituait pas une menace grave en l'état des connaissances scientifiques et techniques au moment où la pollution a été générée;
- 4° au terme des investigations approuvées par l'administration conformément aux articles 44 ou 50, le titulaire d'un droit réel antérieure à la date du 30 avril 2007 démontre qu'il n'était pas ou ne pouvait pas être au courant de la pollution du sol au moment où il est devenu titulaire de son droit réel et que cette pollution du sol n'est pas constitutive d'une menace grave.

En application de l'alinéa 1^{er}, l'approbation de l'étude visée précise la pollution concernée pour laquelle les obligations visées à l'article 19, 2° à 6° ne naissent pas.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, l'administration peut, s'il échet, désigner un autre titulaire conformément à l'article 26 et, le cas échéant, lui imposer des mesures de suivi.

§ 2. Par dérogation à l'article 28, alinéa 1^{er}, 1°, l'obligation de réaliser une étude de caractérisation ne naît pas lorsque :

- 1° une étude de caractérisation ou une étude combinée a déjà été effectuée sur le terrain et a été approuvée par l'administration moins de dix ans avant le jour de la survenance du fait générateur;
- 2° l'administration a délivré au titulaire une dispense de réaliser l'étude de caractérisation conformément à l'article 51.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas en cas de pollution ou de suspicion de pollution, postérieure ou non investiguée, ou si des éléments significatifs sont intervenus et que ceux-ci n'ont pas été ou n'ont pas pu être pris en considération.

Section 6. — Prescriptions particulières relatives à la cession de biens immeubles et de permis d'environnement

Art. 31. § 1^{er}. Lors de la cession de tout terrain ou de tout permis d'environnement, le cédant sollicite, conformément à l'article 17, pour chaque parcelle cadastrée ou non, un extrait conforme de la banque de données de l'état des sols et informe immédiatement le cessionnaire de son contenu.

§ 2. Sans préjudice des articles D.IV.97 et D.IV.99 du CoDT, tout acte sous seing privé ou acte authentique relatif à la cession d'un terrain mentionne :

- 1° le contenu du ou des extrait(s) conforme(s) de la banque de données de l'état des sols;
- 2° la déclaration du cédant ou de son représentant qu'il a informé le cessionnaire, avant la formation du contrat de cession, du contenu du ou des extrait(s) conforme(s);
- 3° la déclaration du cessionnaire ou de son représentant établissant qu'il a été informé du contenu du ou des extrait(s) conforme(s);
- 4° en cas de cession de gré à gré, la destination que le cessionnaire entend assigner au terrain et la décision des parties de faire ou non entrer cette destination dans le champ contractuel;
- 5° la déclaration du cédant ou de son représentant, sans que l'on exige de lui des investigations préalables, qu'il ne détient pas d'information supplémentaire susceptible de modifier le contenu du ou des extrait(s) conforme(s).

§ 3. La nullité de toute cession ayant pour objet un terrain renseigné dans la banque de données de l'état des sols comme pollué ou potentiellement pollué peut être poursuivie devant les cours et tribunaux de l'ordre judiciaire par le cessionnaire, à défaut pour le cédant d'avoir respecté les obligations qui lui sont imposées en vertu du paragraphe 2.

Cette nullité ne peut pas être invoquée si les deux conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- 1° les obligations visées aux paragraphes 1^{er} et 2 ont été exécutées avant la passation de l'acte authentique de cession;
- 2° l'acte authentique mentionne expressément la renonciation à la nullité par le cessionnaire.

§ 4. Le ou les extrait(s) conforme(s) de la banque de données de l'état des sols dont il est fait mention dans la convention sous seing privé ou l'acte authentique date obligatoirement de moins d'un an.

§ 5. Les dispositions relatives à l'identification des titulaires des obligations visées dans le présent décret ne préjugent pas du droit des parties de convenir entre elles d'autres modalités dans le cadre de leurs relations contractuelles.

§ 6. En cas de cession d'un terrain pour lequel ni le cédant ni le cessionnaire ne sont désignés comme titulaires en vertu de l'article 26, le cédant ou le cessionnaire peuvent, de commun accord, faire usage individuellement ou conjointement de la possibilité prévue à l'article 22, sans préjudice de leurs éventuels recours civils contre un tiers. En pareille hypothèse, la décision de cession est notifiée à l'administration.

Lorsque la décision de l'administration sur l'étude de caractérisation ou sur l'étude combinée conclut à la nécessité d'un projet d'assainissement ou de mesures de suivi ou de sécurité, le cessionnaire ou le cédant avec l'assentiment écrit du cessionnaire, peut décider de mettre fin à la procédure de soumission volontaire, pour autant que le contrat de cession comporte une faculté de dédit et qu'il en soit fait usage. En ce cas, pour autant que le contrat de cession ne soit pas encore authentifié, le régime de l'article 159bis du Code des droits d'enregistrement est de plein droit applicable, même au-delà des délais prévus par cette disposition.

A défaut pour les parties de faire usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent, le titulaire est désigné conformément aux articles 23 à 27.

La cession qui interviendrait de manière à céder volontairement la titularité d'une ou plusieurs obligations visées à l'article 19 à une personne qui n'est pas en mesure de les assumer, et ce, afin d'échapper à l'application du présent décret, est inopposable à l'administration. Lorsqu'elle en a connaissance, l'administration poursuit l'inopposabilité de cette cession devant les cours et tribunaux.

§ 7. Toute convention ou acte relatif à la cession d'un terrain renseigné dans la banque de données de l'état des sols comme pollué ou potentiellement pollué mentionne, lorsque le cédant est visé par une décision de l'administration prise sur la base de l'article 26, que l'exécution des obligations visées à l'article 19 reste à charge du cédant ou, le cas échéant, que ces obligations sont transférées au cessionnaire. En ce dernier cas, le cédant et le cessionnaire notifient conjointement à l'administration la reprise des obligations visées à l'article 19 par le cessionnaire; la cession est alors subordonnée à la notification préalable de l'administration et moyennant la soumission du cessionnaire aux obligations du décret dans les conditions prévues à l'article 22. Par dérogation à l'article 72, § 1^{er}, l'administration peut, dans ce cas, exiger la constitution d'une sûreté pour la réalisation de l'ensemble des obligations visées à l'article 19.

CHAPITRE IV. — Déroulement des investigations et de l'assainissement du terrain

Section 1. — Laboratoires et experts

Art. 32. § 1^{er}. La réalisation d'une étude d'orientation, d'une étude de caractérisation, d'une étude combinée, d'un projet d'assainissement, d'une procédure accélérée d'assainissement, d'une mesure d'urgence visée à l'article 80 ou de la surveillance d'actes et travaux d'assainissement du terrain est effectuée par un expert conformément au présent décret.

Les analyses prévues par le présent décret sont réalisées par des laboratoires.

Le Gouvernement établit les modalités relatives aux prélèvements d'échantillons.

§ 2. Le Gouvernement détermine les conditions auxquelles est subordonnée la délivrance d'un agrément.

Ces conditions portent en tout cas sur :

- 1° les compétences que doit présenter le demandeur;
- 2° les moyens techniques dont il dispose;
- 3° les garanties morales requises.

§ 3. Le Gouvernement détermine les modalités de contrôle des titulaires d'un agrément, ainsi que les règles, les modalités de suspension et les règles spécifiques au renouvellement d'un agrément.

Art. 33. La demande d'agrément est, sous peine d'irrecevabilité, envoyée à l'administration au moyen du formulaire arrêté par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine le contenu de la demande.

La demande d'agrément de laboratoire comporte une enquête technique réalisée par l'ISSeP.

Dans le cas d'un renouvellement d'agrément, la demande d'agrément est envoyée cent-vingt jours avant le terme de l'agrément en cours.

Art. 34. L'administration envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'agrément dans un délai de trente jours à dater du jour où elle reçoit cette demande.

Si la demande est incomplète, l'administration indique au demandeur les documents manquants. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de l'envoi pour fournir à l'administration les compléments demandés par envoi recommandé ou par envoi conférant date certaine.

Dans les trente jours suivant la réception des compléments, l'administration envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. Si l'administration estime une seconde fois que la demande est incomplète, elle la déclare irrecevable. Si la demande est irrecevable, l'administration indique au demandeur, dans les conditions et délais prévus à l'alinéa 1^{er} ou, le cas échéant, dans le délai prévu à l'alinéa 2, les motifs de l'irrecevabilité.

Si l'administration n'a envoyé au demandeur aucune décision dans les conditions et délais prévus à l'alinéa 3, la demande est considérée comme recevable et l'instruction est poursuivie.

Art. 35. L'administration envoie sa décision au demandeur dans un délai de soixante jours à dater :

- 1° du jour où elle a envoyé sa décision attestant le caractère recevable de la demande;
- 2° à défaut, à dater du jour suivant le délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision sur le caractère recevable de la demande.

A défaut d'envoi dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, l'agrément est censé être refusé.

Art. 36. La durée de l'agrément est limitée à cinq ans renouvelables. L'agrément contient un numéro qui figure sur tout document que son titulaire adresse à l'administration.

Art. 37. En cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande d'agrément dont le contenu est déterminé par le Gouvernement, le titulaire de l'agrément en avise immédiatement l'administration.

Si celle-ci juge que les modifications indiquées sont de nature à justifier une modification, une suspension ou un retrait de l'agrément, elle en fait part, dans les trente jours, au titulaire de l'agrément.

Le titulaire de l'agrément dispose, à dater de la réception de ce courrier, d'un délai de soixante jours pour notifier à l'administration les mesures qu'il envisage de prendre pour donner suite aux observations de celle-ci.

Art. 38. L'administration peut, lorsqu'elle juge un ou plusieurs rapports ou études non-conformes, insuffisants ou incomplets, adresser au titulaire de l'agrément un avertissement. Sa décision lui est notifiée.

Art. 39. § 1^{er}. L'agrément peut être modifié, suspendu ou retiré :

- 1° si les conditions d'agrément ne sont plus remplies;
- 2° si les prestations fournies par le titulaire de l'agrément sont considérées par l'administration comme de qualité manifestement insuffisante;
- 3° si les règles imposées par le Gouvernement au titulaire de l'agrément ne sont pas respectées.

Le Gouvernement peut déterminer d'autres hypothèses dans lesquelles l'agrément peut être modifié, suspendu ou retiré.

§ 2. Si l'administration a l'intention de modifier, de suspendre ou de retirer un agrément, elle en informe le titulaire en :

- 1° précisant les motifs de modification, de suspension ou de retrait;
- 2° indiquant la durée de la suspension de l'agrément;
- 3° invitant le titulaire de l'agrément à faire valoir ses observations dans un délai de trente jours à dater de la notification de la lettre l'informant de l'intention de modifier, de suspendre ou de retirer l'agrément.

§ 3. L'administration envoie sa décision statuant sur la modification, la suspension ou le retrait au titulaire de l'agrément dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la notification de la lettre visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}.

En cas de suspension, elle précise la durée de celle-ci.

Art. 40. Le demandeur peut introduire un recours auprès du Gouvernement contre la décision ou l'absence de décision visée à l'article 35 ou contre la décision visée à l'article 39,

§ 3. Le recours est suspensif.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours accompagné de la preuve de paiement du droit de dossier visé à l'article 76 est envoyé à l'administration dans un délai de vingt jours à dater du jour de la réception de la décision ou de l'échéance endéans laquelle elle aurait dû intervenir.

Si le demandeur ou le titulaire de l'agrément demande à être entendu, l'autorité de recours lui envoie la date et le lieu d'audition dans un délai de quinze jours à dater de la réception du recours.

Le Gouvernement notifie sa décision dans un délai de trente jours à dater de la réception du recours. Ce délai est prorogé de vingt jours lorsque le demandeur demande à être entendu.

A défaut de notification dans le délai susvisé, le recours est rejeté.

Art. 41. Le Gouvernement peut fixer des conditions auxquelles des personnes physiques ou morales disposant d'un agrément ou d'un titre équivalent pour exercer des activités similaires à celles prévues à l'article 32, § 1^{er}, dans une autre Région ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne peuvent être assimilées aux personnes disposant d'un agrément en tant qu'expert au titre du présent décret.

Section 2. — Des investigations

Sous-section 1. — Etude d'orientation

Art. 42. L'étude d'orientation a pour objectif de vérifier la présence éventuelle d'une pollution du sol et de fournir, le cas échéant, une première description et estimation de l'ampleur de cette pollution.

Art. 43. L'étude d'orientation accompagnée, sous peine d'irrecevabilité, de la preuve de paiement du droit de dossier visé à l'article 76 est envoyée par le titulaire à l'administration, dans les nonante jours de la survenance de l'élément générateur des obligations visées à l'article 19 ou concomitamment à la demande de permis dans les cas visés à l'article 23. Si l'élément générateur est une décision de l'administration, ce délai court à dater de sa notification.

Une prolongation du délai visé à l'alinéa 1^{er} peut être accordée sur demande écrite et motivée du titulaire des obligations ou de l'expert en charge de l'étude pour autant qu'il soit mandaté par le même titulaire. L'administration statue dans les quinze jours ouvrables à dater de la réception de la demande de prolongation et en fixe la durée. Passé ce délai, la prolongation est réputée accordée pour le terme sollicité ou, à défaut, pour une durée de trente jours.

L'étude d'orientation comporte :

- 1° des renseignements généraux et notamment les données éventuelles relatives au terrain concerné reprises dans la banque de données de l'état des sols et les valeurs applicables en regard de l'usage considéré au sens des annexes 1^{ère}, 2 et 3, en ce compris les concentrations de fond reprises dans la carte régionale des concentrations de fonds;
- 2° un historique du terrain et de l'exploitation en cours, en ce compris les preuves d'éventuelles autorisations que le titulaire souhaite faire valoir pour attester que la partie fixe de la terre ou les éléments incorporés dans le sol sont des déchets recyclés, valorisés ou éliminés conformément à d'autres dispositions légales ou réglementaires applicables;
- 3° des renseignements pédologiques, géologiques, hydrologiques et hydrogéologiques;
- 4° des informations relatives aux stratégies et plans d'échantillonnage, aux forages, aux prélèvements et au conditionnement des échantillons, ainsi qu'aux méthodes et résultats d'analyse;
- 5° des recommandations quant aux mesures de suivi à mettre éventuellement en place;
- 6° une analyse concernant la nécessité ou non de procéder à une étude de risque;
- 7° les conclusions et propositions de l'expert. Si l'expert propose des mesures de suivi, elles sont prises par le titulaire d'obligations sans attendre la décision de l'administration statuant sur l'étude;

- 8° des éventuelles propositions de concentrations de fonds;
- 9° lorsque des polluants non repris à l'annexe 1^{ère} sont concernés, des éventuelles propositions de valeurs seuil établies conformément à l'article 9;
- 10° le cas échéant, une proposition de certificat de contrôle du sol.

Le Gouvernement précise le nombre d'exemplaires, les modalités de transmission, le contenu de l'étude d'orientation et des critères de non-conformité d'une étude d'orientation.

Le rapport et une synthèse des données sont fournis également sur support informatique selon les modalités définies par l'administration.

Art. 44. Dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'étude d'orientation, l'administration envoie au titulaire sa décision statuant sur l'étude.

Cette décision conclut soit :

- 1° à l'approbation de l'étude et qu'aucune autre investigation n'est nécessaire;
- 2° à la non-conformité de l'étude si le contenu de celle-ci ne répond pas à l'objectif visé à l'article 42 ou ne comprend pas les éléments visés à l'article 43, alinéa 3;
- 3° à l'imposition d'un complément à l'étude;
- 4° à la nécessité de réaliser une étude de caractérisation si, pour une ou plusieurs des substances analysées, les valeurs seuil, les concentrations de fond lorsqu'elles sont supérieures aux valeurs seuil, ou les valeurs particulières sont dépassées. Dans ce cas, elle peut en outre :
 - a) imposer des mesures de suivi jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'étude de caractérisation;
 - b) imposer la réalisation d'une étude de risque;
- 5° à la nécessité d'étendre les limites du terrain potentiellement pollué. Le cas échéant, pendant la période nécessaire à la réalisation de l'étude d'orientation complémentaire et à l'envoi de la décision de l'administration sur cette étude d'orientation complémentaire, la procédure est suspendue.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 1°, un certificat de contrôle du sol qui impose, le cas échéant, des mesures de sécurité est annexé à la décision. L'administration adresse le même jour un certificat de contrôle du sol au propriétaire s'il n'est pas le titulaire.

A défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, la décision est censée être arrêtée suivant les conclusions de l'étude d'orientation. Un recours est ouvert conformément au chapitre V.

Art. 45. Si l'administration impose un complément à l'étude conformément à l'article 44, alinéa 2, 3°, elle précise le délai endéans lequel le complément lui est adressé. Elle envoie sa décision dans un délai de trente jours à dater du jour de la réception du complément.

Art. 46. L'administration peut dispenser de réaliser une étude d'orientation. Cette décision se prend :

- 1° soit sur demande du titulaire de l'obligation ou de l'expert en charge de l'étude pour autant qu'il soit dûment mandaté;
- 2° soit d'initiative.

La décision de l'administration expose les motifs pour lesquels elle considère qu'une telle étude n'est pas nécessaire.

Les articles 47 et suivants sont d'application.

Le Gouvernement détermine les cas pour lesquels il y a lieu d'accorder la dispense visée à l'alinéa 1^{er}, et les modalités pour demander celle-ci.

Sous-section 2. — Etude de caractérisation

Art. 47. L'étude de caractérisation a pour objectifs de :

- 1° connaître de manière exacte la nature et le niveau de la pollution et, le cas échéant, établir si elle constitue une menace grave;
- 2° déterminer la nécessité d'assainir ainsi que les délais dans lesquels l'assainissement devrait être réalisé;
- 3° fournir les éléments nécessaires à la réalisation des actes et travaux d'assainissement en :
 - a) délimitant les poches de pollution et les volumes à assainir;
 - b) délimitant le volume et le pourtour des eaux souterraines à assainir;
- 4° déterminer s'il échet la nécessité de prendre des mesures de sécurité et de suivi.

Art. 48. L'étude de caractérisation décrit et localise de façon détaillée la pollution du sol afin de permettre à l'administration de se prononcer sur la nécessité et les modalités d'un assainissement du terrain.

Dans un délai de nonante jours à dater de la réception de la décision visée à l'article 44, alinéa 2, 4°, ou, à défaut, de l'écoulement du délai prévu à l'article 44, alinéa 1^{er}, l'étude de caractérisation accompagnée, sous peine d'irrecevabilité, de la preuve de paiement du droit de dossier visé à l'article 76 est adressée par le titulaire à l'administration.

Une prolongation du délai visé à l'alinéa 2 peut être accordée sur demande écrite et motivée du titulaire des obligations ou de l'expert en charge de l'étude pour autant qu'il soit mandaté par le même titulaire. L'administration statue dans les quinze jours ouvrables à dater de la réception de la demande de prolongation et en fixe la durée. Passé ce délai, la prolongation est réputée accordée pour le terme sollicité ou, à défaut, pour une durée de trente jours.

Sur demande motivée du titulaire des obligations ou de l'expert en charge de l'étude pour autant qu'il soit mandaté par le même titulaire, l'administration peut permettre le phasage de l'étude de caractérisation en plusieurs études partielles concernant les poches distinctes de pollution.

Art. 49. § 1^{er}. L'étude de caractérisation comporte un rapport et, le cas échéant, une étude de risque.

§ 2. Le rapport contient en tout cas :

- 1° l'analyse des conclusions de l'étude d'orientation en regard des usages considérés au sens des annexes 1^{ère}, 2 et 3 et l'inventaire des connaissances actuelles du terrain;
- 2° la description de la stratégie d'investigation;
- 3° le rapport des travaux d'observation et d'analyse;
- 4° un tableau récapitulatif séparé d'analyse des échantillons du sol et d'eau souterraine en regard des usages considérés au sens des annexes 1^{ère}, 2 et 3;
- 5° l'examen de la nécessité de procéder à l'assainissement du terrain en regard de l'usage considéré au sens des annexes 1^{ère}, 2 et 3;
- 6° le cas échéant, la partie du terrain affectée d'une pollution nouvelle et celle affectée d'une pollution historique;
- 7° les recommandations quant aux mesures de sécurité ou aux mesures de suivi éventuellement à mettre en place;
- 8° les recommandations quant aux délais endéans lesquels les travaux d'assainissement doivent être entamés et terminés;
- 9° l'estimation du coût d'établissement du projet d'assainissement;
- 10° les conclusions et propositions de l'expert;
- 11° des éventuelles propositions de concentrations de fond à prendre en compte;
- 12° lorsque des polluants non repris à l'annexe 1^{ère} sont concernés, des éventuelles propositions de valeurs seuils établies conformément à l'article 9.

Si l'expert propose des mesures de suivi en vertu de l'alinéa 1^{er}, 7°, elles sont prises par le titulaire d'obligations sans attendre la décision de l'administration statuant sur l'étude.

Le Gouvernement précise le nombre d'exemplaires, les modalités de transmission, le contenu d'une étude de caractérisation et des critères de non-conformité d'une étude de caractérisation.

Le rapport et une synthèse des données sont fournis également sur support informatique, selon les modalités définies par l'administration.

§ 3. L'étude de risque détermine en vue, notamment, d'identifier une éventuelle pollution du sol constituant une menace grave :

- 1° le niveau de risque encouru pour la santé de l'homme, les eaux souterraines et, le cas échéant, pour les écosystèmes, eu égard notamment à la mobilité éventuelle des polluants et à l'usage du terrain;
- 2° la nécessité et l'urgence de l'assainissement et, dans l'affirmative, les recommandations quant aux dates auxquelles les actes et travaux d'assainissement doivent être entamés et terminés;
- 3° les recommandations quant aux mesures de sécurité ou aux mesures de suivi éventuelles.

Le rapport d'étude de risques contient les propositions et recommandations de l'expert.

§ 4. Lorsque l'expert conclut qu'aucun assainissement n'est requis, le rapport propose un certificat de contrôle du sol et, s'il échet, des valeurs particulières et des mesures de sécurité.

Art. 50. § 1^{er}. Dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'étude de caractérisation, l'administration envoie au titulaire sa décision statuant sur l'étude de caractérisation.

Cette décision peut soit :

- 1° approuver l'étude et conclure qu'aucune autre investigation n'est nécessaire ou que l'assainissement n'est pas requis;
- 2° conclure à la non-conformité de l'étude si le contenu de celle-ci ne répond pas à l'objectif visé à l'article 49 ou ne comprend pas les éléments visés à l'article 49;
- 3° imposer un complément à l'étude;
- 4° conclure à la nécessité de réaliser un projet d'assainissement;
- 5° conclure à la nécessité d'étendre les limites du terrain dans lequel le sol est pollué. Le cas échéant, pendant la période nécessaire à la réalisation de l'étude d'orientation complémentaire et pendant la période nécessaire à la réalisation de l'étude de caractérisation complémentaire, ainsi qu'à l'envoi de la décision de l'administration sur cette étude d'orientation complémentaire et sur cette étude de caractérisation complémentaire, la procédure est suspendue.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 3°, l'administration précise le délai endéans lequel le complément lui est adressé. Elle envoie sa décision dans un délai de soixante jours à dater du jour de la réception du complément.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 1°, un certificat de contrôle du sol est annexé à la décision qui prescrit, le cas échéant, des mesures de sécurité. L'administration adresse le même jour un certificat de contrôle du sol au propriétaire s'il n'est pas le titulaire.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 4°, la décision détermine le délai dans lequel le projet d'assainissement est réalisé et déposé auprès de l'administration.

Le dépôt du projet d'assainissement peut être postposé pour une période maximale de 10 ans et au plus tard à la cessation de l'activité au sens de l'article 1^{er}, 7°bis, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, pour autant que :

- 1° la pollution du sol ne constitue pas une menace grave pour la santé humaine et pour les eaux souterraines et, le cas échéant, pour les écosystèmes sur base de l'usage effectif du terrain;
- 2° la pollution du sol constatée peut être encadrée, le cas échéant, par des mesures de suivi;
- 3° des actes et travaux entrepris durant cette période ne soient pas de nature à entraver le traitement ou le contrôle ultérieur de la pollution.

Par dérogation à l'article 72, § 1^{er}, lorsque l'administration accepte le report du dépôt du projet d'assainissement, elle impose au demandeur la constitution d'une sûreté pour garantir la réalisation des actes et travaux d'assainissement.

La sûreté doit être constituée dans les trente jours de son imposition.

Dans les cas visés à l'alinéa 2, 4^o et 5^o, la décision peut imposer des mesures de suivi jusqu'à ce qu'il soit statué sur le projet d'assainissement ou sur les études d'orientation et de caractérisation complémentaires.

A défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, la décision est censée être arrêtée suivant les conclusions de l'étude de caractérisation.

Art. 51. Lorsque l'administration juge que les objectifs de l'étude de caractérisation tels que visés à l'article 47 sont rencontrés au terme de l'étude d'orientation, elle peut dispenser de réaliser une étude de caractérisation. Cette décision se prend :

- 1^o soit sur demande du titulaire de l'obligation ou de l'expert en charge de l'étude pour autant qu'il soit dûment mandaté;
- 2^o soit d'initiative.

La décision de l'administration expose les motifs pour lesquels elle considère qu'une telle étude n'est pas nécessaire.

Les articles 53 et suivants sont d'application.

Le Gouvernement détermine les cas pour lesquels il y a lieu d'accorder la dispense visée à l'alinéa 1^{er}, et les modalités pour demander celle-ci.

Sous-section 3. — Etude combinée

Art. 52. § 1^{er}. Le titulaire peut introduire auprès de l'administration une étude combinée visant les objectifs et exigences mentionnés aux articles 42, 47 et 48.

Le titulaire en informe l'administration endéans les trente jours à dater de la survenance de l'élément générateur des obligations visées à l'article 19. L'étude combinée accompagnée, sous peine d'irrecevabilité, de la preuve de paiement du droit de dossier visé à l'article 76, est adressée à l'administration dans les cent quatre-vingts jours à dater de la survenance de l'élément générateur des obligations visées à l'article 19. Si l'élément générateur est une décision de l'administration, ce délai court le troisième jour à dater de la notification de cette décision.

Une prolongation du délai visé à l'alinéa 2 peut être accordée sur demande écrite et motivée du titulaire des obligations ou de l'expert en charge de la réalisation de l'étude combinée pour autant qu'il soit dûment mandaté.

L'administration statue dans les quinze jours ouvrables à dater de la réception de la demande de prolongation et en fixe la durée. Passé ce délai, la prolongation est réputée accordée pour le terme sollicité par le demandeur ou, à défaut, pour une durée de soixante jours.

§ 2. L'étude combinée répond aux objectifs visés aux articles 42 et 47 et comporte en tout cas :

- 1^o des renseignements généraux et notamment les données éventuelles relatives au terrain concerné reprises dans la banque de données de l'état des sols et les valeurs applicables, en ce compris les concentrations de fond reprises dans la carte régionale des concentrations de fonds;
- 2^o un historique du terrain et de l'exploitation en cours, en ce compris les preuves d'éventuelles autorisations que le titulaire souhaite faire valoir pour attester que la partie fixe de la terre ou les éléments incorporés dans le sol sont des déchets recyclés, valorisés ou éliminés conformément à d'autres dispositions légales ou réglementaires applicables;
- 3^o un tableau récapitulatif séparé d'analyse des échantillons du sol et d'eau souterraine en regard des usages considérés au sens des annexes 1^{ère}, 2 et 3;
- 4^o des renseignements pédologiques, géologiques, hydrologiques et hydrogéologiques;
- 5^o des informations relatives aux stratégies et plans d'échantillonnage, aux forages, aux prélèvements et au conditionnement des échantillons, ainsi qu'aux méthodes et résultats d'analyse;
- 6^o des recommandations quant aux mesures de sécurité ou de suivi à mettre éventuellement en place;
- 7^o le cas échéant, une étude de risque;
- 8^o les conclusions et propositions de l'expert. Si l'expert propose des mesures de suivi, elles sont prises par le titulaire d'obligations sans attendre la décision de l'administration statuant sur l'étude;
- 9^o des éventuelles propositions de concentrations de fonds;
- 10^o lorsque des polluants non repris à l'annexe 1^{ère} sont concernés, des éventuelles propositions de valeurs seuil établies conformément à l'article 9;
- 11^o le cas échéant, une proposition de certificat de contrôle du sol;
- 12^o l'examen de la nécessité de procéder à l'assainissement du terrain;
- 13^o le cas échéant, la partie du terrain affectée d'une pollution nouvelle et celle affectée d'une pollution historique;
- 14^o les recommandations quant aux délais endéans lesquels les travaux d'assainissement doivent être entamés et terminés;
- 15^o l'estimation du coût d'établissement du projet d'assainissement.

§ 3. Lorsque l'expert conclut qu'aucun assainissement n'est requis, le rapport propose un certificat de contrôle du sol et, s'il échet, des valeurs particulières et des mesures de sécurité.

§ 4. Dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'étude combinée, l'administration rend sa décision sur l'étude conformément à l'article 50.

Les articles 50 et suivants sont d'application.

Le Gouvernement précise le nombre d'exemplaires, les modalités de transmission, le contenu de l'étude combinée et des critères de non-conformité d'une étude combinée.

Le rapport et une synthèse des données sont fournis également sur support informatique selon les modalités définies par l'administration.

Section 3. — De l'assainissement des terrains

Sous-section 1. — Des cas dans lesquels l'assainissement est requis

Art. 53. Si le terrain fait l'objet d'une pollution nouvelle, un assainissement est requis si l'étude de caractérisation révèle que, suivant le cas :

- 1° les valeurs seuil ou les concentrations de fond lorsqu'elles sont supérieures aux valeurs seuil, déterminées en exécution de l'article 9, applicables à ceux-ci, sont dépassées pour au moins un des paramètres analysés;
- 2° les valeurs particulières à respecter conformément au certificat de contrôle du sol sont dépassées pour au moins un des paramètres analysés.

Art. 54. Si le terrain fait l'objet d'une pollution historique, un assainissement est requis si, simultanément :

- 1° l'étude de caractérisation révèle que les valeurs seuil ou, lorsqu'elles sont supérieures à ces valeurs seuil, les concentrations de fond, sont dépassées pour au moins un des paramètres analysés;
- 2° la décision de l'administration indique que la pollution du sol constitue une menace grave.

Art. 55. Les dispositions relatives à chaque type de pollution sont d'application respectivement là où les deux types de pollution ont pu être distingués.

Si l'étude d'orientation, de caractérisation ou combinée démontre que la pollution présente sur le terrain est une pollution mixte principalement générée :

- 1° avant la date du 30 avril 2007, les dispositions relatives à la pollution historique sont d'application;
- 2° à partir du 30 avril 2007, les dispositions relatives à la pollution nouvelle sont d'application.

Le Gouvernement peut préciser la méthodologie suivant laquelle il peut être admis qu'une pollution est principalement générée comme historique ou comme nouvelle.

Sous-section 2. — Des objectifs de l'assainissement

Art. 56. L'assainissement d'un terrain affecté d'une pollution nouvelle restaure le sol, pour les polluants qui répondent aux conditions visées à l'article 53, au niveau déterminé par l'administration sur proposition de l'expert.

Ce niveau correspond soit à :

- 1° quatre-vingts pourcents de la valeur seuil;
- 2° au niveau de la concentration de fond lorsque celle-ci est supérieure à la valeur visée au 1°;
- 3° la valeur particulière lorsque les polluants dépassent la valeur particulière représentative de la pollution résiduelle.

A défaut de pouvoir atteindre les valeurs reprises à l'alinéa 2, le niveau correspond au niveau le plus proche de ces valeurs que les meilleures techniques disponibles et les caractéristiques du terrain permettent d'atteindre tout en supprimant au minimum la menace grave pour la santé humaine, les eaux souterraines et, le cas échéant, les écosystèmes.

Lorsque l'assainissement est mené en application de l'alinéa 3 et que les objectifs visés à l'alinéa 2, n'ont pu être atteints au droit des eaux souterraines, des mesures de réparation complémentaire et compensatoire sont prises conformément au chapitre II du titre V de la partie VII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Art. 57. L'assainissement d'un terrain affecté d'une pollution historique restaure le sol, pour les polluants qui répondent aux conditions visées à l'article 54, au niveau déterminé par l'administration sur proposition de l'expert.

Ce niveau permet au minimum de supprimer l'existence d'une menace grave pour la santé humaine, les eaux souterraines et, le cas échéant, pour les écosystèmes tout en mettant en œuvre les meilleures techniques disponibles et en prenant en considération les caractéristiques du terrain

Sous-section 3. — Des actes et travaux d'assainissement

Art. 58. Un projet d'assainissement déterminant le mode d'exécution de l'assainissement du terrain est adressé par le titulaire à l'administration.

Le projet d'assainissement se base sur les résultats d'une étude de caractérisation ou d'une étude combinée ayant fait l'objet d'une décision de l'administration conformément à l'article 50, alinéa 2, 4°.

Sans préjudice de l'alinéa 4, ce projet comporte en tout cas :

- 1° les conclusions, propositions et recommandations de l'expert figurant dans l'étude de caractérisation ou dans l'étude combinée;
- 2° l'identification des polluants décelés dans l'étude de caractérisation ou dans l'étude combinée dont les concentrations répondent aux critères fixés aux articles 53 et 54, les volumes de sols contaminés par ces polluants et le degré d'urgence de l'assainissement à effectuer;
- 3° un descriptif des différents procédés techniques d'assainissement pertinents accompagnés pour chacun :
 - a) d'une estimation des résultats attendus par référence aux articles 56 et 57;
 - b) d'une estimation de son coût, en ce compris le coût des mesures de suivi et de sécurité éventuelles;
- 4° une justification du procédé d'assainissement ou, le cas échéant, de la combinaison de procédés préconisés par l'expert et des variantes éventuelles en démontrant, en termes d'indicateurs environnementaux, économiques et sociaux, que ce procédé d'assainissement répond aux meilleures techniques disponibles;
- 5° une description des travaux, de leur phasage éventuel, des délais dans lesquels ils sont réalisés incluant le mode de traitement ou de transformation des substances ou parties du sol ou bâtiments à enlever à titre temporaire ou définitif;
- 6° la description des mesures qui sont prises pour assurer la sécurité lors de l'exécution des travaux;
- 7° l'impact des actes et travaux d'assainissement du terrain sur les parcelles avoisinantes;
- 8° un descriptif des risques résiduels et le cas échéant, des mesures de sécurité, pour l'usage futur du terrain faisant l'objet des actes et travaux;

- 9° les mesures de suivi à prendre durant l'assainissement du terrain, le délai pendant lequel elles sont maintenues et une estimation de leur coût;
- 10° une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement conformément aux dispositions du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;
- 11° un résumé non technique des données précitées.

Le cas échéant, le projet comporte :

- 1° les mesures de sécurité auxquelles seront soumis les terrains au terme des actes et travaux d'assainissement en regard du l'usage considéré au sens des annexes 1^{ère}, 2 et 3;
- 2° les mentions précisées par le Gouvernement requises par ou en vertu de l'article D.IV.26 du CoDT, des articles 17 et 83 alinéa 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de l'article 3, § 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- 3° les mesures de réparation complémentaire et compensatoire visées à l'article 56.

Le rapport et une synthèse des données sont également fournis sur support informatique selon les modalités définies par l'administration.

Art. 59. Sous peine d'irrecevabilité, le projet d'assainissement accompagné de la preuve de paiement du droit de dossier visé à l'article 76 est introduit auprès de l'administration.

Le Gouvernement détermine le nombre d'exemplaires du projet d'assainissement qui sont communiqués à l'administration et peut fixer des modalités de transmission, et des critères de recevabilité et de non-conformité d'un projet d'assainissement.

Art. 60. L'administration envoie sa décision statuant sur le caractère complet et recevable du projet d'assainissement dans un délai de trente jours à dater du jour où elle reçoit le projet d'assainissement. Si la demande est incomplète, elle adresse, de la même manière, au titulaire un relevé des documents et informations manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

Si l'administration n'a pas envoyé sa décision au titulaire dans ce délai, le projet est considéré comme recevable. S'il n'a pas déjà été payé, le droit de dossier reste exigible. La procédure est poursuivie.

Art. 61. Le jour où elle envoie au titulaire sa décision attestant le caractère complet et recevable du projet d'assainissement, conformément à l'article 60, l'administration transmet celui-ci pour avis aux différentes instances qu'elle désigne et au collège communal de la ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles le projet est envisagé.

Pour autant que le projet d'assainissement ne soit pas soumis à une étude d'incidences conformément aux articles D.66, § 2 et D.68, §§ 2 et 3 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et sans préjudices des dispositions du CoDT ou du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, une phase de participation du public sous la forme d'une annonce de projet est organisée par la ou les commune(s) concernée(s), selon les modalités que le Gouvernement détermine.

Lorsque le projet d'assainissement est soumis à étude d'incidence en application des articles D.66, § 2 et D.68, § 2 et 3 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, une enquête publique est organisée par la ou les commune(s) concernée(s) selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Art. 62. § 1^{er}. Les instances envoient leur avis dans un délai de trente jours à dater de leur saisine.

A défaut d'envoi d'avis ou de remise contre récépissé, l'avis est réputé favorable.

§ 2. Le collège communal de chaque commune où une enquête publique a été organisée envoie à l'administration, dans les dix jours de la clôture de l'enquête, les objections et observations écrites et orales formulées au cours de l'enquête publique, y compris le procès-verbal visé à l'article D. 29-19 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Art. 63. Si une instance consultée souhaite la tenue d'une réunion de concertation des instances consultées et de l'administration, elle en informe l'administration par envoi recommandé ou toute autre modalité conférant date certaine dans un délai de 15 jours à dater de la demande d'avis.

Si l'administration souhaite la tenue d'une réunion de concertation, elle en informe de la même manière les instances consultées.

Art. 64. Les délais de procédure jusqu'à la prise de décision visée à l'article 65 se calculent :

- 1° à dater du jour où l'administration a envoyé sa décision attestant le caractère recevable du projet;
- 2° à défaut, à dater du jour suivant l'expiration du délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision sur le caractère recevable de la demande.

Art. 65. L'administration envoie sa décision statuant sur le projet d'assainissement au titulaire dans un délai de cent vingt jours à dater du jour où elle a envoyé sa décision attestant le caractère recevable du projet.

Art. 66. § 1^{er}. Si l'administration approuve le projet d'assainissement :

- 1° elle fixe le délai endéans lequel les actes et travaux d'assainissement doivent être entamés et terminés;
- 2° elle peut imposer au titulaire :
 - a) toute condition qu'elle juge utile en vue de s'assurer que le projet d'assainissement rencontre les objectifs du présent décret;
 - b) toute condition qu'elle juge utile en vue d'éviter que le projet d'assainissement ne puisse, pendant ou après sa réalisation, causer des dangers, nuisances ou inconvénients pour l'homme ou l'environnement;
- 3° elle indique, le cas échéant, les mentions précisées par le Gouvernement requises par ou en vertu de l'article D.IV.26 du CoDT, de l'article 45 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de l'article 3, § 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

§ 2. Si l'administration refuse d'approuver le projet d'assainissement, elle énonce les modifications à apporter au projet en vue d'un nouveau dépôt conformément aux articles 58 ou 68.

§ 3. Si l'administration ne s'est pas prononcée dans le délai qui lui est imparti, le projet d'assainissement est censé être refusé. Sans préjudice de la compétence des cours et tribunaux, l'absence de décision dans le délai de cent vingt jours ouvre le droit dans le chef du demandeur à une indemnité forfaitaire de 2.500 euros.

Art. 67. L'approbation du projet d'assainissement vaut permis d'environnement, permis d'urbanisme, permis unique, déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et enregistrement.

Par dérogation à l'article 50 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à l'article D.IV.81 du CoDT, l'approbation du projet d'assainissement ne se périmé que pour la partie restante des actes et travaux d'assainissement non exécutés que si ceux-ci n'ont pas été exécutés dans les deux ans qui suivent la date à laquelle ils devaient l'être.

Art. 68. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 58 à 67, le titulaire des obligations peut introduire une demande de :

- 1° permis unique comportant les mentions du projet d'assainissement si sa demande a pour objet :
 - soit un projet ou un projet mixte au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
 - soit des actes et travaux soumis à permis d'urbanisme, comprenant notamment des actes et travaux d'assainissement;
- 2° permis intégré comportant les mentions du projet d'assainissement si sa demande a pour objet un projet intégré au sens de l'article 1^{er}, 5°, du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, comprenant notamment des actes et travaux d'assainissement.

§ 2. La procédure de demande de permis est instruite conformément aux dispositions du décret du 11 mars 1999 pour les établissements de classe 1, sans qu'il n'y ait lieu de réaliser nécessairement une étude d'incidence sur l'environnement.

La procédure de demande de permis intégré est instruite conformément aux dispositions du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales pour les établissements de classe 1, sans qu'il n'y ait lieu de réaliser nécessairement une étude d'incidence sur l'environnement.

§ 3. La décision accordant le permis comporte les mentions prévues à l'article 66, § 1^{er}, du présent décret. La décision refusant le permis pour des motifs ayant trait à l'assainissement énonce les modifications à apporter au projet en vue d'un nouveau dépôt conforme à l'article 58 ou à l'article 68 du présent décret.

Le permis délivré est exécuté suivant les dispositions du présent décret en ce qu'il tient lieu de décision sur le projet d'assainissement.

Pour les actes et travaux autres que ceux ayant trait à l'assainissement, le délai de péremption visé aux articles 97 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, 102 du décret relatif aux implantations commerciales et D.IV.84 du CoDT, ne court qu'à dater de la réception de l'évaluation finale.

Art. 69. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 42 à 51, le titulaire des obligations peut réaliser une procédure accélérée d'assainissement, lorsque les conditions cumulatives suivantes sont rencontrées :

- 1° il existe des indications sérieuses que la pollution est circonscrite et qu'elle ne migre pas hors du terrain;
- 2° le délai estimé d'exécution des actes et travaux est inférieur à :
 - cent quatre-vingts jours ouvrables en cas d'assainissement du sol;
 - trois cent soixante jours ouvrables en cas d'assainissement des eaux souterraines;
- 3° hormis des mesures imposant un non-remaniement des pollutions résiduelles ou, le cas échéant, le maintien du dispositif de confinement, l'exécution des actes et travaux d'assainissement n'implique aucune mesure de sécurité;
- 4° les propriétaires et occupants des terrains sur lesquels auront lieu les actes et travaux d'assainissement visés par cette procédure accélérée marquent leur accord par écrit sur l'exécution de ces actes et travaux d'assainissement et précisent le délai endéans lequel le projet d'assainissement sera déposé.

Dès que la personne concernée ou le titulaire a connaissance que les conditions visées à l'alinéa 1^{er} sont réunies, il informe l'administration de son intention d'introduire une procédure accélérée d'assainissement.

L'introduction d'un projet d'assainissement visé par cette procédure accélérée entraîne l'obligation d'exécuter les actes et travaux d'assainissement.

§ 2. Le projet d'assainissement visé par cette procédure accélérée est réalisé par un expert. Sous peine d'irrecevabilité, le projet d'assainissement accompagné de la preuve de paiement du droit de dossier visé à l'article 76 est adressé par le titulaire à l'administration.

Ce projet comprend au minimum :

- 1° le contenu de l'étude combinée visée à l'article 52;
- 2° le contenu du projet d'assainissement visé à l'article 58.

Le Gouvernement détermine le nombre d'exemplaires du projet d'assainissement visé par cette procédure accélérée à communiquer à l'administration.

§ 3. Par dérogation à l'article 60, l'administration envoie au titulaire sa décision statuant sur le caractère complet et recevable du projet d'assainissement visé par cette procédure accélérée dans un délai de trente jours à dater du jour où elle reçoit le projet. Si la demande est incomplète, l'administration adresse au titulaire, suivant les mêmes modalités, un relevé des documents et informations manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

Si l'administration n'a pas envoyé sa décision au titulaire dans ce délai, le projet est considéré comme recevable. La procédure est poursuivie.

Les articles 61 à 64 sont d'application.

§ 4. L'administration envoie au titulaire sa décision statuant sur le projet d'assainissement visé par la procédure accélérée dans un délai de cent vingt jours à dater du jour où elle a envoyé sa décision attestant du caractère recevable du projet.

§ 5. Si l'administration approuve le projet d'assainissement visé par la procédure accélérée :

- 1° elle fixe le délai endéans lequel les actes et travaux d'assainissement doivent être entamés et terminés;
- 2° elle peut imposer au titulaire :
 - a) toute condition qu'elle juge utile en vue de s'assurer que le projet d'assainissement visé par la procédure accélérée rencontre les objectifs du présent décret;
 - b) toute condition qu'elle juge utile en vue d'éviter que le projet d'assainissement visé par la procédure accélérée ne puisse, pendant ou après sa réalisation, causer des dangers, nuisances ou inconvénients pour l'homme ou l'environnement;
- 3° elle indique, le cas échéant, les mentions précisées par le Gouvernement requises par ou en vertu de l'article D.IV.26 du CoDT, de l'article 45 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de l'article 3, § 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Si l'administration refuse d'approuver le projet d'assainissement visé par la procédure accélérée, elle énonce les modifications à apporter au projet en vue d'un nouveau dépôt conformément au présent article.

Si l'administration ne s'est pas prononcée dans le délai qui lui est imparti, le projet d'assainissement visé par la procédure accélérée est censé être refusé.

L'absence de décision dans le délai de cent vingt jours ouvre le droit dans le chef du demandeur à une indemnité forfaitaire de 2.500 euros. Les demandes d'indemnité sont de la compétence des cours et tribunaux.

L'article 68 est d'application à l'approbation du projet d'assainissement visé par la procédure accélérée.

Sous-section 4. — De la surveillance des actes et travaux d'assainissement

Art. 70. § 1^{er}. La surveillance des actes et travaux d'assainissement est réalisée par un expert. Les titulaires de l'obligation de procéder aux actes et travaux d'assainissement informent régulièrement l'administration de l'évolution des actes et travaux et de tout accident ou incident susceptible d'affecter leur bon déroulement.

Le Gouvernement fixe le contenu du document relatant l'état d'avancement que communiquent les personnes visées à l'alinéa 1^{er}, les modalités et les échéances suivant lesquelles il est transmis.

§ 2. En cas d'éléments nouveaux apparus après approbation du projet d'assainissement, l'administration peut, soit à la demande du titulaire ou de l'expert, soit d'initiative, modifier les prescriptions du projet d'assainissement ou celles imposées en vertu de l'article 66, § 1^{er} ou de l'article 69, § 5.

Elle envoie au titulaire sa décision.

Art. 71. § 1^{er}. A l'issue des actes et travaux d'assainissement, une évaluation finale est effectuée par l'expert ayant établi le projet d'assainissement et procédé à la surveillance des actes et travaux d'assainissement. Moyennant l'autorisation préalable de l'administration, l'évaluation finale peut être effectuée par un autre expert.

Cette évaluation comprend :

- 1° un rappel des objectifs d'assainissement tels que fixés dans la décision visée à l'article 65, 66, 68 ou 69;
- 2° les résultats obtenus, en ce compris les valeurs atteintes, avec, dans les cas où les objectifs d'assainissement n'ont pu être atteints, une analyse des risques résiduels;
- 3° les problèmes rencontrés lors des travaux;
- 4° les propositions éventuelles de mesures de sécurité;
- 5° les propositions éventuelles de travaux complémentaires lorsqu'il apparaît, à l'issue des travaux, que, pour un des paramètres analysés, la valeur fixée dans l'approbation du projet d'assainissement n'est pas atteinte, ainsi que les propositions éventuelles de mesures de sécurité et l'estimation du coût de ces travaux complémentaires;
- 6° une proposition de certificat de contrôle du sol et, le cas échéant, des valeurs particulières.

Le rapport d'évaluation et une synthèse des données sont fournis également sur support informatique selon les modalités définies par l'administration.

Le Gouvernement détermine des critères de non-conformité d'une évaluation finale.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, l'évaluation finale accompagnée de la preuve de paiement du droit de dossier visé à l'article 76 est adressée à l'administration dans les soixante jours à dater de la fin des actes et travaux d'assainissement.

L'administration peut, si elle l'estime nécessaire, entendre l'expert.

Le Gouvernement détermine le nombre d'exemplaires de l'évaluation finale à communiquer à l'administration.

§ 3. Dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'évaluation finale, l'administration décide :

- 1° d'approuver l'évaluation finale et de délivrer au titulaire un certificat de contrôle du sol qui :
 - constate que l'assainissement a été effectué conformément aux dispositions du présent décret;
 - impose, le cas échéant, des mesures de sécurité;
 - constate, le cas échéant, la pollution résiduelle;
- 2° de déclarer l'évaluation finale non-conforme;
- 3° de solliciter des documents complémentaires;
- 4° d'ordonner une contre-expertise à charge du titulaire;
- 5° de refuser la délivrance du certificat de contrôle du sol.

Lorsqu'elle décide de délivrer le certificat de contrôle du sol, l'administration adresse le même jour un certificat de contrôle du sol au propriétaire s'il n'est pas le titulaire.

Dans le même délai, lorsque le certificat de contrôle du sol est refusé ou lorsqu'il apparaît que des éléments significatifs sont intervenus et que ceux-ci n'ont pas été ou n'ont pas pu être pris en considération lors de la réalisation des actes et travaux d'assainissement, l'administration peut imposer, le cas échéant, des travaux complémentaires à effectuer dans le délai qu'elle détermine et, dans cette hypothèse et les éventuelles mesures de suivi et de sécurité. Dans ce cas, le certificat de contrôle du sol visé à l'alinéa 1^{er} est délivré dans un délai de soixante jours à dater d'une nouvelle évaluation finale.

Lorsque la contre-expertise ordonnée par l'administration confirme les éléments relevant de l'évaluation finale effectuée par l'expert, les frais inhérents à cette contre-expertise sont intégralement remboursés au titulaire. Le Gouvernement détermine les modalités de ce remboursement.

Section 4. — Des sûretés financières

Art. 72. § 1^{er}. Sans préjudice des autres hypothèses visées dans le présent décret, l'administration peut imposer aux titulaires visés à l'article 26, la constitution d'une sûreté afin de garantir la réalisation de tout ou partie des obligations visées à l'article 19 du présent décret, uniquement dans les cas suivants :

- 1° lorsque le titulaire désigné par l'administration en vertu de l'article 26 a été mis en demeure d'exécuter ses obligations;
- 2° lorsque le titulaire des obligations n'exécute pas ses obligations;
- 3° lorsqu'au terme des obligations visées à l'article 19 un certificat de contrôle du sol, comportant des mesures de sécurité à charge du titulaire initial d'obligation, est délivré.

La sûreté doit être constituée dans les trente jours de son imposition. L'administration peut disposer que la constitution de la sûreté est fractionnée en tranches dans la mesure où celles-ci correspondent à la réalisation successive des obligations visées.

Le Gouvernement définit les critères d'établissement des sûretés et la méthodologie pour en déterminer le montant.

En cas de cession d'un terrain pour lequel des mesures de sécurité ont été prononcées et couvertes par une sûreté, le Gouvernement détermine les modalités de transfert entre le cédant et le cessionnaire de la sûreté constituée.

§ 2. Les autorités publiques régionales, les autorités communales, les associations de communes, les provinces et les autres personnes morales de droit public sont dispensées de constituer une sûreté dans le cadre de la mise en œuvre du présent décret.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'administration peut exiger la constitution d'une sûreté si l'autorité communale, l'association de communes, la province ou la personne morale de droit public ne met pas en œuvre les conclusions de l'étude de caractérisation conformément à la décision prise par l'administration en vertu de l'article 50.

§ 3. La sûreté consiste, au choix du demandeur, en un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, un gage de créance constitué entre les mains d'un notaire, en une garantie bancaire indépendante ou en toute autre forme de sûreté que le Gouvernement détermine, à concurrence du montant déterminé par l'administration.

Dans le cas où la sûreté consiste en un versement en numéraire, le titulaire est tenu d'augmenter annuellement la sûreté à concurrence des intérêts produits durant l'année précédente.

Dans le cas où la sûreté consiste en une garantie bancaire indépendante, celle-ci est obligatoirement émise par un établissement de crédit agréé soit auprès de la Commission bancaire et financière, soit auprès d'une autorité d'un Etat membre de l'Union européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

§ 4. L'administration décide de libérer tout ou partie de la sûreté dans la décision par laquelle elle constate que tout ou partie des obligations visées par celle-ci sont dûment accomplies. La sûreté est libérée dans les trente jours de la décision visée.

Le Gouvernement détermine les modalités de cette libération.

§ 5. Le cas échéant, l'administration peut également adapter la sûreté de manière à l'affecter à la réalisation des autres obligations du présent décret. La sûreté est adaptée dans les trente jours de la décision par laquelle l'administration constate qu'il y a lieu de constituer une sûreté financière pour une autre obligation visée par le présent décret non déjà garantie par une sûreté financière.

Le Gouvernement détermine les modalités de cette adaptation.

Section 5. — Dispositions communes aux sections précédentes

Art. 73. En cas de pluralité de titulaires, l'administration organise, selon les modalités que le Gouvernement précise, une ou plusieurs réunions de concertation entre ceux-ci.

Les titulaires désignent un mandataire chargé des relations avec l'administration.

L'intervention de l'expert, les opérations d'investigation et d'assainissement sont communes à ces titulaires.

Art. 74. Lorsque des nouveaux éléments apparaissent après la réalisation des actes et travaux d'assainissement, le certificat de contrôle du sol délivré conformément au présent décret peut faire l'objet d'une révision suivant les conditions déterminées par le Gouvernement.

Le Gouvernement règle les modalités d'obtention de cette révision, la procédure à suivre, ainsi que les mesures de contrôle éventuel.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas en cas de pollution ou de suspicion de pollution, postérieure ou non investiguée.

Art. 75. § 1^{er}. Dans sa décision portant sur l'étude d'orientation, l'étude de caractérisation, l'étude combinée, le projet d'assainissement, les mesures d'urgence ou l'évaluation finale, en cas de conflit d'intérêts ou du manque d'indépendance de l'expert considéré, l'administration impose au titulaire de recourir à un expert distinct de celui qui a réalisé l'étude sur laquelle l'administration se prononce pour la suite de la procédure en vue d'assurer la réalisation des objectifs du présent décret.

§ 2. Pour autant qu'ils soient pertinents et actuels, tout ou partie des résultats et des données obtenus lors d'une étude d'incidences, d'une étude indicative ou dans le cadre de toute autre étude de la qualité du sol effectuée précédemment peuvent être intégrés dans l'étude d'orientation, dans l'étude de caractérisation ou dans l'étude combinée. Ceux-ci sont identifiés comme tels dans l'étude.

§ 3. Lorsqu'elle a été validée par l'administration, une étude d'orientation telle que visée aux articles 42 et 43, une étude de caractérisation telle que visée aux articles 47 et 48 ou une étude combinée telle que visée à l'article 52 conserve sa validité, en ce qui concerne les polluants visés, pendant une durée de dix ans, sauf lorsqu'il apparaît que des éléments significatifs qui soit n'ont pas été pris en considération lors de la réalisation de la précédente étude, soit sont nouveaux.

Art. 76. Un droit de dossier dont le produit est intégralement versé au Fonds pour la Protection de l'Environnement, section " Protection des sols " et couvrant les frais administratifs est levé à charge de toute personne physique ou morale en raison de l'introduction d'une étude, d'un projet ou d'un recours.

Le droit de dossier est fixé comme suit :

- 1° 300 euros pour une étude combinée;
- 2° 250 euros pour un projet d'assainissement;
- 3° 250 euros pour une étude de caractérisation ou une évaluation finale;
- 4° 150 euros pour une étude d'orientation;
- 5° 50 euros pour un recours visé à l'article 77.

Le droit de dossier est dû à la date d'introduction de la demande ou du recours.

Le Gouvernement fixe les modalités de perception des droits de dossier.

CHAPITRE V. — Recours

Art. 77. Un recours contre les décisions visées aux articles 21 à 30, 44, 46, 50, 51, 52, 65, 66, 69, 70, § 2, 71, § 3, 75, § 1^{er}, et 80, est ouvert au titulaire des obligations.

Un recours est également ouvert au titulaire de droits réels contre les décisions visées aux articles 44, 50, 66 et 69, lorsque les décisions mettent fin aux obligations à charge du titulaire.

Le recours est suspensif de la décision contestée.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours accompagné de la preuve de paiement du droit de dossier visé à l'article 76, est envoyé à l'administration, dans un délai de vingt jours à dater du jour de la réception de la décision, ou, en l'absence de décision, du jour suivant le délai qui était imparti à l'administration pour envoyer sa décision.

Ces délais sont suspendus du 16 juillet au 15 août et du 24 décembre au 1^{er} janvier.

Le Gouvernement arrête les modalités du recours.

Art. 78. Dans les dix jours de la réception du recours, l'administration transmet :

- 1° au requérant un accusé de réception précisant la date à laquelle une audition lui est proposée;
- 2° le cas échéant, au titulaire de droits réels du terrain concerné, une copie du recours et de l'accusé de réception précité.

En application de l'alinéa 1^{er}, 1°, l'audition est organisée endéans les trente jours à compter de l'accusé de réception. Le cas échéant, le titulaire de droits réels peut être entendu s'il en formule la demande.

Le requérant ou, le cas échéant, le titulaire de droits réels, peut, endéans les trente jours à compter de l'accusé de réception, déposer tout élément complémentaire pour soutenir son recours. A l'échéance de ce délai, tous les éléments complémentaires fournis ne sont pas pris en considération.

Dans les nonante jours à dater de la réception du recours, le Gouvernement envoie sa décision au requérant et, le cas échéant, au titulaire de droits réels.

A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans le délai visé à l'alinéa précédent, la décision dont recours est confirmée.

CHAPITRE VI. — Des mesures d'urgence et des mesures d'office

Section 1. — De la SPAQuE

Art. 79. § 1^{er}. Les missions confiées à la SPAQuE en application du présent décret sont des missions de service public.

§ 2. Sans préjudice de l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, la SPAQuE a pour missions :

- 1° la réalisation, la mise à jour et la transmission périodique à l'administration d'un inventaire de terrains pollués ou potentiellement pollués;
- 2° la réalisation d'investigations et d'actes et travaux d'assainissement et, le cas échéant, la mise en œuvre de mesures de suivi ou de sécurité, et de surveillance et de gestion, lorsque le Gouvernement lui en donne la charge conformément aux articles 80 et 81 du présent décret, ou pour des motifs d'utilité publique;
- 3° la réalisation d'expertises scientifiques et techniques pour le compte de personnes morales de droit public dans le domaine de la gestion des sols, selon les conditions et modalités que le Gouvernement détermine;
- 4° la réalisation d'autres missions en relation étroite avec celles reprises aux 1° à 3° et en matière de gestion des sols, selon les conditions et modalités que le Gouvernement détermine.

§ 3. Le Gouvernement charge la SPAQuE de la réalisation des missions visées au paragraphe 1^{er}.

Dans le cadre de ses missions, la SPAQuE n'est pas tenue de recourir à un expert.

Lorsque le Gouvernement charge la SPAQuE de réaliser des actes et travaux d'assainissement, l'article 81, § 3, est d'application. Lorsque l'urgence est telle que la pollution doit être gérée par des mesures immédiates incompatibles avec les délais prévus à l'article 81, § 3, la SPAQuE peut déroger à l'article 81, § 3.

Le Gouvernement peut déterminer les règles d'intervention de la SPAQuE en ce qui concerne les autres missions visées au § 1^{er}.

§ 4. Le Gouvernement peut reprendre à sa charge les obligations visées à l'article 19 dans les cas suivants :

- 1° lorsque le titulaire de droits réels dont les obligations ont été générées en vertu de l'article 26 répond simultanément aux conditions suivantes :
 - il est titulaire de son droit réel antérieurement à la date du 30 avril 2007 ou en est devenu titulaire par succession;
 - il n'était pas ou ne pouvait pas être au courant de la pollution du sol au moment où elle s'est produite ou au moment où il est devenu titulaire de son droit réel;
- 2° lorsque la recherche de l'auteur ou de l'auteur présumé de la pollution est incompatible avec l'atteinte des objectifs d'utilité publique envisagés pour le terrain visé, et ce en raison de sa complexité ou de sa durée potentielle.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, suivant les modalités déterminées par le Gouvernement, il est présumé qu'aucun auteur ou auteur présumé n'a pu être identifié pour le terrain visé conformément à l'article 26, § 2.

Lorsque le Gouvernement reprend la charge des obligations conformément à l'alinéa 1^{er}, il confie à la SPAQuE la réalisation des obligations visées à l'article 19, et ce à charge de qui il appartiendra.

§ 5. Dès que la SPAQuE est chargée d'accomplir une des missions visées au § 1^{er}, aucun acte de nature à nuire à sa bonne exécution ne peut être pris.

Le maintien des ouvrages et travaux nécessaires à la mission visée constitue une servitude d'utilité publique grevant le terrain concerné. Le Gouvernement détermine par arrêté individuel les limitations imposées à l'usage du bien. Aucun droit à indemnisation n'est ouvert dans le chef du propriétaire ou d'autres titulaires de droits réels ou personnels.

§ 6. Dans la mesure où les actes et travaux d'assainissement réalisés par la SPAQuE en exécution de l'article 43, § 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ou réalisés en vertu du présent décret rencontrent les objectifs visés par le présent décret, la décision statuant sur la bonne exécution de ces actes et travaux et clôturant le processus de remise en état est accompagnée d'un certificat de contrôle du sol.

Section 2. — Des mesures de gestion immédiates

Art. 80. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article D.149 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le titulaire des obligations fait appel à un expert pour prendre des mesures de gestion immédiates nécessaires à éviter ou réduire les dangers et risques immédiats dans les situations suivantes :

- 1° en cas de pollution découverte en cours de chantier dûment autorisé, pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient rencontrées :
 - les nécessités du chantier imposent de mettre en œuvre des mesures dans des délais incompatibles avec ceux prévus aux articles 42 à 69;
 - la pollution découverte correspond à une pollution dont on ne pouvait raisonnablement connaître l'existence sur le chantier;
- 2° en cas de pollution résultant d'un accident soudain, pour autant que l'urgence soit telle qu'elle doit être gérée par des mesures incompatibles avec les délais prévus aux articles 42 à 69;

Les mesures prises en vertu de l'alinéa 1^{er} par le titulaire des obligations, sur conseil de l'expert, visent à atteindre les objectifs d'assainissement prévus en vertu du présent décret.

§ 2. Le titulaire informe immédiatement l'administration de la pollution et de la désignation de l'expert et justifie le fait qu'il se trouve dans une situation visée au paragraphe 1^{er}. L'information est transmise par envoi recommandé ou par tout envoi conférant date certaine. Le Gouvernement arrête un modèle de formulaire reprenant les éléments à communiquer à l'administration ainsi que les modalités de transmission de celui-ci.

Lorsqu'il s'agit d'une situation visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, l'administration envoie sa décision statuant sur la validité du recours à cette procédure au titulaire dans les dix jours à dater de la réception de l'information et de la justification visée à l'alinéa 1^{er}.

L'attente de la décision visée à l'alinéa 2 est sans préjudice de la possibilité pour le titulaire, sur conseil de l'expert, de mener toutes les investigations nécessaires à sa mission.

La décision favorable vaut permis conformément à l'article 67.

§ 3. A l'issue de la réalisation des mesures de gestion immédiates, une évaluation finale est effectuée par l'expert à l'initiative du titulaire.

Cette évaluation comprend :

- 1° la description complète de la situation rencontrée, l'identification des polluants décelés et les volumes de sols pollués;
- 2° les résultats obtenus, en ce compris les valeurs atteintes, avec, dans les cas où les objectifs d'assainissement tels que définis à l'article 56 n'ont pu être atteints, une justification concernant la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles et une analyse des risques résiduels;
- 3° les problèmes rencontrés lors des travaux;
- 4° le cas échéant, les propositions de mesures de sécurité;
- 5° une proposition de certificat de contrôle du sol.

Sous peine d'irrecevabilité, l'évaluation finale accompagnée de la preuve de paiement du droit de dossier visé à l'article 76 est envoyé à l'administration dans les trente jours à dater de la fin de l'accomplissement des mesures de gestion immédiates.

Dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'évaluation finale, l'administration décide :

- 1° de délivrer au titulaire un certificat de contrôle du sol qui :
 - constate que l'assainissement a été effectué conformément aux dispositions du présent décret;
 - impose, le cas échéant, des mesures de sécurité;
 - constate, le cas échéant, la pollution résiduelle;
- 2° de déclarer l'évaluation finale non-conforme;
- 3° de solliciter des documents complémentaires;
- 4° d'ordonner une contre-expertise à charge du titulaire;
- 5° de refuser la délivrance du certificat de contrôle du sol.

Lorsqu'elle décide de délivrer le certificat de contrôle du sol, l'administration adresse le même jour un certificat de contrôle du sol au propriétaire s'il n'est pas le titulaire.

Dans le même délai, lorsque le certificat de contrôle du sol est refusé ou lorsqu'il apparaît que des éléments significatifs sont intervenus et que ceux-ci n'ont pas été ou n'ont pas pu être pris en considération lors de la réalisation des actes et travaux d'assainissement, l'administration peut imposer, le cas échéant, des travaux complémentaires à effectuer dans le délai qu'elle détermine et, dans cette hypothèse et les éventuelles mesures de sécurité. Dans ce cas, le certificat de contrôle du sol visé à l'alinéa 1^{er} est délivré dans un délai de trente jours à dater d'une nouvelle évaluation finale.

Lorsque la contre-expertise ordonnée par l'administration confirme les éléments relevant de l'évaluation finale effectuée par l'expert, les frais inhérents à cette contre-expertise sont intégralement remboursés au titulaire. Le Gouvernement détermine les modalités de ce remboursement.

§ 4. En cas de pollution résultant d'un accident soudain visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mesures prises en vertu du paragraphe 1^{er} le sont sans préjudice de l'application d'autres mesures de sécurité imposées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut prendre toute mesure utile pour prévenir le danger ou pour y remédier lorsque :

- 1° le titulaire n'adopte aucune mesure de gestion immédiate;
- 2° le titulaire refuse d'obtempérer aux instructions données;
- 3° il y a absence de titulaire à désigner.

Si cela s'avère nécessaire et à charge de qui il appartiendra, le Gouvernement peut confier les mesures visées à la SPAQuE.

Section 3. — Des mesures d'office

Art. 81. § 1^{er}. En cas de carence du titulaire des obligations désigné et à charge de celui-ci, ou en l'absence d'auteur présumé et à charge de qui il appartiendra, le Gouvernement peut faire pourvoir d'office à une ou, s'il échet, plusieurs des mesures suivantes :

- 1° à l'exécution d'une étude d'orientation;
- 2° à l'exécution d'une étude de caractérisation;
- 3° à l'exécution d'un projet d'assainissement;
- 4° à la mise en œuvre des actes et travaux d'assainissement;
- 5° à la mise en œuvre des mesures de sécurité;
- 6° à la mise en œuvre des mesures de suivi.

Le Gouvernement peut confier à la SPAQuE la mise en œuvre des mesures visées à l'alinéa 1^{er}, à charge de qui il appartiendra.

§ 2. Lorsque, dans le cadre des investigations menées afin de remplir sa mission visée à l'article 79 du présent décret et à l'article 39, § 1^{er}, 1° et 3°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, la SPAQuE constate une pollution du sol constituant une menace grave, elle en informe immédiatement l'administration en indiquant une évaluation du coût de l'assainissement.

L'administration met en demeure le ou les titulaires de réaliser, selon le cas, tout ou partie des obligations visées à l'article 19, § 1^{er}. L'administration invite la personne concernée à faire valoir ses observations dans un délai de trente jours. Dans ce délai, la personne visée peut exprimer la demande d'être entendue.

Dans un délai ne dépassant pas trente jours à compter de la mise en demeure, ce titulaire s'engage formellement à respecter les obligations visées au paragraphe 1^{er}, 3°, 4° et 5°. Par dérogation à l'article 72, § 1^{er}, il constitue dans le même délai une sûreté financière au bénéfice de l'administration visant à garantir les frais liés à l'exécution d'office du projet d'assainissement.

A défaut, l'administration fait signifier un commandement de payer dans les vingt-quatre heures à peine d'exécution par voie de saisie et le Gouvernement peut constituer une hypothèque légale sur tous les biens de ces personnes.

La fourniture d'une sûreté au montant insuffisant, en suite de la signification d'un commandement, ne fait pas obstacle à la continuation des poursuites.

Le délai du commandement étant expiré, l'administration peut faire procéder à saisie, laquelle s'effectue de la manière établie par le Code judiciaire.

Au cas où plusieurs titulaires sont concernés, ceux-ci sont tenus solidairement.

§ 3. En cas de carence consécutive à la mise en demeure, le Gouvernement fait procéder d'office à l'exécution des obligations visées au paragraphe 1^{er}, 3^o, 4^o et 5^o. Le Gouvernement confie alors à la SPAQuE la réalisation de l'assainissement. Le cas échéant, le Gouvernement peut faire procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique le terrain en vue de son assainissement selon les règles prévues par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Après avoir organisé une réunion d'information du public, la SPAQuE introduit auprès du Gouvernement un projet d'assainissement conforme à l'article 58, alinéa 3.

Le Gouvernement accuse réception du dossier complet dans les quinze jours de son dépôt. Il consulte le cas échéant les services et instances qu'il juge utile et statue sur le projet d'assainissement dans les nonante jours de l'accusé de réception.

En dérogation à l'article 71, l'administration délivre le certificat de contrôle du sol dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'évaluation finale contenant les résultats des analyses que la SPAQuE transmet à l'ISSeP à l'issue des actes et travaux d'assainissement.

§ 4. Les mesures prises en vertu du présent article valent permis d'environnement, permis unique, permis d'urbanisme, déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et déclaration urbanistique préalable.

Par dérogation à l'article D.IV.84 du CoDT et à l'article 53 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'approbation du projet d'assainissement ne se périmé que pour la partie restante des actes et travaux de réhabilitation non exécutés si ceux-ci n'ont pas été exécutés dans les deux ans qui suivent la date à laquelle ils devaient l'être.

CHAPITRE VII. — *Des infractions*

Art. 82. § 1^{er}. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement celui qui :

- 1^o génère, de manière intentionnelle, une pollution du sol;
- 2^o transmet à l'administration des documents falsifiés;
- 2^o fait de fausses déclarations en contradiction de l'article 31;
- 4^o n'exécute pas, après avoir été mis en demeure de le faire, les obligations visées à l'article 19;
- 5^o reste en défaut de prendre les mesures de sécurité et de suivi imposées dans les délais fixés par la décision qui l'impose;
- 6^o fait obstacle à la réalisation des obligations visées à l'article 19;
- 7^o exécute des actes et travaux d'assainissement sans respecter les dispositions du présent décret;
- 8^o exécute une mission devant être réalisée par un expert ou par un laboratoire, sans disposer de l'agrément requis en vertu du chapitre IV du présent décret;
- 9^o enfreint les obligations visées à l'article 5 ou prises en exécution de cette disposition;
- 10^o n'exécute pas, conformément à l'acte de délégation, les missions de service public confiées en exécution de l'article 5.

Pour toute infraction commise dans le but d'éluider le droit de dossier, la sanction éventuellement prononcée est augmentée de plein droit d'une amende de 100 % du montant du droit de dossier que le redevable a tenté d'éluider. L'amende peut être réduite, par le service désigné par le Gouvernement, à un maximum de 10 % du montant du droit de dossier éludé en cas de première infraction commise par le redevable sans intention frauduleuse ou intention de nuire. Elle est remise totalement et d'office en cas de régularisation spontanée effectuée par le redevable. L'amende est établie et recouvrée de la même manière que le droit de dossier;

- 11^o fait obstacle à la réalisation des actions de la SPAQuE visées à l'article 81, § 3.

§ 2. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement celui qui :

- 1^o ne s'acquitte pas de ses devoirs d'information visés à l'article 6;
- 2^o ne respecte pas l'obligation d'information visée à l'article 31;
- 3^o ne constitue pas la sûreté financière requise dans les soixante jours de son imposition.

CHAPITRE VIII. — *Subventions*

Art. 83. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut accorder une subvention à toute personne physique ou morale, de droit privé ou de droit public, pour réaliser une étude d'orientation, une étude de caractérisation, un projet d'assainissement ou des actes et travaux d'assainissement au sens du présent décret.

Cette subvention constitue une aide de *minimis* au sens du Règlement CE n° 1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de *minimis*.

Le montant total des aides octroyées ne peut excéder 200.000 euros sur une période de trois ans, calculé conformément à l'article 2 dudit Règlement.

Le montant total des aides octroyées ne peut excéder 200.000 euros sur une période de trois ans, calculé conformément audit Règlement.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut accorder une subvention à toute personne physique, morale de droit ou d'intérêt public ou morale de droit privé, pour la mise en œuvre du respect des obligations prévues à l'article 19 du présent décret lorsqu'elle porte sur un terrain dont une personne de droit public est propriétaire.

Cette subvention prend la forme d'un euro à une ou plusieurs personnes physiques, morales de droit ou d'intérêt public ou morale de droit privé qui en conviennent et qui investissent trois euros pour cette mise en œuvre.

CHAPITRE IX. — *Dispositions abrogatoires et modificatives**Section 1. — Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Art. 84. A l'article 1^{er}, 13°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les mots « visées à l'article 18 du décret relatif à la gestion des sols » sont remplacés par les mots « visées à l'article 19 du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ».

Art. 85. Dans l'article 13, alinéa 2, du même décret, les mots « aux activités et installations nécessaires ou utiles à la mise en œuvre d'un permis de recherche ou d'une concession minière, en ce compris les puits, galeries, communications souterraines et fosses d'extraction, et » sont insérés entre les mots « une installation de gestion de déchets d'extraction minière telle que définie par le Gouvernement, » et les mots « aux établissements mobiles ».

Art. 86. Dans l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, du même décret, les mots « et à toutes installations et activités nécessaires ou utiles à la mise en œuvre d'un permis de recherche ou d'une concession minière en ce compris, les puits, galeries, communications souterraines et fosses d'extraction, et », sont insérés entre les mots « telle que définie par le Gouvernement », et les mots « à un établissement mobile est adressée au fonctionnaire technique; ».

Art. 87. L'article 50, § 1^{er}, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le permis relatif aux activités et installations nécessaires ou utiles à la mise en œuvre d'un permis de recherche ou d'une concession minière est délivré pour une durée allant jusqu'à l'échéance du permis ou de la concession auquel il se rapporte. ».

Art. 88. A l'article 81, § 2, alinéa 4, du même décret, les mots « article 63 du décret relatif à la gestion des sols » sont remplacés par les mots « article 68 du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ».

A l'article 81, § 2, du même décret, l'alinéa 3 est complété par « et à toutes installations et activités nécessaires ou utiles à la recherche et à l'exploitation des ressources du sous-sol en ce compris, les puits, galeries, communications souterraines et fosses d'extraction.

Section 2. — Livre I^{er} du Code de l'Environnement

Art. 89. A l'article D.29-1, § 5, 4°, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les mots « au sens du décret relatif à la gestion des sols » sont remplacés par les mots « au sens du décret relatif du 1^{er} mars 2018 à la gestion et à l'assainissement des sols ».

Art. 90. A l'article D.49, d, du même Livre, les mots « au sens du décret relatif à la gestion des sols » sont remplacés par les mots « au sens du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ».

Art. 91. A l'article D.67, § 3, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque le projet concerne une installation ou une activité présentant un risque pour le sol au sens du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, la description du projet visée au 1° comporte en tout cas :

- 1° un extrait conforme de la banque de données de l'état des sols visé à l'article 17 du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;
- 2° un descriptif des éventuels impacts des données de la banque de données de l'état des sols sur le projet visé et un justificatif des mesures prévues pour prendre en compte lesdites données dans le cadre du projet visé. ».

Art. 92. A l'article D.88, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Livre, les mots « décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols » sont remplacés par les mots « décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ».

Art. 93. A l'article D.138, 12°, du même Livre, les mots « décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols » sont remplacés par les mots « décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ».

Art. 94. A l'article D.149, § 1^{er}, 5°, du même Livre, les mots « décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols » sont remplacés par les mots « décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ».

Art. 95. A l'article D.155, § 4, alinéa 1^{er}, du même Livre, les mots « décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols » sont remplacés par les mots « décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ».

Art. 96. A l'article D.157, § 2, 4°, du même Livre, les mots « décret relatif à la gestion des sols » sont remplacés par les mots « décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ».

Art. 97. A l'article D.170, § 3, alinéa 2, 5°, du même livre, les mots « décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols » sont remplacés par les mots « décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ».

Section 3. — Décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes

Art. 98. A l'article 35, § 2, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« La présence de déchets visée au présent paragraphe redevient un élément générateur de la taxe si le projet d'assainissement n'est pas approuvé conformément aux dispositions du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols sauf dans l'hypothèse visée en son article 66, § 1^{er}, si les actes et travaux d'assainissement ne sont pas entamés à la date à laquelle ils doivent l'être conformément aux dispositions du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, si les actes et travaux d'assainissement ne sont pas terminés à la date fixée et si les travaux complémentaires ne sont pas réalisés dans le délai déterminé conformément aux dispositions du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols. ».

Section 4. — Décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets

Art. 99. A l'article 4 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, un 6° est inséré et rédigé comme suit :

« 6° les sols pollués in situ, y compris les sols pollués non excavés. ».

Art. 100. Dans l'article 39 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, les mots « par le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols » sont remplacés par les mots « par le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols »;
- 2° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « au sens du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols » sont remplacés par les mots « au sens du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ».

Section 5. — Code du Développement territorial

Art. 101. A l'article D.IV.89, alinéa 1^{er}, 3°, du Code du Développement territorial, les mots « décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols » sont remplacés par les mots « décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ».

Art. 102. A l'article D.IV.97, alinéa 1^{er}, 8°, du même Code, les mots « au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols » sont remplacés par les mots « au sens de l'article 11 du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ».

Art. 103. A l'article D.V.1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « au sens de l'article 2, 10°, du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols » sont remplacés par les mots « au sens de l'article 2, 11°, du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ».

Section 6. — Décret des mines du 7 juillet 1988

Art. 104. L'article 5 du décret des mines du 7 juillet 1988 est complété par ce qui suit :

« Les activités et installations nécessaires ou utiles à la recherche ne peuvent être exercées qu'en vertu d'une déclaration ou d'un permis d'environnement au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et, le cas échéant, d'un permis d'urbanisme au sens du Code du Développement territorial. ».

Art. 105. L'article 13 du même décret, modifié en dernier lieu le 31 mai 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les installations et activités nécessaires ou utiles à la recherche ou à l'exploitation des ressources du sous-sol, en ce compris les installations de gestion des déchets d'extraction, les puits, galeries, communications souterraines et fosses d'extraction, ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un permis d'environnement et, le cas échéant, d'un permis d'urbanisme au sens du Code du Développement territorial. Les travaux de sécurisation ne doivent pas faire l'objet d'un permis d'environnement. ».

Art. 106. Dans l'article 14 du même décret, les mots « sous réserve de l'obtention d'un permis d'environnement visé par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement » sont insérés entre les mots « les substances concédées » et les mots « et, en outre, les bâtiments. ».

Art. 107. Dans l'article 18 du même décret, modifié par le décret du 18 décembre 2008, les mots « pour une installation de gestion de déchets d'extraction minière » sont abrogés.

Art. 108. L'article 47 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le retrait, la déchéance ou la renonciation portant sur un titre minier emporte caducité des déclarations, des permis d'environnement et des permis uniques en ce qu'ils tiennent lieu de permis d'environnement délivrés pour les activités et les installations nécessaires à la recherche ou l'exploitation, à l'exception des activités et installations nécessaires à la remise en état et à la postgestion. ».

*CHAPITRE X. — Mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service**Section 1. — Généralités*

Art. 109. Les articles 681bis/63 à 681bis/70 du Titre III ainsi que les annexes 1 à l'article 681bis/66 et l'annexe 2 à l'article 681bis/66, tels qu'insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 modifiant le Titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service, sont abrogés.

Section 2. — Plan de réhabilitation

Art. 110. Le plan de réhabilitation introduit en vertu du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales, et ce conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 relatif aux plans de réhabilitation, dont l'avis de recevabilité est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent décret, poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur à la date de l'avis de recevabilité.

Art. 111. § 1^{er}. Dans la mesure où les actes et travaux d'assainissement réalisés dans le cadre d'un plan de réhabilitation du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes ou d'un plan d'assainissement conformément à l'article 116, rencontrent les objectifs visés par celui-ci, la décision statuant sur la bonne exécution des actes et travaux d'assainissement est accompagnée d'un certificat de contrôle du sol.

§ 2. S'il s'avère qu'à l'issue d'un plan de réhabilitation ou d'un plan d'assainissement visés au paragraphe 1^{er}, ses objectifs n'ont pas pu être rencontrés, le Gouvernement peut accorder une prolongation du délai de réalisation, sur proposition motivée de l'administration et qui ne peut être supérieure à la moitié du délai originare.

Section 3. — Procédure d'instruction des études de sol portant sur les installations visées par la rubrique 50.50.03 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées du permis d'environnement

Sous-section 1. — Etude indicative

Art. 112. Au sens de la présente sous-section, on entend par :

- 1° étude indicative : étude qui a pour objectif de vérifier la présence éventuelle d'une contamination du sol, du sous-sol et de l'eau souterraine d'un terrain et, le cas échéant, de fournir une première description et estimation de l'ampleur de cette pollution; elle suppose un prélèvement limité d'échantillons et est réalisée par un expert;
- 2° valeurs de référence : concentrations en contaminants reprises à l'annexe 4 du présent décret, à atteindre à long terme et en deçà desquelles aucun risque n'est encouru pour la santé humaine ou pour l'environnement;
- 3° valeurs seuil : concentrations en contaminants reprises à l'annexe 4 du présent décret, en deçà desquelles le risque pour la santé humaine ou l'environnement est négligeable;
- 4° valeurs d'intervention : concentrations en contaminants reprises à l'annexe 4 du présent décret, au-delà desquelles le risque pour la santé humaine et pour l'environnement n'est plus tolérable et pour lesquelles un assainissement s'impose;
- 5° laboratoire agréé : laboratoire agréé conformément aux dispositions du présent décret ou laboratoire agréé en matière de surveillance de l'exécution des dispositions relatives aux déchets et aux déchets dangereux dans la Région wallonne.

Art. 113. L'instruction des études relatives au sol et à l'assainissement des installations visées par la rubrique 50.50.03 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées du permis d'environnement, dont les études indicatives ont été introduites et approuvées avant le 31 décembre 2012 se réalise suivant la procédure décrite aux articles 114 à 118.

Art. 114. Les éléments générateurs initiant cette étude indicative naissent d'office du fait :

- 1° de la mise en conformité;
- 2° de la cessation définitive de l'activité;
- 3° de la mise hors service définitive d'un réservoir;
- 4° du retrait ou du renouvellement de l'autorisation d'exploiter;
- 5° du changement d'exploitant;
- 6° dans le cas où il existe des suspicions précises et concordantes de risque de pollution, à la demande motivée de l'administration.

Art. 115. § 1^{er}. Si dans le cadre de l'étude indicative, les valeurs seuil pour le sol et le sous-sol ou les valeurs de référence pour l'eau souterraine sont dépassées par un ou plusieurs des contaminants et pour autant que l'étude indicative ne permette pas de déterminer l'ampleur de la pollution et de conclure quant à l'urgence et à la nécessité d'assainir, l'exploitant fait procéder à une étude de caractérisation.

L'étude de caractérisation a pour objectif de décrire et localiser la contamination du sol, du sous-sol et de l'eau souterraine de manière à vérifier la nécessité d'assainissement du terrain.

Pour être complète, l'étude de caractérisation décrit et justifie la méthodologie appliquée et la prise d'échantillons pour la réalisation de l'étude en question.

L'étude de caractérisation est réalisée par un expert.

§ 2. S'il l'estime nécessaire, l'administration ou l'exploitant fait compléter l'étude de caractérisation par une étude de risques.

L'étude de risques est réalisée par un expert et décrit la mobilité éventuelle des polluants qui ont été caractérisés et leurs effets constatés ou potentiels à terme sur l'environnement de la station-service.

L'administration dispose de trente jours à dater de la réception de l'étude de caractérisation complète, accompagnée le cas échéant de l'étude de risques, pour l'approuver.

Passé ce délai, les conclusions sont approuvées par défaut.

§ 3. Pour vérifier si la concentration des contaminants du sol, du sous-sol et de l'eau souterraine dépasse les valeurs reprises à l'annexe 4, tous les prélèvements d'échantillons et toutes les analyses sont effectuées selon les méthodes fixées à l'annexe 5 ou selon des normes ou codes de bonnes pratiques, préalablement acceptés par l'administration.

Les prises d'échantillons sont effectuées selon les modalités relatives aux prélèvements d'échantillons visées dans le présent décret.

Les analyses des échantillons sont réalisées par un laboratoire agréé.

Art. 116. § 1^{er}. L'assainissement d'un terrain est requis lorsqu'il est constaté un dépassement des valeurs d'intervention des contaminants du sol, du sous-sol et/ou de l'eau souterraine.

Dans cette hypothèse, un plan d'assainissement du terrain est réalisé par un expert et vise à définir le procédé et l'objectif d'assainissement.

Le plan d'assainissement d'un terrain comprend au moins les éléments suivants :

- 1° les résultats de l'étude de caractérisation du terrain;
- 2° l'analyse technique et financière des divers procédés pertinents pour l'assainissement du terrain en question;
- 3° le choix motivé du procédé d'assainissement du terrain;
- 4° la description des travaux, un estimatif de leur coût et les délais dans lesquels ils seront réalisés;
- 5° les mesures qui seront prises pour assurer la sécurité des travaux et en réduire l'impact sur l'environnement;
- 6° lorsque l'administration l'estime nécessaire, une promesse de cautionnement bancaire visant à garantir l'exécution d'office du plan d'assainissement du terrain.

L'administration dispose de soixante jours à dater de la réception du plan d'assainissement du terrain pour l'approuver.

Passé ce délai, les conclusions du plan d'assainissement quant à la technique et l'objectif d'assainissement du terrain sont approuvées par défaut.

Si les travaux d'assainissement du terrain comportent des activités ou établissements soumis à autorisation en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et du décret du 25 mai 2004 relatif au Code de l'Environnement, l'approbation du plan d'assainissement du terrain valent autorisation au sens desdits décrets.

§ 2. L'assainissement a pour objectif :

- 1° de ramener les concentrations des contaminants du sol et du sous-sol en dessous des valeurs seuil et de les faire tendre vers les valeurs de référence;
- 2° de descendre les concentrations des contaminants de l'eau souterraine en dessous des valeurs de référence.

Il ne peut être entamé qu'après approbation du plan d'assainissement par l'administration et la constitution du cautionnement lorsque celle-ci est requise.

L'assainissement est réalisé sous la surveillance d'un expert.

S'il s'avère impossible d'atteindre, par des mesures conformes aux meilleures techniques disponibles n'engendrant pas de coûts excessifs, les valeurs seuil pour le sol et le sous-sol et les valeurs de référence pour l'eau souterraine, l'assainissement du terrain vise une qualité du terrain telle que le risque pour la santé humaine et pour l'environnement soit tolérable.

S'il s'avère impossible d'atteindre par des mesures conformes aux meilleures techniques disponibles, une qualité du terrain telle que le risque pour la santé humaine et pour l'environnement soit tolérable, l'assainissement du terrain comprend des mesures conservatoires ou autres précautions de manière à éviter que la pollution du terrain ne constitue une menace pour la santé humaine et pour l'environnement.

Les obligations de faire procéder à une étude de caractérisation et à un plan d'assainissement du terrain par l'exploitant ne sont pas d'application lorsqu'il établit que la pollution ne résulte pas de son fait ou du fait de son activité.

Art. 117. § 1^{er}. L'étude de caractérisation non communiquée dans le délai prescrit par le courrier d'approbation de l'étude indicative y relative ainsi que les compléments à l'étude de caractérisation sollicités et non communiqués dans les délais prescrits, sont introduits avant le 15 janvier 2021.

L'étude de caractérisation introduite plus de deux ans après l'approbation de l'étude indicative ou les compléments à l'étude de caractérisation introduits plus de deux ans après la demande contiennent une actualisation de l'étude indicative et, le cas échéant, de l'étude de caractérisation.

§ 2. Le plan d'assainissement non communiqué dans le délai prescrit par le courrier d'approbation de l'étude de caractérisation y relative ainsi que les compléments au plan d'assainissement sollicités et non communiqués dans les délais prescrits, sont introduits avant le 15 mars 2021.

Le plan d'assainissement introduit plus de deux ans après l'approbation de l'étude de caractérisation ou les compléments au plan d'assainissement introduits plus de deux ans après la demande, contiennent une actualisation de l'étude de caractérisation, et, le cas échéant, du plan d'assainissement.

Par dérogation à la date visée à l'alinéa 1^{er}, le plan d'assainissement faisant suite à l'étude de caractérisation réalisée dans le cadre du 1° est introduit dans les six mois de l'approbation de celle-ci et les travaux d'assainissement sont mis en œuvre dans un délai maximum d'un an à dater de l'approbation du plan d'assainissement.

§ 3. Les travaux d'assainissement non réalisés dans le délai prescrit par le courrier d'approbation du plan d'assainissement y relatif sont mis en œuvre avant le 15 janvier 2020.

Par dérogation à la date visée à l'alinéa 1^{er}, les dossiers disposant d'un cautionnement valide pour le report des travaux d'assainissement, doivent respecter les délais qui ont été imposés par l'administration dans l'approbation dudit report.

§ 4. Les rapports finaux d'état des lieux prévus par les courriers d'approbation du plan d'assainissement sont introduits dans les six mois à dater de la fin des travaux et, au plus tard, avant le 15 janvier 2026.

§ 5. Tout manquement au respect des délais visés aux paragraphes 1^{er} à 4 donne lieu à la clôture systématique du dossier dans la présente procédure et à l'obligation d'introduire une étude d'orientation conformément aux dispositions du présent décret dans les six mois à dater de l'échéance du délai.

§ 6. Le Gouvernement est habilité à postposer les délais repris au présent article.

Art. 118. La présente sous-section produit ses effets le 21 juin 1999.

Sous-section 2. — Etude d'orientation

Art. 119. Les études d'orientation relatives aux installations visées par la rubrique 50.50.03 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées du permis d'environnement introduites après le 31 décembre 2012 sont instruites conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 120. Les éléments générateurs initiant ces études d'orientation naissent d'office du fait :

- 1° de la mise en conformité;
- 2° de la cessation définitive de l'activité;
- 3° de la mise hors service définitive d'un réservoir;
- 4° du retrait ou du renouvellement de l'autorisation d'exploiter;
- 5° du changement d'exploitant;
- 6° dans le cas où il existe des suspicions précises et concordantes de risque de pollution, à la demande motivée de l'administration.

Art. 121. La présente sous-section produit ses effets le 1^{er} janvier 2013 et cesse d'être en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

Art. 122. § 1^{er}. Au sens de la présente disposition, on entend par :

- 1° « accord de coopération » : l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service et des citernes de gasoil à des fins de chauffage;
- 2° « Fonds Gasoil » : la personne morale agréée conformément à l'article 14 de l'accord de coopération;
- 3° « citerne à gasoil » : tout dépôt de liquide inflammable dont le point d'éclair est supérieur à 55°C mais ne dépasse pas 100°C, quelle que soit sa capacité, situé chez le consommateur final, qui est ou qui a été utilisé pour le chauffage de bâtiments, en ce compris toutes les tuyauteries d'entrée et de sortie de la citerne et les raccordements à l'installation de chauffage;
- 4° « demandeur » : le propriétaire, l'utilisateur, l'exploitant actuel ou précédent, ou son mandataire pour lequel un dossier de demande d'intervention a été déclaré complet et recevable par le Fonds Gasoil.

§ 2. Lorsque le délai estimé pour l'exécution des actes et travaux est inférieur ou égal à cent quatre-vingts jours ouvrables pour l'assainissement du sol et, le cas échéant, de l'eau, le demandeur peut faire appel à un expert pour prendre des mesures de gestion immédiates, pour autant que le Fonds Gasoil ait déclaré complète et recevable la demande d'intervention.

Le demandeur ou le Fonds Gasoil informe immédiatement l'administration de la désignation de l'expert et justifie le fait que la situation visée à l'alinéa 1^{er} est rencontrée. Le Gouvernement peut arrêter les modalités de transmission des informations visées.

L'administration envoie sa décision statuant sur la validité du recours à cette procédure au titulaire dans les dix jours à dater de la réception de l'information et de la justification visée à l'alinéa 2. L'attente de la décision est sans préjudice de la possibilité pour le titulaire, sur conseil de l'expert, de mener toutes les investigations nécessaires à sa mission.

À défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 3, la décision statuant sur le recours à cette procédure est réputée approuvée.

La décision favorable vaut permis conformément à l'article 67.

L'article 80, §§ 3 et 4, est d'application.

§ 3. Lorsque le délai estimé pour l'exécution des actes et travaux est supérieur à cent quatre-vingts jours ouvrables pour l'assainissement du sol et, le cas échéant, de l'eau, le demandeur peut recourir à la procédure accélérée d'assainissement conformément à l'article 69, pour autant que le Fonds Gasoil ait déclaré complète et recevable la demande d'intervention.

Dès que le demandeur ou le Fonds Gasoil a connaissance que les conditions visées à l'alinéa 1^{er} sont réunies, il informe l'administration de l'introduction d'une procédure accélérée d'assainissement. Le Gouvernement peut arrêter les modalités de transmission des informations visées.

L'introduction d'un projet d'assainissement visé par cette procédure accélérée entraîne l'obligation d'exécuter les actes et travaux d'assainissement.

L'article 69, §§ 2 à 5, est d'application.

§ 4. Le Gouvernement adopte les règles minimales en matière de procédures techniques relatives aux procédures spécifiques pour les citernes à gasoil visées aux §§ 2 et 3. Ces règles sont intégrées au Code wallon de Bonnes pratiques visé à l'article 18. ».

CHAPITRE XI. — Dispositions finales et transitoires

Art. 123. Sauf disposition contraire, tout envoi visé dans le présent décret se fait :

- 1° soit par envoi recommandé avec accusé de réception;
- 2° soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;
- 3° soit par le dépôt de l'acte contre récépissé.

Le Gouvernement peut déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant de donner une date certaine à l'envoi et à la réception.

L'envoi se fait au plus tard le jour de l'échéance.

Le jour de la réception de l'acte qui est le point de départ n'y est pas inclus.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Art. 124. Sauf dispositions contraires prévues au chapitre X :

- 1° les demandes de permis requis pour les besoins de l'assainissement du terrain introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traitées selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande;
- 2° les études d'orientation, de caractérisation, projets d'assainissement, les évaluations finales introduits avant l'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les demandes d'exonération et de recours administratifs y relatifs sont traitées selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande;
- 3° pour l'article 68 du présent décret, les demandes de permis introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 125. Les délais de notification dont il est question aux articles 34, 35, 37, 39, 40, 44, 45, 50, 52, 60, 62, 63, 65, 69, et 71 sont suspendus du 16 juillet au 15 août inclus et du 24 décembre au 1^{er} janvier inclus.

Art. 126. Le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols est abrogé.

Art. 127. § 1^{er}. À l'exception des articles 85 à 87, de l'article 88, alinéa 2, des articles 104 à 108, de l'article 122 et de l'article 132, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

L'article 122 entre en vigueur à la date déterminée par le Gouvernement.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle reprise à l'alinéa 1^{er}, § 1^{er}, du présent article pour chacune des dispositions du présent décret.

Art. 128. Le Gouvernement présente, au plus tard le 31 décembre, un rapport annuel circonstancié au Parlement concernant l'exécution de ce décret. Le premier rapport sera transmis pour le 31 décembre 2020.

Art. 129. A défaut pour le Gouvernement de déterminer la liste en exécution de l'article 24, § 1^{er}, alinéa 2, l'annexe 6 du présent décret vaut pour déterminer les installations et activités présentant un risque pour le sol au sens de l'article 2, 33°. Le Gouvernement peut abroger l'annexe 6.

Art. 130. Les obligations visées à l'article 31 du présent décret s'appliquent aux conventions de cession conclues après l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 131. Pour l'application de l'article 61 du présent décret, en l'absence de modalités définies par le Gouvernement, les modalités de l'article D.VIII.6 du CoDT sont d'application.

Art. 132. L'article 50 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols est remplacé par ce qui suit :

« Art. 50. L'assainissement d'un terrain affecté d'une pollution nouvelle restaure le sol, pour les polluants qui répondent aux conditions visées à l'article 47, au niveau déterminé par l'administration sur proposition de l'expert.

Ce niveau correspond soit :

- 1° à quatre-vingts pourcents de la valeur seuil;
- 2° au niveau de la concentration de fond lorsque celle-ci est supérieure à la valeur visée au 1°;
- 3° à la valeur particulière lorsque les polluants dépassent la valeur particulière représentative de la pollution résiduelle.

À défaut de pouvoir atteindre les valeurs reprises à l'alinéa 2, le niveau correspond au niveau le plus proche de ces valeurs que les meilleures techniques disponibles et les caractéristiques du terrain permettent d'atteindre tout en supprimant au minimum la menace grave pour la santé humaine et l'environnement.

Lorsque l'assainissement est mené en application de l'alinéa 3 et que les objectifs visés à l'alinéa 2 n'ont pu être atteints au droit des eaux souterraines, des mesures de réparation complémentaire et compensatoire sont prises conformément au chapitre II du titre V de la partie VII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Annexe 1. Normes

		Sol (mg/kg _{matière sèche})					Eaux souterraines (µg/L)
		I naturel	II agricole	III résidentiel	IV récréatif ou commercial	V industriel	
Métaux/métalloïdes							
arsenic	VS	30	30	40	40	65	10
cadmium	VS	1	1	3	10	20	5
chrome total ⁽¹⁾	VS	60	85	125	140	288	50
chrome VI ⁽²⁾	VS	4	4	4	13	13	9
cuivre	VS	40	50	110	490	600	100
mercure	VS	1	1	1	5	5	1
nickel	VS	60	65	150	350	350	20
plomb	VS	120	200	200	390	1840	10
zinc	VS	120	155	230	3000	3000	200
Hydrocarbures aromatiques non halogénés							
benzène	VS	0.20	0.20	0.20	0.20	0.20	10
Éthylbenzène	VS	3.0	3.0	6.0	3.0	3.0	300
Toluène	VS	3.0	3.0	3.0	7.0	22.0	700
Xylènes (somme)	VS	1.9	1.1	2	8	30	500
Styrene	VS	0.4	0.4	0.4	0.4	2	20
Phénol	VS	0.5	0.3	0.7	0.7	1.4	120
Hydrocarbures aromatiques polycycliques non halogénés							
Naphtalène	VS	1.1	0.7	1.7	2.5	6.3	60
Acénaphthylène	VS	0.3	0.3	0.8	8	43	70
Acénaphthène	VS	2.6	1.6	3.9	4	6	180

Type d'usage		Sol (mg/kg _{matière sèche})					Eaux souterraines (µg/L)
		I naturel	II agricole	III résidentiel	IV récréatif ou commercial	V industriel	
Fluorène	VS	4	2	9	9	16	120
Phénanthrène	VS	9	6	12	13	25	120
Anthracène	VS	0.3	0.2	0.7	2.8	6.9	75
Fluoranthène	VS	8	5	23	23	47	4
Pyrène	VS	1.4	0.9	3.6	15.4	28.6	90
Benzo(a)anthracène	VS	0.8	0.5	1	9.5	17.3	7
Chrysène	VS	5	3	5	9.7	17.6	1.5
Benzo(b)fluoranthène	VS	0.7	0.4	0.3	11	21	1.5
Benzo(k)fluoranthène	VS	2.5	1.6	1.3	5.3	9.3	0.8
Benzo(a)pyrène	VS	0.2	0.2	0.5	9.5	14.4	0.7
Dibenzo(ah)anthracène	VS	0.8	0.1	0.6	1.8	3.2	0.7
Benzo(g,h,i)pérylène	VS	2.5	1.5	3	6.8	11.1	0.3
Indéno(1,2,3-c,d)pyrène	VS	1	0.6	0.2	7	12	0.22
Hydrocarbures chlorés							
Dichlorométhane	VS	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	20
Trichlorométhane	VS	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	200
Tetrachlorométhane	VS	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	2
Tetrachloroéthène (PCE)	VS	0.2	0.2	0.7	0.7	1.2	40
Trichloroéthène (TCE)	VS	0.5	0.5	0.2	0.7	0.7	70
1,2-Dichloroéthène (somme) (DCE)	VS	0.3	0.3	0.3	0.4	0.5	50
Chloroéthène (VC)	VS	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	5
1,1,1 - trichloroéthane (1,1,1-TCA)	VS	1.6	1	1.6	5.5	15	500

Type d'usage		Sol					Eaux souterraines (µg/L)
		(mg/kg _{matière sèche})					
		I naturel	II agricole	III résidentiel	IV récréatif ou commercial	V industriel	
1,1,2 - trichloroéthane (1,1,2 - TCA)	VS	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	12.0
1,2 - dichloroéthane (1,2 - DCA)	VS	0.1	0.1	0.1	0.2	0.3	30
Cyanures							
Cyanures libres	VS	2	2	2	2	2	70
Autres composés organiques							
Methyl-tert-butyl-éther (MTBE)	VS	1.5	1.5	1.5	1.5	2	300
Hydrocarbures pétroliers							
Fraction EC > 5-8	VS	4	4	4	6	9	60
Fraction EC > 8-10	VS	7	7	10	150	600	200
Fraction EC > 10-12	VS	8	8	20	580	600	200
Fraction EC > 12-16	VS	30	30	40	750	920	200
Fraction EC > 16-21	VS	30	30	35	1250	2700	300
Fraction > C21-C35	VS	30	30	60	2100	5300	300

(1) Les valeurs proposées pour le chrome total se basent sur le chrome trivalent.

(2) Les valeurs proposées pour le chrome hexavalent se basent exclusivement sur les risques pour la santé humaine. Les données actuellement disponibles ne permettent pas de tenir compte des risques pour les eaux souterraines et les écosystèmes.

Annexe 2. Types d'usage à considérer en correspondance avec la situation de droit du terrain

TYPES D'USAGE Affectation au plan de secteur ou au schéma d'orientation local ou à la carte d'affectation du sol	I	II	III	IV	V
zone forestière	X				
zone naturelle	X				
zone agricole		X			
zone d'habitat			X		
zone d'habitat à caractère rural			X		
zone d'extraction			X		
zone d'aménagement communal concerté			X		
zone d'espaces verts			X		
zone de loisirs				X	
zone de parc				X	
zone d'aménagement communal concerté à caractère économique				X	
zone de services publics et d'équipements communautaires				X	
zone d'activité économique mixte				X	
zone d'activité économique spécifique marquée de la surimpression « G.D. »				X	
zone de services publics et d'équipements communautaires marquée de la surimpression « CET » ou « CETD »					X
zone d'activité économique industrielle					X
zone d'activité économique spécifique marquée de la surimpression « R.M. » ou « A.E. »					X
zone de dépendances d'extraction					X
zone d'enjeu communal	Affectation en fonction du schéma d'orientation local ou de l'usage sur la carte d'affectation des sols				
zone d'enjeu régional	Affectation en fonction du schéma d'orientation local ou de l'usage sur la carte d'affectation des sols				

Annexe 3. Types d'usage à considérer en correspondance avec l'usage de fait du terrain

TYPES D'USAGE	I	II	III	IV	V
USAGES					
AIRES NATURELLES ET ESPACES VERTS					
Aires forestières, aires naturelles, zones présentant un intérêt écologique reconnu	X				
Espaces verts, terrains vagues			X		
AGRICULTURE (activités agricoles liées au sol)					
Prairies, terrains affectés à de l'élevage extensif, terrains cultivés		X			
Sylviculture (hors aires forestières), culture intensive d'essences forestières		X			
Horticulture, zones de petits jardins, vergers		X			
Pisciculture		X			
AGRICULTURE (activités agricoles non liées au sol) ET ACTIVITES AGRO-ECONOMIQUES					
Elevages intensifs		X			
Approvisionnement ou transformation alimentaire (laiteries, usines de conserves, abattoirs)					X
Services auxiliaires (commerce et entretien de matériel agricole ou sylvicole, transport ou vente de produits agricoles ou sylvicoles)					X
formation du bois (scieries, menuiseries, fabriques de meubles)					X
HABITAT					
Logements résidentiels avec ou sans jardins, cours et jardins			X		
Zones de recul, garages collectifs, parkings				X	
ACTIVITES ECONOMIQUES					
Extraction			X		
Hôtels, restaurants, commerces, distribution				X	
Bureaux, petite industrie, artisanat, parcs scientifiques					X
Industrie, stations-service, zones d'activités portuaires					X
Centres de tri, de (pre)-traitement, de regroupement de déchets, CET, dépôts de matériaux de construction					X
SERVICES PUBLICS ET EQUIPEMENTS COMMUNAUTAIRES (activités et installations d'utilité sociale ou générale)					
installations d'utilité sociale ou générale)					
Ecoles et jardins d'enfants			X		
Etablissements de séjour collectifs, seigneureries, hôpitaux, lieux de culte				X	
Infrastructures sportives extérieures et intérieures				X	
Bâtiments a usage pédagogique ou de divertissement, maisons de la culture				X	
Equipements auxiliaires le long des autoroutes				X	

Berges des voies navigables et plans d'eau, chemins de halage et réseaux RAVEL	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Cimetières	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Halls de foire commerciales ou professionnelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Services techniques des services publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Arsenaux, casernes, domaines militaires, champs de Tir	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Infrastructures techniques (stations d'épuration, bassins de décantation, Equipements annexes aux réseaux, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Axes routiers et ferroviaires, aéroports	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
EQUIPEMENTS RECREATIFS					
Equipements touristiques de séjour : villages de vacances, parcs résidentiels de week-end, terrains de camping	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Terrains d'aventure, bois de jeux et plaines de jeux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Parcs publics et privés, parcs d'attraction, parcs de récréation touristique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Terrains de sport, de pêche, de golf, hippodromes, manèges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Aérodromes, terrains pour ULM, aéromodélisme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Motocross et sports moteurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Annexe 4. Spécifications techniques pour le sol et le sous-sol et pour les eaux souterraines

1. Les spécifications techniques d'assainissement du sol et le sous-sol pour la partie fixe de la terre s'appliquent à un sol standard ayant une teneur en argile de 10 % sur les composants minéraux et une teneur en matières organiques de 5 % sur sol sec.

Tableau 1 : Spécifications techniques pour les sols en mg/kg de matière sèche

Substances	Valeurs de référence	Valeurs seuil				Valeurs d'intervention			
		Type affect. I	Type affect. II	Type affect. III	Type affect. IV	Type affect. I	Type affect. II	Type affect. III	Type affect. IV
Métaux lourds									
Cadmium	0,8	8	3	2	1	16	6	4	2
Chrome	35	230	150	170	65	460	300	340	130
Cuivre	17	210	200	50	50	420	400	100	100
Arsenic	19	100	55	60	22	200	110	120	45
Cobalt	10	100	50	50	20	200	100	100	40
Nickel	9	150	150	120	40	300	300	220	80
Plomb	30	1150	150	70	70	2300	300	140	140
Zinc	62	680	500	210	150	1360	1000	420	300
Mercuré	0,55	15	7	10	1,6	30	15	20	3,1
Composés organiques (1)									
Benzène	0,10	1,5	0,25	0,25	0,2	3	0,5	0,5	0,4
Toluène	0,20	100	25	25	0,4	200	50	50	0,8
Ethylbenzène	0,30	45	18	14	0,6	90	36	28	1,2
Xylène	0,35	55	30	4	0,7	110	60	8	1,4
HAP Classe I Naphtalène	0,30	90	2,5	1,2	0,6	180	5	2,4	1,2
HAP Classe II Anthracène	0,05	18	18	0,6	0,15	36	36	1,2	0,3
HAP Classe III Phénanthrène Fluoranthène	1	65	30	16	2	130	60	32	4
HAP Classe IV Benzo(a)anthracène	0,5	125	125	4,5	1,2	250	250	9	2,4

HAP Classe V Benzo(k) Fluoranthène Benzo(ghi) Pérylène Indéno (1,2,3-cd)pyrène	0,3	18	18	3	2,4	36	36	6	4,8
HAP Classe VI Chrysène Benzo(a)pyrène	0,1	1	1	1	1	2	2	2	2
Huiles minérales (2)	50	1000	800	800	500	2000	1500	1500	1000

Tableau 2 : Valeurs des spécifications techniques pour les eaux souterraines en µg/l

Substances	Valeurs de référence	Valeurs d'intervention
Benzène	10	120
Toluène	20	5500
Ethylbenzène	50	3400
Xylène	20	3300
HAP Classe I Naphtalène	14	125
HAP Classe II Anthracène	0,2	8
HAP Classe III Phénanthrène Fluoranthène	7	30
HAP Classe IV Benzo(a)anthracène	0,5	7
HAP Classe V Benzo(k) Fluoranthène Benzo(ghi) Pérylène Indéno (1,2,3-cd)pyrène	0,05	500
HAP Classe VI Chrysène Benzo(a)pyrène	0,005	50
Huiles minérales (2)	50	500

Notes

(1) Afin de tenir compte des caractéristiques du sol et du sous-sol dans la comparaison des concentrations mesurées en composés organiques et en hydrocarbures halogénés dans le sol ou le sous-sol, les valeurs des spécifications techniques pour le sol ou le sous-sol sont pondérées par la teneur mesurée en matières organiques dans l'échantillon à analyser et ce, sur base de la formule suivante :

$$N(y) = N(5) * y/5$$

De plus, afin de prendre en compte certaines caractéristiques des sols wallons, il y a lieu de

limiter l'application de cette formule à des teneurs mesurées en matières organiques se situant entre 2,5 % et 12,5 %.

Si la teneur mesurée en matières organiques est inférieure à 2,5 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée de 2,5 %. Si la teneur est supérieure à 12,5 %, il faut tenir compte d'une teneur supposée en matières organiques de 12,5 %.

(2) Valeur indicative de la spécification technique pour le sol et le sous-sol : le risque d'effets préjudiciables graves pour l'homme et l'environnement d'une pollution du sol ou du sous-sol par de l'huile minérale est évalué par le risque occasionné par les composés organiques.

2. Les spécifications techniques pour le sol et le sous-sol visées au point 1 varient en fonction de l'affectation du terrain concerné.

a) Une distinction est établie entre les types d'affectations suivantes :

Type d'affectation I :

- zone d'activité économique ;
- zone d'activité économique mixte ;
- zone d'activité économique industrielle ;
- zone d'activité économique spécifique ;
- zone d'aménagement communal concerté à caractère économique ;

Type d'affectation II :

- zone d'habitat ;
- zone d'habitat à caractère rural ;
- zone de services publics et d'équipements communautaires.

Type d'affectation III :

- zone de loisirs ;
- zone agricole ;

Type d'affectation IV :

- zone forestière ;
- zone d'espaces verts ;
- zone naturelle ;
- zone de parc ;
- zone de prévention de captage.

b). Les zones des plans d'aménagement qui comprennent en surimpression des indications supplémentaires, sont évaluées, en vertu de la présente annexe, sur base de la zone initiale (couleur utilisée sur le plan d'aménagement).

c). Les terrains qui ne ressortent pas des affectations reprises dans le présent point 2 a), font l'objet d'une évaluation des fonctions qu'ils remplissent. Sur base de ces fonctions, ces terrains sont classés dans l'un des types d'affectation repris au point 2 a).

d). Les zones de prévention telles que définies par le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau - article D172 §2 - et, à défaut de délimitation des zones de prévention de prises d'eau potabilisable en zone libre, les zones situées dans un rayon de 1 km autour de ces zones de prises d'eau sont classées dans le type d'affectation IV.

e). Les terrains qui, en vertu des points 2 a) et b), sont classés dans le type d'affectation I ou II mais qui sont utilisés en fait comme terrain agricole sont évalués comme s'ils étaient classés dans le type d'affectation III.

Les terrains qui, en vertu des points 2 a) et b), sont classés dans le type d'affectation I mais qui sont utilisés en fait à des fins d'habitat, sont évalués comme s'ils étaient classés dans le type d'affectation II.

Les terrains qui, en vertu des points 2 a) et b), sont classés dans le type d'affectation I mais qui sont utilisés en fait à des fins de récréation, doivent être évalués comme s'ils étaient classés dans le type d'affectation III.

f). Lorsqu'en raison de la nature particulière du sol ou du sous-sol dans une zone considérée de la Région certaines valeurs de concentration des spécifications techniques visées au point 1 se révèlent inapplicables ou inappropriées, le fonctionnaire technique peut s'en écarter pour autant que leur application ne constitue pas un danger pour l'homme et l'environnement.

Annexe 5. Méthodes d'échantillonnages et d'analyses

Paramètre	Méthodes de mesurages de la partie fixe de la terre	Méthodes de mesurages des eaux souterraines
matières organiques AFNOR X31/109	ISO\DIS 14235	
détermination de la fraction d'argile	NEN 5753 ISO\DIS 11277	
hydrocarbures polycycliques aromatiques (HPA)	NEN 5771 (2e projet de norme) AAC 3\B	EPA 610 AAC 3/B
hydrocarbures monocycliques aromatiques (HMA)	NVN 5732 EPA 8260A AAC 3/T	EPA 524.2 AAC 3/T
huile minérale (méthode IR) AAC 3/R	NEN 5733 (févr. 1991)	NEN 6675

Annexe 6. Liste d'installations et activités visées à l'article 119 du décret

	Installations ou activités	Critères
	EXTRACTION DE HOUILLE, DE LIGNITE ET DE TOURBE	
1	Extraction souterraine ou à ciel ouvert de mines de houille, lignite, charbon de bois, graphite, carbone	
2	Installations pour l'agglomération ou la fabrication de houille, lignite, charbon de bois, graphite, carbone	constituant ou pas une dépendance de mine et dont la capacité installée de production est supérieure à 10 t/jour
3	Lavoirs à houille, lignite et tourbe	lorsque la capacité de traitement est supérieure à 10 t/jour
	EXTRACTION D'HYDROCARBURES, SERVICES ANNEXES	
4	Installations pour l'extraction de pétrole, de gaz naturel ou de schiste bitumineux de leur site naturel d'origine	lorsque les quantités extraites quotidiennement dépassent 500 t de pétrole ou de schiste bitumineux ou 500 000 m ³ de gaz
5	Services annexes à l'extraction d'hydrocarbures	
6	Installation de gazéification et de liquéfaction de combustibles minéraux solides	
	EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES	
7	Extraction souterraine ou à ciel ouvert de minerais de fer	
8	Installations pour l'agglomération ou la fabrication de minerais de fer constituant ou pas une dépendance de mine	lorsque la capacité installée de production est supérieure à 10 t/jour

9	Lavoires à minerais de fer	lorsque la capacité de traitement est supérieure à 10 t/jour constituant ou pas une dépendance de mine
10	Extraction souterraine ou à ciel ouvert de minerais de métaux non ferreux	
11	Installations pour l'agglomération ou la fabrication de minerais de métaux non ferreux constituant ou pas une dépendance de mine	lorsque la capacité installée de production est supérieure à 10 t/jour
12	Lavoires à minerais de métaux non ferreux	lorsque la capacité de traitement est supérieure à 10 t/jour constituant ou pas une dépendance de mine
13	Installation de calcination et de frittage de minerais métalliques, y compris de minerai sulfuré	
	INDUSTRIE TEXTILE	
14	Préparation de fibres textiles naturelles ou d'autres fibres	
15	Ennoblement textile (blanchiment, teinture, apprêt, impression, séchage, vaporisation, décatissage, stoppage, sanforisation, mercerisage)	
16	Fabrication de tapis et moquettes	excepté lorsque la production utilise uniquement la technique du tissage mécanique.
17	Industrie textile mixte (filature, tissage, ennoblement, confection, fabrication d'étoffes et d'articles à mailles et autres)	
	INDUSTRIE DE L'HABILLEMENT ET DES FOURRURES	
18	Atelier pour l'ennoblissement et la teinture des fourrures lorsque la capacité de traitement ou préparation est :	

	INDUSTRIE DU CUIR ET DE LA CHAUSSURE	
19	Installation destinée au traitement des peaux et des cuirs (tanneries, mégisseries, et toute opération de préparation, à l'exclusion des opérations de salage en annexe des abattoirs et de la teinture),	lorsque la capacité de traitement est supérieure à 10 t/jour de produits finis
20	Installation pour la teinture ou la pigmentation de peaux	impliquant la mise en oeuvre de solvants
	TRAVAIL DU BOIS ET FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS	
21	Imprégnation du bois, à l'exclusion de l'imprégnation à la brosse, au pinceau et au rouleau	lorsque la mise en oeuvre de solvants est supérieure à 200 t/an
22	Fabrication de panneaux de bois (placages, contreplaqués, panneaux pour meubles, panneaux de fibres et de particules, panneaux similaires)	lorsque la mise en oeuvre de solvants est supérieure à 200 t/an
	INDUSTRIE DU PAPIER ET DU CARTON	
23	Installation industrielle destinée à la fabrication de pâtes à papier, à partir du bois ou d'autres matières fibreuses ou non fibreuses	
24	Installation industrielle destinée à la fabrication du papier de base et du carton de base (destinés à faire l'objet d'une transformation ultérieure par l'industrie)	
	EDITION, IMPRIMERIE ET REPRODUCTION	
25	Imprimerie de journaux	lorsque la quantité d'encre utilisée est supérieure à 100 litres/jour
26	Autres imprimeries	lorsque la quantité d'encre utilisée ou de produits consommés pour revêtir le support est supérieure à 10 000 kg/an
27	Composition et photogravure	lorsque le nombre d'unités de développement (de films ou de plaques) est supérieur à 5

28	Autres activités annexes à l'imprimerie	lorsque la quantité de papier consommée est supérieure à 2 500 t/an
COKEFACTION, RAFFINAGE, INDUSTRIE NUCLEAIRE		
29	Installation pour la fabrication du coke (cokerie), de gaz de cokerie, de goudron brut de houille et de lignite	
30	Production de carburants pour moteur	Raffinage - Installation pour la production de produits raffinés à base de pétrole brut
31	Production de combustibles liquides ou gazeux	Raffinage - Installation pour la production de produits raffinés à base de pétrole brut
32	Fabrication d'huiles de graissage et de graisses lubrifiantes à partir de pétrole, y compris les résidus de raffinage	Raffinage - Installation pour la production de produits raffinés à base de pétrole brut
33	Fabrication de produits de base pour la pétrochimie	Raffinage - Installation pour la production de produits raffinés à base de pétrole brut
34	Fabrication de produits pétroliers raffinés divers	Raffinage - Installation pour la production de produits raffinés à base de pétrole brut
INDUSTRIE CHIMIQUE		
35	Fabrication d'air liquide ou comprimé et/ou de ses composants (H ₂ , O ₂ , N ₂ , CO ₂ , Ar) et d'autres gaz industriels ou médicaux	
36	Fabrication de colorants et de pigments	
37	Fabrication de produits chimiques inorganiques de base (Production d'acides, de bases, de sels anhydres, de sels non dangereux, de sels dangereux, d'oxydes/sulfures, de peroxydes inorganiques et production mixte de produits chimiques inorganiques de base)	

38	Fabrication de produits chimiques organiques de base (hydrocarbures non substitués aliphatiques/aromatiques, hydrocarbures substitués avec de l'oxygène, aliphatiques/aromatiques, hydrocarbures substitués avec du soufre aliphatiques/aromatiques, hydrocarbures substitués avec de l'azote aliphatiques/aromatiques, hydrocarbures substitués avec du phosphore aliphatiques/aromatiques, hydrocarbures substitués avec des halogènes aliphatiques/aromatiques, organométaux, fabrication de charbon de bois, de brai et/ou coke de brai, distillation des goudrons de houille, production mixte de produits chimiques organiques de base et production de peroxydes organiques)	
39	Fabrication de produits azotés et d'engrais	
40	Fabrication de matières plastiques de base (production de monomères, de polymères/copolymères, préparation de mélanges de matières plastiques de base, production de cellulose (hors pâtes à papier))	
41	Production et régénération d'élastomères, préparation de mélange de caoutchouc synthétique et/ou naturel	
42	Emploi ou réemploi de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression	

43	Fabrication de produits de base phytosanitaires et biocides (fabrication d'insecticides, d'anti-rongeurs, de fongicides, d'herbicides, d'inhibiteurs de germination, de régulateurs de croissance pour plantes, à l'exception des désinfectants industriels)	
44	Formulation et/ou conditionnement de produits phytosanitaires et biocides (formulation d'insecticides, d'anti-rongeurs, de fongicides, d'herbicides, d'inhibiteurs de germination, de régulateurs de croissance pour plantes, à l'exception des désinfectants industriels)	
45	Fabrication de peintures, vernis et encres d'imprimerie (peintures, vernis, pigments, opacifiants, compositions vitrifiables, engobés, mastics, enduits, solvants et diluants organiques composites, décapants, produits liquides pour la protection du bois et préparations liquides hydrofuges à base de silicone, encres d'imprimerie)	
46	Ateliers où l'on procède à l'application de peintures ou enduits sur toute surface par des procédés pneumatiques ou non, à l'aide d'un pistolet ou par des procédés électrostatiques et par procédé "au trempé"	
47	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	
48	Fabrication de médicaments et autres produits pharmaceutiques	lorsque la capacité installée de production est supérieure à 5 t/an, à l'exception de la fabrication de tisanes de plantes médicinales et de préparations magistrales
49	Fabrication de savons et détergents, de produits d'entretien, de parfums et de cosmétiques	

50	Fabrication de savons et détergents (savons, glycérides, produits pour lessive sous forme solide ou liquide, détergents, préparations pour la vaisselle, adoucissants pour textiles),	lorsque la capacité installée de production est supérieure à 1 t/an
51	Fabrication d'agents organiques de surface et de préparations tensioactives	lorsque la capacité installée de production est supérieure à 1 t/an
52	Fabrication de parfums et cosmétiques	lorsque la capacité installée de production est supérieure ou égale à 5 t/an
53	Préparation, manipulation ou transformation de tout explosif	à l'exception des activités ou ateliers de chargement de cartouches de chasse chez les armuriers et autres détaillants; des ateliers de rechargement de cartouches de sûreté chez les particuliers pour leur usage propre; des ateliers de rechargement de cartouches de sûreté par les corps de police; des activités de préparation des explosifs sur le site d'utilisation dans le cadre de leur mise en oeuvre
54	Fabrication de colles et gélatines chimiques	lorsque la capacité installée de production est supérieure à 100 t/an
55	Fabrication d'huiles essentielles (essences et produits aromatiques naturels, résinoïdes, eaux distillées aromatiques, compositions à base de produits odoriférants pour la parfumerie ou l'alimentation)	lorsque la capacité installée de production est supérieure ou égale à 5 t/an
56	Fabrication de produits chimiques pour la photographie	
57	Fabrication des supports de données (supports pour l'enregistrement du son ou de l'image, disques et bandes vierges pour l'enregistrement de données informatiques)	
58	Fabrication de produits chimiques divers non visés à une autre rubrique	lorsque la capacité de production est supérieure à 0,01 t/an
59	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	
60	Fabrication à l'échelle industrielle de substances diverses par transformation chimique dans plusieurs installations juxtaposées et fonctionnellement liées entre elles	

INDUSTRIE DU CAOUTCHOUC ET DES PLASTIQUES		
61	Fabrication de pneumatiques et de chambres à air	
62	Rechapage des pneumatiques	
63	Fabrication d'autres articles en caoutchoucs naturels ou synthétiques, non vulcanisés, vulcanisés ou durcis	lorsque la capacité de production est supérieure à 50 t/an
64	Installations de traitement de surface de matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique	
FABRICATION D'AUTRES PRODUITS MINERAUX NON METALLIQUES		
65	Fabrication de verre plat	
66	Façonnage et transformation du verre plat	lorsque la capacité de production est supérieure à 1 t/jour
67	Fabrication de verre creux	lorsque la capacité de fusion de l'établissement est supérieure à 3 t/jour
68	Fabrication de fibres de verre	
69	Fabrication et façonnage d'autres articles en verre	lorsque la capacité de production est supérieure à 3 t/jour
70	Fabrication mixte	lorsque la capacité de production est supérieure à 3 t/jour
71	Fabrication de produits céramiques à usage domestique et ornemental (en porcelaine ou autres)	lorsque la capacité installée de production est supérieure ou égale à 100 kg/jour
72	Fabrication d'appareils sanitaires en céramique	lorsque la capacité installée de production est supérieure ou égale à 100 kg/jour
73	Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique	lorsque la capacité installée de production est supérieure ou égale à 100 kg/jour
74	Fabrication d'autres produits céramiques à usage technique (pour usage chimique ou industriel)	lorsque la capacité installée de production est supérieure ou égale à 100 kg/jour
75	Fabrication de produits céramiques réfractaires	lorsque la capacité installée de production est supérieure ou égale à 100 kg/jour

76	Fabrication de carreaux en céramique	lorsque la capacité installée de production est supérieure ou égale à 100 kg/jour
77	Fabrication de tuiles, briques et autres produits en terre cuite pour la construction	lorsque la capacité installée de production est supérieure ou égale à 100 kg/jour
78	Installation destinée à la fabrication (par cuisson) de clinker	lorsque la capacité installée de production est supérieure ou égale à 500 t/jour
79	Installation destinée à la fabrication (par cuisson) de chaux	lorsque la capacité installée de production est supérieure ou égale à 50 t/jour
80	Fabrication d'éléments en béton, en ciment ou en plâtre	lorsque la puissance installée des machines est supérieure à 10 kW
81	Installation destinée à l'extraction de l'amiante	
82	Fabrication et finition industrielle de produits contenant de l'amiante brut (amiante-ciment et produits à base d'amiante-ciment, produits de friction à base d'amiante, filtres d'amiante, textiles d'amiante, papiers cartons d'amiante, matériaux d'assemblage, de conditionnement, d'armature et d'étanchéité à base d'amiante, revêtements de sols et mastic à base d'amiante)	
83	Fabrication de produits abrasifs	lorsque la puissance installée des machines est supérieure ou égale à 20 kW
84	Broyage et conditionnement de minéraux non métalliques	
85	Enrobage de pierres à l'aide de produits hydrocarbonés	

METALLURGIE	
86	<p>Production de fonte ou d'acier brut à chaud</p> <ul style="list-style-type: none"> - agglomération et pelletisation - production de fonte brute et d'acier par réduction de minerais - production de fonte de fonderie et de fonte pour la fabrication de l'acier - production de produits ferreux obtenus par réduction directe des minerais de fer et production d'autres produits ferreux, spongieux, en morceaux, boulettes ou formes similaires - production de ferromanganèses carburés et de fonte Spiegel - production de gaz de hauts fourneaux
87	<p>Production d'acier</p> <ul style="list-style-type: none"> - production d'acier dans des convertisseurs, des fours électriques ou d'autres installations <p>Métallurgie à chaud</p> <ul style="list-style-type: none"> - production de produits sidérurgiques laminés à chaud (y compris les produits de coulées continues) - production de lingots ou d'autres formes primaires et de demi-produits - production et/ou revêtement en continu de larges bandes, de feuillets, de tôles et de larges plats, à chaud - production de fils machines en acier - production de profilés lourds et légers, et de palplanches, à chaud - production de rails et autres matériels pour voies ferrées ou similaires, à chaud
88	

	- production de produits laminés à chaud, nus ou revêtus	
89	Fabrication de tubes en fonte ou en acier	
90	Première transformation de l'acier (hors traitement de surface) et fabrication de ferroalliages (étriage à froid, laminage à froid de feuillards, profilage à froid par formage ou pliage, tréfilage, autres activités de première transformation)	
91	Production d'aluminium brut à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires et de débris par procédé métallurgique, chimique ou électrolytique	
92	Première transformation de l'aluminium et de ses alliages et installations de fusion incluant les produits de récupération (affinage, moulage)	
93	Production de plomb, de zinc et d'étain bruts à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires et de débris par procédé métallurgique, chimique ou électrolytique	
94	Première transformation de plomb, de zinc, d'étain et de leurs alliages et installations de fusion incluant les produits de récupération (affinage, moulage)	
95	Production de cuivre brut à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires et de débris par procédé métallurgique, chimique ou électrolytique	
96	Première transformation du cuivre et de ses alliages et installations de fusion incluant les produits de récupération (affinage, moulage)	

97	Production d'autres métaux non ferreux bruts (chrome, manganèse, nickel, cadmium, ...) à partir de minerais, d'oxydes, de matières premières secondaires et de débris par procédé métallurgique, chimique ou électrolytique	
98	Première transformation d'autres métaux non ferreux (chrome, manganèse, nickel, cadmium, ...) et de leurs alliages et installation de fusion incluant les produits de récupération (affinage, moulage)	
99	Fonderie de fonte, d'acier, de métaux légers, d'autres métaux non ferreux	lorsque la capacité installée de production est supérieure à 30 kg/jour
100	Fonderie mixte de métaux non ferreux	lorsque la capacité installée de production est supérieure à 30 kg/jour
	TRAVAIL DES METAUX	
101	Forges, emboutissage, estampage et profilage des métaux	lorsque la puissance installée des machines est supérieure ou égale à 20 kW
102	Métallurgie des poudres, mise en forme des métaux à l'aide de poudres, explosifs et autres produits explosifs	
103	Traitement et revêtement des métaux par défilement des tôles en continu	
104	Traitement et revêtement des métaux par immersion des pièces dans les cuves de traitement	
105	Traitement de surface des métaux ferreux par application de couches de protection de métal en fusion	

	FABRICATION D'EQUIPEMENTS DE RADIO, TELEVISION ET COMMUNICATION		
106	Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication (composants électroniques, appareils d'émission et de transmission, appareils de téléphonie, appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image)		
	CONSTRUCTION ET ASSEMBLAGE DE VEHICULES AUTOMOBILES, DE REMORQUES ET SEMI-REMORQUES		
107	Construction et assemblage de véhicules automobiles		lorsque la capacité installée de production est supérieure à 10 véhicules par mois
108	Fabrication de carrosseries, remorques et caravanes		lorsque la capacité installée de production est supérieure à 10 véhicules par mois
109	Fabrication de parties et d'accessoires pour les véhicules à moteur		
110	Fabrication de moteurs pour véhicules		lorsque la capacité installée de production est supérieure à 10 moteurs par mois
	FABRICATION D'AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT		
111	Construction et réparation de navires de haute mer		
112	Construction et réparation de péniches et/ou de bateaux de plaisance		
113	Construction de matériel ferroviaire roulant		
114	Construction aéronautique et spatiale		excepté lorsque la production concerne des planeurs, ailes delta, ballons, ULM, dirigeables

115	Fabrication de motocycles	lorsque la capacité installée de production est supérieure à 5 motocycles par mois
116	Fabrication mixte de matériel de transport	lorsque la capacité installée de production est supérieure à 5 unités par mois
REGROUPEMENT, TRI, RECUPERATION DE MATIERES RECYCLABLES		
117	Installation de regroupement ou de tri de déchets métalliques recyclables	
118	Installation de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage	d'au moins un tram, wagon, bateau, locomotive ou avion (non-ULM); ou de plus de 2 véhicules automobiles de tourisme, camionnettes, camions, bus, véhicules agricoles ou utilitaires, ULM; de plus de 4 motos ou motocyclettes; ou de plus de 2 véhicules s'il y a présence de différents types de véhicules
119	Centre de démantèlement et de dépollution de véhicules hors d'usage	
120	Centre de destruction de véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux	
121	Installation de regroupement ou de tri de déchets d'équipements électriques et électroniques métalliques	
122	Installation de regroupement ou de tri de déchets inertes tels que définis à l'article 2, 6°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets	
123	Installation de regroupement ou de tri de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations de regroupement ou de tri de déchets non dangereux, limités aux déchets de papiers, cartons, verres, bois, plastiques et textiles	

124	Installation de regroupement ou de tri de déchets ménagers tels que définis à l'article 2, 2°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l'exclusion des installations de regroupement destinées à la collecte sélective de déchets ménagers tels que définis à l'article 2, 2°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, telles que bulles à verre, à papiers, à cartons, à plastiques, à vêtements, Parc à conteneurs pour déchets ménagers tels que définis à l'article 2, 6°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en ce compris le dépôt de déchets spéciaux des ménages	
125	Installation de regroupement ou de tri de déchets dangereux tels que définis à l'article 2, 5°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets	
126	Installation de regroupement ou de tri d'huiles usagées tels que définis à l'article 1 ^{er} , 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées	
127	Installation de regroupement et de tri de déchets d'équipements électriques et électroniques non métalliques	
128		
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'EAU CHAUDE		
129	Transformateur statique	uniquement les transformateurs à l'askarel
130	Centrale thermique et autres installations de combustion pour la production d'électricité	
131	Production ou transformation de gaz	

132	Centrale thermique et autres installations de combustion pour la production et distribution de vapeur et d'eau chaude, production de froid ou de chaleur	
	COMMERCE ET REPARATION DE VEHICULES AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES, COMMERCE DE DETAIL ET DE CARBURANTS	
133	Commerce relatif à l'entretien et/ou la réparation de véhicules à moteur	
134	Cabine de peinture de véhicules à moteur	
135	Installations de distribution d'hydrocarbures liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C, pour véhicules à moteur, à des fins commerciales autres que la vente au public, telles que la distribution d'hydrocarbures destinée à l'alimentation d'un parc de véhicules en gestion propre ou pour compte propre, comportant deux pistolets maximum et pour autant que la capacité de stockage du dépôt d'hydrocarbures soit supérieure ou égale à 3 000 litres et inférieure à 25 000 litres	

136	Installations de distribution d'hydrocarbures liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C, pour les moteurs à combustion interne et pour le chauffage, exploitées comme point de vente au public, comportant deux pistolets maximum et pour autant que la capacité de stockage du dépôt d'hydrocarbures soit supérieure ou égale à 3 000 litres et inférieure à 25 000 litres	
137	Station-service destinée à l'alimentation en hydrocarbures liquides, à l'exception du GPL, des réservoirs des véhicules à moteur et, le cas échéant, des réservoirs mobiles tels que bidons, jerrican	
138	Station-service destinée à l'alimentation en gaz de pétrole liquéfié GPL des réservoirs des véhicules à moteur	
	TRANSPORTS TERRESTRES	
139	Plates-formes ferroviaires et intermodales	
140	Gares ferroviaires de triage ou de formation	
141	Ateliers ferroviaires de réparation et d'entretien	
	TRANSPORTS AERIENS CIVILS	
142	Aéroport et/ou aérodrome	lorsque la piste de décollage ou d'atterrissage a une longueur d'au moins 2 100 m
	DEPOTS ET SERVICES AUXILIAIRES	
143	Entreposage (dépôts) de combustibles solides autres que le bois	lorsque la capacité de stockage est supérieure à 5 t

144	Installation de stockage temporaire de véhicules hors d'usage d'un garage ou située sur le site de production	d'au moins un tram, wagon, bateau, locomotive ou avion (non-ULM) ou de plus de 10 véhicules automobiles de tourisme, camionnettes, camions, bus, véhicules agricoles ou utilitaires, ULM, ou de plus de 20 motos ou motocyclettes, ou de plus de 10 véhicules s'il y a présence de différents types de véhicules tels que véhicules automobiles de tourisme, camionnettes, camions, bus, véhicules agricoles ou utilitaires, ULM, ou motos ou motocyclettes
145	Installation de stockage temporaire de déchets dangereux, tels que définis à l'article 2, 5°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets :	lorsque la capacité de stockage est supérieure à 1 t
146	Installation de stockage temporaire des huiles usagées, telles que définies à l'article 1 ^{er} , 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées :	lorsque la capacité de stockage est supérieure à 2 000 l
147	Dépôts d'explosifs et dépôts annexés aux fabriques d'explosifs	à l'exclusion des dépôts d'artifices de joie destinés à la vente aux particuliers ou d'artifices à usage technique ou de signalisation, des dépôts d'explosifs attachés et à l'usage exclusif d'un site d'extraction, des dépôts installés à l'intérieur des travaux souterrains ainsi que la détention par les chefs de laboratoires d'acide picrique ou autres produits chimiques réactifs de propriété explosible similaire destinés à usages scientifiques dans leurs laboratoires
148	Dépôts de liquides inflammables ou combustibles dont le point d'éclair est inférieur à 0 °C et dont la température à ébullition pression est inférieure ou égale à 35 °C	lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 500 l
149	Dépôts de liquides inflammables ou combustibles dont le point d'éclair est inférieur ou égal à 55 °C et ne répondant pas à la définition des liquides extrêmement inflammables (catégorie B)	lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 5 000 l
150	Dépôts de liquides inflammables ou combustibles dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C (catégorie C)	lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 25 000 l

151	Dépôts de liquides inflammables ou combustibles dont le point d'éclair est supérieur à 100 °C (catégorie D)	lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 50 000 l
152	Dépôts de liquides inflammables mixtes	lorsque la capacité nominale équivalente totale du dépôt est supérieure ou égale à 5 000 l
153	Dépôt de minerais métalliques	lorsque la capacité de stockage est supérieure à 50 m ³
154	Dépôts de produits pétroliers, combustibles fossiles, gaz combustibles, substances pétrochimiques et chimiques de toute nature (substances, préparations ou mélanges) autres que les liquides inflammables	lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 20 t
155	Dépôts de substances, préparations ou mélanges classés très toxiques, autres que les produits agrochimiques	lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 0,1 t
156	Dépôts de substances, préparations ou mélanges classés toxiques (à l'exception des carburants liquides à la pression atmosphérique pour moteurs à combustion interne et du mazout de chauffage), autres que les produits agrochimiques	lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 1 t
157	Dépôts de substances, préparations ou mélanges classés comburants, autres que les produits agrochimiques	lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 1 t
158	Dépôts de substances, préparations ou mélanges classés dangereux pour l'environnement (à l'exception des carburants liquides à la pression atmosphérique pour moteurs à combustion interne et du mazout de chauffage), autres que les produits agrochimiques	lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 4 t
159	Dépôts de substances, préparations ou mélanges classés corrosifs, nocifs ou irritants, autres que les produits agrochimiques	lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 20 t

160	Dépôts de produits phytosanitaires ou biocides (insecticides, anti-rongeurs, fongicides, herbicides, inhibiteurs de germination, régulateurs de croissance pour plantes, à l'exception des désinfectants industriels)	en quantité supérieure ou égale à 5 t
161	Dépôts de vernis, peintures, gélatines, cosmétiques, produits de nettoyage	lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 10 t
162	Dépôts d'engrais	d'une capacité totale supérieure à 100 tonnes
AUTRES SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES		
163	Nettoyage industriel (installation fixe pour le nettoyage des trains, autobus, avions, navires, citernes de camion, fûts,... à caractère commercial et/ou industriel)	
164	Activités photographiques	supérieure à 2 000 m ² lorsque l'activité est de nature industrielle et supérieure à 5 000 m ² dans les autres cas (radiographie médicale, art graphique, photographie, cinéma,...)
ASSAINISSEMENT, VOIRIE ET GESTION DES DECHETS		
165	Station d'épuration d'eaux urbaines résiduaires	lorsque la capacité d'épuration est supérieure à 500 équivalent-habitant
166	Station d'épuration d'eaux usées industrielles telles que définies à l'article D.2, 42°, du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau	lorsque la capacité d'épuration est supérieure à 500 équivalent-habitant ou lorsque la capacité d'épuration est supérieure à 100 équivalent-habitant et que les eaux contiennent une ou plusieurs substances dangereuses
167	Installation de regroupement ou de tri de PCB/PCT tels que définis à l'article 1 ^{er} , 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux polychlorobiphényles ou de polychloroterphényles	

168	Installation de regroupement ou de tri de déchets de classe B2 tels que définis à l'article 1 ^{er} , 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé	
169	Installations de regroupement ou de tri de déchets non dangereux et déchets de classe B1 tels que définis à l'article 1 ^{er} , 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé	
170	Installations de regroupement ou de tri de déchets dangereux tels que définis à l'article 2, 5°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets	
171	Installation de prétraitement de déchets inertes tels que définis à l'article 2, 6°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets	
172	Installation de prétraitement de déchets ménagers tels que définis à l'article 2, 2°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets	
173	Installation de prétraitement de déchets dangereux tels que définis à l'article 2, 5°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets	
174	Installation de prétraitement d'huiles usagées tels que définies à l'article 1 ^{er} , 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées	
175	Installation de prétraitement PCB/PCT tels que définis à l'article 1 ^{er} , 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux polychlorobiphényles et aux polychloroterphényles	

176	Installation de prétraitement de déchets de classe B1 tels que définis à l'article 1 ^{er} , 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé	
177	Installation de prétraitement de déchets de classe B2 tels que définis à l'article 1 ^{er} , 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé	
178	Installation de prétraitement (regroupement, déshydratation,...) des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage telles que définies à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage et de curage	
179	Installation de prétraitement de déchets d'équipements électriques et électroniques	
180	Installation de traitement de déchets inertes tels que définis à l'article 2, 6°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets	
181	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations de compostage et des installations visées sous 90.23.13, d'une capacité de traitement :	
182	Installation de traitement de déchets ménagers tels que définis à l'article 2, 2°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets	

183	Installation de traitement de déchets dangereux tels que définis à l'article 2, 5°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets	
184	Installation de traitement d'huiles usagées tels que définies à l'article 1 ^{er} , 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées	
185	Installation de traitement de PCB/PCT tels que définis à l'article 1 ^{er} , 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux polychlorobiphényles ou de polychloroterphényles	
186	Installation de traitement de sous-produits animaux de catégorie 3 tels que définis à l'article 6, § 1 ^{er} , points a) à k), du Règlement n° 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine, lorsque la capacité de traitement est :	
187	Installation de traitement de sous-produits animaux de catégorie 2 ou 1 tels que respectivement définis à l'article 5, § 1 ^{er} , points b) à g), et à l'article 4, § 1 ^{er} , points a) à d) et f), du Règlement n° 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine	
188	Installation de traitement de déchets de classe A tels que définis à l'article 1 ^{er} , 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé	

189	Installation de traitement de déchets de classe B1 tels que définis à l'article 1 ^{er} , 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé	
190	Installation de traitement des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage telles que définies à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage et de curage d'une capacité de traitement :	
191	Installation de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques	
192	Installations d'incinération de déchets et installations de co-incinération de déchets non dangereux; de déchets ménagers tels que définis à l'article 2, 2°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, de déchets dangereux tels que définis à l'article 2, 5°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets; d'huiles usagées telles que définies à l'article 1 ^{er} , 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées; de PCB/PCT tels que définis à l'article 1 ^{er} , 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux polychlorobiphényles ou de polychloroterphényles; de déchets de classe A tels que définis à l'article 1 ^{er} , 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé, du Règlement; de déchets de classe B1 tels	

	<p>que définis à l'article 1^{er}, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé</p>	
193	<p>Installation d'incinération de sous-produits animaux de catégorie 3 tels que définis à l'article 6, § 1^{er}, points a) à k), du Règlement n° 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine</p>	
194	<p>Installation d'incinération applicables aux sous-produits animaux de catégorie 2 ou 1 tels que respectivement définis à l'article 5, § 1^{er}, points b) à g), et à l'article 4, § 1^{er}, points a) à d) et f), non destinés à la consommation humaine</p>	
195	<p>Centre d'enfouissement technique de déchets dangereux tels que définis à l'article 2, 5°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets (classe CET 1)</p>	

196	Centre d'enfouissement technique de déchets industriels non dangereux et de déchets ménagers et assimilés, ces derniers tels que définis par l'article 2, 2°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets (classe CET 2)	
197	Centre d'enfouissement technique de déchets inertes tels que définis par l'article 2, 6°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets (classe CET 3)	
198	Centre d'enfouissement technique de matières de la catégorie A et B enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage, telles que définies à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage et de curage	
199	Centre d'enfouissement technique réservés à l'usage exclusif d'un producteur de déchets dangereux tels que définis par l'article 2, 5°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets (classe CET 5.1)	
200	Centre d'enfouissement technique réservés à l'usage exclusif d'un producteur de déchets industriels non dangereux (classe CET 5.2)	
201	Centre d'enfouissement technique réservés à l'usage exclusif d'un producteur de déchets inertes tels que définis à l'article 2, 6°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets (classe CET 5.3)	
202	Installation spécifique de récupération ou de destruction de substances explosives	
203	Rejets directs et indirects de substances dangereuses dans les eaux souterraines	

ACTIVITES RECREATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES		
204	Stands de tir (tir pour armes de chasse et de sport), à l'exception des tirs à air comprimé	
205	Aérodromes de tourisme	
206	Circuits ou terrains de "sports moteurs" - Epreuves de vitesse ou d'adresse, essais, entraînements ou usage récréatif de véhicules automoteurs mus par un moteur à combustion interne	établissements où il est organisé plus d'une activité par an ou dont la durée de l'activité dépasse 3 jours consécutifs, entraînements y compris
SERVICES PERSONNELS		
207	Blanchisseries, teintureries, salons lavoirs, services de nettoyage de vêtements, linges et autres textiles	lorsque la capacité de lavage de linge est supérieure à 30 000 kg/jour
208	Nettoyage à sec de vêtements, linges et autres textiles	lorsque la capacité de nettoyage est égale ou supérieure à 1 000 kg/jour
INSTALLATIONS ET/OU ACTIVITES CONSOMMANT DES SOLVANTS		
209	Impression sur rotative offset à sécheur thermique	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an
210	Héliogravure d'édition	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 25 t/an
211	Autres unités d'héliogravures, flexographie, impression sérigraphique ou rotative, contre collage ou vernissage	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an
212	Impression sérigraphique ou rotative sur textiles/cartons	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 30 t/an
213	Nettoyage de surface	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 1 t/an
214	Autres nettoyages de surface	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 2 t/an
215	Revêtement et retouche des véhicules	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 0,5 t/an
216	Laquage en continu	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 25 t/an

217	Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles de papier	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an
218	Revêtement de fils de bobinage	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an
219	Revêtement de surface en bois	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an
220	Imprégnation du bois	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 25 t/an
221	Revêtement du cuir	lorsque la consommation en solvant est supérieure à 10 t/an
222	Fabrication de chaussures	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an
223	Stratification de bois et de plastique	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an
224	Revêtement adhésif	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an
225	Fabrication de préparations, revêtements, vernis, encres et colles	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 100 t/an
226	Conversion de caoutchouc	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an
227	Extraction d'huiles végétales et de graisses animales et activités de raffinage d'huile végétale	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 10 t/an
228	Fabrication de produits pharmaceutiques	lorsque la consommation en solvant est supérieure à 50 t/an
229	Revêtement de véhicules (automobiles, cabines de camion, camionnettes, camions et autobus) neufs	lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an
	AUTRES ETABLISSEMENTS	
230	Anciens Sites militaires	
231	Etablissements dans lesquels des substances dangereuses sont ou étaient présentes dans des quantités équivalentes ou supérieures aux quantités indiquées dans les parties 1 et 2, colonne 2 de l'annexe de l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant les dangers d'accidents majeurs dans lesquels des substances dangereuses sont impliquées	

232, a)	Exploitation d'abattoirs	Lorsque la capacité de production est supérieure à 50 tonnes de carcasses par jour
b)	<p>Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :</p> <p>i) uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes de produits finis par jour;</p> <p>ii) uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou 600 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an;</p> <p>iii) matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 75 si A est égal ou supérieur à 10, ou - $[300 - (22,5 \times A)]$ dans tous les autres cas où "A" est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis. L'emballage n'est pas compris dans le poids final du produit. Ce point ne s'applique pas si la matière première est seulement du lait. 	
c)	Traitement et transformation du lait exclusivement	Lorsque la quantité de lait reçue est supérieure à 200 T/j (valeur moyenne sur base annuelle)
233	Fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation	

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 1^{er} mars 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,
P-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 984 (2017-2018) N^os 1, 1bis à 1quinquies à 43.

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 février 2018.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2018/70014]

1. MÄRZ 2018 — Dekret über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen**Abschnitt 1 — Zielsetzungen und Anwendungsbereich*

Artikel 1 - § 1. Der Boden ist ein integrierender Bestandteil des gemeinsamen Erbes der Wallonischen Region; er erfüllt lebenswichtige Funktionen für den Menschen und die Ökosysteme, insbesondere in Bezug auf die Produktion von Lebensmitteln und Biomasse, die Lagerung, die Filtration und die Umwandlung unterschiedlicher Stoffe.

Im Rahmen einer integrierten Vorgehensweise zielen die Aktionen der Wallonischen Region darauf ab, die zahlreichen Gefahren für den Boden zu bekämpfen, der Bodendegradation entgegenzuwirken und eine nachhaltige Bodennutzung zu fördern.

Vorliegendes Dekret hat zum Ziel, die Qualität des Bodens zu schützen und zu verbessern, der Bodenverarmung und der Entstehung der Bodenverschmutzung vorzubeugen, potentielle Verschmutzungsquellen zu identifizieren, die Untersuchungen zur Ermittlung einer Verschmutzung zu organisieren und die Modalitäten zur Sanierung verschmutzter Böden zu bestimmen.

§ 2. Unbeschadet des Artikels 5 werden aus dem Anwendungsbereich des vorliegenden Dekrets ausgeschlossen:

- 1° die auf dem Boden gelagerten oder in den Boden eingearbeiteten Abfälle, deren Bestandteile bei einer Sichtkontrolle vom Boden unterschieden werden können;
- 2° die auf dem Boden gelagerten oder in den Boden eingearbeiteten Abfälle, die nicht unter Ziffer 1 fallen, insofern sie gemäß den Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Abfälle recycelt, verwertet oder beseitigt wurden oder gemäß den Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Abfälle der mineralgewinnenden Industrie bewirtschaftet wurden.

Absatz 1 berührt nicht die Anwendung des vorliegenden Dekrets im Falle einer im Boden unter den erwähnten Abfällen vorhandenen erwiesenen oder potentiellen Verschmutzung.

Absatz 1 Ziffer 2 berührt nicht die Anwendung des vorliegenden Dekrets im Falle von Verschmutzungen oder eines Verdachts auf Verschmutzungen nach der Verwertung.

Die Regierung kann die Modalitäten der Sichtkontrolle näher bestimmen, sowie ein Verfahren verabschieden, durch das jeder Person bestätigt werden kann, dass die in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind.

Abschnitt 2 — Definitionen

Art. 2 - Zur Anwendung vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

- 1° "Boden": die oberflächliche Schicht der Erdkruste, einschließlich des Grundwassers im Sinne des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und der anderen dort vorhandenen Elemente und Organismen;
- 2° "Schadstoff": Produkt, Zubereitung, Stoff, chemische Zusammensetzung, Organismus oder Mikroorganismus, der aufgrund seiner Konzentration eine Verschmutzung verursacht und durch menschliche Tätigkeiten entsteht;
- 3° "Bodenverschmutzung": das Vorkommen auf oder in dem Boden von Schadstoffen, die auf direkte oder indirekte Weise der Bodenqualität schaden oder schaden können;
- 4° "neue Bodenverschmutzung": Bodenverschmutzung, die wegen einer Emission, eines Ereignisses oder eines Vorfalls entstanden ist, die bzw. das bzw. der ab dem 30. April 2007 stattgefunden hat;
- 5° "historische Bodenverschmutzung": Bodenverschmutzung, die wegen einer Emission, eines Ereignisses oder eines Vorfalls entstanden ist, die bzw. das bzw. der vor dem 30. April 2007 stattgefunden hat;
- 6° "gemischte Bodenverschmutzung": Bodenverschmutzung, die sich, ohne unterschieden werden zu können, aus einer neuen und einer historischen Bodenverschmutzung zusammensetzt;
- 7° "Bodenverschmutzung, die eine schwerwiegende Gefährdung darstellt":
 - a) eine Bodenverschmutzung, die angesichts der Bodeneigenschaften und der vom Boden erfüllten Funktionen, der Art, der Konzentration und des Verbreitungsrisikos der vorkommenden Schadstoffe eine Quelle von Schadstoffen darstellt oder darstellen könnte, die auf die Menschen, Tiere und Pflanzen übertragen werden könnten, und die menschliche Sicherheit oder Gesundheit, oder die Umweltqualität sicherlich oder wahrscheinlich gefährden;
 - b) eine Bodenverschmutzung, die die Reserven von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser gefährden könnte;
- 8° "Grundstück": der durch eine, durch einen Teil oder durch mehrere katastrierte oder nicht katastrierte Parzellen abgegrenzte Boden, einschließlich der auf oder in dem Boden errichteten Bauten und Anlagen;
- 9° "verschmutztes Grundstück: das Grundstück, auf dem die Bodenverschmutzung erwiesen ist;
- 10° "potentiell verschmutztes Grundstück": Grundstück, wo eine Bodenverschmutzung vermutet wird, insbesondere wegen des Vorkommens oder Vorhandenseins in der Vergangenheit einer identifizierten Aktivität oder Anlage, die eine Bodenverschmutzung hätte verursachen können, oder der noch nicht durch gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets durchgeführten Analysen bestätigten Kenntnis eines besonderen Unfalls oder des Vorhandenseins von Abfällen;
- 11° "Orientierungsstudie": die von einem Sachverständigen durchgeführte Studie, die zum Zweck hat, nachzuprüfen, ob eine eventuelle Bodenverschmutzung vorliegt, und ggf. eine erste Beschreibung und Schätzung des Umfangs dieser Verschmutzung zu liefern;

- 12° "Charakterisierungsstudie": die von einem Sachverständigen durchgeführte Studie, die zum Zweck hat, die Bodenverschmutzung zu beschreiben und zu lokalisieren, um die Notwendigkeit einer Sanierung des Grundstücks einzuschätzen;
- 13° "kombinierte Studie": die von einem Sachverständigen durchgeführte Studie, die in einer einzigen Studie den Inhalt und die Zielsetzungen der Orientierungsstudie und der Charakterisierungsstudie kombiniert;
- 14° "Sanierung des Grundstücks": die Behandlung, Beseitigung, Neutralisierung, Immobilisierung, Begrenzung an einer Stelle der Bodenverschmutzung mit dem Ziel, das Grundstück mit einer vorgesehenen Benutzung zu vereinbaren;
- 15° "Sicherheitsmaßnahmen": Maßnahmen, einschließlich der Zugangs-, Nutzungs- und Verwendungsbeschränkungen, mit Ausnahme der Sanierungshandlungen und -arbeiten, die dazu bestimmt sind, die Auswirkungen einer Bodenverschmutzung zu beherrschen oder ihr vorzubeugen;
- 16° "Folgemeasures": Maßnahmen zu Lasten des Inhabers der Verpflichtung zur Beherrschung der Risiken während der Durchführung der in Artikel 19 erwähnten Verpflichtungen, einschließlich der Durchführung der Handlungen und Arbeiten zur Sanierung des Bodens;
- 17° "beste verfügbare Techniken": die in Artikel 1 Ziffer 19 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten besten verfügbaren Techniken, die auf die Bodenbewirtschaftung angewandt werden und eine auf der Grundlage von umweltbezogenen, wirtschaftlichen und sozialen Indikatoren bestimmte dauerhafte Sanierung gewährleisten;
- 18° "Verwaltung": die von der Regierung bestimmte Verwaltungsdienststelle;
- 19° "Überwachungsbeamter": der von der Regierung zu diesem Zweck benannte Beamte;
- 20° "ÖGFU": die öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität ("Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement") nach Artikel 22 § 2 des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung der Föderalen Beteiligungs- und Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften;
- 21° "Sachverständiger": der Sachverständige für die Bewirtschaftung verschmutzter Böden, der zwecks der Erfüllung der im vorliegenden Dekret vorgesehenen Aufgaben zugelassen ist;
- 22° "Hintergrundkonzentration": Umgebungskonzentration eines Schadstoffs im Boden; die Umgebungskonzentrationen können auf natürliche geologische Schwankungen oder auf den Einfluss einer allgemein verbreiteten landwirtschaftlichen, industriellen oder städtischen Aktivität hinweisen;
- 23° "Schwellenwert": Konzentration an im Boden vorhandenen Schadstoffen, die einem Niveau entspricht, über das hinaus:
- eine Charakterisierungsstudie durchgeführt wird;
 - eine Sanierung im Falle einer neuen Verschmutzung durchgeführt wird;
 - und eine Sanierung durchgeführt wird, wenn es sich um einen Fall schwerwiegender Gefährdung im Rahmen einer historischen Verschmutzung handelt;
- 24° "Sonderwert": die Konzentration an einem oder mehreren bestimmten Schadstoffen im Boden, die infolge einer Orientierungsstudie, Charakterisierungsstudie, kombinierten Studie oder Sanierung festgestellt wird, die für Verschmutzungsrückstände repräsentativ ist, die in dem Bodenkontrollschein zu Protokoll gebracht werden;
- 25° "Bodenkontrollschein": Bescheinigung, deren Mindestinhalt von der Regierung festgelegt wird, ggf. je nach Art des Verfahrens, und in der der Beschluss festgehalten wird, durch den festgestellt wird, dass ein Grundstück Gegenstand einer Orientierungsstudie, einer Charakterisierungsstudie, einer kombinierten Studie, von Sanierungshandlungen und -arbeiten, einer sofortigen Verwaltungsmaßnahme oder von der ÖGFU anvertrauten Sanierungshandlungen und -arbeiten gemäß dem vorliegenden Dekret gewesen ist, und dass die gemessenen Schadstoffkonzentrationen den Anforderungen des Dekrets und seiner Durchführungs-erlasse genügen;
- 26° "GRE": das Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung;
- 27° "Abtretung": jeder Akt zur Übertragung, Bildung, Erklärung eines dinglichen Rechts, zum Verzicht auf dieses Recht, zu dessen Verlängerung, sowie die Bildung, Abtretung oder Verlängerung von persönlichen Rechten für mehr als neun Jahre, einschließlich des Immobilienleasings und der Einbringung und Übertragung von Gesellschaftsvermögen, unter Ausschluss der von der Regierung aufgelisteten Rechtsakte familiärer Art und der von der Regierung aufgelisteten Rechtsakte im Rahmen eines Zwangsmitigentums;
- 28° "WIÖD": das wissenschaftliche Institut öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de service public"), geschaffen durch das Dekret vom 7. Juni 1990, insbesondere Artikel 4 § 3, abgeändert durch das Dekret vom 9. April 1998;
- 29° "Labor": das für die Durchführung der in vorliegendem Dekret vorgesehenen Analysen zugelassene Labor;
- 30° "Bodenbewirtschaftungsvereinbarung": eine zwischen der wallonischen Region und einer oder mehreren natürlichen oder juristischen Personen abgeschlossene Vereinbarung, die darauf abzielt, ein Untersuchungs- oder Sanierungsprogramm festzulegen, das die Liste, die Prioritäten und die Termine für die Durchführung der Untersuchungen und Sanierungen enthält, zu deren Einhaltung sich die betroffene(n) Person(en) verpflichtet(n);
- 31° "Abhilfeplan": eines der nachstehenden Elemente:
- a) der Rehabilitierungsplan im Sinne von Artikel 7 § 3 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region, oder von Artikel 35 § 2 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region vor seiner Abänderung durch das vorliegende Dekret, oder von Artikel 42 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vor seiner Abänderung durch das Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung;
 - b) der zur Durchführung der Wiederinstandsetzung im Sinne des Artikels 43 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle oder der Artikel D.157, D.159 et D.163 des Buches I des Umweltgesetzbuches eingesetzte Plan;
 - c) der in Artikel 116 § 1 erwähnte Sanierungsplan;
 - d) der in Artikel 71 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung oder in Artikel D.149 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnte Wiederinstandsetzungsplan;

- e) der vor dem 1. Juni 2017 eingereichte Umkreis des neuzugestaltenden Geländes, wie er im Sinne der Artikel 167 oder 182 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, und das Erbe und die Energie verabschiedet wurde und für den ein von der Verwaltung ausgestelltes Dokument das mit den Neugestaltungsarbeiten verbundene Sonderlastenheft genehmigt;
- 32° "Betreiber": der Betreiber im Sinne von Artikel 1 Ziffer 8 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;
- 33° "Anlagen oder Tätigkeiten, die ein Risiko für den Boden darstellen": eingestufte Anlagen oder Tätigkeiten, bei denen davon ausgegangen werden kann, dass sie umweltbezogene Auswirkungen auf den Boden haben, die zu einer Verschmutzung führen können;
- 34° "Mandatsträger": jede Person, die nicht unbedingt Sachverständiger oder Inhaber der Verpflichtungen ist und die von einem oder mehreren Inhabern der Verpflichtungen ordnungsgemäß bevollmächtigt wird, im Rahmen der Beziehungen mit der Verwaltung als Ansprechpartner zu fungieren;
- 35° "Aufschüttungsmaterial": von Menschen auf ein Grundstück gebrachtes Volumen von Erde oder festen Materialien, das dessen Topographie ändert oder das dazu bestimmt ist, andere Erde oder feste Materialien zu ersetzen, ohne unbedingt die Topographie der Örtlichkeiten zu ändern;
- 36° "Änderung der Grundfläche mit Auswirkungen auf die Bodenbewirtschaftung": Änderung der Bodenfläche oder Umgestaltung des Bodens infolge von Handlungen oder Arbeiten, die Untersuchungen, Analysen oder Sanierungshandlungen und -arbeiten, die eine in Höhe des Grundstücks identifizierte oder in dessen unmittelbarer Nähe lokalisierte Bodenverschmutzung betreffen, verhindern oder übermäßig erschweren könnten;
- 37° "in den Boden eingearbeitete Abfälle": Abfälle im Sinne von Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, die völlig oder teilweise im Boden vergraben sind;
- 38° "sofortige Verwaltungsmaßnahmen": von einem Sachverständigen verfolgte Maßnahmen zwecks der Vermeidung oder Verringerung der unmittelbaren Gefahren und Risiken und der Beseitigung der Bodenverschmutzung;
- 39° "Inhaber der Verpflichtungen" oder "Verpflichtungsinhaber": die Person(en), die für eine oder mehrere in Artikel 19 Absatz 1 angeführten Verpflichtungen verantwortlich ist (sind).

Abschnitt 3 — Vorbeugung und Information

Art. 3 - Jede Person ist dazu verpflichtet, die geeigneten Maßnahmen zum Schutz des Bodens und zur Vorbeugung neuer Bodenverschmutzungen zu treffen.

Art. 4 - Zwecks des Bodenschutzes, der Gewährleistung einer nachhaltigen und umweltschonenden Bodenverwendung, der Erhaltung und Wiederherstellung der Bodenqualität und der Vorbeugung der Bodendegradierung und -veränderung kann die Regierung bestimmte Maßnahmen treffen zur Regelung und Organisation:

- 1° der Bewirtschaftung des Erdreichs und anderer in den Boden eingearbeiteter Materialien;
- 2° der Verwendung von organischen Stoffen oder Düngemitteln, die dazu bestimmt sind, insbesondere im Rahmen von landwirtschaftlichen Aktivitäten ausgebracht zu werden, oder von Stoffen oder Substanzen, aus denen sie zusammengesetzt sind;
- 3° der Verwaltung von Bauwerken, die die Qualität der Böden beeinträchtigen könnten.

Zu diesem Zweck kann die Regierung folgende Maßnahmen treffen:

- 1° die Methoden für die Probenahme und Analyse dieser Stoffe oder Substanzen, sowie der Böden, festlegen;
- 2° Laboratorien oder Sachverständige nach den von ihr bestimmten Regeln zulassen;
- 3° andere Dienstleistungserbringer und Akteure nach den von ihr festgelegten Regeln zulassen;
- 4° Verpflichtungen zur Berichterstattung, Datenübermittlung und Bildung einer authentischen Datenbank auferlegen;
- 5° die Ausbringung von organischen Stoffen oder Düngemitteln, die dazu bestimmt sind, im Rahmen von Aktivitäten auf bestimmten Parzellen ausgebracht zu werden, nach einem von ihr festgelegten Verfahren untersagen oder beschränken;
- 6° nach von ihr festgelegten Bedingungen bestimmte Bodennutzungen und die Verwendung von organischen Stoffen oder Düngemitteln, die dazu bestimmt sind, insbesondere im Rahmen von landwirtschaftlichen Aktivitäten ausgebracht zu werden, regeln, unter Beachtung bestimmter Bodenbenutzungs- und verfahrensverfahren, einschließlich mittels eines Verwendungsscheins, einer Registrierung oder einer behördlichen Genehmigung;
- 7° nach von ihr festgelegten Bedingungen und Verfahrensregeln die Einführung von aus anderen Staaten oder Regionen stammenden organischen Stoffen oder Düngemitteln, die dazu bestimmt sind, im Rahmen von landwirtschaftlichen Aktivitäten ausgebracht zu werden, untersagen, Bedingungen unterwerfen, oder einschränken, wenn sie feststellt, dass das Absorptionsvermögen des Bodens auf dem ganzen oder einem Teil des Gebiets der Wallonischen Region überschritten ist;
- 8° die Bewirtschaftung der organischen Stoffe organisieren, einschließlich durch eine differenzierte Verwendung je nach ihren Eigenschaften und den Eigenschaften des Aufnahmemilieus;
- 9° die Einrichtung, Benutzung, Wartung und Kontrolle der Behälter regeln.

Wer einen Boden ändert oder bewirtschaftet, trägt dafür Sorge, der Erosion vorzubeugen, die die Bodenqualität langfristig gefährden könnte; dazu wendet er geeignete Kultur- und Bewirtschaftungstechniken an, wie z.B. eine erosionsvorbeugende Einrichtung der Parzellen, erosionsvorbeugende Anbautechniken, oder eine geeignete Fruchtfolge.

Art. 5 - § 1. Die Regierung organisiert die differenzierte Bewirtschaftung des Erdreichs je nach seiner Qualität und Herkunft und je nach den Eigenschaften und Benutzungsarten der Aufnahmemilieus. Sie bestimmt die Verantwortungen bei der Bewirtschaftung des Erdreichs und bei der Abwicklung der Verfahren.

Jede Erdbewegung und jede Verwendung von Erde erfordern eine vorherige Qualitätskontrolle sowie eine Zertifizierung dieser Kontrolle und sind rückverfolgbar. Die Regierung legt die diesbezüglichen Bedingungen und Modalitäten fest; sie bestimmt die eventuellen Ausnahmen.

Die Daten bezüglich der Qualität der Böden und des in Ausführung des vorliegenden Artikels zusammengetragenen Erdreichs werden in die Datenbank über den Bodenzustand eingegeben.

§ 2. Für jede der Zertifizierung der Qualitätskontrolle unterliegende Akte in Bezug auf die Bewirtschaftung von Erdreich und für jede einer Notifizierung unterliegende Erdbewegung wird eine Bearbeitungsgebühr erhoben.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Berechnung und Einziehung der Bearbeitungsgebühr, sowie die eventuellen Ausnahmen.

Die Bearbeitungsgebühr umfasst:

- 1° den Betrag, der die von der Verwaltung oder für deren Rechnung erhobenen Verwaltungskosten deckt und dessen Ertrag dem innerhalb des Einnahmenhaushaltsplans und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region eingerichteten Fonds für die Abfallbewirtschaftung überwiesen wird;
- 2° den Betrag, den ein Konzessionär in Ausführung eines in Anwendung des § 3 abgeschlossenen Konzessionsvertrags erhält, der die Vergütung der Dienstleistung deckt.

§ 3. Die Zertifizierung der Qualitätskontrolle und die Überwachung der Bewirtschaftung des Erdreichs werden von oder unter Kontrolle der Verwaltung durchgeführt.

Die Regierung kann die Übertragung der nachstehenden Tätigkeiten in Form einer oder mehrerer Konzessionen von öffentlichen Dienstleistungen vorsehen und organisieren:

- 1° die Umsetzung der Rückverfolgbarkeit des Erdreichs, einschließlich der erforderlichen Vorgänge zu deren Überprüfung, sowie die Zulassung von Erdbewegungen;
- 2° die Zertifizierung der Qualitätskontrolle des Erdreichs, einschließlich der erforderlichen Vorgänge zu deren Überprüfung;
- 3° die Sammlung und Bearbeitung der Daten, die sich aus den in den Aktivitäten nach Ziffern 1 und 2 ergeben, sowie deren Übertragung in die Datenbank über den Bodenzustand;
- 4° die Erhebung der Bearbeitungsgebühren für ihre Rechnung und für Rechnung der Verwaltung, einschließlich der Ausführung einer Kontrolle über die Überweisung dieser Beträge;
- 5° die Entwicklung der EDV-Mittel und Datenbanken, die für die Abwicklung der in den Ziffern 1 bis 4 erwähnten Tätigkeiten sowie für die Überwachung der Bewirtschaftung des Erdreichs im Allgemeinen erforderlich sind;
- 6° die Übermittlung von Informationen bezüglich der Bewirtschaftung des Erdreichs;
- 7° alle anderen Überwachungs-, Beratungs- und Berichterstattungstätigkeiten, die sich auf die Bewirtschaftung des Erdreichs beziehen.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen, die der Konzessionär zu erfüllen hat, und zwar unter Berücksichtigung der folgenden Mindestanforderungen:

- 1° Garantien der Unparteilichkeit und des Ausschlusses von Interessenkonflikten vorweisen;
- 2° nicht unmittelbar in die Abläufe der Produktion, Qualitätskontrolle oder Bewirtschaftung von Erde und gegebenenfalls von anderen in § 5 erwähnten Materialien verwickelt sein;
- 3° über ausreichende Mittel verfügen, um seine Tätigkeiten auszuführen;
- 4° unter den Gründern und Personen, die für den Konzessionär Verpflichtungen eingehen können, nur Personen zählen, die im Besitz ihrer bürgerlichen und politischen Rechte sind und die nicht wegen eines Verstoßes gegen die Umweltgesetzgebung in der Europäischen Union verurteilt worden sind;
- 5° auf dem Gebiet der Wallonischen Region niedergelassen sein und den Sprachengebrauch in allen Beziehungen mit der Verwaltung und den an der Bewirtschaftung von Erdreich in der Wallonischen Region beteiligten Personen berücksichtigen;
- 6° das gesamte wallonische Gebiet auf einheitliche Weise decken, sowie gleiche und nicht diskriminierende Bedingungen anwenden;
- 7° eine Sicherheitsleistung erbringen, um der Region den reibungslosen Ablauf der Tätigkeiten zu garantieren;
- 8° durch einen Haftpflichtversicherungsvertrag gedeckt sein, der die gesamten konzessionierten Tätigkeiten deckt.

Die Regierung bestimmt:

- 1° die Mindestregeln der Betriebsführung und Transparenz, die im Rahmen der Beziehungen des Konzessionärs mit den Behörden zu beachten sind, insbesondere die Urkunden und Dokumente, die einer vorherigen Genehmigung der Verwaltung unterliegen;
- 2° die Mindestregeln der Betriebsführung, die entgegen der verschiedenen betroffenen Parteien zu beachten sind;
- 3° die rechtlichen und technischen Bedingungen, unter denen die konzessionierten funktionellen Tätigkeiten organisiert werden;
- 4° die Informationspflichten gegenüber der Verwaltung, der Benutzer und der betroffenen Parteien, sowie die Modalitäten zur Übermittlung oder Zurverfügungstellung der Informationen und die Fristen;
- 5° die Regeln zur Finanzierung der funktionellen Tätigkeiten durch die Bearbeitungsgebühren und die Transparenzpflichten bezüglich der Finanzierung der Tätigkeiten und der Kosten;
- 6° die Regeln und Modalitäten der Rechtsbehelfe gegen die vom Konzessionär gefassten Beschlüsse.

§ 4. Es wird eine Dialog- und technische Konzertationsplattform zwischen den verschiedenen, an der Bewirtschaftung des Erdreichs beteiligten Parteien eingerichtet. Die Zusammensetzung und Organisation dieser Plattform werden von der Regierung näher bestimmt.

Die Plattform gibt ihre Stellungnahme über alle sich auf die Bewirtschaftung des Erdreichs beziehenden Fragen ab, die ihr vom Minister, der Verwaltung, dem in § 3 erwähnten Konzessionär oder mindestens einem Fünftel ihrer Mitglieder unterbreitet werden.

§ 5. Die Regierung kann die Anwendung der gesamten oder eines Teils der Bestimmungen der §§ 1 bis 4 auf andere Materialien ausdehnen, die auf oder in den Böden zu verwerten sind und die eine Qualitätskontrolle und Rückverfolgbarkeit erfordern.

Art. 6 - Der Betreiber und derjenige, unter dessen Obhut das Grundstück steht, auf dem Verschmutzungen vorzufinden sind, deren Konzentration die in den Artikeln 53 bis 55 festgelegten Kriterien überschreitet, sind, falls sie von dem Vorhandensein dieser Verschmutzungen Kenntnis haben, verpflichtet, unverzüglich den Überwachungsbeamten, sowie das Gemeindekollegium der betroffenen Gemeinde(n) darüber zu informieren.

Er hat ebenfalls die Verpflichtung, dem Überwachungsbeamten, sowie dem Eigentümer und der(den) betroffenen Gemeinde(n) jegliches Risiko einer Ausbreitung der Verschmutzung außerhalb des Grundstücks zu melden.

Absatz 1 ist nicht anwendbar, wenn sich die Information über das Vorhandensein von Verschmutzungen aus Folgendem ergibt:

- 1° einer Bodenanalyse, die strengstens mit dem Ziel durchgeführt wird, die mit der Qualität der Böden in dem Gebiet verbundenen wissenschaftlichen Kenntnisse zu verbessern;
- 2° einer Bodenanalyse, die strengstens dazu bestimmt ist, die Umweltqualität oder Fruchtbarkeit von landwirtschaftlich genutzten Flächen, bebauten Gärten oder potentiell bebaubarer Erde zu bewerten;
- 3° einer Analyse von Erde, die im Rahmen von Maßnahmen für eine differenzierte Bewirtschaftung des Erdreichs gemäß Artikel 5 durchgeführt wird.

Abschnitt 4 — Enteignung und Auflagen

Art. 7 - Die Regierung kann auf Eigeninitiative oder auf Antrag des Inhabers der Verpflichtungen eine Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken der unbeweglichen Güter zwecks der Durchführung der Handlungen und Arbeiten zur Sanierung des Grundstücks vornehmen.

Art. 8 - § 1. Die Grundstücke, die Gegenstand von Untersuchungen, von Sicherheitsmaßnahmen, von Folgemaßnahmen oder von einer Sanierung sind, sowie die Nachbargüter werden mit den Auflagen verbunden, die zur günstigen Abwicklung dieser Handlungen nötig sind, einschließlich des Zugangs, der Verwendungsbeschränkungen, der Ausführung oder Erhaltung von Bauwerken, Handlungen und Arbeiten.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Anwendung der in Absatz 1 erwähnten Auflagen fest.

Die Eigentümer und Benutzer dieser Nachbargüter werden vor der Durchführung dieser Maßnahmen gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten in Kenntnis gesetzt.

Die Ausübung dieses Vorrechts setzt voraus, dass gegebenenfalls die durch diese Eingriffe an den Nachbargütern entstandenen Schäden zu beheben sind.

§ 2. Die ÖGFU ist zwecks der Durchführung der ihr in Ausführung des vorliegenden Dekrets anvertrauten Inventar- und Untersuchungsaufgaben befugt, unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen eine oder mehrere katastrierte oder nicht katastrierte Parzellen und deren Umgebung zu betreten, um dort nötigenfalls in Begleitung von Sachverständigen oder spezialisierten Unternehmen Studien, Analysen und Probenahmen durchzuführen.

Die ÖGFU kann zu diesem Zweck und wenn nötig die Unterstützung der öffentlichen Gewalt beantragen.

§ 3. Wenn sich auf der (den) betreffende(n) Katasterparzelle(n) eine Wohnung befindet und kein Einverständnis des Bewohners vorliegt, beantragt der leitende Beamte der Verwaltung die Erlaubnis beim zuständigen Gericht.

§ 4. Den Inhabern dinglicher oder persönlicher Rechte an diesen Gütern wird keine Entschädigung geschuldet, mit Ausnahme ihres Einspruchs gegen den Verantwortlichen.

KAPITEL II — Werte, Verzeichnis der Hintergrundkonzentrationen und Datenbank

Abschnitt 1 — Werte

Art. 9 - Unbeschadet der Sonderwerte werden in Anhang 1 des vorliegenden Dekrets je nach der gegenwärtigen oder zukünftigen Sach- und Rechtslage des Grundstücks und je nach den in den Anhängen 2 und 3 des vorliegenden Dekrets bestimmten Benutzungsarten die Schwellenwerte sowie deren Anwendungsbereich festgelegt.

Die Regierung ist befugt, vorbehaltlich einer Begründung die Anhänge 1, 2 und 3 durch Erlass zu ergänzen oder abzuändern. Die aufgrund des vorliegenden Absatzes verabschiedeten Erlasse verlieren ihre Wirksamkeit, wenn sie nicht innerhalb einer Frist von zwölf Monaten nach deren Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* durch ein Dekret bestätigt werden.

In Abweichung von Absatz 1 ist die natürliche Benutzungsart auf die in einem Natura 2000-Gebiet gelegenen Grundstücke und auf die über einen Schutzstatus im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur verfügenden Grundstücke anwendbar, und die landwirtschaftliche Benutzungsart ist auf die in einer aufgrund des Artikels R.156 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, festgelegten Präventivzone eines Bauwerks zur Grundwasserentnahme gelegenen oder potentiell gelegenen Grundstücke anwendbar.

Wenn weder das vorliegende Dekret, noch die Regierung den Schwellenwert bezüglich eines Schadstoffes gemäß Absatz 1 verabschiedet haben, kann die Verwaltung ihn nach Begutachtung der von der Wallonischen Regierung bestimmten Organe in ihrem in Artikel 44 oder gegebenenfalls in Artikel 50 erwähnten Beschluss bestimmen.

Abschnitt 2 — Hintergrundkonzentrationen

Art. 10 - Die Verwaltung erstellt und aktualisiert die regionale Karte der Hintergrundkonzentrationen auf der Grundlage der besten verfügbaren Daten, einschließlich derjenigen, die von den Sachverständigen im Rahmen der Orientierungs- oder Charakterisierungsstudien bereitgestellt werden.

Diese Karte wird der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt.

Wenn keine in Absatz 1 erwähnte Karte vorliegt, kann der Sachverständige eventuelle Hintergrundkonzentrationen gemäß den Artikeln 43, 49, 52 und 69 vorschlagen.

Abschnitt 3 — Datenbank über den Bodenzustand

Art. 11 - § 1. Die Datenbank über den Bodenzustand wird von der Verwaltung schrittweise erstellt und verwaltet.

Die Verwaltung ist verantwortlich für die Verarbeitung im Sinne des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens bezüglich der Verarbeitung personenbezogener Daten.

Die Verwaltung erstellt einen Jahresbericht, den sie der Regierung vorlegt; Letztere übermittelt ihn anschließend dem Präsidenten des Parlaments der Wallonie.

§ 2. Die Datenbank über den Bodenzustand erfasst für jede katastrierte oder nicht katastrierte Parzelle die in Artikel 12 erwähnten, der Verwaltung zur Verfügung stehenden Daten.

Die Daten der Datenbank über den Bodenzustand werden aufbewahrt solange ihre Relevanz erwiesen ist.

§ 3. Die Verwaltung sorgt für die Verbreitung in elektronischer Form der in Artikel 12 §§ 2 bis 4 erwähnten Daten als aktive Information im Sinne des Titels I des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches. Die Verbreitung erfolgt auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie. Die Regierung legt die Modalitäten fest, nach denen diese Verbreitung durchgeführt wird.

Die Verwaltung gibt jeder Person Zugang zu den in Artikel 12 §§ 2 bis 4 erwähnten Daten, die nicht in elektronischer Form verfügbar sind. Die Regierung legt die Modalitäten für den Zugang gemäß Titel I des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches fest.

Jede Person hat Zugang zu den in Artikel 12 § 3 erwähnten Daten vorbehaltlich ihrer Identifizierung gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten.

Art. 12 - § 1. Für jede katastrierte oder nicht katastrierte Parzelle übernimmt die Datenbank über den Bodenzustand die Daten, über die die Verwaltung verfügt, je nach den in den Paragraphen 2 bis 4 erwähnten Kategorien.

Die in der Datenbank über den Bodenzustand enthaltenen Daten geben deutlich an, in welche Kategorie sie gehören.

Unbeschadet des Artikels 75 § 3 gelten die in den Paragraphen 2 und 3 erwähnten Daten, die in der Datenbank enthalten sind, bis zum Beweis des Gegenteils.

§ 2. Die in der ersten Kategorie angeführten Daten betreffen:

- 1° die Parzellen, für die in einem verwaltungspolizeilichen Rahmen eine Zulassung ausgestellt wurde, die eine Anlage oder Tätigkeit betrifft, die ein Risiko für den Boden aufweist;
- 2° die Parzellen, die eine Bodenverschmutzung aufweisen könnten und die in den Protokollen zur Feststellung von Verstößen und den Besichtigungsberichten angegeben werden, die von den aufgrund des Artikels D.140 des Buches I des Umweltgesetzbuches benannten Bediensteten oder von den aufgrund der in Artikel D.138 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Bestimmungen, vor deren Abänderung durch das Dekret vom 27. Mai 2004 zur Einrichtung des Buches I des Umweltgesetzbuches, benannten Bediensteten erstellt werden;
- 3° die von einem verschmutzten oder potentiell verschmutzten Grundstück betroffenen Parzellen;
- 4° die Parzellen, die nach der Durchführung eines Abhilfeplans Verschmutzungsrückstände aufweisen und die Gegenstand eines gebilligten Ortsbefunds sind;
- 5° die Bodenkontrollscheine;
- 6° die gemäß Artikel 5 übermittelten Daten und Unterlagen;
- 7° die Referenzen der Betriebsgenehmigungen und Umweltgenehmigungen bezüglich der Anlagen und Tätigkeiten, die ein Risiko für den Boden aufweisen;
- 8° die Referenzen der Abhilfepläne;
- 9° die Unterlagen, die die reibungslose Ausführung einer Sanierung in Anwendung eines Abhilfeplans bescheinigen;
- 10° die Beschlüsse der Verwaltung, die sich auf die in Paragraph 3 erwähnten Daten beziehen;
- 11° die in Artikel 79 und 81 erwähnten Beschlüsse der Regierung.

§ 3. Die in der zweiten Kategorie angeführten Daten betreffen:

- 1° die Orientierungsstudien;
- 2° die Charakterisierungsstudien;
- 3° die kombinierten Studien;
- 4° die Sanierungsprojekte;
- 5° die Abschlussbewertungen der in Artikel 71 erwähnten Sanierungshandlungen und – arbeiten;
- 6° die Daten betreffend die Durchführung der in Artikel 71 erwähnten zusätzlichen Arbeiten;
- 7° die Sicherheitsmaßnahmen;
- 8° die Folgemaßnahmen;
- 9° die im Rahmen der in Artikel 80 erwähnten sofortigen Verwaltungsmaßnahmen gesammelten Daten.

§ 4. Die in der dritten Kategorie angeführten Daten enthalten alle rein informativen Angaben, die eine bestimmte Parzelle betreffen und die angesichts der in den Artikeln 23 bis 27 erwähnten auslösenden Ereignisse nicht die in Artikel 19 erwähnten Verpflichtungen entstehen lassen. Der informative Charakter dieser Daten wird deutlich als solcher erkennbar gemacht.

Die in Absatz 1 erwähnte Kategorie enthält:

- 1° die Daten, die die im Rahmen von Forschungsarbeiten oder Untersuchungen verzeichneten Parzellen betreffen und die den Nachweis erbringen, dass Letztere Anlagen aufgenommen haben oder aufnehmen haben können, die ein Risiko für den Boden aufweisen. Als solche werden die früheren Tätigkeiten oder Anlagen angesehen, die gefährliche Stoffe benutzt haben konnten, die potentielle Auswirkungen auf den Boden haben;
- 2° die Angabe des Vorhandenseins von Aufschüttungsmaterial auf dem betreffenden Grundstück;
- 3° die Daten, die aufgrund des Artikels 6 oder auf Initiative der Gemeindebehörden übermittelt werden.

Die Wallonische Regierung bestimmt die Modalitäten, nach denen diese Daten die Vermutung einer Verschmutzung darstellen, die ausreichend zuverlässig ist, um von Fall zu Fall der ersten in Paragraph 2 erwähnten Kategorie zugewiesen werden zu können.

Art. 13 - § 1. Jede Person ist berechtigt, in der Datenbank über den Bodenzustand enthaltene Daten gemäß den von der Regierung vorgesehenen Modalitäten zu berichtigen. Die Ausübung dieses Rechts ist zeitlich unbeschränkt.

§ 2. Die Parzellen, deren Daten Gegenstand eines Berichtigungsantrags gewesen sind, werden mit einer damit verbundenen Anmerkung in der Datenbank über den Bodenzustand angegeben.

Die aufgrund der Artikel 23 bis 27 entstandenen Verpflichtungen, die in der Datenbank über den Bodenzustand angegeben werden, werden nicht durch den Berichtigungsantrag bezüglich der betreffenden Parzelle ausgesetzt, außer in den von der Regierung bestimmten Fällen.

Art. 14 - § 1. Es wird ein Verwaltungs- und Überwachungsausschuss der Datenbank über den Bodenzustand, nachstehend der Ausschuss genannt, eingerichtet. Der Ausschuss wird damit beauftragt, für das wirksame und sichere Funktionieren der Datenbank über den Bodenzustand zu sorgen und dazu beizutragen. Zu diesem Zweck hat er zur Aufgabe:

- 1° das Funktionieren und die Verwendung der Datenbank über den Bodenzustand zu kontrollieren, einschließlich der in Artikel 13 erwähnten Berichtigungsanträge;
- 2° dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, Vorschläge bezüglich der Zweckmäßigkeit einer eventuellen Änderung des Systems und bezüglich der Beachtung der ordnungsgemäßen Benutzung der in der Datenbank gespeicherten Daten zu unterbreiten.

§ 2. Der Ausschuss setzt sich aus sechs von der Regierung gemäß der nachstehenden Verteilung benannten Mitgliedern zusammen:

- 1° ein Vertreter des Ministers für Umwelt, der den Vorsitz des Ausschusses übernimmt,
- 2° zwei Mitglieder der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- 3° zwei Mitglieder der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- 4° ein Vertreter der ÖGFU.

Die Regierung kann die Zusammensetzung des Ausschusses ergänzen.

§ 3. Die Regierung verabschiedet die Modalitäten der Arbeitsweise des Ausschusses und legt ihre Aufgaben näher fest.

Der Ausschuss unterbreitet seine Dienstordnung der Regierung zur Genehmigung.

Art. 15 - § 1. Die Verwaltung sammelt die zur Erstellung der Datenbank über den Bodenzustand nützlichen Daten bei vorhandenen Referenzquellen, die im Rahmen ihrer Tätigkeiten über solche verfügen.

Jede Referenzquelle übermittelt der Verwaltung ihre Daten gemäß den technischen Modalitäten, die in einem zwischen der Verwaltung und der Referenzquelle unterzeichneten Protokoll angegeben werden. Durch die Übermittlung dieser Daten können die betroffenen Parzellen deutlich identifiziert werden und kann die Kategorie vorgeschlagen werden, der diese Daten zugewiesen werden sollten.

Die Regierung legt den Mindestinhalt dieses Protokolls fest.

§ 2. Die Referenzquellen sind:

- 1° die Verwaltung, was die in Artikel 12 §§ 2, 3 und 4 erwähnten Daten betrifft;
- 2° die ÖGFU, was die in Artikel 12 §§ 2 Ziffern 3, 4, 5, 9, 10 und § 4 erwähnten Daten betrifft;
- 3° die Behörden, die Abhilfepläne genehmigen und verwalten, was die in Artikel 12 § 2 Ziffern 9 und 10 erwähnten Daten betrifft;
- 4° der aufgrund des Artikels 5 bestimmte Konzessionär, was die in Artikel 12 § 2 Ziffer 6 erwähnten Daten betrifft.

§ 3. Die Behörde, die an einem Gerichts- oder Streitverfahren beteiligt ist, übermittelt der Verwaltung eine Abschrift der Urteile und Entscheide bezüglich einer Bodenverschmutzung, sobald diese gefällt sind.

§ 4. Die Regierung legt den Mindestinhalt des in § 1 erwähnten Protokolls fest und gibt die Modalitäten näher an, nach denen die in den §§ 2 und 3 genannten Referenzquellen und Behörden der Verwaltung die Daten übermitteln.

Die Regierung gibt die Modalitäten für die Ergänzung und Verwaltung der Datenbank über den Bodenzustand, sowie die Modalitäten bezüglich der Erstellung der kartografischen Referenzunterlagen der Datenbank über den Bodenzustand näher an.

Art. 16 - Nachdem die Verwaltung die Daten in die Datenbank über den Bodenzustand eingetragen hat, übermittelt sie den betroffenen Gemeinden zur Information jährlich eine Zusammenfassung der relevanten Daten.

Die Regierung legt die Modalitäten fest, nach denen die Inhaber dinglicher Rechte oder die Betreiber für die Grundstücke, die sie betreffen, von der Eintragung der Daten in die Datenbank über den Bodenzustand in Kenntnis gesetzt werden.

Art. 17 - § 1. Die Verwaltung stellt jeder Person, die es beantragt, per Einschreiben oder auf elektronischem Wege einen beglaubigten Auszug aus der Datenbank über den Bodenzustand aus.

Der beglaubigte Auszug wird per Einschreiben oder auf elektronischem Wege vorbehaltlich der Zahlung einer Bearbeitungsgebühr ausgestellt, die dem in Artikel D.170 § 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "Bodenschutz", überwiesen wird.

Die Regierung legt die Gültigkeitsdauer, die Modalitäten für die Beantragung und Ausstellung des beglaubigten Auszugs der Datenbank über den Bodenzustand, sowie die Modalitäten für die Erhebung der Bearbeitungsgebühr fest.

Für jede erwähnte katastrierte oder nicht katastrierte Parzelle wird ein beglaubigter Auszug ausgestellt.

Falls die Datenbank über den Bodenzustand für die betreffende Parzelle über keine Information verfügt, wird dies in dem beglaubigten Auszug aus der Datenbank über den Bodenzustand ausdrücklich angegeben.

§ 2. Der Betrag der Bearbeitungsgebühr für die Ausstellung des beglaubigten Auszugs wird gemäß folgender Formel berechnet:

$$M = A + [(N-1) \times B]$$

Wobei:

- 1° "M dem Betrag der Bearbeitungsgebühr entspricht";
- 2° "A = 30 Euro" ;
- 3° "N der Anzahl katastrierter oder nicht katastrierter Parzellen entspricht, die dasselbe Gut für ein und denselben Antrag betreffen";
- 4° "B = 10 Euro".

Wenn der Antrag mindestens eine nicht katastrierte Parzelle betrifft, wird der Betrag der Bearbeitungsgebühr um 100 Euro erhöht.

Wenn der beglaubigte Auszug per Einschreiben ausgestellt wird, wird der Betrag der Bearbeitungsgebühr um 10 Euro erhöht.

Der Betrag der Bearbeitungsgebühr wird auf 320 Euro begrenzt.

Ein und derselbe Antrag wird auf höchstens 80 katastrierte oder nicht katastrierte Parzellen beschränkt. Über diese Anzahl hinaus unterliegt der Antrag einer vorherigen Genehmigung gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten.

*Abschnitt 4 —
Wallonischer Kodex der guten fachlichen Praxis
und Wallonisches Kompendium der Probenahme- und Analysemethoden*

Art. 18 - § 1. Die Regierung verabschiedet die Mindestregeln in Sachen technische Verfahren bezüglich:

- 1° der Orientierungs-, Charakterisierungs- und Gefahrenstudie;
- 2° der Sanierungsprojekte;
- 3° der Abschlussbewertung.

Den in Absatz 1 erwähnten Mindestregeln wird ein Wallonischer Kodex der guten fachlichen Praxis, nachstehend "der WKFP" genannt, beigelegt, der in der Form von Referenzleitlinien besteht.

Der WKFP dient als Hinweis und hat zum Zweck, die Qualität der sachverständigen Vorgehensweise zu gewährleisten. Er enthält Kriterien, durch die der Sachverständige begründen und garantieren kann, dass die von ihm vorgeschlagenen alternativen Methoden ein gleichwertiges Informations- und Qualitätsniveau gewährleisten.

Die in Absatz 1 erwähnten Mindestregeln und der WKFP enthalten spezifische und vereinfachte technische Verfahren, was die Untersuchungen und Analysen der Risiken bezüglich des Aufschüttungsmaterials betreffen. Sie können ebenfalls Methoden im Zusammenhang mit dem Bodenschutz, der Verhütung und Abhilfe der Beeinträchtigungen der Bodenqualität mit einschließen.

§ 2. Die Regierung verabschiedet die Mindestregeln in Sachen Methoden für die Probenahme, Erhaltung, Vorbehandlung und Analyse der Probenahme, sowie die Analyseverfahren, durch die unter anderem der Gehalt an Schadstoffen im Boden bestimmt werden kann.

Den in Absatz 1 erwähnten Mindestregeln wird ein Wallonisches Kompendium der Probenahme- und Analysemethoden, nachstehend "das WKPA" genannt, beigelegt.

Diese Mindestregeln und das WKPA enthalten Kriterien, mittels deren das Laboratorium und der Sachverständige begründen und garantieren können, dass die von ihnen vorgeschlagenen Probenahme- und Analysemethoden ein gleichwertiges Informations- und Qualitätsniveau gewährleisten. Sie enthalten ebenfalls spezifische und vereinfachte Probenahme- und Analysemethoden, was das Aufschüttungsmaterial betrifft.

KAPITEL III — Verpflichtungen, auslösende Ereignisse, Inhaber und Abweichungen

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 19 - Die Verpflichtungen des vorliegenden Dekrets bestehen gegebenenfalls in der Durchführung:

- 1° einer Orientierungsstudie;
- 2° einer Charakterisierungsstudie;
- 3° eines Sanierungsprojekts;
- 4° von Sanierungshandlungen- und Arbeiten;
- 5° von Folgemaßnahmen;
- 6° von Sicherheitsmaßnahmen, mit Ausnahme der Zugangs-, Benutzungs- und Verwendungseinschränkungen.

Gemäß Artikel 52 kann der Inhaber der Verpflichtungen sich dafür entscheiden, an Stelle der in Absatz 1 Ziffer 1 erwähnten Orientierungsstudie eine kombinierte Studie einzuführen.

Die Sicherheitsmaßnahmen werden in dem Bodenkontrollschein am Abschluss der in Absatz 1 erwähnten Verpflichtungen festgelegt und bleiben zu Lasten des ursprünglichen Inhabers der Verpflichtung, mit Ausnahme der Zugangs-, Benutzungs- und Verwendungseinschränkungen, die mit dem Grundstück verbunden sind und die von jedem gegenwärtigen oder zukünftigen Benutzer einzuhalten sind, der über ein dingliches Recht an diesem Grundstück verfügt.

Art. 20 - § 1. Angesichts aller in den Artikeln 23 bis 28 erwähnten auslösenden Ereignisse und wenn der Inhaber der Verpflichtungen einen Konkurs oder eine Pfändung erlitten hat oder sich in einer kollektiven Schuldenregelung befindet, wird die Erfüllung der mit den Verpflichtungen verbundenen Aufgaben von folgenden Personen eingeleitet:

- 1° dem Konkursverwalter, für Rechnung der Masse;
- 2° dem beauftragten Notar, für Rechnung der pfändenden Gläubiger;
- 3° dem Vermittler, für Rechnung der Person, die eine Schuldenvermittlung in Anspruch nimmt.

Die Schulden in Verbindung mit der Ausführung der Orientierungsstudie, der Charakterisierungsstudie, der kombinierten Studie, des Sanierungsplans, der Durchführung von Sanierungshandlungen- und arbeiten, sowie die Folgemaßnahmen und Sicherheitsmaßnahmen, einschließlich der Kosten in Verbindung mit der eventuellen finanziellen Sicherheitsleistung, gehen zu Lasten der Masse. Dies gilt ebenfalls, wenn der Konkursverwalter, der beauftragte Notar oder der Vermittler in Ausführung des Artikels 31 § 6 Absatz 1 den Artikel 22 anwenden.

§ 2. Die Regierung verfügt über ein allgemeines Vorzugsrecht auf alle beweglichen Güter der Inhaber der Verpflichtungen und kann eine gesetzliche Hypothek auf die Güter dieser Personen aufnehmen. Das Vorzugsrecht steht in der Rangfolge unmittelbar nach den in den Artikeln 19 und 20 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 über die Revision der Hypothekenordnung erwähnten Vorzugsrechten.

Art. 21 - § 1. Jede Person kann bei der Verwaltung einen ordnungsgemäß begründeten Antrag einreichen, um eine Bodenbewirtschaftungsvereinbarung abzuschließen.

Eine Bodenbewirtschaftungsvereinbarung kann abgeschlossen werden:

- 1° wenn sich die in Artikel 22 erwähnte freiwillige Unterwerfung auf mehrere Grundstücke bezieht;
- 2° wenn sich die Verpflichtungen des Inhabers auf mehrere Grundstücke beziehen;
- 3° im Falle mehrerer Inhaber auf einem verschmutzten oder potentiell verschmutzten Grundstück nach der Konzertierung der in Artikel 73 des vorliegenden Dekrets erwähnten Inhaber;
- 4° wenn das verschmutzte oder potentiell verschmutzte Grundstück von einem Projekt im Sinne des Artikels D.IV.31 des GRE betroffen ist, für das ein Protokoll genehmigt wird oder als genehmigt gilt;
- 5° wenn die festgestellte Lage Elemente enthält, die die Durchführung des vorliegenden Dekrets komplexer werden lassen. Die Regierung bestimmt die Situationen, die im Sinne dieser Bestimmung als komplex angesehen werden können.

Dieser Antrag enthält den Vorschlag eines Untersuchungs- und Sanierungsprogramms, das die Liste, den Vorrang und die Termine der Durchführung der Untersuchungen und Sanierungen enthält, zu deren Einhaltung sich die betroffene(n) Person(en) verpflichtet (verpflichten).

Die Verwaltung befindet innerhalb von sechzig Tagen über den Antrag.

Je nach den Umständen können die Verwaltung, sowie die ÖGFU im Rahmen der ihr anvertrauten Aufgaben auf eigene Initiative den Abschluss einer Vereinbarung vorschlagen.

§ 2. In der Bodenbewirtschaftungsvereinbarung wird das Untersuchungs- und Sanierungsprogramm festgelegt, das die Liste, den Vorrang und die Termine der Durchführung der Untersuchungen und Sanierungen enthält und das die betroffenen Personen verpflichtet. Die Parteien können jedes Abkommen zwischen ihnen, insbesondere über die mögliche Umgestaltung des Geländes, einfügen, insofern diese nicht von dem vorliegenden Dekret abweicht.

Unbeschadet der anderen Bestimmungen ersetzen die in der Bodenbewirtschaftungsvereinbarung vorgesehenen Fristen zur Durchführung der in Artikel 19 erwähnten Verpflichtungen die in dem Dekret vorgesehenen Fristen.

§ 3. Die Regierung gibt die Modalitäten zum Abschluss der Bodenbewirtschaftungsvereinbarung, ihre Dauer und die Anwendungsbedingungen an und kann deren Muster erstellen.

Abschnitt 2 — Freiwillige Unterwerfung

Art. 22 - § 1. Jeder kann sich individuell den Verpflichtungen des vorliegenden Dekrets durch eine an die Verwaltung gerichtete Notifizierung unterwerfen, wenn er dies wünscht. In Ermangelung einer solchen Notifizierung wird die freiwillige Unterwerfung als eingetreten betrachtet durch die Einsendung:

- 1° der Orientierungsstudie gemäß den in Artikel 43 vorgeschriebenen Formen und Modalitäten;
- 2° der kombinierten Studie gemäß den in Artikel 52 vorgeschriebenen Formen und Modalitäten;
- 3° des von dem beschleunigten Sanierungsverfahren betroffenen Sanierungsprojekts gemäß den in Artikel 69 vorgeschriebenen Formen und Modalitäten;
- 4° der Information der Bestellung eines Sachverständigen zwecks der Durchführung der sofortigen Verwaltungsmaßnahmen gemäß den in Artikel 80 vorgeschriebenen Formen und Modalitäten.

Die in Absatz 1 erwähnte freiwillige Unterwerfung entspricht für jede Person, die nicht die aufgrund der Artikel 23 bis 27 entstandenen Verpflichtungen einzuhalten braucht, einer Unterwerfung ohne jegliche nachteilige Anerkennung und ohne spätere Verpflichtung, eine oder mehrere in der Artikel 19 erwähnten Pflichten zu erfüllen. Unbeschadet des Artikels 29 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 und des Artikels 31 § 6 Absatz 2 kann die Person jederzeit bei der Verwaltung beantragen, von der Pflicht befreit zu werden, ihre Verpflichtung zu erfüllen.

§ 2. Wenn sich der Wunsch, sich den Bestimmungen des Kapitels IV zu unterwerfen, auf ein oder mehrere Grundstücke bezieht, auf denen der Boden verschmutzt oder potentiell verschmutzt ist, unterbreitet die natürliche oder juristische Person der Verwaltung ein Untersuchungs- und Sanierungsprogramm zur Genehmigung, das die Liste, den Vorrang und die Termine der Durchführung der Untersuchungen und Sanierungen enthält, zu deren Einhaltung sie sich verpflichtet.

§ 3. Die in Paragraph 1 erwähnte freiwillige Unterwerfung kann Gegenstand einer in Artikel 21 erwähnten Bodenbewirtschaftungsvereinbarung sein.

Abschnitt 3 — Auslösende Ereignisse für die Orientierungsstudie

Art. 23 - § 1. Eine Orientierungsstudie wird durch den Antragsteller einer Städtebaugenehmigung, einer Globalgenehmigung oder einer integrierten Genehmigung auf einem in der Datenbank über den Bodenzustand als verschmutzt oder potentiell verschmutzt angegebenen Grundstück durchgeführt, insofern die Handlungen und Arbeiten, die Gegenstand des Genehmigungsantrags sind, entweder:

- 1° die Durchführung von in Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffern 1, 4, 9 und 13 des GRE erwähnten Handlungen und Arbeiten voraussetzen, insofern sie eine Änderung der Grundfläche mit Auswirkungen auf die Bodenbewirtschaftung voraussetzen, oder
- 2° einen Wechsel der Benutzungsart auf eine Benutzung mit strengeren Einschränkungen voraussetzen, wobei dieser Wechsel durch eine Änderung der Zweckbestimmung oder der tatsächlichen Benutzung entsteht;

Die Orientierungsstudie oder kombinierte Studie wird dem Genehmigungsantrag beigefügt und gleichzeitig der Verwaltung gemäß den Artikeln 43 Absatz 1 und 52 § 1 Absatz 2 übermittelt. Das Verfahren zur Untersuchung der betreffenden Genehmigungsanträge erfolgt gemäß den anwendbaren Rechtsvorschriften.

§ 2. Paragraph 1 ist nicht auf die Genehmigungsanträge anwendbar:

- 1° deren Hauptzweck die Einrichtung eines Netzes zur Wasserverteilung, Wassergewinnung oder –sanierung, eines Strom- oder Gasnetzes, eines Telekommunikations-, Datenfernübertragungs-, Kabelfernsehnetzes oder Gas-, Strom- oder Fluidtransportnetzes ist;
- 2° deren Hauptzweck die Durchführung von Straßenarbeiten ist;
- 3° die einen zeitweiligen Betrieb im Sinne von Artikel 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung betreffen, dessen Betriebsdauer ohne Unterbrechung ein Jahr nicht überschreitet.

§ 3. Die Regierung kann eine Liste der Handlungen und Arbeiten erstellen, auf welche aufgrund ihrer Art oder ihres Ausmaßes Paragraph 1 nicht anwendbar ist.

§ 4. Wenn die Genehmigung nicht ausgestellt wird oder wenn der in § 1 Ziffer 1 erwähnte Antragsteller darauf verzichtet, seine Genehmigung umzusetzen, ist er nicht verpflichtet, die Untersuchungen zu verfolgen und das zur Durchführung seines Projekts erforderliche Sanierungsprojekt auszuführen, insofern er nicht aufgrund des Artikels 26 als Inhaber der Verpflichtungen bestimmt wird oder wurde.

Art. 24 - § 1. Eine Orientierungsstudie wird durch den Betreiber einer Anlage oder Tätigkeit, die ein Risiko für den Boden aufweist, durchgeführt:

- 1° im Falle einer Einstellung der betroffenen Anlage oder Tätigkeit;
- 2° nach Ablauf der Genehmigung oder Erklärung, durch welche die betroffene Anlage oder Tätigkeit zugelassen wurde;
- 3° im Falle des endgültigen Entzugs der Genehmigung, durch die die betroffene Anlage oder Tätigkeit zugelassen wurde;
- 4° im Falle eines rechtskräftigen Beschlusses, durch den das endgültige Betriebsverbot für die betroffene Anlage oder Tätigkeit ausgesprochen wird;
- 5° im Falle von Konkurs.

Die Regierung bestimmt die Liste der Anlagen oder Tätigkeiten, die ein Risiko für den Boden aufweisen.

§ 2. Paragraph 1 ist nicht auf die zeitweiligen Betriebe im Sinne von Artikel 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung anwendbar, deren Betriebsdauer ohne Unterbrechung ein Jahr nicht überschreitet.

§ 3. Die Regierung kann für jede Anlage oder Tätigkeit, die ein Risiko für den Boden aufweist, Kriterien festlegen, für die Paragraph 1 nicht anwendbar ist.

Art. 25 - Eine Orientierungsstudie wird durch den Verursacher eines die Böden beeinträchtigenden Umweltschadens im Sinne des Artikels D.94 Ziffer 1 Buchstabe c) des Buches I des Umweltgesetzbuches durchgeführt.

Art. 26 - § 1. Eine Orientierungsstudie wird auf Beschluss der Verwaltung durchgeführt, wenn ernsthafte Hinweise vorliegen, dass eine Bodenverschmutzung die Schwellenwerte oder Hintergrundkonzentrationen, wenn diese über den Schwellenwerten liegen, überschreitet oder zu überschreiten droht. In dem Beschluss wird das verschmutzte Grundstück identifiziert und gemäß §§ 2 bis 7 angegeben, zu wessen Lasten die Orientierungsstudie durchgeführt werden muss. In dem Beschluss der Verwaltung können Folgemaßnahmen auferlegt werden, bis über die Orientierungsstudie entschieden wird.

In Abweichung von Absatz 1 kann der Beschluss der Verwaltung zwecks der Bestimmung eines Verpflichtungsinhabers nicht gefasst werden:

- 1° wenn die Überschreitung der Schwellenwerte auf die Zufuhr von Material entsprechend dem gemäß Artikel 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle ausgestellten Verwendungszeugnis oder der Eintragung zurückzuführen ist;
- 2° wenn die Überschreitung der Schwellenwerte auf Aufschüttungsmaterial bestehend aus Erde oder anderen Materialien unter Beachtung der in Anwendung des Artikels 5 getroffenen Vorkehrungen zurückzuführen ist;
- 3° wenn sofortige Verwaltungsmaßnahmen gemäß Artikel 79 getroffen werden;
- 4° wenn der Betreiber oder Inhaber dinglicher Rechte, für den eine Bestimmung als Inhaber der Verpflichtungen vorgesehen ist, den Nachweis erbringt, dass er keinen Fehler begangen oder nicht fahrlässig gehandelt hat und dass der an der Umwelt begangene Schaden auf eine Emission oder eine Begebenheit zurückzuführen ist, die ausdrücklich zugelassen ist und alle Bedingungen in Verbindung mit einer Zulassung oder Genehmigung erfüllt, die am Datum der Emission oder Begebenheit anwendbar ist. Die Regierung bestimmt das Verfahren und die Modalitäten, nach denen der betroffene Inhaber das erforderliche Beweismaterial vorlegt.

Die Verwaltung kann bei jeder Person jegliche Unterlage anfordern, über die diese Person verfügt und welche die Verwaltung als nützlich erachtet, durch die überprüft werden kann, dass eine der in Absatz 2 erwähnten Situationen stattfindet.

§ 2. Vorrangig bestimmt die Verwaltung den Verursacher oder den mutmaßlichen Verursacher der Bodenverschmutzung als Inhaber der Verpflichtungen. Es kann kein Verursacher oder mutmaßlicher Verursacher bestimmt werden:

- 1° wenn er nicht identifiziert werden kann oder schwer identifizierbar ist;
- 2° wenn ihm die Verantwortung der Verschmutzung nicht zugerechnet werden kann;
- 3° wenn die Verteilung der Verantwortung zwischen allen Verursachern unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen schwer nachzuweisen ist.

Der Verursacher oder mutmaßliche Verursacher kann nicht bestimmt werden, wenn er zahlungsunfähig ist, außer wenn sich die Zahlungsunfähigkeit aus einem Betrug im Sinne des Artikels 490bis des Strafgesetzbuches ergibt.

§ 3. Wenn es keinen Verursacher oder mutmaßlichen Verursacher gibt, bestimmt die Verwaltung als Inhaber der Verpflichtungen den Betreiber, insofern dieser nicht zahlungsunfähig ist, außer wenn sich die Zahlungsunfähigkeit aus einem Betrug im Sinne des Artikels 3 des Strafgesetzbuches ergibt.

§ 4. Wenn es keine anderen, gemäß §§ 2 und 3 bestimmten Inhaber gibt, bestimmt die Verwaltung als Inhaber der Verpflichtungen den Nießbraucher, Erbpächter, Erbbauberechtigten oder Lessee, der die tatsächliche Gewalt über das Grundstück hat.

Wenn das dingliche Recht an dem Grundstück keiner Spaltung unterliegt, bestimmt die Verwaltung den Eigentümer des betroffenen Grundstücks.

§ 5. Diejenige Person, die freiwillig die Bestimmungen des Kapitels IV gemäß Artikel 22 anwendet, tritt an die Stelle eines jeden Inhabers der Verpflichtungen für den Zeitraum, für den sie sich verpflichtet hat.

§ 6. In den in § 2 bis 4 erwähnten Fällen können mehrere Verpflichtungsinhaber gleichen Ranges gleichzeitig bestimmt werden.

§ 7. Wenn eine öffentlich-rechtliche Gesellschaft mit der Neugestaltung eines Standorts im Sinne von Artikel D.V.1 Absatz 1 Ziffer 2 des GRE beauftragt ist, kann sie im Falle einer schwerwiegenden Gefährdung und wenn die für die Verschmutzung verantwortliche Person selbst keine Sanierung vorgenommen hat, von der Regierung ggf. mit der Sanierung in Übereinstimmung mit vorliegendem Dekret beauftragt werden.

Art. 27 - Wenn im Anschluss an die Genehmigung durch die Verwaltung einer Studie, die durch den Inhaber der Verpflichtungen durchgeführt wurde, nachgewiesen ist, dass ein anderer Inhaber bestimmt werden muss, kann die Verwaltung diesen bestimmen, damit er die gesamten oder einen Teil der in Artikel 19 erwähnten Verpflichtungen erfüllt.

In dem in Absatz 1 erwähnten Fall kann der Inhaber oder der mit den Untersuchungen beauftragte Sachverständige, insofern er bevollmächtigt ist, bei der Verwaltung einen Antrag einreichen, der sich auf die Bestimmung eines anderen Inhabers der Verpflichtungen bezieht.

Die Verwaltung trifft innerhalb von dreißig Werktagen ab dem Erhalt des Antrags eine Entscheidung.

Sofort nach der Notifizierung des Beschlusses der Verwaltung an den neuen Inhaber wird der ursprünglich bestimmte Inhaber der Verpflichtungen von den in Artikel 19 erwähnten Verpflichtungen entlastet.

Abschnitt 4 — Auslösende Ereignisse für die anderen Verpflichtungen

Art. 28 - Die auslösenden Ereignisse für die anderen Verpflichtungen sind Folgende:

- 1° auf Beschluss der Verwaltung wird eine Charakterisierungsstudie in Anwendung des Artikels 44 Absatz 2 Ziffer 4 und des Artikels 50 Absatz 2 Ziffer 5 durchgeführt;
- 2° auf Beschluss der Verwaltung wird ein Sanierungsprojekt in Anwendung des Artikels 50 Absatz 2 Ziffer 4 durchgeführt;
- 3° auf Beschluss der Verwaltung werden die Sanierungshandlungen und –arbeiten in Anwendung der Artikel 66 und 69 durchgeführt;
- 4° auf Beschluss der Verwaltung werden die Folgemaßnahmen in Anwendung des Artikels 44 Absatz 2 Ziffern 4 und 5 und Absatz 3, des Artikels 50 Absatz 4 und des Artikels 71 § 3 Absatz 1 Ziffer 3° durchgeführt;
- 5° auf Beschluss der Verwaltung werden Sicherheitsmaßnahmen in Anwendung der Artikel 44 Absatz 3, 50 § 1 Absatz 2 Ziffer 1, 71 § 3 Absatz 1 Ziffer 3, und 80 § 3 Absatz 4 Ziffer 1 durchgeführt.

Abschnitt 5 — Abweichungen

Art. 29 - § 1. In Abweichung von den Artikeln 23 bis 27 entsteht keine Verpflichtung, eine Orientierungsstudie durchzuführen:

- 1° wenn der Inhaber oder eine Drittperson gemäß Artikel 22 eine freiwillige Unterwerfung unter die Bestimmungen des Kapitels IV eingereicht hat, insofern die erwähnten Personen ihre Verpflichtungen einhalten;
- 2° wenn gerade Untersuchungen oder Sanierungshandlungen und –arbeiten, die dem vorliegenden Dekret oder den in den Artikeln 112 bis 118 erwähnten Bestimmungen oder einem Abhilfeplan entsprechen, durchgeführt werden und der Inhaber seine Verpflichtungen erfüllt;
- 3° wenn eines der nachstehenden Dokumente für das betroffene Grundstück ausgestellt worden ist, insofern die in diesen Dokumenten festgelegten Vorschriften eingehalten werden:
 - ein Bodenkontrollschein;
 - ein gemäß den jeweils geltenden gesetzlichen Bestimmungen genehmigter und durchgeführter Abhilfeplan;
 - ein Dokument zur Genehmigung einer Nachweisstudie oder Charakterisierungsstudie, wie in den Artikeln 112 bis 115 erwähnt, das zur Schlussfolgerung gelangt, dass eine Weiterverfolgung des Verfahrens nicht angebracht ist;
 - ein Dokument, in dem bescheinigt wird, dass auf dem Grundstück Sanierungshandlungen und –arbeiten durchgeführt worden sind, die der ÖGFU in Ausführung des vorliegenden Dekrets oder des Artikels 43 des Dekrets vom 27. Juni über die Abfälle anvertraut wurden;
 - eine Orientierungsstudie oder eine kombinierte Studie wurde bereits auf dem Grundstück durchgeführt und weniger als zehn Jahre vor dem Tag des Eintretens des auslösenden Ereignisses genehmigt;
- 4° wenn die Verwaltung dem Inhaber auf dessen Antrag oder auf Eigeninitiative eine Freistellung von der Verpflichtung, eine Orientierungsstudie gemäß Artikel 46 durchzuführen, ausstellt.

Absatz 1 Ziffern 3 und 4 finden keine Anwendung im Falle einer späteren oder nicht untersuchten Verschmutzung oder Vermutung einer Verschmutzung, oder wenn bedeutsame Fakten eingetreten sind und diese nicht berücksichtigt worden sind oder werden konnten.

§ 2. In Abweichung von § 1 Absatz 1 Ziffer 3 entstehen die in Artikel 24 erwähnten Verpflichtungen, wenn das erwähnte Dokument mehr als fünf Jahre vor dem Datum des auslösenden Ereignisses ausgestellt worden ist.

Art. 30 - § 1. In Abweichung von Artikel 28 entstehen die in Artikel 19 Absatz 1 Ziffern 2 bis 6 erwähnten Verpflichtungen nicht für den Inhaber, der eine Orientierungsstudie gemäß den Artikeln 23 bis 27 durchgeführt hat:

- 1° wenn der Inhaber am Abschluss der von der Verwaltung gemäß den Artikeln 44 oder 50 genehmigten Untersuchungen den Nachweis erbringt, dass sich die Verschmutzung aus einer Ausbreitung von außerhalb des Grundstücks ergibt;
- 2° wenn der Inhaber am Abschluss der von der Verwaltung gemäß den Artikeln 44 oder 50 genehmigten Untersuchungen den Nachweis erbringt, dass sich die Verschmutzung aus der Handlung eines zahlungsfähigen Dritten ergibt, mit Ausnahme der Handlung der Person, die die Genehmigung abtritt;
- 3° wenn der Inhaber ab Abschluss der von der Verwaltung gemäß den Artikeln 44 oder 50 genehmigten Untersuchungen den Nachweis erbringt, dass er keinen Fehler begangen oder nicht fahrlässig gehandelt hat und dass die Verschmutzung nach dem Stand der wissenschaftlichen und technischen Kenntnisse zum Zeitpunkt, an dem die Verschmutzung verursacht wurde, keine schwerwiegende Gefährdung darstellte;
- 4° wenn der Inhaber eines dinglichen Rechts vor dem 30. April 2007 ab Abschluss der von der Verwaltung gemäß den Artikeln 44 oder 50 genehmigten Untersuchungen den Nachweis erbringt, dass er zum Zeitpunkt, zu dem er Inhaber seines dinglichen Rechts wurde, nicht über die Bodenverschmutzung Bescheid wusste oder wissen konnte, und dass diese Bodenverschmutzung keine schwerwiegende Gefährdung darstellt.

In Anwendung von Absatz 1 wird in der Genehmigung der betreffenden Studie die Verschmutzung angegeben, für die die in Artikel 19 Ziffern 2 bis 6 erwähnten Verpflichtungen nicht entstehen.

In den in Absatz 1 erwähnten Fällen kann die Verwaltung gegebenenfalls einen anderen Inhaber gemäß Artikel 26 bestimmen und ihm gegebenenfalls Folgemaßnahmen auferlegen.

§ 2. In Abweichung von Artikel 28 Absatz 1 Ziffer 1 entsteht keine Verpflichtung, eine Charakterisierungsstudie durchzuführen:

- 1° wenn auf dem Grundstück bereits mindestens zehn Jahre vor dem Tag des Eintretens des auslösenden Ereignisses eine Charakterisierungsstudie oder eine kombinierte Studie durchgeführt und von der Verwaltung genehmigt wurde;
- 2° wenn die Verwaltung dem Inhaber gemäß Artikel 51 eine Freistellung von der Verpflichtung, eine Charakterisierungsstudie durchzuführen, ausgestellt hat.

Absatz 1 findet keine Anwendung im Falle einer späteren oder nicht untersuchten Verschmutzung oder Vermutung einer Verschmutzung oder wenn bedeutsame Fakten eingetreten sind und diese nicht berücksichtigt worden sind oder werden konnten.

Abschnitt 6 — Sondervorschriften in Bezug auf die Abtretung von Immobilien und Umweltgenehmigungen

Art. 31 - § 1. Bei der Abtretung eines jeden Grundstücks oder einer jeden Umweltgenehmigung beantragt der Abtretende gemäß Artikel 17 für jede katastrierte oder nicht katastrierte Parzelle einen beglaubigten Auszug aus der Datenbank über den Bodenzustand und informiert den Übernehmer unverzüglich über seinen Inhalt.

§ 2. Unbeschadet der Artikel D.IV.97 und D.IV.99 des GRE enthält jede privatschriftliche oder authentische Urkunde in Bezug auf die Abtretung eines Grundstücks folgende Angaben:

- 1° den Inhalt des(der) beglaubigten Auszugs(Auszüge) aus der Datenbank über den Bodenzustand;
- 2° die Erklärung des Abtretenden oder seines Vertreters, dass er vor dem Zustandekommen des Abtretungsvertrags den Übernehmer von dem Inhalt des(der) beglaubigten Auszugs(Auszüge) in Kenntnis gesetzt hat;
- 3° die Erklärung des Übernehmers oder seines Vertreters, aus der hervorgeht, dass er von dem Inhalt des(der) beglaubigten Auszugs(Auszüge) in Kenntnis gesetzt wurde;
- 4° im Falle einer freihändigen Abtretung, die Zweckbestimmung, die der Übernehmer für das Grundstück vorsieht, und den Beschluss der Parteien, diese Zweckbestimmung vertraglich festzulegen oder nicht;
- 5° die Erklärung des Abtretenden oder seines Vertreters, dass er über keine zusätzlichen Informationen verfügt, die den Inhalt des(der) beglaubigten Auszugs(Auszüge) ändern könnten, ohne dass von ihm vorherige Untersuchungen verlangt werden.

§ 3. Die Nichtigkeit jeglicher Abtretung betreffend ein Grundstück, das in der Datenbank über den Bodenzustand als verschmutzt oder potentiell verschmutzt angegeben wird, kann vom Übernehmer vor den Gerichtshöfen und Gerichten der ordentlichen Gerichtsbarkeit eingeklagt werden, falls der Abtretende die ihm aufgrund von § 2 auferlegten Verpflichtungen nicht eingehalten hat.

Diese Nichtigkeit kann nicht geltend gemacht werden, wenn die beiden folgenden Bedingungen kumulativ erfüllt sind:

- 1° die in §§ 1 und 2 erwähnten Verpflichtungen sind vor der authentischen Beurkundung der Abtretung erfüllt gewesen;
- 2° in der authentischen Urkunde wird ausdrücklich angegeben, dass der Übernehmer auf die Nichtigkeit verzichtet.

§ 4. Der(die) beglaubigte(n) Auszug(Auszüge) aus der Datenbank über den Bodenzustand, auf die in der privatschriftlichen Vereinbarung oder in der authentischen Urkunde hingewiesen wird, müssen weniger als ein Jahr alt sein.

§ 5. Von den Bestimmungen über die Identifizierung der Verpflichtungsinhaber im Sinne des vorliegenden Dekrets bleibt das Recht für die Parteien, andere Modalitäten im Rahmen ihrer vertraglichen Beziehungen zu vereinbaren, unberührt.

§ 6. Im Falle der Abtretung eines Grundstücks, für das weder der Abtretende noch der Übernehmer als Inhaber aufgrund von Artikel 26 bestimmt werden, können der Abtretende oder der Übernehmer, unbeschadet ihrer eventuellen zivilrechtlichen Ansprüche gegen Dritte, in gegenseitigem Einvernehmen individuell oder gemeinsam von der in Artikel 22 vorgesehenen Möglichkeit Gebrauch machen. In einem solchen Fall wird der Abtretungsbeschluss der Verwaltung mitgeteilt.

Werden im Beschluss der Verwaltung über die Charakterisierungsstudie oder über die kombinierte Studie ein Sanierungsprojekt bzw. Folge- oder Sicherheitsmaßnahmen für notwendig gehalten, kann der Übernehmer oder, mit der schriftlichen Zustimmung des Übernehmers, der Abtretende beschließen, das Verfahren zur freiwilligen Unterwerfung zu beenden, vorausgesetzt, eine Möglichkeit des Rücktritts wird im Abtretungsvertrag festgehalten und es wird davon Gebrauch gemacht. Sofern der Abtretungsvertrag noch nicht authentisch beurkundet ist, findet in diesem Fall die Regelung nach Artikel 159*bis* des Registrierungsgebührengesetzbuches von Rechts wegen Anwendung, auch über die in dieser Bestimmung vorgesehenen Fristen hinaus.

Falls die Parteien nicht von der im vorigen Absatz vorgesehenen Möglichkeit Gebrauch machen, wird der Inhaber nach den Artikeln 23 bis 27 bestimmt.

Eine Abtretung, durch welche die Inhaberschaft für eine oder mehrere Verpflichtungen im Sinne von Artikel 19 an eine Person freiwillig abgetreten würde, die nicht instande ist, diese zu erfüllen, und dies, mit dem Ziel, der Anwendung des vorliegenden Dekrets auszuweichen, kann gegenüber der Verwaltung nicht entgegengehalten werden. Ist dieser Umstand der Verwaltung bekannt, kann sie die Unanwendbarkeit dieser Abtretung vor den Gerichtshöfen und Gerichten einklagen.

§ 7. Wenn der Abtretende von einem Beschluss der Verwaltung betroffen wird, der aufgrund von Artikel 26 gefasst wurde, wird in jeder Vereinbarung bzw. jeder Urkunde betreffend die Abtretung eines Grundstücks, das in der Datenbank über den Bodenzustand als verschmutzt oder potentiell verschmutzt angegeben wird, darauf hingewiesen, dass die Erfüllung der in Artikel 19 genannten Verpflichtungen weiterhin dem Abtretenden obliegt oder ggf., dass diese Verpflichtungen dem Übernehmer übertragen werden. Im letzteren Fall teilen der Abtretende und der Übernehmer der Verwaltung gemeinsam die Übernahme der in Artikel 19 genannten Verpflichtungen durch den Übernehmer mit; die Abtretung darf dann nur unter der Bedingung erfolgen, dass die Verwaltung vorher informiert wurde und der Übernehmer sich unter den in Artikel 22 vorgesehenen Bedingungen den Verpflichtungen des Dekrets unterwirft. Abweichend von Artikel 72 § 1 kann die Verwaltung in diesem Fall die Bildung einer Sicherheit für die Erfüllung der gesamten in Artikel 19 genannten Verpflichtungen verlangen.

KAPITEL IV — *Ablauf der Untersuchungen und der Sanierung des Grundstücks*

Abschnitt 1 — Labors und Sachverständige

Art. 32 - § 1. Die Durchführung einer Orientierungsstudie, einer Charakterisierungsstudie, einer kombinierten Studie, eines Sanierungsprojekts, eines beschleunigten Sanierungsverfahrens, einer Sofortmaßnahme nach Artikel 80 oder der Aufsicht über Sanierungshandlungen und -arbeiten wird von einem Sachverständigen gemäß dem vorliegenden Dekret vorgenommen.

Die in vorliegendem Dekret vorgesehenen Analysen werden von Labors durchgeführt.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Entnahme von Proben fest.

§ 2. Die Regierung setzt die Bedingungen fest, denen die Erteilung einer Zulassung unterliegt.

Diese Bedingungen betreffen auf jeden Fall:

- 1° die Kompetenzen, die der Antragsteller vorweisen muss;
- 2° die technischen Mittel, über die er verfügt;
- 3° die erforderlichen moralischen Garantien.

§ 3. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Kontrolle der Inhaber einer Zulassung, sowie die Regeln, die Aussetzungsmodalitäten und die spezifischen Regeln für die Erneuerung einer Zulassung.

Art. 33 - Der Antrag auf Zulassung wird unter Gefahr der Unzulässigkeit mittels des von der Regierung bestimmten Formulars an die Verwaltung gerichtet.

Die Regierung bestimmt den Inhalt des Antrags.

Der Antrag auf Zulassung eines Labors umfasst eine technische Untersuchung, die vom WIÖD durchgeführt wird.

Im Falle einer Zulassungs Erneuerung wird der Antrag auf Zulassung hundertzwanzig Tage vor dem Ablauf der laufenden Zulassung übermittelt.

Art. 34 - Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Zulassungsantrags innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie diesen Antrag erhalten hat.

Ist der Antrag unvollständig, so teilt die Verwaltung dem Antragsteller mit, welche Unterlagen noch fehlen. Der Antragsteller verfügt dann über dreißig Tage ab Erhalt der Übermittlung, um der Verwaltung die verlangten ergänzenden Unterlagen per Einschreiben oder Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, zukommen zu lassen.

Innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der ergänzenden Unterlagen übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags. Wenn die Verwaltung den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt sie diesen für unzulässig. Wenn der Antrag unzulässig ist, teilt die Verwaltung dem Antragsteller unter Einhaltung der in Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder gegebenenfalls innerhalb der in Absatz 2 vorgesehenen Frist, die Gründe für die Unzulässigkeit mit.

Wenn die Verwaltung dem Antragsteller keinen Beschluss unter Einhaltung der in Absatz 3 vorgesehenen Bedingungen und Fristen übermittelt hat, dann wird der Antrag als zulässig betrachtet und weiter untersucht.

Art. 35 - Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller ihren Beschluss innerhalb von sechzig Tagen:

- 1° ab dem Tag, an dem sie ihren Beschluss zur Bestätigung der Zulässigkeit des Antrags übermittelt hat;
- 2° andernfalls ab dem Tag nach Ablauf der Frist, über die sie verfügte, um ihren Beschluss über die Zulässigkeit des Antrags zu übermitteln.

Findet keine Übermittlung binnen der in Absatz 1 vorgesehenen Frist statt, dann gilt die Zulassung als abgelehnt.

Art. 36 - Die Dauer der Zulassung wird auf fünf Jahre festgelegt und kann erneuert werden. Die Zulassung weist eine Nummer auf, die auf jeder Unterlage erwähnt wird, die deren Inhaber an die Verwaltung richtet.

Art. 37 - Wird eine der in dem Zulassungsantrag stehenden Angaben, deren Inhalt von der Regierung bestimmt wird, abgeändert, informiert der Inhaber der Zulassung die Regierung unverzüglich davon.

Wenn diese der Ansicht ist, dass die angegebenen Änderungen derart sind, dass sie eine Änderung, eine Aussetzung oder einen Entzug der Zulassung rechtfertigen könnten, teilt sie dies dem Inhaber der Zulassung innerhalb von dreißig Tagen mit.

Der Inhaber der Zulassung verfügt ab dem Eingang dieses Schreibens über eine Frist von sechzig Tagen, um der Verwaltung die Maßnahmen mitzuteilen, die er zu treffen beabsichtigt, um ihren Beobachtungen Folge zu leisten.

Art. 38 - Wenn die Verwaltung der Ansicht ist, dass ein oder mehrere Berichte oder Studien nicht konform, unzureichend oder unvollständig sind, kann sie dem Inhaber der Zulassung eine Mahnung zuschicken. Ihr Beschluss wird ihm mitgeteilt.

Art. 39 - § 1. Die Zulassung kann geändert, ausgesetzt oder entzogen werden:

- 1° wenn die Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt sind;
- 2° wenn die vom Inhaber der Zulassung erbrachten Leistungen von der Verwaltung als offensichtlich unzureichender Qualität betrachtet werden;
- 3° wenn die dem Inhaber der Zulassung von der Regierung auferlegten Regeln nicht eingehalten werden.

Die Regierung kann andere Fälle bestimmen, in denen die Zulassung geändert, ausgesetzt oder entzogen werden kann.

§ 2. Hat die Verwaltung die Absicht, eine Zulassung zu ändern, auszusetzen oder zu entziehen, so setzt sie den Inhaber davon in Kenntnis, wobei:

- 1° sie die Gründe für die Änderung, die Aussetzung oder den Entzug angibt;
- 2° sie die Dauer der Aussetzung der Zulassung angibt;
- 3° sie den Inhaber der Zulassung auffordert, innerhalb von dreißig Tagen ab der Zustellung des Schreibens, in dem er über die Absicht einer Änderung, einer Aussetzung oder eines Entzugs der Zulassung informiert wird, seine Bemerkungen geltend zu machen.

§ 3. Die Verwaltung übermittelt dem Inhaber der Zulassung ihren Beschluss über die Änderung, die Aussetzung oder den Entzug innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab der Notifizierung des in § 2 Absatz 1 genannten Schreibens.

Im Falle einer Aussetzung gibt sie deren Dauer an.

Art. 40 - Der Antragsteller kann bei der Regierung gegen den in Artikel 35 genannten Beschluss oder das Ausbleiben eines solchen Beschlusses oder gegen den in Artikel 39 § 3 genannten Beschluss Beschwerde einreichen. Die Beschwerde hat aufschiebende Wirkung.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird die Beschwerde, der der Beleg für die Zahlung der in Artikel 76 genannten Bearbeitungsgebühr beigefügt wird, innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Erhalt des Beschlusses oder dem Ende der Frist, binnen deren dieser Beschluss hätte zugestellt werden müssen, an die Verwaltung gerichtet.

Bittet der Antragsteller oder der Inhaber der Zulassung um eine Anhörung, so übermittelt ihm die Beschwerdeinstanz innerhalb von fünfzehn Tagen ab Eingang der Beschwerde das Datum und den Ort für die Anhörung.

Die Regierung notifiziert ihren Beschluss innerhalb von dreißig Tagen ab Eingang der Beschwerde. Wenn der Antragsteller um eine Anhörung bittet, wird diese Frist um zwanzig Tage verlängert.

Findet keine Notifizierung innerhalb der oben genannten Frist statt, dann wird die Beschwerde zurückgewiesen.

Art. 41 - Die Regierung kann Bedingungen festlegen, unter denen natürliche oder juristische Personen, die über eine Zulassung oder einen gleichwertigen Berechtigungsschein verfügen, um in einer anderen Region oder einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union ähnliche Aktivitäten wie diejenigen auszuüben, die in Artikel 32 § 1 vorgesehen sind, den Personen gleichgestellt werden können, die eine Zulassung als Sachverständiger aufgrund des vorliegenden Dekrets besitzen.

Abschnitt 2 — Untersuchungen

Unterabschnitt 1 — Orientierungsstudie

Art. 42 - Ziel der Orientierungsstudie ist es nachzuprüfen, ob eine eventuelle Bodenverschmutzung vorliegt, und ggf. eine erste Beschreibung und Schätzung des Umfangs dieser Verschmutzung zu liefern.

Art. 43 - Die Orientierungsstudie, der unter Gefahr der Unzulässigkeit der Beleg für die Zahlung der in Artikel 76 genannten Bearbeitungsgebühr beigefügt wird, ist innerhalb von neunzig Tagen ab Eintreten des auslösenden Faktors, der die in Artikel 19 erwähnten Verpflichtungen begründet, oder gleichzeitig mit dem Genehmigungsantrag in den in Artikel 23 aufgeführten Fällen vom Inhaber an die Verwaltung zu richten. Handelt es sich beim auslösenden Faktor um einen Beschluss der Verwaltung, läuft diese Frist ab dem Tag seiner Notifizierung.

Eine Verlängerung der in Absatz 1 genannten Frist kann auf schriftlichen und begründeten Antrag des Inhabers der Verpflichtungen oder des mit der Studie beauftragten Sachverständigen gewährt werden, sofern dieser von demselben Inhaber bevollmächtigt wird. Die Verwaltung fasst ihren Beschluss binnen fünfzehn Werktagen ab Eingang des Antrags auf Verlängerung und setzt deren Dauer fest. Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, dass die Verlängerung für die beantragte Dauer oder, andernfalls, für eine Dauer von dreißig Tagen gewährt wird.

Die Orientierungsstudie umfasst:

- 1° allgemeine Auskünfte und insbesondere die eventuellen Daten zum betreffenden Grundstück, die in der Datenbank über den Bodenzustand aufgenommen sind, und die mit Blick auf die Nutzung im Sinne von Anhang 1, 2 und 3 anzuwendenden Werte, einschließlich der Hintergrundkonzentrationen, die in der regionalen Karte der Hintergrundkonzentrationen aufgenommen sind;
- 2° eine Vorgeschichte des Grundstücks und der laufenden Bewirtschaftung, einschließlich der Belege für eventuelle Genehmigungen, die der Inhaber geltend machen möchte, um nachzuweisen, dass es sich beim festen Teil des Bodens oder bei den im Boden eingegrabenen Elementen um Abfälle handelt, die nach anderen geltenden gesetzlichen oder ordnungsmäßigen Bestimmungen recycelt, verwertet oder entsorgt wurden;
- 3° pedologische, geologische, hydrologische und hydrogeologische Auskünfte;
- 4° Informationen über die Stichprobenstrategien und -pläne, die Bohrungen, die Entnahme und Konditionierung der Proben, sowie über die Analysemethoden und -ergebnisse;
- 5° Empfehlungen zu den ggf. einzuführenden Folgemaßnahmen;
- 6° eine Analyse bezüglich der Notwendigkeit, eine Gefahrenstudie vorzunehmen;

- 7° die Schlussfolgerungen und Vorschläge des Sachverständigen. Wenn der Sachverständige Folgemaßnahmen vorschlägt, so werden sie vom Inhaber der Verpflichtungen eingeleitet, ohne den Beschluss der Verwaltung über die Studie abzuwarten;
- 8° ggf. Vorschläge für Hintergrundkonzentrationen;
- 9° im Falle von Schadstoffen, die nicht in Anhang 1 aufgenommen sind, eventuelle Vorschläge für Schwellenwerte nach Artikel 9;
- 10° ggf. einen Vorschlag zu einem Bodenkontrollschein.

Die Regierung präzisiert die Anzahl Ausfertigungen, die Übermittlungsmodalitäten, den Inhalt der Orientierungsstudie sowie Kriterien für die Nichtkonformität einer Orientierungsstudie.

Der Bericht und eine Zusammenfassung der Daten werden nach den von der Verwaltung bestimmten Modalitäten ebenfalls auf Datenträger geliefert.

Art. 44 - Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab Eingang der Orientierungsstudie übermittelt die Verwaltung dem Inhaber ihren Beschluss über die Studie.

Dieser Beschluss stellt fest, je nach Fall:

- 1° dass die Studie genehmigt wird und keine weitere Untersuchung erforderlich ist;
- 2° dass die Studie nicht konform ist, falls deren Inhalt der in Artikel 42 erwähnten Zielsetzung nicht genügt oder die in Artikel 43 Absatz 3 erwähnten Elemente nicht umfasst;
- 3° dass der Studie ein Nachtrag beizufügen ist;
- 4° dass eine Charakterisierungsstudie durchzuführen ist, falls für einen oder mehrere analysierten Stoffe die Schwellenwerte, die Hintergrundkonzentrationen, falls diese höher liegen als die Schwellenwerte, oder die Sonderwerte überschritten werden. In diesem Fall kann der Beschluss außerdem:
 - a) Folgemaßnahmen auferlegen, bis über die Charakterisierungsstudie befunden wird;
 - b) die Durchführung einer Gefahrenstudie auferlegen;
- 5° dass die Grenzen des potentiell verschmutzten Grundstücks erweitert werden müssen. Gegebenenfalls wird das Verfahren während des Zeitraums, der zur Durchführung des Nachtrags zur Orientierungsstudie und zur Übermittlung des Beschlusses der Verwaltung über diese nachträgliche Orientierungsstudie erforderlich ist, ausgesetzt.

In dem in Absatz 2 Ziffer 1 erwähnten Fall wird dem Beschluss ein Bodenkontrollschein beigelegt, in dem ggf. Sicherheitsmaßnahmen auferlegt werden. An demselben Tag richtet die Verwaltung einen Bodenkontrollschein an den Eigentümer, falls dieser nicht der Inhaber ist.

Mangels eines Beschlusses binnen der in Absatz 1 erwähnten Frist gilt der Beschluss als gemäß den Schlussfolgerungen der Orientierungsstudie gefasst. Ein Beschwerdeverfahren kann gemäß Kapitel V eingeleitet werden.

Art. 45 - Wenn die Verwaltung gemäß Artikel 44 Absatz 2 Ziffer 3 einen Nachtrag zur Studie auferlegt, so gibt sie an, innerhalb welcher Frist dieser Nachtrag ihr zu übermitteln ist. Sie übermittelt ihren Beschluss innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Nachtrags.

Art. 46 - Die Verwaltung kann eine Befreiung von der Durchführung einer Orientierungsstudie gewähren. Gefasst wird dieser Beschluss:

- 1° entweder auf Anfrage des Inhabers der Verpflichtungen bzw. des mit der Studie beauftragten Sachverständigen, sofern dieser ordnungsgemäß bevollmächtigt wurde;
- 2° oder aus eigener Initiative.

Im Beschluss der Verwaltung werden die Gründe dargelegt, aus denen ihres Erachtens eine solche Studie nicht erforderlich ist.

Die Artikel 47 ff. sind anzuwenden.

Die Regierung bestimmt die Fälle, in denen die Befreiung nach Absatz 1 gewährt werden müsste, und die Modalitäten für deren Beantragung.

Unterabschnitt 2 — Charakterisierungsstudie

Art. 47 - Mit der Charakterisierungsstudie werden folgende Ziele verfolgt:

- 1° sich ein genaues Bild über die Art und den Grad der Verschmutzung verschaffen und ggf. herausfinden, ob sie eine schwerwiegende Gefährdung darstellt;
- 2° die Notwendigkeit einer Sanierung feststellen sowie die Fristen bestimmen, innerhalb deren die Sanierung durchzuführen wäre;
- 3° die zur Ausführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten notwendigen Angaben liefern, indem:
 - a) die verschmutzten Bereiche und die zu sanierenden Volumen abgegrenzt werden;
 - b) das Volumen und der Umkreis des zu sanierenden Grundwassers abgegrenzt werden;
- 4° ggf. die Notwendigkeit festgestellt wird, Sicherheits- und Folgemaßnahmen zu treffen.

Art. 48 - Die Charakterisierungsstudie beschreibt und lokalisiert genau die Bodenverschmutzung, damit die Verwaltung über die Notwendigkeit und die Modalitäten einer Bodensanierung entscheiden kann.

Innerhalb von neunzig Tagen ab dem Empfang des in Artikel 44 Absatz 2 Ziffer 4 erwähnten Beschlusses oder, andernfalls, ab dem Ablauf der in Artikel 44 Absatz 1 vorgesehenen Frist wird die Charakterisierungsstudie vom Inhaber zusammen mit dem ihr unter Gefahr der Unzulässigkeit beizufügenden Beleg für die Zahlung der in Artikel 76 genannten Bearbeitungsgebühr an die Verwaltung gerichtet.

Eine Verlängerung der in Absatz 2 genannten Frist kann auf schriftlichen und begründeten Antrag des Inhabers der Verpflichtungen bzw. des mit der Studie beauftragten Sachverständigen gewährt werden, sofern dieser von demselben Inhaber bevollmächtigt wird. Die Verwaltung fasst ihren Beschluss binnen fünfzehn Werktagen ab Eingang des Antrags auf Verlängerung und setzt deren Dauer fest. Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, dass die Verlängerung für die beantragte Dauer oder, andernfalls, für eine Dauer von dreißig Tagen gewährt wird.

Auf begründeten Antrag des Inhabers der Verpflichtungen bzw. des mit der Studie beauftragten Sachverständigen, sofern dieser von demselben Inhaber bevollmächtigt wird, kann die Verwaltung eine Phasierung der Charakterisierungsstudie in mehrere Teilstudien über die unterschiedlichen verschmutzten Bereiche erlauben.

Art. 49 - § 1. Die Charakterisierungsstudie umfasst einen Bericht und ggf. eine Gefahrenstudie.

§ 2. Der Bericht umfasst auf jeden Fall:

- 1° die Analyse der Schlussfolgerungen der Orientierungsstudie vor dem Hintergrund der Nutzungen im Sinne von Anhang 1, 2 und 3 und das Inventar der aktuellen Daten über das Grundstück;
- 2° die Beschreibung der Untersuchungsstrategie;
- 3° den Bericht über die Beobachtungs- und Analysearbeiten;
- 4° eine getrennte zusammenfassende Tabelle der Analyse der Boden- und Grundwasserproben vor dem Hintergrund der Nutzungen im Sinne von Anhang 1, 2 und 3;
- 5° die Überprüfung der Notwendigkeit, die Sanierung des Grundstücks vorzunehmen, im Hinblick auf die Nutzung im Sinne von Anhang 1, 2 und 3;
- 6° ggf. die Angabe des Teils des Grundstücks, der durch eine neue Verschmutzung belastet wird, sowie des Teils des Grundstücks, der durch eine historische Verschmutzung belastet wird;
- 7° Empfehlungen zu den ggf. einzuführenden Sicherheits- oder Folgemaßnahmen;
- 8° Empfehlungen zu den Fristen für die Einleitung und den Abschluss der Sanierungsarbeiten;
- 9° die Schätzung der Kosten für die Ausarbeitung des Sanierungsprojekts;
- 10° die Schlussfolgerungen und Vorschläge des Sachverständigen;
- 11° ggf. Vorschläge für Hintergrundkonzentration, denen Rechnung getragen werden sollte;
- 12° im Falle von Schadstoffen, die nicht in Anhang 1 aufgenommen sind, ggf. Vorschläge für Schwellenwerte nach Artikel 9.

Wenn der Sachverständige Folgemaßnahmen aufgrund von Absatz 1 Ziffer 7 vorschlägt, so werden sie vom Inhaber der Verpflichtungen eingeleitet, ohne den Beschluss der Verwaltung über die Studie abzuwarten.

Die Regierung präzisiert die Anzahl Ausfertigungen, die Übermittlungsmodalitäten, den Inhalt einer Charakterisierungsstudie sowie Kriterien für die Nichtkonformität einer Charakterisierungsstudie.

Der Bericht und eine Zusammenfassung der Daten werden nach den von der Verwaltung bestimmten Modalitäten ebenfalls auf Datenträger geliefert.

§ 3. Um eine eventuelle Bodenverschmutzung, die eine schwerwiegende Gefährdung darstellt, ggf. zu identifizieren, bestimmt die Gefahrenstudie:

- 1° die Gefährdungsstufe für die menschliche Gesundheit, das Grundwasser und ggf. die Ökosysteme, insbesondere mit Blick auf die eventuelle Mobilität der Schadstoffe und die Nutzung des Grundstücks;
- 2° die Notwendigkeit und die Dringlichkeit der Sanierung und, falls sie notwendig und dringend ist, die Empfehlungen bezüglich der Fristen für die Einleitung und den Abschluss der Sanierungshandlungen und -arbeiten;
- 3° Empfehlungen zu den ggf. einzuführenden Sicherheits- oder Folgemaßnahmen.

Der Bericht über die Gefahrenstudie enthält die Vorschläge und Empfehlungen des Sachverständigen.

§ 4. Wenn der Sachverständige feststellt, dass keine Sanierung erforderlich ist, schlägt der Bericht einen Bodenkontrollschein und ggf. Sonderwerte und Sicherheitsmaßnahmen vor.

Art. 50 - § 1. Innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab Eingang der Charakterisierungsstudie übermittelt die Verwaltung dem Inhaber ihren Beschluss über die Charakterisierungsstudie.

Dieser Beschluss kann, je nach Fall:

- 1° die Studie genehmigen und feststellen, dass keine weitere Untersuchung notwendig bzw. die Sanierung nicht erforderlich ist;
- 2° die Nichtkonformität der Studie feststellen, wenn deren Inhalt der in Artikel 47 erwähnten Zielsetzung nicht genügt oder die in Artikel 49 erwähnten Elemente nicht umfasst;
- 3° einen Nachtrag zur Studie auferlegen;
- 4° die Notwendigkeit feststellen, ein Sanierungsprojekt durchzuführen;
- 5° die Notwendigkeit feststellen, die Grenzen des Grundstücks mit einem verschmutzten Boden zu erweitern. Gegebenenfalls wird das Verfahren während des Zeitraums, der zur Durchführung des Nachtrags zur Orientierungsstudie und zur Durchführung der ergänzenden Charakterisierungsstudie sowie zur Übermittlung des Verwaltungsbeschlusses über diese ergänzende Orientierungsstudie und über diese ergänzende Charakterisierungsstudie erforderlich ist, ausgesetzt.

In dem in Absatz 2 Ziffer 3 erwähnten Fall setzt die Verwaltung die Frist fest, innerhalb deren ihr der Nachtrag zur Studie zugeleitet wird. Sie übermittelt ihren Beschluss innerhalb von sechzig Tagen ab dem Tag, an dem der Nachtrag zur Studie eingegangen ist.

In dem in Absatz 2 Ziffer 1 erwähnten Fall wird dem Beschluss ein Bodenkontrollschein beigelegt, in dem ggf. Sicherheitsmaßnahmen vorgeschrieben werden. An demselben Tag richtet die Verwaltung einen Bodenkontrollschein an den Eigentümer, falls dieser nicht der Inhaber ist.

In dem in Absatz 2 Ziffer 4 erwähnten Fall wird im Beschluss die Frist bestimmt, innerhalb deren das Sanierungsprojekt durchgeführt und bei der Verwaltung hinterlegt wird.

Die Hinterlegung des Sanierungsprojekts kann für einen maximalen Zeitraum von 10 Jahren und spätestens auf die Einstellung der Tätigkeit im Sinne von Artikel 1 Ziffer 7bis des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verschoben werden, vorausgesetzt dass:

- 1° die Verschmutzung des Bodens auf der Grundlage der tatsächlichen Nutzung des Grundstücks keine schwerwiegende Gefährdung für die menschliche Gesundheit und das Grundwasser und ggf. für die Ökosysteme darstellt ;

- 2° die festgestellte Bodenverschmutzung ggf. durch Folgemaßnahmen unter Kontrolle gehalten werden kann;
- 3° Handlungen und Arbeiten, die während dieses Zeitraums unternommen werden, nicht geeignet sind, die Behandlung oder die nachträgliche Kontrolle der Verschmutzung zu beeinträchtigen.

Abweichend von Artikel 72 § 1 verpflichtet die Verwaltung, wenn sie mit der Verschiebung der Hinterlegung des Sanierungsprojekts einverstanden ist, den Antragsteller zur Bildung einer Sicherheit, um die Ausführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten zu garantieren.

Die Sicherheit ist binnen dreißig Tagen ab deren Auferlegung zu bilden.

In den in Absatz 2 Ziffern 4 und 5 erwähnten Fällen kann der Beschluss Folgemaßnahmen auferlegen, bis über das Sanierungsprojekt bzw. über die Nachträge zur den Orientierungs- und Charakterisierungsstudien befunden wird.

Mangels eines Beschlusses binnen der in Absatz 1 erwähnten Frist gilt der Beschluss als gemäß den Schlussfolgerungen der Charakterisierungsstudie gefasst.

Art. 51 - Wenn die Verwaltung der Ansicht ist, dass den Zielen der Charakterisierungsstudie im Sinne von Artikel 47 am Ende der Orientierungsstudie genügt wird, kann sie davon befreien, eine Charakterisierungsstudie durchzuführen. Gefasst wird dieser Beschluss:

- 1° entweder auf Anfrage des Inhabers der Verpflichtungen bzw. des mit der Studie beauftragten Sachverständigen, sofern dieser ordnungsgemäß bevollmächtigt wurde;
- 2° oder aus eigener Initiative.

Im Beschluss der Verwaltung werden die Gründe dargelegt, aus denen ihres Erachtens eine solche Studie nicht erforderlich ist.

Die Artikel 53 ff. sind anzuwenden.

Die Regierung bestimmt die Fälle, in denen die Befreiung nach Absatz 1 gewährt werden sollte, und die Modalitäten für deren Beantragung.

Unterabschnitt 3 — Kombinierte Studie

Art. 52 - § 1. Der Inhaber kann eine kombinierte Studie im Zusammenhang mit den Zielen und Anforderungen im Sinne von den Artikeln 42, 47 und 48 bei der Verwaltung einreichen.

Der Inhaber setzt die Verwaltung binnen dreißig Tagen ab Eintreten des auslösenden Faktors, der die in Artikel 19 erwähnten Pflichten begründet, davon in Kenntnis. Die kombinierte Studie wird zusammen mit dem ihr unter Gefahr der Unzulässigkeit beizufügenden Beleg für die Zahlung der in Artikel 756 genannten Bearbeitungsgebühr innerhalb von hundertachtzig Tagen ab Eintreten des auslösenden Faktors, der die in Artikel 19 erwähnten Pflichten begründet, an die Verwaltung gerichtet. Handelt es sich beim auslösenden Faktor um einen Beschluss der Verwaltung, beginnt diese Frist am dritten Tag ab der Notifizierung dieses Beschlusses.

Eine Verlängerung der in Absatz 2 genannten Frist kann auf schriftlichen und begründeten Antrag des Inhabers der Verpflichtungen oder des mit der Studie beauftragten Sachverständigen gewährt werden, sofern dieser ordnungsgemäß bevollmächtigt wurde.

Die Verwaltung fasst ihren Beschluss binnen fünfzehn Werktagen ab Eingang des Antrags auf Verlängerung und setzt deren Dauer fest. Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, dass die Verlängerung für die vom Antragsteller beantragte Dauer oder, andernfalls, für eine Dauer von sechzig Tagen gewährt wurde.

§ 2. Die kombinierte Studie entspricht den in den Artikeln 42 und 47 genannten Zielen und umfasst auf jeden Fall:

- 1° allgemeine Auskünfte und insbesondere die eventuellen Daten zum betreffenden Grundstück, die in der Datenbank über den Bodenzustand aufgenommen sind, und die anzuwendenden Werte, einschließlich der Hintergrundkonzentrationen, die in der regionalen Karte der Hintergrundkonzentrationen aufgenommen sind;
- 2° eine Vorgeschichte des Grundstücks und der laufenden Bewirtschaftung, einschließlich der Belege für eventuelle Genehmigungen, die der Inhaber geltend machen möchte, um nachzuweisen, dass es sich beim festen Teil des Bodens oder bei den im Boden eingegrabenen Elementen um Abfälle handelt, die nach anderen geltenden gesetzlichen oder ordnungsmäßigen Bestimmungen recycelt, verwertet oder entsorgt wurden;
- 3° eine getrennte zusammenfassende Tabelle der Analyse der Boden- und Grundwasserproben vor dem Hintergrund der Nutzungen im Sinne von Anhang 1, 2 und 3;
- 4° pedologische, geologische, hydrologische und hydrogeologische Auskünfte;
- 5° Informationen über die Stichprobenstrategien und -pläne, die Bohrungen, die Entnahme und Konditionierung der Proben, sowie über die Analysemethoden und -ergebnisse;
- 6° Empfehlungen zu den ggf. einzuführenden Sicherheits- oder Folgemaßnahmen;
- 7° ggf. eine Gefahrenstudie;
- 8° die Schlussfolgerungen und Vorschläge des Sachverständigen. Wenn der Sachverständige Folgemaßnahmen vorschlägt, so werden sie vom Inhaber der Verpflichtungen eingeleitet, ohne den Beschluss der Verwaltung über die Studie abzuwarten;
- 9° ggf. Vorschläge für Hintergrundkonzentration;
- 10° im Falle von Schadstoffen, die nicht in Anhang 1 aufgenommen sind, eventuelle Vorschläge für Schwellenwerte nach Artikel 9;
- 11° ggf. einen Vorschlag für einen Bodenkontrollschein;
- 12° die Überprüfung der Notwendigkeit, die Sanierung des Grundstücks vorzunehmen;
- 13° ggf. die Angabe des Teils des Grundstücks, der durch eine neue Verschmutzung belastet wird, sowie des Teils des Grundstücks, der durch eine historische Verschmutzung belastet wird;
- 14° Empfehlungen zu den Fristen für die Einleitung und für den Abschluss der Sanierungsarbeiten;
- 15° die Schätzung der Kosten für die Ausarbeitung des Sanierungsprojekts.

§ 3. Wenn der Sachverständige feststellt, dass keine Sanierung erforderlich ist, schlägt der Bericht einen Bodenkontrollschein und ggf. Sonderwerte und Sicherheitsmaßnahmen vor.

§ 4. Innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab Eingang der kombinierten Studie fasst die Verwaltung ihren Beschluss über die Studie in Übereinstimmung mit Artikel 50.

Die Artikel 50 ff. sind anzuwenden.

Die Regierung präzisiert die Anzahl Ausfertigungen, die Übermittlungsmodalitäten, den Inhalt der kombinierten Studie sowie Kriterien für die Nichtkonformität einer kombinierten Studie.

Der Bericht und eine Zusammenfassung der Daten werden nach den von der Verwaltung bestimmten Modalitäten ebenfalls auf Datenträger geliefert.

Abschnitt 3 — Sanierung der Grundstücke

Unterabschnitt 1 — Fälle, in denen die Sanierung erforderlich ist

Art. 53 - Ist das Grundstück Gegenstand einer neuen Verschmutzung, dann ist eine Sanierung erforderlich, wenn sich aus der Charakterisierungsstudie ergibt, dass, je nach Fall:

- 1° die in Anwendung von Artikel 9 ermittelten und auf sie anzuwendenden Schwellenwerte bzw. die Hintergrundkonzentrationen, falls diese höher als die Schwellenwerte liegen, für mindestens einen der analysierten Parameter überschritten werden;
- 2° die in Übereinstimmung mit dem Bodenkontrollschein zu beachtenden Sonderwerte für mindestens einen der analysierten Parameter überschritten werden.

Art. 54 - Ist das Grundstück Gegenstand einer historischen Verschmutzung, dann ist eine Sanierung erforderlich, wenn die folgenden Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind:

- 1° die Charakterisierungsstudie zeigt, dass die Schwellenwerte bzw. die Hintergrundkonzentrationen, falls sie höher liegen als diese Schwellenwerte, für mindestens einen der analysierten Parameter überschritten werden;
- 2° im Beschluss der Verwaltung wird darauf hingewiesen, dass die Bodenverschmutzung eine schwerwiegende Gefährdung darstellt.

Art. 55 - Die Bestimmungen in Bezug auf jede Verschmutzungsart gelten jeweils dort, wo die beiden Verschmutzungsarten unterschieden werden konnten.

Zeigt die Orientierungs-, die Charakterisierungs- oder die kombinierte Studie, dass es bei der auf dem Grundstück bestehenden Verschmutzung um eine gemischte Verschmutzung handelt, die hauptsächlich:

- 1° vor dem 30. April 2007 verursacht wurde, dann sind die Bestimmungen in Bezug auf die historische Verschmutzung anzuwenden;
- 2° ab dem 30. April 2007 verursacht wurde, dann sind die Bestimmungen in Bezug auf die neue Verschmutzung anzuwenden.

Die Regierung kann die Methodologie festlegen, nach der anerkannt werden kann, dass eine Verschmutzung hauptsächlich als historisch oder als neu verursacht ist.

Unterabschnitt 2 — Ziele der Sanierung

Art. 56 - Durch die Sanierung eines mit einer neuen Verschmutzung belasteten Grundstücks wird der Boden, was die Schadstoffe betrifft, die die Bedingungen nach Artikel 53 erfüllen, bis zum von der Verwaltung auf Vorschlag des Sachverständigen festgelegten Niveau wiederhergestellt.

Dieses Niveau entspricht, je nach Fall:

- 1° achtzig Prozent des Schwellenwerts;
- 2° dem Niveau der Hintergrundkonzentration, wenn diese höher liegt als der in Ziffer 1 erwähnte Wert;
- 3° dem Sonderwert, wenn die Schadstoffe den Sonderwert überschreiten, der für die Restverschmutzung repräsentativ ist.

Falls die in Absatz 2 erwähnten Werte nicht erreicht werden können, entspricht dieses Niveau dem diesen Werten am nächsten liegenden Niveau, das unter Einsatz der besten verfügbaren Techniken und angesichts der Merkmale des Grundstücks erreicht werden kann, wobei zumindest die schwerwiegende Gefährdung für die menschliche Gesundheit, das Grundwasser und ggf. die Ökosysteme beseitigt werden muss.

Wenn die Sanierung in Anwendung von Absatz 3 durchgeführt wird und die in Absatz 2 genannten Ziele nicht für das Grundwasser erreicht werden konnten, werden in Übereinstimmung mit Teil VII Titel V Kapitel II von Buch I des Umweltgesetzbuches ergänzende und ausgleichende Wiederherstellungsmaßnahmen eingeleitet.

Art. 57 - Durch die Sanierung eines mit einer historischen Verschmutzung belasteten Grundstücks wird der Boden, was die Schadstoffe betrifft, die die Bedingungen nach Artikel 54 erfüllen, bis zum von der Verwaltung auf Vorschlag des Sachverständigen festgelegten Niveau wiederhergestellt.

Dieses Niveau erlaubt zumindest die Beseitigung einer schwerwiegenden Gefährdung für die menschliche Gesundheit, das Grundwasser und ggf. die Ökosysteme, indem die besten verfügbaren Techniken eingesetzt und den Merkmalen des Grundstücks Rechnung getragen wird.

Unterabschnitt 3 — Sanierungshandlungen und -arbeiten

Art. 58 - Ein Sanierungsprojekt, das das Verfahren zur Sanierung des Bodens präzisiert, wird vom Inhaber an die Verwaltung gerichtet.

Das Sanierungsprojekt basiert auf den Ergebnissen einer Charakterisierungs- bzw. kombinierten Studie, die Gegenstand eines Beschlusses der Verwaltung gemäß Artikel 50 Absatz 2 Ziffer 4 gewesen ist.

Unbeschadet von Absatz 4 umfasst dieses Projekt auf jeden Fall:

- 1° die Schlussfolgerungen, Vorschläge und Empfehlungen des Sachverständigen, die in der Charakterisierungs- bzw. kombinierten Studie aufgenommen sind;

- 2° die Identifizierung der in der Charakterisierungs- bzw. kombinierten Studie ausfindig gemachten Schadstoffe, deren Konzentrationen den in den Artikeln 53 und 54 festgelegten Kriterien entsprechen, sowie die Volumen der durch diese Schadstoffe verseuchten Böden und den Dringlichkeitsgrad der vorzunehmenden Sanierung;
- 3° eine Beschreibung der verschiedenen relevanten technischen Sanierungsverfahren, wobei für jedes Verfahren Folgendes beigefügt wird:
 - a) eine Schätzung der in Bezug auf die Artikel 56 und 57 erwarteten Ergebnisse;
 - b) eine Schätzung seiner Kosten, einschließlich der Kosten für die eventuellen Folge- und Sicherheitsmaßnahmen;
- 4° eine Rechtfertigung des Sanierungsverfahrens, oder ggf. der Verfahrenskombination, das bzw. die vom Sachverständigen befürwortet wird, und der eventuellen Varianten, wobei anhand von Umwelt-, Wirtschafts- und Sozialindikatoren nachgewiesen wird, dass dieses Sanierungsverfahren den besten verfügbaren Techniken entspricht;
- 5° eine Beschreibung der Arbeiten, ihre eventuelle Phaseneinteilung, die Fristen, innerhalb deren sie durchgeführt werden, einschließlich der Behandlungs- oder Verarbeitungsweisen der Stoffe oder Bodenteile oder Gebäude, die zeitweilig oder endgültig zu entfernen sind;
- 6° die Beschreibung der zur Gewährleistung der Sicherheit bei der Ausführung der Arbeiten ergriffenen Maßnahmen;
- 7° die Auswirkungen der Handlungen und Arbeiten zur Sanierung des Grundstücks auf die Nachbarparzellen;
- 8° eine Beschreibung der Restrisiken, und ggf. der Sicherheitsmaßnahmen, für die zukünftige Nutzung des Grundstücks, das Gegenstand der Handlungen und Arbeiten ist;
- 9° die während der Sanierung des Grundstücks zu ergreifenden Folgemaßnahmen, die Frist, während deren sie beibehalten werden, und eine Schätzung ihrer Kosten;
- 10° eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit gemäß den Bestimmungen des Buches I des Umweltgesetzbuches;
- 11° eine nichttechnische Zusammenfassung der oben erwähnten Angaben.

Gegebenenfalls umfasst das Projekt:

- 1° die Sicherheitsmaßnahmen, denen die Grundstücke mit Blick auf die Nutzung im Sinne von Anhang 1, 2 und 3 nach Abschluss der Sanierungshandlungen und -arbeiten unterworfen sein werden;
- 2° die von der Regierung bestimmten Vermerke, die laut oder aufgrund von Artikel D.IV.26 des GRE, Artikel 17 und 83 Absatz 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erforderlich sind;
- 3° die in Artikel 56 erwähnten ergänzenden und ausgleichenden Wiederherstellungsmaßnahmen.

Der Bericht und eine Zusammenfassung der Daten werden nach den von der Verwaltung bestimmten Modalitäten ebenfalls auf Datenträger geliefert.

Art. 59 - Unter Gefahr der Unzulässigkeit ist das Sanierungsprojekt zusammen mit dem Beleg für die Zahlung der in Artikel 76 genannten Bearbeitungsgebühr bei der Verwaltung einzureichen.

Die Regierung bestimmt die Anzahl Ausfertigungen des Sanierungsprojekts, die der Verwaltung zu übermitteln sind, und kann Übermittlungsmodalitäten sowie Kriterien für die Zulässigkeit und die Nichtkonformität eines Sanierungsprojekts festlegen.

Art. 60 - Die Verwaltung übermittelt ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Sanierungsprojekts innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie das Sanierungsprojekt erhalten hat. Ist der Antrag nicht vollständig, so leitet sie dem Inhaber auf die gleiche Weise ein Verzeichnis der fehlenden Unterlagen und Informationen zu, wobei sie angibt, dass das Verfahren am Tag des Eingangs der fehlenden Teile von neuem anfängt.

Wenn die Verwaltung dem Inhaber ihren Beschluss nicht innerhalb dieser Frist übermittelt hat, gilt das Projekt als zulässig. Falls die Bearbeitungsgebühr noch nicht entrichtet ist, kann sie weiterhin eingefordert werden. Das Verfahren wird fortgeführt.

Art. 61 - An dem Tag, an dem die Verwaltung gemäß Artikel 60 dem Inhaber ihren Beschluss zur Bestätigung der Vollständigkeit und Zulässigkeit des Sanierungsprojekts übermittelt, leitet sie dieses an die verschiedenen von ihr bestimmten Instanzen und an das Gemeindegremium der Gemeinde(n), auf deren Gebiet das Projekt geplant ist, zur Stellungnahme weiter.

Sofern das Sanierungsprojekt nicht einer Prüfung der Umweltverträglichkeit gemäß den Artikeln D.66 § 2 und D.68 §§ 2 und 3 von Buch I des Umweltgesetzbuches unterliegt, und unbeschadet der Bestimmungen des GRE oder des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, wird eine Phase der Beteiligung der Öffentlichkeit in Form einer Projektankündigung von der/den betroffenen Gemeinde(n) nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten organisiert.

Wenn das Sanierungsprojekt in Anwendung von den Artikeln D.66 § 2 und D.68 §§ 2 und 3 von Buch I des Umweltgesetzbuches einer Prüfung der Umweltverträglichkeit unterliegt, wird eine öffentliche Untersuchung von der/den Gemeinde(n) nach den in Buch I des Umweltgesetzbuches festgelegten Modalitäten organisiert.

Art. 62 - § 1. Die Instanzen übermitteln ihre Stellungnahme innerhalb von dreißig Tagen ab ihrer Befassung.

Falls keine Stellungnahme übermittelt oder gegen Empfangsbestätigung abgegeben worden ist, gilt die Stellungnahme als günstig.

§ 2. Das Gemeindegremium einer jeden Gemeinde, in der eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde, übermittelt der Verwaltung innerhalb von zehn Tagen nach Abschluss der Untersuchung die im Laufe der öffentlichen Untersuchung vorgebrachten schriftlichen und mündlichen Einwände und Bemerkungen, einschließlich des in Artikel D. 29-19 von Buch I des Umweltgesetzbuches genannten Protokolls.

Art. 63 - Wünscht eine hinzugezogene Instanz die Abhaltung einer Konzertierungsversammlung zwischen den zu Rate gezogenen Instanzen und der Verwaltung, so setzt sie die Verwaltung innerhalb von 15 Tagen ab dem Antrag auf Stellungnahme per Einschreiben oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, davon in Kenntnis.

Wünscht die Verwaltung die Abhaltung einer Konzertierungsversammlung, so setzt sie die zu Rate gezogenen Instanzen gleichermaßen davon in Kenntnis.

Art. 64 - Die Verfahrensfristen bis zu der in Artikel 65 erwähnten Beschlussfassung werden folgendermaßen berechnet:

- 1° ab dem Tag, an dem die Verwaltung ihren Beschluss zur Bestätigung der Zulässigkeit des Projekts übermittelt hat;
- 2° andernfalls ab dem Tag nach dem Ablauf der Frist, die ihr zur Übermittlung ihres Beschlusses über die Zulässigkeit des Antrags eingeräumt worden war.

Art. 65 - Die Verwaltung übermittelt dem Inhaber ihren Beschluss über das Sanierungsprojekt innerhalb von hundertzwanzig Tagen ab dem Tag, an dem sie ihren Beschluss zur Bestätigung der Zulässigkeit des Projekts übermittelt hat.

Art. 66 - § 1. Wenn die Verwaltung das Sanierungsprojekt genehmigt:

- 1° legt sie die Frist für die Einleitung und den Abschluss der Sanierungshandlungen und -arbeiten fest;
- 2° kann sie dem Inhaber Folgendes auferlegen:
 - a) jede Bedingung, die sie für zweckmäßig hält, um zu gewährleisten, dass das Sanierungsprojekt den Zielsetzungen des vorliegenden Dekrets entspricht;
 - b) jede Bedingung, die sie für zweckmäßig hält, um zu vermeiden, dass das Sanierungsprojekt während oder nach seiner Umsetzung Gefahren, Belästigungen oder Nachteile für den Menschen oder die Umwelt verursachen kann;
- 3° erwähnt sie ggf. die von der Regierung bestimmten Vermerke, die laut oder aufgrund von Artikel D.IV.26 des GRE, Artikel 45 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erforderlich sind.

§ 2. Wenn die Verwaltung die Genehmigung des Sanierungsprojekts ablehnt, so gibt sie die Abänderungen an, die im Hinblick auf eine erneute Hinterlegung gemäß Artikel 58 bzw. 68 an dem Projekt vorzunehmen sind.

§ 3. Wenn die Verwaltung innerhalb der ihr eingeräumten Frist keinen Beschluss gefasst hat, gilt das Sanierungsprojekt als abgelehnt. Unbeschadet der Zuständigkeit der Gerichtshöfe und Gerichte begründet das Ausbleiben eines Beschlusses innerhalb von hundertzwanzig Tagen das Recht für den Antragsteller auf eine Pauschalentschädigung von 2.500 Euro.

Art. 67 - Die Genehmigung des Sanierungsprojekts gilt als Umweltgenehmigung, Städtebaugenehmigung, Globalgenehmigung, Erklärung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und Registrierung.

Abweichend von Artikel 50 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und von Artikel D.IV.81 des GRE verfällt die Genehmigung des Sanierungsprojekts nur für den übrigen Teil der nicht ausgeführten Sanierungshandlungen und -arbeiten erst dann, wenn diese innerhalb der zwei Jahre nach dem Datum, an dem sie hätten ausgeführt werden müssen, nicht beendet sind.

Art. 68 - § 1. Abweichend von den Artikeln 58 bis 67 kann der Inhaber der Verpflichtungen einen Antrag stellen auf:

- 1° Globalgenehmigung unter Angabe der Vermerke des Sanierungsprojekts, falls sein Antrag Folgendes betrifft:
 - entweder ein Projekt oder ein gemischtes Projekt im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;
 - oder einer Städtebaugenehmigung unterliegende Handlungen und Arbeiten, die insbesondere Sanierungshandlungen und -arbeiten beinhalten;
- 2° integrierte Genehmigung unter Angabe der Vermerke des Sanierungsprojekts, falls sein Antrag ein integriertes Projekt im Sinne von Artikel 1 Ziffer 5 des Dekrets vom 5. Februar 2015 über Handelsniederlassungen betrifft, das insbesondere Sanierungshandlungen und -arbeiten beinhaltet.

§ 2. Das Verfahren im Zusammenhang mit einem Antrag auf Genehmigung wird gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 für die Betriebe der Klasse 1 vorgenommen, ohne dass eine Umweltverträglichkeitsstudie unbedingt durchgeführt werden müsste.

Das Verfahren im Zusammenhang mit einem Antrag auf integrierte Genehmigung wird gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 5. Februar 2015 über Handelsniederlassungen für die Betriebe der Klasse 1 vorgenommen, ohne dass eine Umweltverträglichkeitsstudie unbedingt durchgeführt werden müsste.

§ 3. Der Beschluss zur Gewährung der Genehmigung enthält die in Artikel 66 § 1 des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Vermerke. Im Beschluss, in dem die Genehmigung aus Gründen verweigert wird, die mit der Sanierung zusammenhängen, werden die Abänderungen angegeben, die im Hinblick auf eine erneute Hinterlegung gemäß Artikel 58 bzw. Artikel 68 des vorliegenden Dekrets an dem Projekt vorzunehmen sind.

Die ausgestellte Genehmigung wird gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets umgesetzt, insofern sie als Beschluss über das Sanierungsprojekt gilt.

Für die anderen Handlungen und Arbeiten als diejenigen, die mit der Sanierung zusammenhängen, läuft die in den Artikeln 97 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, 102 des Dekrets über Handelsniederlassungen und D.IV.84 des GRE erwähnte Verfallsfrist erst ab dem Tag, an dem die abschließende Bewertung erhalten wurde.

Art. 69 - § 1. Abweichend von den Artikeln 42 bis 51 kann der Inhaber der Verpflichtungen ein beschleunigtes Sanierungsverfahren durchführen, wenn folgende Bedingungen kumulativ erfüllt sind:

- 1° es bestehen ernsthafte Anzeichen dafür, dass die Verschmutzung eingedämmt ist und nicht aus dem Grundstück heraus wandert;
- 2° die geschätzte Frist für die Ausführung der Handlungen und Arbeiten liegt unter:
 - hundertachtzig Werktagen im Falle einer Bodensanierung;
 - dreihundertsechzig Werktagen im Falle einer Grundwassersanierung;
- 3° außer Maßnahmen, die das Verbot einer Neubehandlung der Verschmutzungsrückstände oder ggf. die Aufrechterhaltung des Eindämmungssystems auferlegen, bringt die Ausführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten keine Sicherheitsmaßnahme mit sich;
- 4° die Eigentümer und Bewohner der Grundstücke, auf denen die von diesem beschleunigten Verfahren betroffenen Sanierungshandlungen und -arbeiten stattfinden werden, geben ihre schriftliche Zustimmung zur Ausführung dieser Sanierungshandlungen und -arbeiten und präzisieren die Frist für die Hinterlegung des Sanierungsprojekts.

Sobald der Betroffene oder der Inhaber Kenntnis davon hat, dass alle Bedingungen nach Absatz 1 erfüllt sind, informiert er die Verwaltung über seine Absicht, ein beschleunigtes Sanierungsverfahren einzureichen.

Aus der Einreichung eines von diesem beschleunigten Verfahren betroffenen Sanierungsprojekts ergibt sich die Pflicht, die Sanierungshandlungen und -arbeiten auszuführen.

§ 2. Das von diesem beschleunigten Verfahren betroffene Sanierungsprojekt wird von einem Sachverständigen durchgeführt. Unter Gefahr der Unzulässigkeit ist das Sanierungsprojekt vom Inhaber zusammen mit dem Beleg für die Zahlung der in Artikel 76 genannten Bearbeitungsgebühr bei der Verwaltung einzureichen.

Dieses Projekt umfasst mindestens:

- 1° den Inhalt der in Artikel 52 erwähnten kombinierten Studie;
- 2° den Inhalt des in Artikel 58 erwähnten Sanierungsprojekts.

Die Regierung bestimmt die Anzahl Ausfertigungen des von diesem beschleunigten Verfahren betroffenen Sanierungsprojekts, die der Verwaltung zu übermitteln sind.

§ 3. Abweichend von Artikel 60 übermittelt die Verwaltung dem Inhaber ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des von diesem beschleunigten Verfahren betroffenen Sanierungsprojekts innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie das Sanierungsprojekt erhält. Ist der Antrag nicht vollständig, so leitet die Verwaltung dem Inhaber nach denselben Modalitäten ein Verzeichnis der fehlenden Unterlagen und Informationen zu, wobei sie angibt, dass das Verfahren am Tag des Eingangs der fehlenden Teile von neuem anfängt.

Wenn die Verwaltung dem Inhaber ihren Beschluss nicht innerhalb dieser Frist übermittelt hat, gilt das Projekt als zulässig. Das Verfahren wird fortgeführt.

Die Artikeln 61 bis 64 sind anzuwenden.

§ 4. Die Verwaltung übermittelt dem Inhaber ihren Beschluss über das vom beschleunigten Verfahren betroffene Sanierungsprojekt innerhalb von hundertzwanzig Tagen ab dem Tag, an dem sie ihren Beschluss zur Bestätigung der Zulässigkeit des Projekts übermittelt hat.

§ 5. Wenn die Verwaltung das vom beschleunigten Verfahren betroffene Sanierungsprojekt genehmigt:

- 1° legt sie die Frist für die Einleitung und den Abschluss der Sanierungshandlungen und -arbeiten fest;
- 2° kann sie dem Inhaber Folgendes auferlegen:
 - a) jede Bedingung, die sie für zweckmäßig hält, um zu gewährleisten, dass das vom beschleunigten Verfahren betroffene Sanierungsprojekt den Zielsetzungen des vorliegenden Dekrets entspricht;
 - b) jede Bedingung, die sie für zweckmäßig hält, um zu vermeiden, dass das vom beschleunigten Verfahren betroffene Sanierungsprojekt während oder nach seiner Umsetzung Gefahren, Belästigungen oder Nachteile für den Menschen oder die Umwelt verursachen kann;
- 3° erwähnt sie ggf. die von der Regierung bestimmten Vermerke, die laut oder aufgrund von Artikel D.IV.26 des GRE, Artikel 45 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erforderlich sind.

Wenn die Verwaltung die Genehmigung des vom beschleunigten Verfahren betroffenen Sanierungsprojekts ablehnt, so gibt sie die Abänderungen an, die im Hinblick auf eine erneute Hinterlegung gemäß dem vorliegenden Artikel an dem Projekt vorzunehmen sind.

Wenn die Verwaltung innerhalb der ihr eingeräumten Frist keinen Beschluss gefasst hat, gilt das vom beschleunigten Verfahren betroffene Sanierungsprojekt als abgelehnt.

Das Ausbleiben eines Beschlusses innerhalb von hundertzwanzig Tagen begründet das Recht für den Antragsteller auf eine Pauschalentschädigung von 2.500 Euro. Für die Entschädigungsanträge sind die Gerichtshöfe und Gerichte zuständig.

Artikel 68 ist auf die Genehmigung des vom beschleunigten Verfahren betroffenen Sanierungsprojekts anzuwenden.

Unterabschnitt 4 — Aufsicht über die Sanierungshandlungen und -arbeiten

Art. 70 - § 1. Die Aufsicht über die Sanierungshandlungen und -arbeiten wird von einem Sachverständigen ausgeübt. Die Personen, die dazu verpflichtet sind, die Sanierungshandlungen und -arbeiten vorzunehmen, informieren die Verwaltung regelmäßig über den Fortschritt der Handlungen und Arbeiten und über jeden Unfall oder Vorfall, der ihren reibungslosen Ablauf beeinträchtigen könnte.

Die Regierung legt den Inhalt der Unterlage fest, die über den Fortschrittstand berichtet und von den in Absatz 1 erwähnten Personen übermittelt wird, sowie die Modalitäten und Fristen ihrer Übermittlung.

§ 2. Wenn neue Elemente nach der Genehmigung des Sanierungsprojekts eingetreten sind, kann die Verwaltung entweder auf Antrag des Inhabers bzw. des Sachverständigen oder aus eigener Initiative die Vorschriften des Sanierungsprojekts oder diejenigen, die aufgrund von Artikel 66 § 1 oder Artikel 69 § 5 auferlegt werden, abändern.

Sie übermittelt dem Inhaber ihren Beschluss.

Art. 71 - § 1. Nach Ausführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten wird vom Sachverständigen, der das Sanierungsprojekt erstellt und die Sanierungshandlungen und -arbeiten beaufsichtigte, eine abschließende Bewertung vorgenommen. Unter Vorbehalt der vorherigen Erlaubnis der Verwaltung kann die abschließende Bewertung von einem anderen Sachverständigen vorgenommen werden.

Diese Bewertung umfasst:

- 1° eine Wiederholung der Sanierungsziele, wie sie im Beschluss nach Artikel 65, 66, 68 bzw. 69 festgelegt wurden;
- 2° die erzielten Ergebnisse, einschließlich der erreichten Werte, und, falls die Sanierungsziele nicht erreicht werden konnten, eine Analyse der Restrisiken;
- 3° die im Laufe der Arbeiten aufgetretenen Probleme;
- 4° die eventuellen Vorschläge für Sicherheitsmaßnahmen;
- 5° die eventuellen Vorschläge für ergänzende Arbeiten, wenn nach Ausführung der Arbeiten ersichtlich wird, dass für einen der analysierten Parameter der in der Genehmigung des Sanierungsprojekts festgelegte Wert nicht erreicht wird, sowie die eventuellen Vorschläge für Sicherheitsmaßnahmen und die Schätzung der Kosten für diese ergänzenden Arbeiten;
- 6° einen Vorschlag für einen Bodenkontrollschein und ggf. für Sonderwerte.

Der Bewertungsbericht und eine Zusammenfassung der Daten werden nach den von der Verwaltung bestimmten Modalitäten ebenfalls auf Datenträger geliefert.

Die Regierung bestimmt Kriterien für die Nichtkonformität der abschließenden Bewertung.

§ 2. Unter Gefahr der Unzulässigkeit ist die abschließende Bewertung zusammen mit dem Beleg für die Zahlung der in Artikel 76 genannten Bearbeitungsgebühr innerhalb von sechzig Tagen ab dem Ende der Sanierungshandlungen und -arbeiten an die Verwaltung zu richten.

Die Verwaltung kann, wenn sie es für notwendig hält, den Sachverständigen anhören.

Die Regierung bestimmt die Anzahl Ausfertigungen der abschließenden Bewertung, die der Verwaltung zu übermitteln sind.

§ 3. Innerhalb von sechzig Tagen ab Eingang der abschließenden Bewertung beschließt die Verwaltung:

- 1° die abschließende Bewertung zu genehmigen und dem Inhaber einen Bodenkontrollschein zu erteilen, in dem:
 - festgestellt wird, dass die Sanierung gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets ausgeführt worden ist;
 - ggf. Sicherheitsmaßnahmen auferlegt werden;
 - ggf. die Restverschmutzung festgestellt wird;
- 2° die abschließende Bewertung für nicht konform zu erklären;
- 3° ergänzende Unterlagen zu verlangen;
- 4° ein Gegengutachten zu Lasten des Inhabers anzuordnen;
- 5° die Erteilung des Bodenkontrollscheins abzulehnen.

Wenn die Verwaltung beschließt, den Bodenkontrollschein zu erteilen, richtet sie an demselben Tag einen Bodenkontrollschein an den Eigentümer, falls dieser nicht der Inhaber ist.

Binnen derselben Frist kann die Verwaltung ggf., wenn der Bodenkontrollschein abgelehnt wird oder wenn deutlich wird, dass bedeutsame Tatbestände eingetreten sind, die während der Ausführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten nicht berücksichtigt wurden oder es nicht werden konnten, ergänzende Arbeiten, die innerhalb der von ihr bestimmten Frist auszuführen sind, und, sollte dies der Fall sein, die eventuellen Folge- und Sicherheitsmaßnahmen auferlegen. In diesem Fall wird der in Absatz 1 erwähnte Bodenkontrollschein innerhalb von sechzig Tagen nach einer neuen abschließenden Bewertung erteilt.

Bestätigt das von der Verwaltung angeordnete Gegengutachten die Elemente, die zur vom Sachverständigen durchgeführten abschließenden Bewertung gehören, so werden die mit diesem Gegengutachten verbundenen Kosten dem Inhaber vollständig zurückgezahlt. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für diese Rückzahlung.

Abschnitt 4 — Finanzielle Sicherheiten

Art. 72 - § 1. Unbeschadet der anderen im vorliegenden Dekret erwähnten Fälle kann die Verwaltung nur in den folgenden Fällen den in Artikel 26 aufgeführten Inhabern die Bildung einer Sicherheit auferlegen, um die Erfüllung von allen oder einem Teil der Verpflichtungen nach Artikel 19 zu garantieren:

- 1° wenn der aufgrund von Artikel 26 von der Verwaltung bestimmte Inhaber ermahnt wurde, seinen Verpflichtungen nachzukommen;
- 2° wenn der Inhaber der Verpflichtungen seinen Verpflichtungen nicht nachkommt;
- 3° wenn nach Erfüllung der in Artikel 19 aufgeführten Verpflichtungen ein Bodenkontrollschein mit Sicherheitsmaßnahmen zu Lasten des ursprünglichen Inhabers der Verpflichtungen erteilt wird.

Die Sicherheit ist binnen dreißig Tagen ab deren Auferlegung zu bilden. Die Verwaltung kann verfügen, dass die Bildung der Sicherheit insoweit in verschiedene Teilzahlungen unterteilt wird, als diese der schrittweisen Erfüllung der genannten Verpflichtungen entsprechen.

Die Regierung legt die Kriterien für die Leistung der Sicherheiten und die Methodologie für die Ermittlung ihres Betrags fest.

Im Falle der Abtretung eines Grundstücks, für das Sicherheitsmaßnahmen angeordnet wurden, die durch eine Sicherheit gedeckt werden, bestimmt die Regierung die Modalitäten für die Übertragung der gebildeten Sicherheit zwischen dem Abtretenden und dem Übernehmer.

§ 2. Die regionalen öffentlichen Behörden, Gemeindebehörden, Gemeindevereinigungen, Provinzen und sonstigen juristischen Personen öffentlichen Rechts werden im Rahmen der Durchführung des vorliegenden Dekrets davon befreit, eine Sicherheit zu bilden.

Abweichend von Absatz 1 kann die Verwaltung die Bildung einer Sicherheit verlangen, wenn die Gemeindebehörde, die Gemeindevereinigung, die Provinz oder die juristische Person öffentlichen Rechts die Schlussfolgerungen der Charakterisierungsstudie nicht gemäß dem von der Verwaltung aufgrund von Artikel 50 gefassten Beschluss umsetzt.

§ 3. Die Sicherheit besteht, je nach Wahl des Antragstellers, in einer Hinterlegung bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse, der Verpfändung einer Forderung bei einem Notar, einer unabhängigen Bankbürgschaft oder jeder anderen Form von Sicherheit, die von der Regierung bestimmt wird, in Höhe des von der Verwaltung festgesetzten Betrags.

Besteht die Sicherheit in einer Bareinzahlung, muss der Inhaber den Sicherheitsbetrag jedes Jahr um die im Vorjahr abgeworfenen Zinsen erhöhen.

Besteht die finanzielle Sicherheit in einer unabhängigen Bankbürgschaft, muss diese von einem Kreditinstitut ausgestellt werden, das entweder von der Kommission für das Bank- und Finanzwesen oder von einer für die Aufsicht über Kreditanstalten zuständigen Behörde eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union anerkannt ist.

§ 4. Die Verwaltung beschließt die ganze oder teilweise Freigabe der Sicherheit in dem Beschluss, in dem sie die ordnungsgemäße Erfüllung der gesamten von dieser Sicherheit betroffenen Verpflichtungen, oder eines Teils davon, feststellt. Die Sicherheit wird binnen dreißig Tagen nach dem genannten Beschluss freigegeben.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für diese Freigabe.

§ 5. Gegebenenfalls kann die Verwaltung die Sicherheit ebenfalls derart anpassen, dass sie für die Erfüllung der anderen Verpflichtungen des vorliegenden Dekrets bestimmt werden kann. Die Sicherheit wird binnen dreißig Tagen nach dem Beschluss angepasst, durch den die Verwaltung feststellt, dass die Bildung einer finanziellen Sicherheit für eine andere im vorliegenden Dekret genannte Verpflichtung, die noch nicht bereits von einer finanziellen Sicherheit gewährleistet wird, erforderlich ist.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für diese Anpassung.

Abschnitt 5 — Gemeinsame Bestimmungen für die vorigen Abschnitte

Art. 73 - Im Falle von mehreren Inhabern organisiert die Verwaltung zwischen ihnen eine oder mehrere Konzertierungsversammlungen nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten.

Die Inhaber benennen einen Bevollmächtigten für die Beziehungen mit der Verwaltung.

Das Eingreifen des Sachverständigen, die Untersuchungs- und Sanierungsmaßnahmen sind diesen Inhabern gemeinsam.

Art. 74 - Wenn nach der Ausführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten neue Tatbestände zum Vorschein kommen, kann der in Übereinstimmung mit vorliegendem Dekret ausgestellte Bodenkontrollschein nach von der Regierung festgelegten Bedingungen revidiert werden.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Erlangung dieser Revision, das einzuhaltende Verfahren, sowie die etwaigen Kontrollmaßnahmen.

Absatz 1 findet keine Anwendung im Falle einer späteren oder nicht untersuchten Verschmutzung oder Vermutung einer Verschmutzung.

Art. 75 - § 1. In ihrem Beschluss über die Orientierungsstudie, die Charakterisierungsstudie, die kombinierte Studie, das Sanierungsprojekt, die Sofortmaßnahmen oder die abschließende Bewertung zwingt die Verwaltung im Falle eines Interessenkonflikts oder bei mangelnder Unabhängigkeit des betreffenden Sachverständigen den Inhaber dazu, für das weitere Verfahren auf einen anderen Sachverständigen zurückzugreifen als denjenigen, der die dem Verwaltungsbeschluss zugrundeliegende Studie durchgeführt hat, um die Erfüllung der Zielsetzungen des vorliegenden Dekrets zu gewährleisten.

§ 2. Sofern sie relevant und aktuell sind, können die Ergebnisse und Daten, die im Laufe einer vorher durchgeführten Umweltverträglichkeitsprüfung, Nachweisstudie oder im Rahmen jeder anderen vorher durchgeführten Untersuchung der Bodenqualität gewonnen wurden, in die Orientierungs-, Charakterisierungs- oder kombinierte Studie integriert werden. In der Studie werden diese als solche gekennzeichnet.

§ 3. Wurde eine Orientierungsstudie nach den Artikeln 42 und 43, eine Charakterisierungsstudie nach den Artikeln 47 und 48 oder eine kombinierte Studie nach Artikel 52 von der Verwaltung bestätigt, so bleibt sie, was die betroffenen Schadstoffe betrifft, zehn Jahre gültig, es sei denn, es wird deutlich, dass bei der Durchführung der vorherigen Studie bedeutsame Tatbestände entweder nicht berücksichtigt wurden oder neu sind.

Art. 76 - Es wird eine Bearbeitungsgebühr zu Lasten jeder natürlichen oder juristischen Person wegen der Einreichung einer Studie, eines Projekts oder einer Beschwerde erhoben, deren Gesamtertrag dem Fonds für den Umweltschutz, Abteilung "Bodenschutz" ganz zugeführt wird, und die die Verwaltungskosten deckt.

Die Bearbeitungsgebühr wird wie folgt festgelegt:

- 1° 300 Euro für eine kombinierte Studie;
- 2° 250 Euro für ein Sanierungsprojekt;
- 3° 250 Euro für eine Charakterisierungsstudie und eine abschließende Bewertung;
- 4° 150 Euro für eine Orientierungsstudie;
- 5° 50 Euro für eine Beschwerde nach Artikel 77.

Die Bearbeitungsgebühr wird am Datum der Einreichung des Antrags oder der Beschwerde geschuldet.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Einziehung der Bearbeitungsgebühr fest.

KAPITEL V — *Beschwerden*

Art. 77 - Der Inhaber der Verpflichtungen kann gegen die in den Artikeln 21 bis 30, 44, 46, 50, 51, 52, 65, 66, 69, 70 § 2, 71 § 3, 75 § 1 und 80 erwähnten Beschlüsse Beschwerde erheben.

Auch Inhaber von dinglichen Rechten können gegen die in den Artikeln 44, 50, 66 und 69 erwähnten Beschlüsse Beschwerde erheben, wenn die Beschlüsse die Verpflichtungen für den Inhaber aufheben.

Die Beschwerde hat aufschiebende Wirkung auf den angefochtenen Beschluss.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird die Beschwerde zusammen mit dem Beleg für die Zahlung der in Artikel 76 genannten Bearbeitungsgebühr innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Tag, an dem der Beschluss erhalten wurde, oder, in Ermangelung eines Beschlusses, ab dem Tag nach Ablauf der Frist, die der Verwaltung eingeräumt war, um ihren Beschluss zu übermitteln, an die Verwaltung gerichtet.

Diese Fristen werden zwischen dem 16. Juli und dem 15. August und zwischen dem 24. Dezember und dem 1. Januar ausgesetzt.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Beschwerde fest.

Art. 78 - Binnen zehn Tagen nach Eingang der Beschwerde übermittelt die Verwaltung:

- 1° dem Beschwerdeführer eine Empfangsbestätigung, in der das Datum angegeben wird, an dem ihm eine Anhörung angeboten wird;
- 2° ggf. dem Inhaber von dinglichen Rechten an dem betroffenen Grundstück eine Abschrift der Beschwerde und der vorgenannten Empfangsbestätigung.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 findet die Anhörung innerhalb von dreißig Tagen ab der Empfangsbestätigung statt. Gegebenenfalls kann der Inhaber von dinglichen Rechten angehört werden, wenn er einen diesbezüglichen Antrag stellt.

Der Beschwerdeführer oder, gegebenenfalls, der Inhaber von dinglichen Rechten kann binnen dreißig Tagen ab der Empfangsbestätigung jedes zusätzliche Element zur Unterstützung seiner Beschwerde hinterlegen. Nach Ablauf dieser Frist werden alle zusätzlichen Elemente, die geliefert werden, nicht berücksichtigt.

Binnen neunzig Tagen ab dem Tag, an dem die Beschwerde eingegangen ist, übermittelt die Regierung dem Beschwerdeführer und, gegebenenfalls, dem Inhaber von dinglichen Rechten ihren Beschluss.

Falls die Regierung ihren Beschluss nicht innerhalb der im vorigen Absatz erwähnten Frist übermittelt, wird der angefochtene Beschluss bestätigt.

KAPITEL VI — *Sofortmaßnahmen und Maßnahmen von Amts wegen*

Abschnitt 1 — Die ÖGFU

Art. 79 - § 1. Die der ÖGFU in Anwendung des vorliegenden Dekrets zugewiesenen Aufgaben sind Aufgaben des öffentlichen Dienstes.

§ 2. Unbeschadet von Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle nimmt die ÖGFU folgende Aufgaben wahr:

- 1° die Ausarbeitung, die Aktualisierung und die regelmäßige Mitteilung an die Verwaltung einer Bestandsaufnahme der verschmutzten und potenziell verschmutzten Grundstücke;
- 2° die Durchführung von Untersuchungen und Sanierungshandlungen und -arbeiten und gegebenenfalls die Umsetzung von Folge- oder Sicherheitsmaßnahmen sowie von Überwachungs- und der Bewirtschaftungsmaßnahmen, insofern die Regierung sie gemäß den Artikeln 80 und 81 des vorliegenden Dekrets oder aus gemeinnützigen Gründen damit beauftragt;
- 3° die Durchführung von wissenschaftlichen und technischen Gutachten für juristische Personen öffentlichen Rechts im Bereich der Bodenbewirtschaftung unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen und Modalitäten;
- 4° die Durchführung anderer Aufgaben in engem Zusammenhang mit den unter den Ziffern 1 bis 3 angeführten Aufgaben im Bereich der Bodenbewirtschaftung unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen und Modalitäten;

§ 3. Die Regierung beauftragt die ÖGFU mit der Durchführung der in § 1 erwähnten Aufgaben.

Im Rahmen dieser Aufgaben ist die ÖGFU nicht verpflichtet, einen Sachverständigen zu Rate zu ziehen.

Beauftragt die Regierung die ÖGFU, Sanierungshandlungen und -arbeiten durchzuführen, ist Artikel 81 § 3 anwendbar. Ist die Lage derart dringend, dass die Verschmutzung unmittelbar Gegenstand von Maßnahmen sein muss, die nicht mit den in Artikel 81 § 3 festgelegten Fristen vereinbar sind, kann die ÖGFU von Artikel 81 § 3 abweichen.

Die Regierung kann die auf die ÖGFU anwendbaren Einsatzregeln für die Aufgaben, die nicht in § 1 angeführt werden, festlegen.

§ 4. In den folgenden Fällen kann die Regierung die in Artikel 19 genannten Verpflichtungen übernehmen:

- 1° wenn der Inhaber eines dinglichen Rechts, dessen Verpflichtungen sich aus Artikel 26 ergeben, den folgenden Bedingungen gleichzeitig genügt:
 - er ist bereits seit vor dem 30. April 2007 Inhaber seines dinglichen Rechts oder wurde Inhaber seines dinglichen Rechts im Rahmen einer Erbschaft;
 - zum Zeitpunkt, wo sich die Bodenverschmutzung ereignet hat, oder zum Zeitpunkt, wo er Inhaber seines dinglichen Rechts geworden ist, wusste über die Bodenverschmutzung nicht Bescheid, oder konnte er über die Bodenverschmutzung nicht Bescheid wissen;
- 2° wenn die Suche nach dem Urheber oder mutmaßlichen Urheber der Verschmutzung wegen ihrer Komplexität oder potentiellen Dauer mit den gemeinnützigen Zielsetzungen, die für das betroffene Grundstück erwägt werden, nicht vereinbar ist.

In dem in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Fall gilt, dass für das erwähnte Grundstück gemäß Artikel 26 § 2 kein Urheber bzw. potentieller Urheber identifiziert werden konnte.

Wenn die Regierung die Verpflichtungen in Übereinstimmung mit Absatz 1 übernimmt, vertraut sie der ÖGFU die Durchführung der Verpflichtungen nach Artikel 19 an, dies zu Lasten des jeweiligen Betroffenen.

§ 5. Sobald die ÖGFU beauftragt wird, eine der in § 1 angeführten Aufgaben auszuführen, darf keine Handlung, die die gute Ausführung dieser Aufgaben beeinträchtigen könnte, vorgenommen werden.

Die Erhaltung der für die Ausführung der betreffenden Aufgabe notwendigen Bauwerke und Arbeiten bildet eine gemeinnützige Dienstbarkeit, die das betreffende Grundstück belastet. Die Regierung bestimmt die der Nutzung des Gutes auferlegten Beschränkungen durch individuelle Erlasse. Dem Eigentümer oder den sonstigen Inhabern von dinglichen oder persönlichen Rechten wird kein Anspruch auf Entschädigung anerkannt.

§ 6. Insofern die Sanierungshandlungen und -arbeiten, die in Ausführung von Artikel 43 § 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle von der ÖGFU ausgeführt wurden, oder die aufgrund des vorliegenden Dekrets ausgeführt wurden, die in dem vorliegenden Dekret angeführten Zielsetzungen erfüllen, wird dem Beschluss über die ordnungsgemäße Ausführung dieser Handlungen und Arbeiten und über den Abschluss des Wiederherstellungsvorgangs ein Bodenkontrollschein beigefügt.

Abschnitt 2 — Sofortige Verwaltungsmaßnahmen

Art. 80 - § 1 Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel D.149 des ersten Buches des Umweltgesetzbuches zieht der Inhaber der Verpflichtungen einen Sachverständigen zu Rate, um sofortige Verwaltungsmaßnahmen zur Vermeidung oder Verringerung der unmittelbaren Gefahren und Risiken in den folgenden Situationen zu treffen:

- 1° bei einer Verschmutzung, die während der Arbeiten auf einer ordnungsgemäß zugelassenen Baustelle entdeckt wird, sofern die folgenden Bedingungen zugleich erfüllt sind:
 - die Anforderungen der Baustelle führen dazu, dass Maßnahmen innerhalb von Fristen durchzuführen sind, die mit den in den Artikeln 42 bis 69 angeführten Fristen nicht vereinbar sind;
 - die entdeckte Verschmutzung entspricht einer Verschmutzung, deren Vorhandensein auf der Baustelle realistischerweise nicht bekannt sein konnte;
- 2° bei einer Verschmutzung, die bei einem plötzlichen Unfall entsteht, wobei die Dringlichkeit derart hoch ist, dass Maßnahmen innerhalb von Fristen durchzuführen sind, die mit den in den Artikeln 42 bis 69 angeführten Fristen nicht vereinbar sind;

Die gemäß Absatz 1 durch den Inhaber der Verpflichtungen auf Rat des Sachverständigen getroffenen Maßnahmen haben zum Ziel, die durch das vorliegende Dekret vorgesehenen Sanierungsziele zu erreichen.

§ 2. Der Inhaber informiert die Verwaltung unmittelbar über die Verschmutzung und über die Bestellung des Sachverständigen. Zudem rechtfertigt er den Umstand, dass er sich in einer Lage nach Paragraph 1 befindet. Diese Information wird durch einen Einschreibebrief oder durch jede Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, übermittelt. Die Regierung legt das Muster eines Formulars fest, das alle der Verwaltung zu übermittelnden Angaben sowie die Modalitäten für dessen Übermittlung umfasst.

Handelt es sich um eine Situation nach Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1, so übermittelt die Verwaltung ihren Beschluss über die Gültigkeit der Anwendung dieses Verfahrens dem Inhaber innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang der Information und der Rechtfertigung nach Absatz 1.

Die Erwartung des in Absatz 2 erwähnten Beschlusses greift der Möglichkeit des Inhabers nicht vor, auf Rat des Sachverständigen alle zur Ausführung seiner Aufgabe erforderlichen Untersuchungen durchzuführen.

Der positive Beschluss gilt als Genehmigung gemäß Artikel 67.

§ 3. Nach Ausführung der sofortigen Verwaltungsmaßnahmen nimmt der Sachverständige auf Initiative des Inhabers eine abschließende Bewertung vor.

Diese Bewertung umfasst:

- 1° die vollständige Beschreibung der Situation, die Identifizierung der ausfindig gemachten Schadstoffe sowie die Volumen der durch diese Schadstoffe verseuchten Böden;
- 2° die erlangten Ergebnisse, einschließlich der erreichten Werte, und, falls die Sanierungsziele nach Artikel 56 nicht erreicht werden konnten, eine Rechtfertigung betreffend den Einsatz der besten verfügbaren Techniken und eine Analyse der Restrisiken;
- 3° die im Laufe der Arbeiten eingetretenen Probleme;
- 4° ggf. die Vorschläge für Sicherheitsmaßnahmen;
- 5° einen Vorschlag für einen Bodenkontrollschein.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird die abschließende Bewertung gemeinsam mit dem Zahlungsbeleg der in Artikel 76 angeführten Bearbeitungsgebühr der Verwaltung innerhalb von dreißig Tagen ab dem Abschluss der Ausführung der sofortigen Verwaltungsmaßnahmen übermittelt.

Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der abschließenden Bewertung beschließt die Verwaltung:

- 1° dem Inhaber einen Bodenkontrollschein auszustellen
 - zur Feststellung, dass die Sanierung gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets ausgeführt worden ist;
 - gegebenenfalls zur Auferlegung von Sicherheitsmaßnahmen;
 - gegebenenfalls zur Feststellung einer Restverschmutzung;
- 2° die abschließende Bewertung für vorschriftswidrig zu erklären;
- 3° zusätzliche Dokumente anzufordern;
- 4° ein Gegengutachten zu Lasten des Inhabers anzuordnen;
- 5° die Ausstellung des Bodenkontrollscheins abzulehnen.

Falls die Verwaltung beschließt, den Bodenkontrollschein auszustellen, übermittelt sie noch am gleichen Tag dem Eigentümer einen Bodenkontrollschein, falls dieser nicht der Inhaber ist.

Falls die Ausstellung des Bodenkontrollscheins verweigert wird oder falls ersichtlich wird, dass bedeutsame Tatbestände eingetreten sind, die bei der Durchführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten nicht berücksichtigt wurden oder berücksichtigt werden konnten, kann die Verwaltung gegebenenfalls ergänzende Arbeiten auferlegen, die innerhalb der von ihr festgelegten Frist auszuführen sind, sowie die in diesem Fall zu treffenden eventuellen Sicherheitsmaßnahmen. In diesem Fall wird der in Absatz 1 erwähnte Bodenkontrollschein innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach einer neuen abschließenden Bewertung ausgestellt.

Falls das von der Verwaltung angeordnete Gegengutachten die Angaben der durch den Sachverständigen ausgeführten abschließenden Bewertung bestätigt, werden die Kosten für dieses Gegengutachten dem Inhaber vollständig erstattet. Die Regierung legt die Modalitäten für diese Erstattung fest.

§ 4. Bei einer Verschmutzung, die gemäß Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 bei einem plötzlichen Unfall entsteht, werden die kraft des ersten Paragraphen getroffenen Maßnahmen unbeschadet der Anwendung anderer von der Regierung auferlegten Sicherheitsmaßnahmen umgesetzt.

Die Regierung kann jegliche nützliche Maßnahme zur Vorbeugung der Gefahr oder zu deren Behebung treffen, falls:

- 1° der Inhaber keine sofortige Verwaltungsmaßnahme trifft;
- 2° der Inhaber sich weigert, den erteilten Anweisungen Folge zu leisten;
- 3° kein zu bestimmender Inhaber anwesend ist.

Falls es sich als notwendig erweist und zu Lasten des jeweiligen Betroffenen kann die Regierung diese Maßnahmen der ÖGFU anvertrauen.

Abschnitt 3 — Maßnahmen von Amts wegen

Art. 81 - § 1. Im Falle eines Versäumnisses seitens des bestimmten Inhabers der Verpflichtungen und zu dessen Lasten oder bei Abwesenheit eines mutmaßlichen Verursachers und zu Lasten des jeweiligen Betroffenen kann die Regierung gegebenenfalls von Amts wegen für die Ausführung mehrerer der folgenden Maßnahmen sorgen:

- 1° die Ausführung einer Orientierungsstudie;
- 2° die Ausführung einer Charakterisierungsstudie;
- 3° die Ausführung eines Sanierungsprojekts;
- 4° die Verwirklichung von Sanierungshandlungen und -arbeiten;
- 5° die Verwirklichung von Sicherheitsmaßnahmen;
- 6° die Verwirklichung von Folgemaßnahmen.

Die Regierung kann der ÖGFU die Verwirklichung der in Absatz 1 angeführten Maßnahmen zu Lasten des jeweiligen Betroffenen anvertrauen.

§ 2. Wenn die ÖGFU im Rahmen der zur Erfüllung ihrer in Artikel 79 des vorliegenden Dekrets und in Artikel 39 § 1 Ziffern 1 und 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Aufgabe durchgeführten Untersuchungen eine Bodenverschmutzung feststellt, die eine schwerwiegende Gefährdung darstellt, setzt sie die Verwaltung unmittelbar davon in Kenntnis und gibt dabei eine Schätzung der Sanierungskosten an.

Die Verwaltung setzt den oder die Inhaber in Verzug, je nach Fall die in Artikel 19 § 1 angeführten Verpflichtungen ganz oder teilweise zu erfüllen. Die Verwaltung fordert die betreffende Person auf, ihre Anmerkungen innerhalb einer Frist von dreißig Tagen geltend zu machen. Innerhalb dieser Frist kann diese Person den Wunsch äußern, angehört zu werden.

Innerhalb einer Frist, die dreißig Tage ab der Inverzugsetzung nicht überschreitet, verpflichtet sich der Inhaber ausdrücklich, die in Paragraph 1 Ziffern 3, 4 und 5 erwähnten Verpflichtungen einzuhalten. In Abweichung von Artikel 72 § 1 leistet er innerhalb derselben Frist eine finanzielle Sicherheit zugunsten der Verwaltung zwecks der Gewährleistung der mit der Ausführung des Sanierungsprojekts von Amts wegen verbundenen Kosten.

In Ermangelung dessen übermittelt die Verwaltung eine Zahlungsanordnung mit einer Frist von vierundzwanzig Stunden unter Androhung der Vollstreckung durch Pfändung und kann die Regierung eine gesetzliche Hypothek auf das gesamte Vermögen dieser Personen bestellen.

Die Bildung einer Sicherheit mit einem unzureichenden Betrag im Anschluss an die Zustellung einer Zahlungsanordnung steht der Weiterführung der Verfolgungen keineswegs entgegen.

Nach Ablauf der Frist der Zahlungsanordnung kann die Verwaltung eine Pfändung nach dem im Gerichtsgesetzbuch festgelegten Verfahren durchführen lassen.

Falls mehrere Inhaber betroffen sind, sind diese gesamtschuldnerisch verpflichtet.

§ 3. Im Falle eines Versäumnisses, das auf die Inverzugsetzung zurückzuführen ist, lässt die Regierung von Amts wegen die Ausführung der in Paragraph 1 Ziffern 3, 4 und 5 erwähnten Verpflichtungen durchführen. In diesem Fall vertraut die Regierung der ÖGFU die Durchführung der Sanierung an. Gegebenenfalls kann die Regierung die Enteignung des Grundstücks zu gemeinnützigen Zwecken im Hinblick auf dessen Sanierung gemäß den im Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken vorgesehenen Regeln vornehmen lassen.

Nachdem die ÖGFU eine Versammlung zur Unterrichtung der Öffentlichkeit veranstaltet hat, reicht sie bei der Regierung ein Sanierungsprojekt gemäß Artikel 58 Absatz 3 ein.

Die Regierung bestätigt den Eingang der Akte innerhalb von fünfzehn Tagen ab deren Hinterlegung. Gegebenenfalls zieht sie die Dienststellen und Instanzen zu Rate, wenn sie es für zweckmäßig erachtet, und befindet innerhalb von neunzig Tagen ab der Empfangsbestätigung über das Sanierungsprojekt.

In Abweichung von Artikel 71 stellt die Verwaltung innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang der abschließenden Bewertung, die die Ergebnisse der Analysen beinhaltet, die die ÖGFU dem WIÖD nach Durchführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten anvertraut hat, den Bodenkontrollschein aus.

§ 4. Die aufgrund des vorliegenden Artikels getroffenen Maßnahmen gelten als Umweltgenehmigung, Globalgenehmigung, Städtebaugenehmigung oder Erklärung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und vorherige städtebauliche Erklärung.

In Abweichung von Artikel D.IV.84 des GRE und von Artikel 53 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, verfällt die Genehmigung des Sanierungsprojekts nur für den übrigen Teil der nicht ausgeführten Rehabilitierungshandlungen und -arbeiten, wenn diese innerhalb zwei Jahren nach dem Datum, an dem sie hätten ausgeführt werden müssen, nicht beendet sind.

KAPITEL VII — *Verstöße*

Art. 82 - § 1. Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buchs I des Umweltgesetzbuches derjenige, der:

- 1° absichtlich eine Bodenverschmutzung verursacht;
- 2° der Verwaltung gefälschte Unterlagen übermittelt;
- 3° falsche Aussagen macht, die im Widerspruch zu Artikel 31 stehen;
- 4° nach einer diesbezüglichen Inverzugsetzung die in Artikel 19 angeführten Verpflichtungen nicht ausführt;
- 5° es versäumt, die verlangten Sicherheits- und Folgemaßnahmen innerhalb der Fristen, die durch den Beschluss, der diese Maßnahmen auferlegt, festgelegt werden, zu treffen;
- 6° die Durchführung der in Artikel 19 erwähnten Verpflichtungen behindert;
- 7° Sanierungshandlungen und –arbeiten ausführt, ohne dabei die Vorschriften des vorliegenden Dekrets zu beachten;
- 8° ohne über die Zulassung gemäß Kapitel IV des vorliegenden Dekrets zu verfügen eine Aufgabe ausführt, die von einem Sachverständigen oder einem Labor hätte übernommen werden müssen;
- 9° gegen die in Artikel 5 angeführten oder in Ausführung dieses Artikels getroffenen Verpflichtungen verstößt;
- 10° die ihm in Ausführung von Artikel 5 übertragenen Aufgaben öffentlichen Dienstes nicht gemäß der Übertragungsurkunde ausführt.

Für jeden Verstoß, der begangen wird, um die Bearbeitungsgebühr zu umgehen, wird die eventuell verhängte Strafe von Rechts wegen um ein Bußgeld erhöht, das 100% des Betrags der Bearbeitungsgebühr, die der Abgabepflichtige zu umgehen versucht hat, entspricht. Das Bußgeld kann durch die von der Regierung bestimmte Dienststelle auf ein Maximum von 10% des Betrags dieser Bearbeitungsgebühr reduziert werden, falls es sich um einen ersten Verstoß handelt, den der Abgabepflichtige ohne betrügerische Absicht oder ohne Absicht, zu schaden, begangen hat. Im Falle einer unaufgeforderten Regularisierung seitens des Abgabepflichtigen wird das Bußgeld vollständig und von Amts wegen gestrichen. Das Bußgeld wird auf die gleiche Weise wie die Bearbeitungsgebühr festgelegt und eingetrieben;

- 11° die Durchführung der in Artikel 81 § 3 erwähnten Handlungen der ÖGFU behindert.

§ 2. Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches derjenige, der:

- 1° seinen in Artikel 6 erwähnten Informationspflichten nicht nachkommt.
- 2° der Mitteilungspflicht gemäß Artikel 31 nicht nachkommt;
- 3° innerhalb von sechzig Tagen, nachdem sie verlangt wurde, keine finanzielle Sicherheit leistet.

KAPITEL VIII — *Zuschüsse*

Art. 83 - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung jeder natürlichen oder juristischen Person privaten oder öffentlichen Rechts einen Zuschuss gewähren, um eine Orientierungsstudie, eine Charakterisierungsstudie oder ein Sanierungsprojekt oder Sanierungshandlungen und –arbeiten im Sinne des vorliegenden Dekrets durchzuführen.

Dieser Zuschuss stellt eine *De-minimis*-Beihilfe dar im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen.

Der gewährte Gesamtbetrag darf in einem Zeitraum von drei Jahren 200.000 Euro nicht überschreiten und wird gemäß Artikel 2 der besagten Verordnung berechnet.

Der gewährte Gesamtbetrag darf in einem Zeitraum von drei Jahren 200.000 Euro nicht überschreiten und wird gemäß der besagten Verordnung berechnet.

§2. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung jeder natürlichen Person, jeder juristischen Person öffentlichen Rechts oder öffentlichen Interesses, oder jeder juristischen Person privaten Rechts einen Zuschuss gewähren für die Einhaltung der in Artikel 19 des vorliegenden Dekrets festgelegten Verpflichtungen, insofern diese ein Grundstück betreffen, dessen Eigentümer eine juristische Person öffentlichen Rechts ist.

Dieser Zuschuss besteht darin, dass einer oder mehreren natürlichen Personen, juristischen Personen öffentlichen Rechts oder öffentlichen Interesses oder juristischen Personen privaten Rechts, die eine entsprechende Vereinbarung treffen und die drei Euro in diese Umsetzung investieren, ein Euro gewährt wird.

KAPITEL IX — *Aufhebungs- und Abänderungsbestimmungen**Abschnitt 1 — Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

Art. 84 - In Artikel 1 Ziffer 13 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird die Wortfolge "die aus den in Artikel 18 des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung aufgeführten Pflichten hervorgeht" durch die Wortfolge "die aus den in Artikel 19 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung aufgeführten Pflichten hervorgeht" ersetzt.

Art. 85 - Der erste Satz von Artikel 13 Absatz 2 desselben Dekrets wird durch folgenden Satz ersetzt: "In Abweichung von Absatz 1 ist der technische Beamte befugt, über die Erklärungen und Anträge auf eine Umweltgenehmigung bezüglich jedes Betriebs, der eine wie durch die Regierung bestimmte Anlage zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie darstellt, bezüglich der Aktivitäten und Anlagen, die zur Umsetzung einer Schürfgenehmigung oder einer Bergbaukonzession (einschließlich der Schächte und Stollen, der unterirdischen Kommunikationen und der Fördergruben) notwendig oder nützlich sind und bezüglich der mobilen Betriebe, sowie über die Anträge auf eine Umweltgenehmigung bezüglich der sich auf dem Gebiet von mehreren Gemeinden befindenden Betriebe zu erkennen." Artikel 14 § 1 Absatz 2 Ziffer 1 desselben Dekrets wird durch folgenden Satz ersetzt: "1° wird die Erklärung betreffend einen Betrieb, der eine wie durch die Regierung bestimmte Anlage zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie darstellt, und betreffend Aktivitäten und Anlagen, die zur Umsetzung einer Schürfgenehmigung oder einer Bergbaukonzession (einschließlich der Schächte und Stollen, der unterirdischen Kommunikationen und der Fördergruben) notwendig oder nützlich sind, und betreffend einen mobilen Betrieb, an den technischen Beamten gerichtet;"

Art. 86 - Artikel 50 § 1 desselben Dekrets wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die Genehmigung betreffend Aktivitäten und Anlagen, die zur Umsetzung einer Schürfgenehmigung oder einer Bergbaukonzession notwendig oder nützlich sind, wird für einen Zeitraum ausgestellt, der bis zur Fälligkeit der Genehmigung oder der Konzession, auf die sie sich bezieht, reicht.“.

Art. 87 - In Artikel 81 § 2 Absatz 4 desselben Dekrets wird die Wortfolge „in Artikel 63 des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung“ durch die Wortfolge „in Artikel 68 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung“ ersetzt.

Art. 88 - In Artikel 81 § 2 desselben Dekrets wird Absatz 3 um folgende Wörter ergänzt „und auf alle Anlagen und Tätigkeiten, die zwecks der Suche nach und der Bewirtschaftung von Bodenschätzen notwendig oder nützlich sind, einschließlich der Schächte und Stollen, der unterirdischen Kommunikationen und der Fördergruben.“.

Abschnitt 2 — Buch I des Umweltgesetzbuches

Art. 89 - In Artikel D.29-1 § 5 Ziffer 4 von Buch I des Umweltgesetzbuches wird die Wortfolge „im Sinne des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung“ durch die Wortfolge „im Sinne des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung“ ersetzt.

Art. 90 - In Artikel D.49 Buchstabe d desselben Buches wird die Wortfolge „im Sinne des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung“ durch die Wortfolge „im Sinne des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung“ ersetzt.

Art. 91 - In Artikel D.67 § 3 von Buch I des Umweltgesetzbuches wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

„Wenn das Projekt eine Anlage oder Tätigkeit betrifft, die eine Gefahr für den Boden im Sinne des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung darstellt, beinhaltet die unter Ziffer 1 erwähnte Beschreibung des Projekts auf jeden Fall:

- 1° einen beglaubigten Auszug aus der Datenbank über den Bodenzustand gemäß Artikel 17 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung;
- 2° eine Beschreibung der möglichen Auswirkungen der Angaben der Datenbank über den Bodenzustand auf das betreffende Projekt und eine Begründung der geplanten Maßnahmen zur Berücksichtigung dieser Angaben im Rahmen des betreffenden Projekts.“.

Art. 92 - In Artikel D.88 § 1 Absatz 1 desselben Buches wird die Wortfolge „Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung“ durch die Wortfolge „Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung“ ersetzt.

Art. 93 - In Artikel D.138 Ziffer 12 desselben Buches wird die Wortfolge „Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung“ durch die Wortfolge „Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung“ ersetzt.

Art. 94 - In Artikel D.149 § 1 Ziffer 5 desselben Buches wird die Wortfolge „Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung“ durch die Wortfolge „Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung“ ersetzt.

Art. 95 - In Artikel D.155 § 4 Absatz 1 desselben Buches wird die Wortfolge „Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung“ durch die Wortfolge „Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung“ ersetzt.

Art. 96 - In Artikel D.157 § 2 Ziffer 4 desselben Buches wird die Wortfolge „Dekrets über die Bodenbewirtschaftung“ durch die Wortfolge „Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung“ ersetzt.

Art. 97 - In Artikel D.170 § 3 Absatz 2 Ziffer 5 desselben Buches wird die Wortfolge „Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung“ durch die Wortfolge „Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung“ ersetzt.

Abschnitt 3 — Steuerdekret vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Art. 98 - In Artikel 35 § 2 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird Absatz 2 durch folgende Wortfolge ersetzt:

„Das in dem vorliegenden Paragraphen erwähnte Vorhandensein von Abfällen wird wieder ein auslösender Faktor, der eine Abgabe begründet, wenn das Sanierungsprojekt nicht gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung mit Ausnahme des in dessen Artikel 58 § 1 erwähnten Falles genehmigt wird, wenn die Sanierungshandlungen und –arbeiten nicht an dem Tag begonnen haben, an dem sie gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung beginnen müssen, wenn die Sanierungshandlungen und –arbeiten nicht an dem festgelegten Datum beendet sind und wenn die ergänzenden Arbeiten nicht innerhalb der gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung festgesetzten Frist durchgeführt sind.“.

Abschnitt 4 — Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle

Art. 99 - In Artikel 4 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“6° die *in situ* verschmutzten Böden und die nicht ausgehobenen verschmutzten Böden.”.

Art. 100 - Artikel 39 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° In § 1 Absatz 1 Ziffer 3 wird die Wortfolge “der im Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung erwähnten Sanierungsprojekte” durch die Wortfolge “der im Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung erwähnten Sanierungsprojekte” ersetzt;

2° In § 4 Absatz 1 wird die Wortfolge “im Sinne des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung” durch die Wortfolge “im Sinne des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung” ersetzt.

Abschnitt 5 — Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung

Art. 101 - In Artikel D.IV.89 Absatz 1 Ziffer 3 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wird die Wortfolge “des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung” durch die Wortfolge “des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung” ersetzt.

Art. 102 - In Artikel D.IV.97 Absatz 1 Ziffer 8 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge “im Sinne von Artikel 10 des Dekrets vom 10. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung” durch die Wortfolge “im Sinne von Artikel 11 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung” ersetzt.

Art. 103 - In Artikel D.V.1 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge “im Sinne von Artikel 2 Ziffer 10 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung” durch die Wortfolge “im Sinne von Artikel 2 Ziffer 11 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und –sanierung” ersetzt.

Abschnitt 6 — Dekret vom 7. Juli 1988 über die Gruben

Art. 104 - Artikel 5 des Dekrets vom 7. Juli 1988 wird durch Folgendes ergänzt:

“Die Aktivitäten und Anlagen, die zwecks des Schürfens notwendig oder nützlich sind, dürfen durch nur kraft einer Umwelterklärung oder -genehmigung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und gegebenenfalls kraft einer Städtebaugenehmigung im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung durchgeführt werden.”.

Art. 105 - Artikel 13 desselben Dekrets, zuletzt am 31. Mai 2007 abgeändert, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Die Anlagen und Aktivitäten, die zwecks der Suche nach oder der Bewirtschaftung von Bodenschätzen notwendig oder nützlich sind, dies einschließlich der Anlagen zur Bewirtschaftung von mineralischen Abfällen, der Schächte, Stollen, unterirdischen Kommunikationen und Fördergruben, dürfen durch nur kraft einer Umwelterklärung oder -genehmigung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und gegebenenfalls kraft einer Städtebaugenehmigung im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung betrieben werden. Sicherungsarbeiten bedürfen keiner Umweltgenehmigung.”.

Art. 106 - In Artikel 14 desselben Dekrets werden die Wörter “unter Vorbehalt der Erlangung einer Umweltgenehmigung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung” zwischen “die konzessionierten Stoffe” und “und darüber hinaus die Gebäude” eingefügt.

Art. 107 - In Artikel 18 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 18. Dezember 2008, werden die Wörter “für eine Anlage zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie” gestrichen.

Art. 108 - Artikel 47 desselben Dekrets wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Der Entzug, die Aberkennung oder der Verzicht in Bezug auf ein Schürfrecht zieht die Hinfälligkeit der Umwelterklärungen und Umwelt- und Globalgenehmigungen nach sich, insoweit sie als Umweltgenehmigungen gelten, die für die Tätigkeiten und Anlagen, die zwecks des Schürfens oder der Bewirtschaftung notwendig sind, mit Ausnahme derjenigen Tätigkeiten und Anlagen, die zwecks der Wiederinstandsetzung und der Nachbewirtschaftung notwendig sind.”.

*KAPITEL X — Auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen**Abschnitt 1 — Allgemeines*

Art. 109 - Die Artikel 681bis/63 bis 681bis/70 von Titel III sowie die Anhänge 1 in Artikel 681bis/66 und Anhang 2 in Artikel 681bis/66, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zur Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, durch den auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen eingefügt werden, werden aufgehoben.

Abschnitt 2 — Rehabilitierungsplan

Art. 110 - Der aufgrund des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben und gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 über die Rehabilitierungspläne eingereichte Rehabilitierungsplan, dessen Zulässigkeitsmitteilung ein Datum trägt, das vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets liegt, wird weiterhin gemäß den Bestimmungen untersucht, die am Datum der Zulässigkeitsmitteilung anwendbar waren.

Art. 111 - § 1. Insofern die Sanierungshandlungen und -arbeiten, die im Rahmen eines Rehabilitierungsplans des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben oder eines Sanierungsplans gemäß Artikel 116 ausgeführt werden, die Zielsetzungen dieser Pläne erfüllen, wird dem Beschluss über die ordnungsgemäße Ausführung der Sanierungshandlungen und -arbeiten ein Bodenkontrollschein beigelegt.

§ 2. Wird festgestellt, dass nach Abschluss eines Rehabilitierungsplans oder eines Sanierungsplans nach Paragraph 1 dessen Zielsetzungen nicht erfüllt wurden, kann die Regierung eine Verlängerung der Frist für die Durchführung der Arbeiten gewähren und zwar auf der Grundlage eines begründeten Gutachtens der Verwaltung und unter der Bedingung, dass diese Verlängerung nicht mehr als der Hälfte der ursprünglich gewährten Frist entspricht.

Abschnitt 3 — Untersuchungsverfahren für die Bodenstudien betreffend die Anlagen der Rubrik 50.50.03 des Anhangs I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten

Unterabschnitt 1 — Nachweisstudie

Art. 112 - Im Sinne des vorliegenden Unterabschnitts gelten die folgenden Definitionen:

- 1° Nachweisstudie: Analyse, die zum Zweck hat, nachzuprüfen, ob eine eventuelle Kontamination des Bodens, des Untergrunds und des Grundwassers eines Grundstücks vorliegt, und ggf. eine erste Beschreibung und Schätzung des Umfangs dieser Verschmutzung zu liefern; sie setzt eine begrenzte Probenahme voraus und wird von einem Sachverständigen durchgeführt;
- 2° Bezugswerte: Konzentrationen an Schadstoffen nach Anhang 4 des vorliegenden Dekrets, deren Werte langfristig zu erreichen sind und unter denen keine Gefahr für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt besteht;
- 3° Schwellenwerte: Konzentrationen an Schadstoffen nach Anhang 4 des vorliegenden Dekrets, unter denen die Gefahr für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt unerheblich ist;
- 4° Eingreifwerte: Konzentrationen an Schadstoffen nach Anhang 4 des vorliegenden Dekrets, über denen die Gefahr für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt nicht mehr tolerierbar ist und für die eine Sanierung notwendig ist;
- 5° zugelassenes Labor: nach den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets zugelassenes Labor oder im Bereich der Überwachung der Durchführung der Bestimmungen über die Abfälle und die gefährlichen Abfälle in der Wallonischen Region zugelassenes Labor.

Art. 113 - Die Untersuchung der Bodenstudien und der Sanierung betreffend die Anlagen der Rubrik 50.50.03 des Anhangs I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, deren Nachweisstudien vor dem 31. Dezember 2012 eingereicht und gebilligt wurden, wird nach dem in den Artikeln 114 bis 118 beschriebenen Verfahren durchgeführt.

Art. 114 - Die auslösenden Faktoren dieser Nachweisstudie entstehen von Amts wegen in folgenden Fällen:

- 1° Angleichung an die geltenden Vorschriften;
- 2° endgültige Betriebsaufgabe;
- 3° endgültige Außerbetriebsetzung eines Behälters;
- 4° Einziehung oder Erneuerung der Betriebsgenehmigung;
- 5° Wechsel des Betreibers;
- 6° wenn genaue und übereinstimmende Annahmen einer Verschmutzungsgefahr bestehen, auf begründeten Antrag der Verwaltung.

Art. 115 - § 1. Falls im Rahmen der Nachweisstudie die Schwellenwerte für den Boden und den Untergrund oder die Bezugswerte für das Grundwasser für einen oder mehrere Schadstoffe überschritten werden und sofern die Nachweisstudie nicht ermöglicht, das Ausmaß der Verschmutzung zu bestimmen und über die Dringlichkeit und die Notwendigkeit einer Sanierung zu schlussfolgern, lässt der Betreiber eine Charakterisierungsstudie durchführen.

Diese Charakterisierungsstudie hat zum Ziel, die Kontaminierung des Bodens, des Untergrunds und des Grundwassers zu beschreiben und zu lokalisieren, um die Notwendigkeit einer Sanierung des Grundstücks zu überprüfen.

Der Vollständigkeit halber wird in der Charakterisierungsstudie die bei der Durchführung der fraglichen Studie angewandte Methode und die Entnahme von Proben beschrieben und begründet.

Die Charakterisierungsstudie wird durch einen Sachverständigen durchgeführt.

§ 2. Insofern sie es für notwendig erachten, lassen die Verwaltung oder der Betreiber die Charakterisierungsstudie durch eine Gefahrenstudie ergänzen.

Die Gefahrenstudie wird durch einen Sachverständigen durchgeführt. Sie beschreibt die eventuelle Mobilität der gekennzeichneten Schadstoffe, sowie ihre nachgewiesenen oder potentiellen Langzeitauswirkungen auf die Umwelt der Tankstelle.

Die Verwaltung verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang der vollständigen Charakterisierungsstudie, der ggf. eine Gefahrenstudie beigelegt wird, um diese zu genehmigen.

Nach Ablauf dieser Frist gelten die Schlussfolgerungen der Analyse als genehmigt.

§ 3. Zur Überprüfung, ob die Konzentration von Schadstoffen im Boden, im Untergrund und im Grundwasser die in der Anhang 4 angeführten Werte übersteigt, werden alle Probeentnahmen und Analysen gemäß der in der Anhang 5 festgelegten Methoden durchgeführt, oder gemäß den Normen und Merkblättern, die vorab durch der Verwaltung genehmigt wurden.

Die Probeentnahmen werden nach den in dem vorliegenden Dekret angeführten Modalitäten für die Entnahme von Proben durchgeführt.

Die Analyse der Proben wird durch ein zugelassenes Labor durchgeführt.

Art. 116 - § 1. Die Sanierung eines Grundstücks ist notwendig, falls die Werte der Schadstoffe im Boden, im Untergrund und/oder im Grundwasser die Eingreifwerte übersteigen.

In diesem Fall arbeitet ein Sachverständiger einen Plan zur Sanierung des Grundstücks aus, der darauf abzielt, die Maßnahmen und die Zielsetzungen der Sanierung zu bestimmen.

Der Sanierungsplan für ein Grundstück umfasst wenigstens folgende Angaben:

- 1° die Ergebnisse der Charakterisierungsstudie des Grundstücks;
- 2° die technische und finanzielle Analyse der verschiedenen zweckdienlichen Verfahren zur Sanierung des betreffenden Grundstücks;
- 3° die begründete Wahl einer Sanierungsmethode für das Grundstück;
- 4° die Beschreibung der Arbeiten, eine Schätzung ihrer Kosten und die Fristen für deren Durchführung;
- 5° die getroffenen Maßnahmen zur Gewährleistung der Sicherheit während der Arbeiten und zur Verringerung der Auswirkungen auf die Umwelt;
- 6° falls die Verwaltung dies für notwendig erachtet, das Versprechen einer Bankbürgschaft, mit dem Ziel, die Ausführung des Sanierungsplans für das Grundstück in jedem Fall zu gewährleisten.

Nach Eingang des Sanierungsplans für das Grundstück verfügt die Verwaltung über eine Frist von sechzig Tagen, um ihn zu genehmigen.

Nach Ablauf dieser Frist gelten die Schlussfolgerungen des Sanierungsplans bezüglich der Techniken und Zielsetzungen der Sanierung des Grundstücks als genehmigt.

Wenn die Sanierungsarbeiten des Grundstücks Aktivitäten oder Einrichtungen betreffen, die der Genehmigung gemäß des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Dekrets vom 25. Mai 2004 über das Umweltgesetzbuch, unterliegen, gilt die Genehmigung des Sanierungsplans für das Grundstück als eine Genehmigung im Sinne der vorerwähnten Dekrete.

§ 2. Die Sanierung zielt darauf ab:

- 1° einerseits die Konzentrationen der Schadstoffe im Boden und im Untergrund bis unter die Schwellenwerte zu verringern, und zwar bis sie sich den Bezugswerten nähern und;
- 2° andererseits die Konzentrationen der Schadstoffe im Grundwasser bis unter die Bezugswerte zu verringern.

Mit der Sanierung kann erst begonnen werden, nachdem der Sanierungsplan durch die Verwaltung genehmigt und die Bürgschaft gebildet wurde, insofern diese verlangt wird.

Die Sanierung wird unter Überwachung eines Sachverständigen durchgeführt.

Falls es sich als nicht möglich erweist, durch Maßnahmen, die den bestmöglichen Techniken entsprechen und die keine übermäßigen Kosten verursachen, die Schwellenwerte für den Boden und den Untergrund und die Bezugswerte für das Grundwasser zu erreichen, hat die Sanierung des Grundstücks auf eine Umweltqualität abzielen, bei der die Gefahr für die menschliche Gesundheit und für die Umwelt tolerierbar ist.

Falls es sich als nicht möglich erweist, durch Maßnahmen, die den bestmöglichen Techniken entsprechen, bei der Sanierung des Grundstücks eine Umweltqualität zu erreichen, bei der die Gefahr für die menschliche Gesundheit und für die Umwelt tolerierbar ist, umfasst die Sanierung dieses Grundstücks Erhaltungsmaßnahmen oder andere Vorkehrungen, durch die vermieden werden kann, dass die Verschmutzung des Grundstück eine Gefahr für die menschliche Gesundheit und die Umwelt darstellt.

Die Verpflichtung des Betreibers, eine Charakterisierungsstudie und einen Sanierungsplan für das Grundstück durchführen zu lassen, findet keine Anwendung, wenn erwiesen ist, dass die Verschmutzung nicht durch ihn oder durch seine Betriebstätigkeit entstanden ist.

Art. 117 - § 1. Die Charakterisierungsstudie, die nicht innerhalb der in der schriftlichen Billigung der betreffenden Nachweisstudie vorgeschriebenen Frist übermittelt wurde, sowie die verlangten Nachträge der Charakterisierungsstudie, die nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt wurden, sind vor dem 15. Januar 2021 einzureichen.

Die Charakterisierungsstudie, die mehr als zwei Jahre nach Billigung der Nachweisstudie übermittelt wurde, sowie die Nachträge der Charakterisierungsstudie, die mehr als zwei Jahre nach dem Antrag übermittelt wurden, beinhalten eine Aktualisierung der Nachweisstudie und gegebenenfalls der Charakterisierungsstudie.

§ 2. Der Sanierungsplan, der nicht innerhalb der in der schriftlichen Billigung der betreffenden Charakterisierungsstudie vorgeschriebenen Frist übermittelt wurde, sowie die verlangten Nachträge des Sanierungsplans, die nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt wurden, sind vor dem 15. März 2021 einzureichen.

Der Sanierungsplan, der mehr als zwei Jahre nach Billigung der Charakterisierungsstudie übermittelt wurde, sowie die Nachträge des Sanierungsplans, die mehr als zwei Jahre nach dem Antrag übermittelt wurden, beinhalten eine Aktualisierung der Charakterisierungsstudie und gegebenenfalls des Sanierungsplans.

In Abweichung von dem in Absatz 1 angeführten Datum wird der im Anschluss an die im Rahmen von Ziffer 1 durchgeführte Charakterisierungsstudie beschlossene Sanierungsplan innerhalb von sechs Monaten nach Billigung dieser Studie eingereicht. Die entsprechenden Sanierungsarbeiten werden innerhalb einer Frist von höchstens einem Jahr nach der Billigung des Sanierungsplans ausgeführt.

§ 3. Die Sanierungsarbeiten, die nicht innerhalb der durch die schriftliche Billigung des betreffenden Sanierungsplans vorgeschriebenen Frist abgeschlossen werden, sind vor dem 15. Januar 2020 umzusetzen.

In Abweichung von dem in Absatz 1 angeführten Datum müssen die Akten, für die eine gültige Bürgschaft für die Verschiebung der Sanierungsarbeiten vorliegt, die Fristen beachten, die von der Verwaltung bei der Billigung der vorerwähnten Verschiebung auferlegt wurden.

§ 4. Die eine Bestandsaufnahme umfassenden Schlussberichte, die in den schriftlichen Billigungen der Sanierungspläne vorgesehen werden, sind innerhalb von sechs Monaten nach Abschluss der Arbeiten und in jedem Fall vor dem 15. Januar 2026 einzureichen.

§ 5. Jede Missachtung der in den Paragraphen 1 bis 4 angeführten Fristen führt systematisch zum Abschluss der Akte im Rahmen des vorliegenden Verfahrens und zur der Verpflichtung, innerhalb von sechs Monaten ab dem Ende der Frist, eine Orientierungsstudie nach den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets durchzuführen.

§ 6. Die Regierung ist befugt, die in dem vorliegenden Artikel angeführten Fristen auszusetzen.

Art. 118 - Der vorliegende Unterabschnitt wird am 21. Juni 1999 wirksam.

Unterabschnitt 2 — Orientierungsstudie

Art. 119 - Die Orientierungsstudien betreffend die Anlagen der Rubrik 50.50.03 des Anhangs I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, die nach dem 31. Dezember 2012 eingereicht wurden, werden gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets geprüft.

Art. 120 - Die auslösenden Faktoren dieser Orientierungsstudie entstehen von Amts wegen in folgenden Fällen:

- 1° Angleichung an die geltenden Vorschriften;
- 2° endgültige Betriebsaufgabe;
- 3° endgültige Außerbetriebsetzung eines Behälters;
- 4° Einziehung oder Erneuerung der Betriebsgenehmigung;
- 5° Betriebsübernahme;
- 6° wenn genaue und übereinstimmende Annahmen einer Verschmutzungsgefahr bestehen auf eine begründete Anfrage der Verwaltung.

Art. 121 - Der vorliegende Unterabschnitt wird am 1. Juni 2013 wirksam und tritt am 1. Januar 2019 außer Kraft.

Art. 122 - § 1. Im Sinne der vorliegenden Bestimmung gelten folgende Definitionen:

- 1° "Zusammenarbeitsabkommen": das Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt bezüglich der Durchführung und Finanzierung der Sanierung des Bodens von Tankstellen und Heizöltanks;
- 2° "Heizölfonds": die gemäß Artikel 14 des Zusammenarbeitsabkommens zugelassene juristische Person;
- 3° "Heizöltank": jedes Lager für entzündbare Flüssigkeiten, deren Flammpunkt höher als 55°C und höchstens 100°C ist, unabhängig von seinem Fassungsvermögen, das sich bei dem Endverbraucher befindet, dort für die Heizung von Gebäuden benutzt wird oder wurde, einschließlich aller Zufuhr- und Ausfuhrleitungen zu bzw. aus dem Tank und der Anschlüsse an die Heizanlage;
- 4° "Antragsteller": der Eigentümer, der Benutzer, der derzeitige oder frühere Betreiber, oder sein Bevollmächtigter, für den eine Antragsakte für einen Einsatz vom Heizölfonds für vollständig und zulässig erklärt worden ist.

§ 2. Wenn die voraussichtliche Frist für die Durchführung der Handlungen und Arbeiten für die Sanierung des Bodens und gegebenenfalls des Wassers hundertachtzig Werktage nicht überschreitet, kann der Antragsteller einen Sachverständigen heranziehen, um sofortige Maßnahmen zu treffen, unter der Voraussetzung, dass der Heizölfonds den Einsatzantrag für vollständig und zulässig erklärt hat.

Der Antragsteller oder der Heizölfonds informiert unverzüglich die Verwaltung über die Bestellung des Sachverständigen und rechtfertigt den Tatbestand, dass sich die in Absatz 1 erwähnte Situation ereignet hat. Die Regierung kann die Bestimmungen zwecks der Übermittlung der betreffenden Informationen festlegen.

Die Verwaltung übermittelt dem Inhaber ihren Beschluss über die Gültigkeit der Anwendung dieses Verfahrens innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang der Information und der Rechtfertigung nach Absatz 2. Die Erwartung des Beschlusses greift der Möglichkeit des Inhabers nicht vor, auf Rat des Sachverständigen alle zur Ausführung seiner Aufgabe erforderlichen Untersuchungen durchzuführen.

Wenn innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist kein Beschluss vorliegt, so gilt der Beschluss über die Anwendung dieses Verfahrens als genehmigt.

Der positive Beschluss gilt als Genehmigung gemäß Artikel 67.

Artikel 80 §§ 3 und 4 ist anwendbar.

§ 3. Wenn die voraussichtliche Frist für die Durchführung der Handlungen und Arbeiten für die Sanierung des Bodens und gegebenenfalls des Wassers hundertachtzig Werktage überschreitet, kann der Antragsteller das beschleunigte Sanierungsverfahren nach Artikel 69 anwenden, unter der Voraussetzung, dass der Heizölfonds den Einsatzantrag für vollständig und zulässig erklärt hat.

Sobald der Antragsteller oder der Heizölfonds davon Kenntnis hat, dass die in Absatz 1 genannten Bedingungen erfüllt sind, informiert er die Verwaltung über die Einleitung eines beschleunigten Sanierungsverfahrens. Die Regierung kann die Bestimmungen zwecks der Übermittlung der betreffenden Informationen festlegen.

Die Einreichung eines Sanierungsprojekts im Sinne dieses beschleunigten Verfahrens zieht die Verpflichtung nach sich, die Sanierungshandlungen und -arbeiten durchzuführen.

Artikel 69 §§ 2 bis 5 ist anwendbar.

§ 4. Die Regierung verabschiedet die Mindestvorschriften betreffend die technischen Verfahren in Bezug auf die spezifischen Maßnahmen für Heizöltanks nach §§ 2 und 3. Diese Vorschriften werden in den Wallonischen Kodex der guten fachlichen Praxis nach Artikel 18 übernommen.

KAPITEL XI — Schluss- und Übergangsbestimmungen

Art. 123 - Sofern keine anderslautende Bestimmung vorliegt, erfolgt jede Zustellung nach den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets:

- 1° entweder per Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung;
- 2° oder mittels jeder anderen vergleichbaren Versandart, durch die ungeachtet des benutzten Zustellungsdiens-tes dem Versand und dem Eingang der Urkunde ein sicheres Datum verliehen werden kann;
- 3° oder durch Aushändigung der Urkunde gegen Abnahmebescheinigung.

Die Regierung kann die Liste der von ihr anerkannten Methoden festlegen, durch die die Einsendung und der Erhalt mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden können.

Die Einsendung erfolgt spätestens am Fälligkeitstag.

Der Tag des Empfangs der Urkunde, der den Anfang einer Frist bildet, ist nicht darin inbegriffen.

Der Verfalltag ist in der Frist inbegriffen. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

Art. 124 - Mit Ausnahme der in Kapitel X vorgesehenen anderslautenden Bestimmungen:

- 1° werden die vor dem Datum des Inkrafttretens vorliegenden Dekrets eingereichten Genehmigungsanträge, die für die Sanierung des Grundstücks erforderlich sind, sowie die damit verbundenen Verwaltungsbeschwerden, nach den Regeln behandelt, die am Tag des Einreichens des Antrags gültig sind;
- 2° werden die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets eingereichten Orientierungsstudien, Charakterisierungsstudien, Sanierungsprojekte und abschließenden Bewertungen sowie die damit verbundenen Anträge auf Befreiung und Verwaltungsbeschwerden, nach den Regeln behandelt, die am Tag des Einreichens des Antrags gültig sind;
- 3° werden für Artikel 68 des vorliegenden Dekrets die vor dem Datum des Inkrafttretens vorliegenden Dekrets eingereichten Genehmigungsanträge sowie die damit verbundenen Verwaltungsbeschwerden, nach den Regeln behandelt, die am Tag des Einreichens des Antrags gültig sind.

Art. 125 - Die Fristen für die Notifizierung, die in den Artikeln 34, 35, 37, 39, 40, 44, 45, 50, 52, 60, 62, 63, 65, 69, und 71 genannt sind, werden vom 16. Juli bis zum 15. August einschließlich und vom 24. Dezember bis zum 1. Januar einschließlich ausgesetzt.

Art. 126 - Das Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung wird aufgehoben.

Art. 127 - Mit Ausnahme von Artikel 85 bis 87, Artikel 88 Absatz 2, Artikel 104 bis 108, Artikel 122 und Artikel 132 tritt das vorliegende Dekret am 1. Januar 2019 in Kraft.

Artikel 122 tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

§ 2. In Abweichung von § 1 kann die Regierung für jede der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets ein Inkrafttredatum bestimmen, das vor demjenigen nach Absatz 1 § 1 des vorliegenden Artikels liegt.

Art. 128 - Die Regierung legt dem Parlament spätestens am 31. Dezember einen ausführlichen Jahresbericht über die Durchführung dieses Dekrets vor. Der erste Bericht ist spätestens am 31. Dezember 2020 zu übermitteln.

Art. 129 - Falls die Regierung es unterlässt, die Liste in Ausführung von Artikel 24 § 1 Absatz 2 festzulegen, gilt Anhang 6 des vorliegenden Dekrets für die Bestimmung der Anlagen und Tätigkeiten, die im Sinne von Artikel 2 Ziffer 33 eine Gefahr für den Boden darstellen. Die Regierung ist befugt, Anhang 6 aufzuheben.

Art. 130 - Die in Artikel 31 des vorliegenden Dekrets angeführten Verpflichtungen sind anwendbar auf die nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geschlossenen Abtretungsvereinbarungen.

Art. 131 - Für die Anwendung von Artikel 61 des vorliegenden Dekrets und in Ermangelung der von der Regierung festgelegten Modalitäten sind die Modalitäten von Artikel D.VIII.6 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung anwendbar.

Art. 132 - Artikel 50 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 50 - Durch die Sanierung eines mit einer neuen Verschmutzung belasteten Grundstücks wird der Boden, was die Schadstoffe betrifft, die den Bedingungen nach Artikel 47 entsprechen, wieder bis auf die von der Verwaltung, auf Vorschlag des Sachverständigen bestimmte Qualität hergestellt.

Dieses Qualitätsniveau entspricht entweder:

- 1° achtzig Prozent des Schwellenwerts, oder
- 2° dem Niveau der Hintergrundkonzentration wenn diese den in Ziffer 1 genannten Wert übertrifft, oder
- 3° dem Sonderwert, wenn die Schadstoffe den Sonderwert, der für die Restverschmutzung steht, überschreiten.

Falls die in Absatz 2 genannten Werte nicht erreicht werden können, entspricht das Niveau demjenigen Niveau, das diesen Werten am nächsten steht, das anhand der besten verfügbaren Technik unter Berücksichtigung der Merkmale des Grundstücks erreicht werden kann, wobei die schwerwiegende Gefährdung der menschlichen Gesundheit und der Umwelt auf jeden Fall behoben werden muss.

Wenn die Sanierung in Anwendung von Absatz 3 durchgeführt wird und die Ziele nach Absatz 2 für das Grundwasser nicht erreicht werden konnten, werden gemäß Buch I Teil VII Titel V Kapitel II des Umweltgesetzbuches zusätzliche und ausgleichende Wiederherstellungsmaßnahmen getroffen.

Anhang 1 - Normen

Bodennutzung		Boden (mg/kg _{Trockenstoff})					Grundwasser (µg/L)
		I Natur	II Landwirtschaft	III Wohngebiet	IV Freizeit- oder Gewerbegebiet	V Industriegebiet	
Metalle / Metalloide							
Arsen	SW	30	30	40	140	140	10
Cadmium	SW	1	1	3	10	20	5
Gesamtchrom (1)	SW	60	85	125	210	210	50
Chrom VI (2)	SW	4	4	4	13	13	9
Kupfer	SW	40	50	110	490	590	100
Quecksilber	SW	1	1	1	5	5	1
Nickel	SW	60	65	150	350	350	20
Blei	SW	120	200	200	375	1840	10
Zink	SW	120	155	230	2950	2950	200
Nicht-halogenierte aromatische Kohlenwasserstoffe							
Benzen	SW	0.20	0.20	0.20	0.20	0.20	10
Ethylbenzol	SW	3.0	3.0	6.0	3.0	3.0	300
Toluol	SW	3.0	3.0	3.0	7.0	22.0	700
Xylole (Summe)	SW	1.9	1.1	2	8	30	500
Styren	SW	0.4	0.4	0.4	0.4	2	20
Phenol	SW	0.5	0.3	0.7	0.7	1.4	120
Nicht-halogenierte polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe							
Naphthalin	SW	1.1	0.7	1.7	1.7	2.5	60
Acenaphtylen	SW	0.3	0.3	0.8	8.2	43	70
Acenaphten	SW	2.6	1.6	3.9	3.9	6	180

Bodennutzung		Boden (mg/kgTrockenstoff)					Grundwasser (µg/L)
		I	II	III	IV	V	
		Natur	Landwirtschaft	Wohngebiet	Freizeit- oder Gewerbegebiet	Industriegebiet	
Fluoren	SW	4	2	9	9	16	120
Phenanthren	SW	9	6	12	12	16	120
Anthracen	SW	0.3	0.2	0.7	1	3.7	75
Fluoranthen	SW	8	5	23	23	47	4
Pyren	SW	1.4	0.9	3.6	3.6	6.4	90
Benzo(a)anthracen	SW	0.8	0.5	1	1	3.2	7
Chrysen	SW	5	3	5	5	14	1.5
Benzo(b)fluoranthen	SW	0.7	0.4	0.3	0.9	4.7	1.5
Benzo(k)fluoranthen	SW	2.5	1.6	1.3	3.1	6.9	0.8
Benzo(a)Pyren	SW	0.2	0.2	0.5	3	12	0.7
Dibenzo(ah)anthracen	SW	0.8	0.1	0.6	1	2	0.7
Benzo(g,h,i)perylene	SW	2.5	1.5	3	3.1	6.8	0.3
Indeno-(1,2,3-cd)-pyren	SW	1	0.6	0.2	2.7	8.4	0.22
Chlorhaltige Kohlenwasserstoffe							
Dichlormethan	SW	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	20
Trichloromethan	SW	0.1	0.1	0.5	0.1	0.1	200
Tetrachlormethan	SW	0.1	0.1	0.1	0.1	1.2	2
Tetrachlorethylen (PCE)	SW	0.2	0.2	0.7	0.7	1.2	40
Trichlorethylen (TCE)	SW	0.5	0.5	0.2	0.7	0.7	70
1,2-Dichloroethylen (Summe (DCE))	SW	0.3	0.3	0.3	0.4	0.5	50
Chlorethylen (VC)	SW	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	5
1,1,1 - Trichloroethan (1,1,1-TCA)	SW	1.6	1	1.6	5.5	15	500

Bodennutzung		Boden (mg/kgTrockenstoff)					Grundwasser (µg/L)
		I Natur	II Landwirtschaft	III Wohngebiet	IV Freizeit- oder Gewerbegebiet	V Industriegebiet	
1,1,2 - Trichloroethan (1,1,2 - TCA)	SW	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	12.0
1,2 - Dichlorethan (1,2 - DCA)	SW	0.1	0.1	0.1	0.2	0.3	30
Zyanide							
Freie Cyanide	SW	2	2	2	2	2	70
Sonstige organische Verbindungen							
Methyl-tert-butyl-ether (MTBE).	SW	1.5	1.5	1.5	1.5	2	300
Mineralölkohlenwasserstoffe							
Fraktion EC > 5-8	SW	4	4	4	6	10	60
Fraktion EC > 8-10	SW	7	7	10	150	600	200
Fraktion EC > 10-12	SW	8	8	20	140	270	200
Fraktion EC > 12-16	SW	30	30	40	920	1750	200
Fraktion EC > 16-21	SW	30	30	35	1600	7800	300
Fraktion > C21-C35	SW	30	30	60	5250	14000	300

(1) Die für den Gesamtchrom vorgeschlagenen Werte basieren auf dem dreiwertigen Chrom.

(2) Die für den sechswertigen Chrom vorgeschlagenen Werte beruhen ausschließlich auf den Risiken für die menschliche Gesundheit. Die zurzeit verfügbaren Daten ermöglichen es nicht, die Risiken für das Grundwasser und die Ökosysteme zu berücksichtigen.

Anhang 2

Art der Bodennutzung je nach der Rechtslage des Grundstücks

ART DER BODENNUTZUNG Zweckbestimmung nach dem Sektorenplan oder dem lokalen Orientierungsschema oder der Bodennutzungskarte	I	II	III	IV	V
Forstgebiet	X				
Naturgebiet	X				
Agrargebiet		X			
Wohngebiet			X		
Wohngebiet mit ländlichem Charakter			X		
Abbaugbiet			X		
Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung			X		
Grüngebiet			X		
Freizeitgebiet				X	
Parkgebiet				X	
Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter				X	
Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen				X	
Gemischtes Gewerbegebiet				X	
Mit dem Überdruck "G.D." versehenes, spezifisches Gewerbegebiet				X	
Mit dem Überdruck "CET" oder "CETD" versehenes Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen					X
Industrielles Gewerbegebiet					X
Mit dem Überdruck "R.M." oder "A.E." versehenes, spezifisches Gewerbegebiet					X
Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten					X
Gebiet von kommunaler Bedeutung	Zweckbestimmung je nach dem lokalen Orientierungsschema und der Nutzung nach der Bodennutzungskarte				
Gebiet von regionaler Bedeutung	Zweckbestimmung je nach dem lokalen Orientierungsschema und der Nutzung nach der Bodennutzungskarte				

Anhang 3

Art der Bodennutzung je nach der Sachlage des Grundstücks

ART DER BODENNUTZUNG	I	II	III	IV	V
BESTIMMUNG					
NATÜRLICHE RÄUME UND GRÜNFLÄCHEN					
Forstgebiete, Naturgebiete, Gebiete, die einen anerkannten ökologischen Wert aufweisen	X				
Grünflächen, Brachland			X		
LANDWIRTSCHAFT (bodengebundene landwirtschaftliche Aktivitäten)					
Wiesen, Grundstücke für extensive Viehzucht, Kulturland		X			
Forstwirtschaft (außerhalb der Forstgebiete), intensiver Bau von Holzarten		X			
Gartenbau, Gebiete mit kleinen Gärten, Obstgärten		X			
Fischzucht		X			
LANDWIRTSCHAFT (nicht bodengebundene landwirtschaftliche Aktivitäten) UND AGRARWIRTSCHAFTLICHE AKTIVITÄTEN					
Intensive Viehzucht		X			
Versorgung oder Verarbeitung von Lebensmitteln (Molkereien, Konservenfabriken, Schlachthöfe)					X
Hilfsdienste (Handel mit und Wartung von landwirtschaftlichem und forstwirtschaftlichem Material, Transport oder Verkauf von landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Erzeugnissen)					X
Holzverarbeitung (Sägereien, Schreinereien, Möbelfabriken)					X
WOHNUNGSWESEN					
Wohngebäude mit oder ohne Garten, Höfen und Gärten			X		
Bebauungsfreie Flächen, Gemeinschaftsgaragen, Parkplätze				X	
WIRTSCHAFTLICHE AKTIVITÄTEN					
Abbau von Mineralien			X		
Hotels, Restaurants, Handel, Vertrieb				X	
Büros, Kleinindustrie, handwerkliche Betriebe, Wissenschaftsparks					X
Industrie, Tankstellen, Hafengebiete					X
Abfallsortieranlagen, Vorbehandlungsanlagen und Zusammenstellungsanlagen, technische Vergrabungszentren, Deponien für Baumaterialien					X
ÖFFENTLICHE DIENSTSTELLEN UND GEMEINSCHAFTLICHE ANLAGEN (Aktivitäten und Anlagen mit sozialem oder allgemeinem Nutzen)					
Anlagen mit sozialem oder allgemeinem Nutzen					
Schulen und Kindergärten			X		

Kollektive Aufenthaltsanlagen, Altenheime, Krankenhäuser, Kultusstätten				X	
Innen- und Freiluftsportinfrastrukturen				X	
Gebäude zu pädagogischen Zwecken, für Freizeitaktivitäten, Kulturhäuser				X	
Hilfsausrüstungen an den Autobahnen				X	
Ufer von schiffbaren Wasserstraßen und Wasserflächen, Treidelwege und RAVEL-Netz				X	
Friedhöfe				X	
Messehallen					X
Technische Dienststellen von öffentlichen Diensten					X
Zeughäuser, Kasernen, Militärdomänen, Schussfelder					X
Technische Infrastrukturen (Klärstationen, Absetzbecken, Abfallsortieranlagen, Vorbehandlungsanlagen und Zusammenstellungsanlagen, technische Vergrabungszentren, Deponien für Baumaterialien)					X
Straßen, Eisenbahnstrecken, Flughäfen					X
FREIZEITAUSRÜSTUNGEN					
Touristische Aufenthaltsausrüstungen: Feriendörfer, Wochenendwohnparks, Campingplätze			X		
Abenteurparks, Spielgelände und Spielwälder			X		
Öffentliche und private Parks, Vergnügungsparks, touristische Freizeitparks				X	
Sportgelände, Fischfanggebiete, Golfplätze, Reitbahnen, Reithallen				X	
Flugplätze, Gelände für Ultraleichtflugzeuge, Flugzeugmodellbau				X	
Motocross und Motorsport				X	

Anhang 4 - Technische Spezifikationen für den Boden und den Untergrund und für das Grundwasser

1. Die technischen Angaben für die Sanierung des Bodens und des Untergrunds für den festen Teil der Erde sind anwendbar auf einen Standardboden mit einem Tongehalt von 10 % (für die mineralen Bestandteile) und einem Gehalt an organischen Stoffen von 0,5 % (für den trockenen Boden).

Tabelle 1 : Technische Spezifikationen für die Böden, in mg/kg Trockenstoff

Stoffe	Bezugswerte	Schwellenwerte				Eingreifwerte			
		Bodennutzung I	Bodennutzung II	Bodennutzung III	Bodennutzung IV	Bodennutzung I	Bodennutzung II	Bodennutzung III	Bodennutzung IV
Schwermetalle									
Cadmium	0,8	8	3	2	1	16	6	4	2
Chrom	35	230	150	170	65	460	300	340	130
Kupfer	17	210	200	50	50	420	400	100	100
Arsen	19	100	55	60	22	200	110	120	45
Kobalt	10	100	50	50	20	200	100	100	40
Nickel	9	150	150	120	40	300	300	220	80
Blei	30	1150	150	70	70	2300	300	140	140
Zink	62	680	500	210	150	1360	1000	420	300
Quecksilber	0,55	15	7	10	1,6	30	15	20	3,1
Organische Verbindungen (1)									
Benzen	0,10	1,5	0,25	0,25	0,2	3	0,5	0,5	0,4
Toluol	0,20	100	25	25	0,4	200	50	50	0,8
Ethylbenzen	0,30	45	18	14	0,6	90	36	28	1,2
Xylen	0,35	55	30	4	0,7	110	60	8	1,4
MAK Klasse I Naphtale	0,30	90	2,5	1,2	0,6	180	5	2,4	1,2
MAK Klasse II	0,05	18	18	0,6	0,15	36	36	1,2	0,3

Anthracen									
MAK Klasse III Phenanthren Fluoranthren	1	65	30	16	2	130	60	32	4
MAK Klasse IV Benzo(a)anthracen	0,5	125	125	4,5	1,2	250	250	9	2,4
MAK Klasse V Benzo(k)fluoranthren Benzo(ghi)perylene Indeno(1,2,3-cd)pyren	0,3	18	18	3	2,4	36	36	6	4,8
MAK Klasse VI Chrysen Benzo(a)pyren	0,1	1	1	1	1	2	2	2	2
Mineralöle (2)	50	1000	800	800	500	2000	1500	1500	1000

Tabelle 2 : Werte der technischen Spezifikationen für das Grundwasser in µg/l

Stoffe	Bezugswerte	Eingreifwerte
Benzen	10	120
Toluol	20	5500
Ethylbenzen	50	3400
Xylen	20	3300
MAK Klasse I Naphthalen	14	125
MAK Klasse II Anthracen	0,2	8
MAK Klasse III Phenanthren Fluoranthren	7	30

MAK Klasse IV Benzo(a)anthrazen	0,5	7
MAK Klasse V Benzo(k) Fluoranthen Benzo(ghi) Perylen Indeno (1,2,3-cd)pyren	0,05	500
MAK Klasse VI Chrysen Benzo(a)pyren	0,005	50
Mineralöle (2)	50	500

ANMERKUNGEN

(1) Um beim Vergleich der im Boden und im Untergrund gemessenen Konzentrationen an organischen Stoffen und halogenierten Kohlenwasserstoffen die Eigenschaften dieses Bodens oder Untergrunds berücksichtigen zu können, werden die Werte der technischen Angaben für den Boden und den Untergrund auf der Grundlage der nachstehend angeführten Formel mit dem gemessenen Gehalt an organischen Stoffen in der zu analysierenden Probe gewichtet:

$$N(y) = N(5) * y/5$$

Um des weiteren die Eigenschaften mancher Böden in der Wallonie berücksichtigen zu können, ist die Anwendung dieser Formel auf jene Fälle zu begrenzen, in denen der gemessene Gehalt an organischen Stoffen zwischen 2,5% und 12,5% liegt.

Wenn der gemessene Gehalt an organischen Stoffen unter 2,5% liegt, ist ein vorausgesetzter Gehalt von 2,5% zu berücksichtigen. Liegt der Gehalt über 12,5%, ist ein vorausgesetzter Gehalt an organischen Stoffen von 12,5% zu berücksichtigen.

(2) Richtwert der technischen Spezifikation für den Boden und den Untergrund: die Gefahr ernsthafter schädlicher Auswirkungen einer Verschmutzung des Bodens oder des Untergrunds durch Mineralöl auf den Menschen und die Umwelt wird durch die Gefahr bewertet, die die organischen Verbindungen darstellen.

2. Die technischen Spezifikationen für den Boden und den Untergrund nach Ziffer 1 hängen von der Zweckbestimmung des betreffenden Grundstücks ab.

a) Es wird zwischen den folgenden Kategorien von Zweckbestimmungen unterschieden:

Zweckbestimmungen der Kategorie I:

- Gewerbegebiet;
- gemischtes Gewerbegebiet;
- industrielles Gewerbegebiet;
- spezifisches Gewerbegebiet;
- Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter;

Zweckbestimmungen der Kategorie II:

- Wohngebiet;

- Wohngebiet mit ländlichem Charakter;
- Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen.

Zweckbestimmungen der Kategorie III:

- Freizeitgebiet;
- Agrargebiet;

Zweckbestimmungen der Kategorie IV:

- Forstgebiet;
- Grüngelände;
- Naturgebiet;
- Parkgebiet;
- Präventivzone für die Wasserentnahme.

b) Die Gebiete in Raumordnungsplänen, die im Überdruck zusätzliche Angaben aufweisen, werden kraft des vorliegenden Anhangs auf der Grundlage des ursprünglichen Gebiets (auf dem Raumordnungsplan benutzte Farbe) bewertet.

c) Grundstücke, die den unter Ziffer 2 a festgelegten Zweckbestimmungen nicht entsprechen, werden aufgrund ihrer Funktion bewertet. Diese Grundstücke werden auf der Grundlage dieser Funktionen einer der Kategorien von Zweckbestimmungen nach Ziffer 2 a zugeteilt.

d) Die Präventivzonen im Sinne von Artikel D.172 § 2 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, oder die Bereiche in einem Umkreis von 1 km um eine Wasserentnahmezone - wenn in einem freien Gebiet keine Präventivzonen für die Wasserentnahme abgegrenzt wurden - werden in die Zweckbestimmungskategorie IV eingeordnet.

e) Grundstücke, die aufgrund der Ziffern 2 a und 2 b in die Zweckbestimmungskategorie I oder II eingeordnet werden, in Wirklichkeit aber als landwirtschaftliches Gelände benutzt werden, werden bewertet, als ob sie der Zweckbestimmungskategorie III gehörten.

Grundstücke, die aufgrund der Ziffern 2 a und 2 b in die Zweckbestimmungskategorie I eingeordnet werden, in Wirklichkeit aber zu Wohnzwecken benutzt werden, werden bewertet, als ob sie der Zweckbestimmungskategorie II gehörten.

Grundstücke, die aufgrund der Ziffern 2 a und 2 b in die Zweckbestimmungskategorie I eingeordnet werden, in Wirklichkeit aber zu Freizeitwecken benutzt werden, werden bewertet, als ob sie der Zweckbestimmungskategorie III gehörten.

f) Wenn sich herausstellt, dass bestimmte in Ziffer 1 der technischen Spezifikationen angeführte Konzentrationswerte sich aufgrund der besonderen Beschaffenheit des Bodens oder des Untergrunds in einem bestimmten Gebiet der Region als nicht anwendbar oder unangepasst erweisen, ist der technische Beamte berechtigt, von diesen Werten abzuweichen, unter der Bedingung, dass deren Anwendung keine Gefa

Anhang 5 - Analyse- und Probenahmemethoden

Parameter	Methoden zur Messung des festen Teils der Erde	Methoden zur Messung des Grundwassers
Organische Stoffe AFNOR X31/109	ISO\DIS 14235	
Bestimmung des Tonanteils	NEN 5753 ISO\DIS 11277	
Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe (PAK)	NEN 5771 (2. Normprojekt) AAC 3\B	EPA 610 AAC 3/B
Monozyklische aromatische Kohlenwasserstoffe (MAK)	NVN 5732 EPA 8260A AAC 3/T	EPA 524.2 AAC 3/B
Mineralöl ("IR"-Methode) AAC 3/R	NEN 5733 (Febr. 1991)	NEN 6675

Anhang 6 – Liste der Anlagen und Tätigkeiten im Sinne von in Artikel 119 des Dekrets

	Anlagen oder Tätigkeiten	Kriterien
	KOHLE-, BRAUNKOHLE- UND TORFGEWINNING	
1	Untertageabbau in Gruben von Kohle, Braunkohle, Holzkohle, Graphit, Kohlenstoff	
2	Anlagen für die Brikettherstellung oder die Erzeugung von Kohle, Braunkohle, Holzkohle, Graphit, Kohlenstoff	die die Nebenanlage einer Grube bilden oder auch nicht, mit einer installierten Produktionsleistung über 10 T/Tag
3	Waschanlagen für Kohle, Braunkohle und Torf,	deren Bearbeitungskapazität 10 T/Tag überschreitet
	GEWINNUNG VON ERDÖL UND ERDGAS, ERBRINGUNG DAMIT VERBUNDENER DIENSTLEISTUNGEN	
4	Anlagen für die Gewinnung von Erdöl, Erdgas oder Ölschiefer aus ihrem natürlichen Ursprungsgelände,	wenn die täglich geförderten Mengen 500 T Erdöl oder Ölschiefer oder 500 000 m ³ Erdgas überschreiten
5	Erbringung von Dienstleistungen bei der Gewinnung von Erdöl und Erdgas	
6	Anlage für die Vergasung und die Verflüssigung von festen mineralischen Brennstoffen	
	ERZBERGBAU	
7	Untertage- und Tageabbau von Eisenerzen	
8	Anlagen (die die Nebenanlage einer Grube oder nicht bilden) für die Agglomerisierung oder Herstellung von Eisenerzen,	wenn die installierte Produktionskapazität höher als 10 T/Tag ist

9	Waschanlage für Eisenerze	deren Bearbeitungskapazität 10 T/Tag überschreitet, die eine Nebenanlage einer Grube bilden oder nicht
10	Untertage- und Tageabbau von Nichteisenmetallen	
11	Anlagen (die die Nebenanlage einer Grube oder nicht bilden) für die Agglomerisierung oder Herstellung von Nichteisenmetallen	wenn die installierte Produktionskapazität höher als 10 T/Tag ist
12	Waschanlagen für Erze von Nichteisenmetallen	deren Bearbeitungskapazität 10 T/Tag überschreitet, die eine Nebenanlage einer Grube bilden oder nicht
13	Anlage zur Kalzinierung und Sinterung von Metallerzen, einschließlich der sulfidischen Erze	
	TEXTILGEWERBE	
14	Aufbereitung von natürlichen Textilfasern und anderen Textilien	
15	Textilveredelung (Bleichen, Färben, Appretieren, Eindruck, Trocknen, Dampfbehandlung, Dekatieren, Kunststoffen, Sanforisieren, Merzerisation)	
16	Herstellung von Teppichen	außer wenn die Anlage zur Teppichherstellung nur die Technik der mechanischen Weberei benutzt.
17	Gemischtes Textilgewerbe (Spinnerei, Weberei, Veredelung, Konfektion, Herstellung von Maschenstoffen und –artikeln sowie von anderen Stoffen und Artikeln)	
	BEKLEIDUNGS- UND PELZGEWERBE	
18	Werkstatt für die Veredelung und das Färben der Pelze, wenn die Verarbeitungs- oder Vorbereitungskapazität	

	LEDER- UND SCHUHGEWERBE		
19	Anlage für die Verarbeitung der Häute und Leder (Gerbereien, Weißgerbereien und jegliches Aufbereitungsverfahren mit Ausnahme des Salzens in Nebenanlagen von Schlachthöfen),	deren Bearbeitungskapazität 10 T/Tag Fertigprodukte überschreitet	
20	Anlage für das Färben oder Pigmentieren der Häute	wenn Lösungsmittel eingesetzt werden	
	HOLZGEWERBE UND HERSTELLUNG VON HOLZWAREN		
21	Imprägnierung des Holzes mit Ausnahme der Imprägnierung mit Bürste, Pinsel oder Rolle	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 200 T/Jahr überschreitet	
22	Herstellung von Holzplatten (Furnieren, Sperrholz, Holzplatten für Möbel und Faserplatten, Spanplatten u. ä. Platten)	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 200 T/Jahr überschreitet	
	PAPIER – UND KARTONGEWERBE		
23	Industrieanlage, die zur Herstellung von Papierstoff aus Holz oder aus anderen faserigen oder nicht faserigen Stoffen bestimmt ist		
24	Industrieanlage die für die Herstellung von Grundpapier oder -karton (die von der Industrie später weiterverarbeitet werden)		
	VERLAGSGEWERBE, DRUCKGEWERBE, VERVIELFÄLTIGUNG		
25	Zeitungsdruckerei	Wenn die Menge der benutzten Druckfarbe mehr als 100 Liter pro Tag beträgt	
26	Druckerei (ohne Zeitungsdruckerei)	Wenn die Menge der benutzten Druckfarben oder der für das Beschichten des Trägermaterials verbrauchten Produkte mehr als 10.000 kg/Jahr beträgt	
27	Satzherstellung und Reproduktion	Wenn die Anzahl von Entwicklungseinheiten (Filme oder Platten) 5 überschreitet	

28	Sonstige Druckgewerbe	Wenn die Menge des verbrauchten Papiers 2500 T/Jahr überschreitet
	KOKEREI, MINERALÖLVERARBEITUNG, HERSTELLUNG UND VERARBEITUNG VON SPALT- UND BRUTSTOFFEN	
29	Anlage für die Produktion von Koks (Kokerei), von Kokereigas, von rohem Kohlenteeer und Braunkohlenteer	
30	Produktion von Treibstoffen für Motoren	Mineralölverarbeitung – Anlage für die Produktion von raffinierten Produkten aus Rohöl
31	Produktion von flüssigen oder gasförmigen Brennstoffen	Mineralölverarbeitung – Anlage für die Produktion von raffinierten Produkten aus Rohöl
32	Herstellung von Schmierölen und von Schmierfetten aus Erdöl, einschließlich Raffinationsrückstände	Mineralölverarbeitung – Anlage für die Produktion von raffinierten Produkten aus Rohöl
33	Herstellung von Rohstoffen für die Petrochemie	Mineralölverarbeitung – Anlage für die Produktion von raffinierten Produkten aus Rohöl
34	Herstellung unterschiedlicher raffinierter Erdölzeugnisse	Mineralölverarbeitung – Anlage für die Produktion von raffinierten Produkten aus Rohöl
	CHEMISCHE INDUSTRIE	
35	Herstellung von flüssiger Luft oder Pressluft und/oder deren Bestandteilen (H ₂ , O ₂ , N ₂ , CO ₂ , Ar) und anderen industriellen oder medizinischen Gasen, wenn die installierte Produktionskapazität	
36	Herstellung von Farbstoffen und Pigmenten	
37	Herstellung von sonstigen anorganischen Grundstoffen und Chemikalien (Produktion von Säuren, von Basen, von wasserfreien Salzen, von ungefährlichen Salzen, von gefährlichen Salzen, von Oxiden / Sulfiden, von anorganischen Peroxiden und gemischte Produktion von anorganischen chemischen Basispräparaten)	

38	<p>Herstellung von sonstigen organischen Grundstoffen und Chemikalien (aliphatischen / aromatischen nicht substituierten Kohlenwasserstoffen, aliphatischen/aromatischen durch Sauerstoff substituierten Kohlenwasserstoffen, aliphatischen /aromatischen durch Schwefel substituierten Kohlenwasserstoffen, aliphatischen /aromatischen durch Stickstoff substituierten Kohlenwasserstoffen, aliphatischen /aromatischen durch Phosphor substituierten Kohlenwasserstoffen, aliphatischen /aromatischen durch Halogen substituierten Kohlenwasserstoffen, Organometallen, Herstellung von Holzkohle, Pech und/oder Pechkoks, Destillation von Steinkohlenteer, gemischte Produktion von sonstigen organischen chemischen Grundstoffen, Produktion von organischen Peroxiden)</p>	
39	<p>Herstellung von Düngemitteln und Stickstoffverbindungen</p>	
40	<p>Herstellung von Kunststoff in Primärformen (Herstellung von Monomeren, Polymeren/Kopolymere, Zubereitung von Mischungen von Kunststoffrohstoffen, Produktion von Zellulose (außer Papierstoffen))</p>	
41	<p>Produktion und Regeneration von Elastomeren, Zubereitung von Mischungen aus synthetischen und/oder natürlichen Gummis</p>	
42	<p>Verwendung oder Wiederverwendung von Kunststoffen, Gummis, Elastomeren, Kunstharzen und -klebstoffen durch Verfahren, die besondere Druck- bzw. Temperaturbedingungen erfordern</p>	

43	Herstellung von Grundprodukten zum Pflanzenschutz und von bioziden Grundprodukten (Herstellung von Insektenvertilgungsmitteln, Nagetiervertilgungsmitteln, Pflanzenschutzmitteln, Unkrautvertilgungsmitteln, Keiminhibitoren, Wachstumsregulierern für Pflanzen, mit Ausnahme der industriellen Desinfektionsmittel)	
44	Formulierung und/oder Behandlung von Grundprodukten zum Pflanzenschutz und von bioziden Grundprodukten (Formulierung von Insektenvertilgungsmitteln, Nagetiervertilgungsmitteln, Pflanzenschutzmitteln, Unkrautvertilgungsmitteln, Keiminhibitoren, Wachstumsregulierern für Pflanzen, mit Ausnahme der industriellen Desinfektionsmittel)	
45	Herstellung von nicht in einer anderen Rubrik erwähnten Farben, Lacken und Druckereifarben (Farben, Lacke, Pigmente, Trübungsmittel, verglasbare Zusammensetzungen, Engoben, Kitte, Beschichtungen, Lösemittel und zusammengesetzte organische Verdünnungsmittel, Farbeabbeizmittel, flüssige Holzschutzmittel und feuchtigkeitssabweisende, flüssige Zubereitungen auf der Grundlage von Silikon, Druckereifarben)	
46	Werkstätten, in denen Farben oder Anstrichmittel auf Flächen irgendwelcher Art aufgebracht werden, mit oder ohne Druckluft, mit Spritzpistole, durch ein elektrostatisches Verfahren, oder durch ein Tauchverfahren	
47	Herstellung von pharmazeutischen Erzeugnissen	

48	Herstellung von pharmazeutischen Grundstoffen	Wenn die installierte Produktionskapazität mehr als 5 T/Jahr beträgt, mit Ausnahme der Herstellung von Heilkräutertee und von nach einer "formula magistralis" zubereiteten Arzneimitteln
49	Herstellung von Seifen, Reinigungsmitteln und Pflegemitteln	
50	Herstellung von Seifen und Reinigungsmitteln (Seifen, Glycerin, feste oder flüssige Produkte für Waschmittel, Reinigungsmittel, Geschirrspülmittel, Weichspüler für Textilien)	wenn die installierte Produktionskapazität höher als 1 T/Jahr ist
51	Herstellung organischer Oberflächenstoffe und grenzflächenaktiver Präparate	wenn die installierte Produktionskapazität höher als 1 T/Jahr ist
52	Herstellung von Parfüm und kosmetischen Produkten	wenn die installierte Produktionskapazität 5 T/Jahr oder mehr ist
53	Sprengstoffherstellung, -handhabung oder -verarbeitung	mit Ausnahme der Ladung von Jagdpatronen bei den Waffenhändlern und anderen Einzelhändlern, der Werkstätten für das Wiederladen von Schutzmunitionen bei Privatpersonen für ihren eigenen Verbrauch, der Werkstätten für das Wiederladen von Schutzmunitionen durch Polizeikorps, der Zubereitung von Sprengstoffen am selben Orte und im Rahmen ihrer Benutzung
54	Herstellung von chemischen Klebstoffen und Gelatinen	wenn die installierte Produktionskapazität höher als 100 T/Jahr ist
55	Herstellung von ätherischen Ölen (Benzinen und natürlichen aromatischen Produkten, harzartigen Stoffen, aromatischem, destilliertem Wasser, Geruchsmittelkompositionen für die Parfümerie- und Nahrungsmittelindustrie)	wenn die installierte Produktionskapazität 5 T/Jahr oder mehr ist
56	Herstellung von chemischen Präparaten für die Fotografie.	
57	Herstellung von Datenträgern (Ton- und Bildträger, unbespielte Platten und Bänder für die Datenerfassung)	
58	Herstellung von nicht in einer anderen Rubrik genannten unterschiedlichen chemischen Präparaten	wenn die Produktionskapazität höher als 0,01 T/Jahr ist
59	Herstellung von künstlichen oder synthetischen Fasern	

60	Herstellung im industriellen Maßstab von verschiedenen Stoffen durch chemische Umwandlung in mehreren nebeneinander gelegenen und funktionell miteinander verbundenen Anlagen	
HERSTELLUNG VON GUMMI- UND KUNSTSTOFFWAREN		
61	Herstellung von Reifen und Luftschläuchen	
62	Runderneuerung von Reifen	
63	Herstellung von sonstigen nicht in einer anderen Rubrik erwähnten, nicht vulkanisierten, vulkanisierten oder harten Artikeln aus natürlichem oder synthetischem Gummi	wenn die Produktionskapazität höher als 50 T/Jahr ist
64	Anlagen zur Oberflächenbehandlung von Kunststoffen durch ein elektrolytisches oder chemisches Verfahren	
HERSTELLUNG VON SONSTIGEN NICHT METALLISCHEN MINERALERZEUGNISSEN		
65	Herstellung von Flachglas	
66	Veredlung und Verarbeitung von Flachglas	wenn die Produktionskapazität höher als 1 T/Tag ist
67	Herstellung von Hohlglas	Wenn die Schmelzkapazität des Betriebs mehr als 3 T / Tag beträgt
68	Herstellung von Glasfasern	
69	Herstellung und Veredlung von sonstigen Glaswaren	wenn die Produktionskapazität höher als 3 T/Tag ist
70	Gemischte Herstellung	wenn die Produktionskapazität höher als 3 T/Tag ist
71	Herstellung von keramischen Haushaltswaren und Ziergegenständen (aus Porzellan oder andere)	wenn die installierte Produktionskapazität 100 kg/Tag oder mehr ist
72	Herstellung von Sanitärkeramik	wenn die installierte Produktionskapazität 100 kg/Tag oder mehr ist
73	Herstellung von Isolatoren und Isolierteilen aus Keramik	wenn die installierte Produktionskapazität 100 kg/Tag oder mehr ist

74	Herstellung von sonstigen keramischen Erzeugnissen für technische Zwecke (für chemische oder industrielle Zwecke)	wenn die installierte Produktionskapazität 100 kg/Tag oder mehr ist
75	Herstellung von feuerfesten keramischen Werkstoffen	wenn die installierte Produktionskapazität 100 kg/Tag oder mehr ist
76	Herstellung von keramischen Wand- und Bodenfliesen und -platten	wenn die installierte Produktionskapazität 100 kg/Tag oder mehr ist
77	Herstellung von Ziegeln, Ziegelsteinen und sonstigen Produkten aus gebackenem Ton für den Baubereich	wenn die installierte Produktionskapazität 100 kg/Tag oder mehr ist
78	Anlage für die Herstellung (durch Backen) sogenannter Klinkerzemente	wenn die installierte Produktionskapazität 500 T/Tag oder mehr ist
79	Anlage für die Herstellung (durch Backen) von Kalk	wenn die installierte Produktionskapazität 50 T/Tag oder mehr ist
80	Herstellung von Beton-, Zement- oder Gipselementen	wenn die installierte Leistung der Maschinen mehr als 10 kW beträgt
81	Für die Gewinnung von Asbest bestimmte Anlage	
82	Herstellung und technische Endbearbeitung von rohasbesthaltigen Produkten (Zementasbest und Produkte auf Zementasbestbasis, Reibungsmittel auf Asbestbasis, Asbestfilter, Asbesttextilien, Asbestpappe und -papiere, Montage-, Behandlungs-, Bewehrungs- und Dichtungsmaterialien auf Asbestbasis, Bodenbeläge und Bindemittel auf Asbestbasis)	
83	Herstellung von Schleifmitteln	wenn die installierte Leistung der Maschinen 20 kW oder mehr beträgt
84	Zerkleinerung und Behandlung von nicht metallischen Mineralerzeugnissen	
85	Umhüllung von Steinen mit Hilfe von bituminösen Materialien	
	METALLERZEUGUNG UND -BEARBEITUNG	

86	<p>Heierzeugung von Gusseisen oder von Rohstahl</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agglomeration und Pelletisierung - Erzeugung von Roheisen und von Stahl durch Reduzierung von Erzen - Erzeugung von Gussroheisen und Gusseisen fr die Stahlerzeugung - Erzeugung eisenhaltiger Erzeugnisse durch die Direktreduktion von Eisenerzen und Erzeugung sonstiger schwammiger eisenhaltiger Erzeugnisse in Teilen, Kugeln oder sonstigen Formen - Erzeugung von verbranntem Eisenmangan und Spiegeleisen - Erzeugung von Hochofengas 	
87	<p>Stahlerzeugung</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stahlerzeugung in Konvertern, Elektrofen oder anderen Einrichtungen 	
88	<p>Metallurgie im Heiverfahren</p> <ul style="list-style-type: none"> - Erzeugung von warmgewalzten Eisen- und Stahlerzeugnissen (einschlielich der Erzeugnisse aus Stranggussanlagen) - Erzeugung von Barren und sonstigen Primrformen und Halbwaren - Endloserzeugung und/oder Endlosbeschichtung von Breitbandstahl, Reifenblechen und Breitplatten im Warmverfahren - Erzeugung von Maschendraht aus Stahl - Heierzeugung von Schwer- und Leichtprofilen sowie Sprundbohlen - Heierzeugung von Schienen und sonstigem Bahngleismaterial - Erzeugung von warmgewalzten Erzeugnissen, 	

	beschichtet oder nicht	
89	Herstellung von Rohren aus Gußeisen oder Stahl	
90	Erste Bearbeitung von Stahl (außer Oberflächenbehandlung) und Herstellung von Ferrolegierungen (kaltes Strecken, Kaltwalzen von Bandstahl, Kaltformen durch Formung oder Falten, Drahtziehen, sonstige Tätigkeiten der ersten Bearbeitung)	
91	Erzeugung von Rohaluminium aus Erzen, Konzentraten oder aus sekundären Rohstoffen und aus Überresten durch metallurgisches, chemisches oder elektrolytisches Verfahren	
92	Erste Bearbeitung von Aluminium und Aluminiumlegierungen und Schmelzanlagen, die verwertbare Abfälle einschließen (Affinieren und Einformen)	
93	Erzeugung von Rohblei, -zink- und zinn aus Erzen, Konzentraten oder aus sekundären Rohstoffen und aus Überresten durch metallurgisches, chemisches oder elektrolytisches Verfahren	
94	Erste Bearbeitung von Blei, Zink und Zinn und ihrer Legierungen und Schmelzanlagen, die verwertbare Abfälle einschließen (Affinieren und Einformen)	
95	Erzeugung von Rohkupfer aus Erzen, Konzentraten oder aus sekundären Rohstoffen und aus Überresten durch metallurgisches, chemisches oder elektrolytisches Verfahren	
96	Erste Bearbeitung von Kupfer und Kupferlegierungen und Schmelzanlagen, die verwertbare Abfälle einschließen (Affinieren und Einformen)	

97	Erzeugung von rohen NE-Metallen (Chrom, Mangan, Nickel, Kadmium) aus Erzen, Konzentraten oder aus sekundären Rohstoffen und aus Überresten durch metallurgisches, chemisches oder elektrolytisches Verfahren	
98	Erste Bearbeitung sonstiger NE-Metalle (Chrom, Mangan, Nickel, Kadmium) und ihrer Legierungen und Schmelzanlagen, die verwertbare Abfälle einschließen (Affinieren und Einformen)	
99	Eisengießerei, Stahlgießerei, Leichtmetallgießerei, Gießerei von NE-Metallen	wenn die installierte Produktionskapazität mehr als 30 kg/Tag ist
100	Gemischte Gießerei von NE-Metallen	wenn die installierte Produktionskapazität mehr als 30 kg/Tag ist
	HERSTELLUNG VON METALLERZEUGNISSEN	
101	Herstellung von schmiede-, press-, zieh- und Stanzteilen	wenn die installierte Leistung der Maschinen 20 kW oder mehr beträgt
102	Pulvermetallurgische Erzeugnisse, Formgebung von Metallen mit Hilfe von Pulvern, Explosivstoffen und anderen Sprengstoffen	
103	Oberflächenveredlung und Wärmebehandlung durch den ununterbrochenen Ablauf von Blechen	
104	Oberflächenveredlung und Wärmebehandlung durch Tauchen der Teile in Behandlungsbehältern	
105	Oberflächenveredlung der Eisenmetalle durch die Aufbringung von Schutzschichten aus Flüssigmetall	

	RUNDFUNK-, FERNSEH- UND NACHRICHTENTECHNIK	
106	Rundfunk-, Fernseh- und Nachrichtentechnik (elektronische Bauelemente, nachrichtentechnische Geräte und Einrichtungen, Fernsprengeräte, Rundfunk- und Fernsehgeräte sowie phono- und videotechnische Geräte)	
	HERSTELLUNG UND MONTAGE VON KRAFTWAGEN, ANHÄNGERN UND SATTELZÜGEN	
107	Herstellung und Montage von Kraftwagen	wenn die installierte Produktionskapazität höher als 10 Fahrzeuge / Monat ist
108	Herstellung von Karosserien, Aufbauten und Anhängern	wenn die installierte Produktionskapazität höher als 10 Fahrzeuge / Monat ist
109	Herstellung von Teilen und Zubehör für Kraftwagen	
110	Herstellung von Motoren für Kraftwagen	wenn die installierte Produktionskapazität höher als 10 Motoren / Monat ist
	SONSTIGER FAHRZEUGBAU	
111	Bau und Reparatur von Seeschiffen	
112	Bau und Reparatur von Lastkähnen und/oder Wassersportfahrzeugen	
113	Schienenfahrzeugbau	
114	Luft- und Raumfahrzeugbau	außer wenn die Produktion Segelflugzeuge, Deltaflügel, Heißluftballons, Ultraleichtflugzeuge, Luftschiffe betrifft

115	Herstellung von Krafträdern	wenn die installierte Produktionskapazität höher als 5 Krafträder / Monat ist
116	Fahrzeugaufbau a.n.g.	wenn die installierte Produktionskapazität höher als 5 Einheiten / Monat ist
ZUSAMMENSTELLUNG, SORTIERUNG, RÜCKGEWINNUNG VON WIEDERVERWERTBAREN STOFFEN		
117	Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von wiederverwertbaren metallischen Abfällen	von mindestens einem Straßenbahnwagen, einem Wagen, einem Schiff, einer Lokomotive oder einem Flugzeug (außer Ultraleichtflugzeug) oder mehr als 2 Personenfahrzeugen, Lieferwagen, Lastwagen, Bussen, landwirtschaftlichen oder Nutzfahrzeugen, Ultraleichtflugzeugen; von mehr als 4 Krafträdern oder Motorrädern; von mehr als 2 Fahrzeugen, falls verschiedene Fahrzeugklassen vorhanden sind
118	Anlage zur Zusammenstellung, zur Sortierung oder zur Rückgewinnung von Teilen aus ausgedienten Fahrzeugen	
119	Anlage für den Abbau und die Dekontaminierung von ausgedienten Fahrzeugen	
120	Anlage für die Zerlegung der ausgedienten Fahrzeuge und Aufbereitung der eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle	
121	Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von metallischen Abfällen aus elektrischen und elektronischen Geräten	
122	Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von inerten Abfällen im Sinne von Artikel 2, 6° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle	
123	Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von nicht gefährlichen Abfällen, die auf die Papier-, Karton-, Glas-, Holz-, Kunststoff- und Textilabfälle beschränkt sind	

124	Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von Haushaltsmüll, wie in Artikel 2, 2° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt, mit Ausnahme der Zusammenstellungsanlagen für die selektive Sammlung von Haushaltsmüll, wie in Artikel 2, 2°, Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt, wie z.B. Glas-, Papier-, Karton-, Kunststoff-, Kleidungscontainer ...	
125	Containerparks für Haushaltsmüll, wie in Artikel 2, 6° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt, einschließlich des besonderen Haushaltsmülls	
126	Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von gefährlichen Abfällen, wie sie in Artikel 2, 5° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt sind	
127	Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von Altölen im Sinne des Artikels 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle	
128	Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von nicht metallischen Abfällen aus elektrischen und elektronischen Geräten	
ERZEUGUNG UND VERTEILUNG VON ELEKTRIZITÄT, GAS, DAMPF UND WARMWASSER		
129	Statischer Transformator	Nur Askarel-Trafos
130	Kraftwerk und sonstige Verbrennungsanlagen für die Stromerzeugung	
131	Gaserzeugung oder -verarbeitung	

132	Kraftwerk und sonstige Verbrennungsanlagen für die Produktion und Verteilung von Dampf und Warmwasser, Produktion von Kälte oder Hitze	
	HANDEL MIT UND REPARATUR VON KRAFTFAHRZEUGEN UND KRAFTRÄDERN, EINZELHANDEL MIT TREIBSTOFFEN	
133	Handel mit Kraftfahrzeugen (Wartung, Reparatur)	
134	Spritzlackierungskabine	
135	Anlagen für den Vertrieb von flüssigen Kohlenwasserstoffen, deren Flammpunkt mindestens 55 C und höchstens 100 C entspricht, für Motorfahrzeuge, zu gewerblichen Zwecken außer dem Verkauf an die Öffentlichkeit, wie z.B. die Verteilung von Kohlenwasserstoffen zwecks der Versorgung einer durch den Betrieb selbst verwalteten Fahrzeugflotte oder auf eigene Rechnung, wobei diese Anlagen höchstens zwei Zapfhähne haben und soweit die Kapazität des Lagers für flüssige Kohlenwasserstoffe mindestens 3.000 Liter ist und unter 25000 Litern liegt	
136	Anlagen für den Vertrieb von flüssigen Kohlenwasserstoffen, deren Flammpunkt mindestens 55 C und höchstens 100 C entspricht, für die Verbrennungsmotoren und die Heizung, die als für die Öffentlichkeit bestimmte Verkaufsstelle bewirtschaftet werden, die höchstens zwei Zapfhähne haben und soweit die Kapazität des Lagers für flüssige Kohlenwasserstoffen mindestens 3.000 Litern ist und unter 25 000 Litern liegt	

137	Tankstelle, die dafür bestimmt ist, Behälter von Motorfahrzeugen und gegebenenfalls mobile Behälter, wie z.B. Kanister, mit flüssigen Kohlenwasserstoffen mit Ausnahme von LPG zu versorgen	
138	Tankstelle, die für die Versorgung von Behältern von Kraftfahrzeugen mit LPG bestimmt ist	
	LANDVERKEHR	
139	Multimodale Eisenbahnplattformen	
140	Verschiebe- oder Zugbildungsbahnhöfe	
141	Eisenbahnreparatur- und -instandhaltungswerkstätten	
	ZIVILE LUFTFAHRT	
142	Flughafen und/oder Flugplatz	wenn die Lande- oder Startbahn mindestens 2100 Meter lang ist
	LAGER UND HILFS- UND NEBENTÄTIGKEITEN	
143	Feste Brennstoffe (Lager für -), anders als Holz	wenn die Lagerungskapazität mehr als 5 T ist
144	Anlage für zeitweilige Lagerung von ausgedienten Fahrzeugen in einer Garage oder die am Erzeugungsstandort gelegen ist	von mindestens einem Straßenbahnwagen, einem Wagen, einem Schiff, einer Lokomotive oder einem Flugzeug (außer Ultraleichtflugzeug) oder mehr als 10 Personenfahrzeugen, Lieferwagen, Lastwagen, Bussen, landwirtschaftlichen oder Nutzfahrzeugen, Ultraleichtflugzeugen; von mehr als 20 Krafträdern oder Motorrädern; von mehr als 10 Fahrzeugen, falls verschiedene Fahrzeugklassen so wie Personenfahrzeuge, Lieferwagen, Lastwagen, Busse, landwirtschaftliche oder Nutzfahrzeuge, Ultraleichtflugzeuge, Motorräder oder Mopeds vorhanden sind
145	Anlage zur vorläufigen Lagerung von gefährlichen Abfällen, wie sie in Artikel 2, 5° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt sind	wenn die Lagerungskapazität mehr als 1 T ist

146	Anlage für die zeitweilige Lagerung von Altölen, wie in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die Altöle bestimmt	wenn die Lagerungskapazität höher als 2.000 l ist
147	Lager von Brennstoffen und Lager als Nebengebäude von Sprengstofffabriken	mit Ausnahme der Lager für Feuerwerkskörper, die für den Verkauf an Privatpersonen bestimmt sind oder Feuerkörper für technische Anwendung oder Signallichter, der Lager für Sprengstoffe in Zusammenhang mit und ausschließlich für den Betrieb von einem Abbaubereich, der Lager, die innerhalb von Untertagebauarbeiten installiert sind, sowie der Besitz durch die Laborleiter von Picrinsäuren oder anderen chemischen Reagenzien mit einer ähnlichen explosiven Eigenschaft, die in ihren Laboren zu wissenschaftlichen Zwecken benutzt werden
148	Lager für feuergefährliche oder brennbare Flüssigkeiten deren Flammpunkt unter 0°C liegt oder deren Temperatur bei Dampfdruck höchstens 35°C ist	wenn die Lagerungskapazität höher als oder gleich 500 l ist
149	Lager für entzündbare oder brennbare Flüssigkeiten, deren Flammpunkt höchstens 55°C ist, und die nicht der Definition der hochentzündlichen Flüssigkeiten entsprechen (Kategorie B)	wenn die Lagerungskapazität höher als oder gleich 5000 l ist
150	Lager für entzündbare oder brennbare Flüssigkeiten, deren Flammpunkt höher als 55°C und höchstens 100°C ist (Kategorie C)	wenn die Lagerungskapazität höher als oder gleich 25 000 l ist
151	Lager für entzündbare oder brennbare Flüssigkeiten, deren Flammpunkt höher als 100°C ist (Kategorie D)	wenn die Lagerungskapazität höher als oder gleich 50 000 l ist
152	Lager für gemischte feuergefährliche Flüssigkeiten	wenn die gesamte äquivalente Nennkapazität des Lagers mindestens 5000 Litern entspricht
153	Lager für Metallerze	wenn die Lagerungskapazität höher als 50 m ³ ist
154	Lager für Erdölzeugnisse, fossile Brennstoffe, Kraftgase, erdölchemische und chemische Substanzen (Substanzen, Zubereitungen oder Mischungen) anders als feuergefährlichen Flüssigkeiten	wenn die Lagerkapazität mindestens 20 t beträgt

155	Als sehr giftig eingestufte Substanzen, Zubereitungen oder Mischungen, anders als die agrochemischen Produkte	wenn die Lagerkapazität mindestens 0,1 t beträgt
156	Lager für als giftig eingestufte Stoffe, Zubereitungen oder Mischungen (mit Ausnahme der flüssigen Treibstoffe bei atmosphärischem Druck für Verbrennungsmotoren und des Heizöls), anders als agrochemische Produkte	wenn die Lagerkapazität mindestens 1 t beträgt
157	Als brandfördernd eingestufte Substanzen, Zubereitungen oder Mischungen, anders als die agrochemischen Produkte	wenn die Lagerkapazität mindestens 1 t beträgt
158	Lager für als umweltgefährlich eingestufte Stoffe, Zubereitungen oder Mischungen (mit Ausnahme der flüssigen Treibstoffe bei atmosphärischem Druck für Verbrennungsmotoren und des Heizöls), anders als agrochemische Produkte	wenn die Lagerkapazität mindestens 4 t beträgt
159	Als ätzend, gesundheitsschädlich oder reizend eingestufte Substanzen, Zubereitungen oder Mischungen, anders als die agrochemischen Produkte	wenn die Lagerkapazität mindestens 20 t beträgt
160	Lager für Pflanzenschutzmittel oder biozide Produkte (Insektenvertilgungsmittel, Nagetiervertilgungsmittel, Pflanzenschutzmittel, Unkrautvertilgungsmittel, Keiminhibitoren, Wachstumsregulierer für Pflanzen, mit Ausnahme der industriellen Desinfektionsmittel)	für Mengen ab 5 T
161	Lager für Lacke, Farbstoffe, Gelatine, Kosmetika, Putz- und Pflegemittel	wenn die Lagerkapazität mindestens 10 t beträgt
162	Lager für Düngemittel	mit einer Gesamtkapazität über 100 T

ERBRINGUNG VON DIENSTLEISTUNGEN FÜR UNTERNEHMEN	
163	<p>Industrielle Reinigung (ortsfeste Anlage für die Reinigung der Züge, Autobusse, Flugzeuge, Schiffe, Tanks von Lastwagen, Fässer, ... kommerzieller oder industrieller Art)</p> <p>Fläche über 2000 m² wenn die Aktivität industrieller Art ist, und über 5000 m² in den anderen Fällen (medizinische Röntgenphotographie, graphische Kunst, Photographie, Filmkunst, ...)</p>
164	<p>Fotografisches Gewerbe</p>
SANIERUNG, STRASSENARBEITEN UND ABFALLBEWIRTSCHAFTUNG	
165	<p>Klärstation für städtisches Abwasser</p> <p>wenn die Klärkapazität über 500 EGW liegt</p>
166	<p>Station für die Klärung von industriellem Abwasser im Sinne von Art. D.2, 42° des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet</p> <p>wenn die Klärkapazität über 500 EGW liegt oder die Klärkapazität über 100 EGW liegt und das Abwasser einen oder mehrere gefährliche Stoffe enthält</p>
167	<p>Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von PCB / PCT im Sinne des Artikels 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Polychlorbiphenyle und Polychlorterphenyle</p>
168	<p>Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B2 im Sinne von Artikel 1, 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege:</p>

169	Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von nicht gefährlichen Abfällen der Klasse B1, so wie sie in Artikel 1, 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege bestimmt werden.	
170	Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von gefährlichen Abfällen, wie sie in Artikel 2, 5° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt sind	
171	Anlage zur Vorbehandlung von inerten Abfällen, wie sie in Artikel 2, 6° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt sind	
172	Anlage zur Vorbehandlung von Haushaltsabfällen, wie sie in Artikel 2, 2° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt sind	
173	Anlage zur Vorbehandlung von gefährlichen Abfällen, wie sie in Artikel 2, 5° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt sind	
174	Anlage zur Vorbehandlung von Altölen im Sinne des Artikels 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle	
175	Anlage zur Vorbehandlung von PCB / PCT im Sinne des Artikels 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Polychlorbiphenyle und Polychlorterphenyle	
176	Anlage zur Vorbehandlung von Abfällen der Klasse B1, so wie sie in Artikel 1, 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege bestimmt sind	

177	Anlage zur Vorbehandlung von Abfällen der Klasse B2, so wie sie in Artikel 1, 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege bestimmt sind	
178	Anlage zur Vorbehandlung (Zusammenstellung, Dehydratisierung, ...) der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, wie bestimmt in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden	
179	Anlage zur Vorbehandlung von Abfällen aus elektrischen und elektronischen Ausstattungen	
180	Anlage zur Vorbehandlung von inerten Abfällen, wie sie in Artikel 2, 6° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt sind	
181	Anlage zur Behandlung von nicht gefährlichen Abfällen, mit Ausnahme der Kompostierungsanlagen, und der unter 90.23.13 erwähnten Anlagen mit einer Behandlungskapazität von:	
182	Anlage zur Behandlung von Haushaltsabfällen, wie sie in Artikel 2, 2° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt sind	
183	Anlage zur Behandlung von gefährlichen Abfällen, wie sie in Artikel 2, 5° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt sind	

184	Anlage zur Behandlung von Altölen im Sinne des Artikels 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle	
185	Anlage zur Behandlung von PCB / PCT im Sinne des Artikels 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Polychlorbiphenyle und Polychlorterphenyle	
186	Anlage zur Behandlung von tierischen Nebenprodukten der Kategorie 3, wie bestimmt in Artikel 6, §1, a) bis k) der Verordnung Nr 1774/2002/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 3. Oktober 2002 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte, wenn die Behandlungskapazität :	
187	Anlage zur Behandlung von tierischen Nebenprodukten der Kategorie 2 oder 1, wie bestimmt in Artikel 5, §1, b) bis g) und in Artikel 4, §1, a) bis d) und f) der Verordnung Nr 1774/2002/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 3. Oktober 2002 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte	
188	Anlage zur Behandlung von Abfällen der Klasse A, so wie sie in Artikel 1, 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1994. Juni über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege bestimmt werden.	
189	Anlage zur Vorbehandlung von Abfällen der Klasse B1, so wie sie in Artikel 1, 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege bestimmt werden.	

190	<p>Anlage zur Behandlung (Zusammenstellung, Dehydratisierung, ...) der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, wie bestimmt in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden</p>	
191	<p>Anlage zur Behandlung von Abfällen aus elektrischen und elektronischen Ausstattungen</p>	
192	<p>Anlagen zur Verbrennung von Abfällen und Anlagen zur Mitverbrennung von nichtgefährlichen Abfällen, zur Verbrennung von Haushaltsabfällen, wie bestimmt in Artikel 2, 2° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, zur Verbrennung von gefährlichen Abfällen, wie bestimmt in Artikel 2, 5° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, zur Verbrennung von Altölen, wie bestimmt in Artikel 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle, zur Verbrennung von P.C.B./P.C.T. wie bestimmt in Artikel 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über polychlorierte Biphenyle und Terphenyle, zur Verbrennung von Abfällen der Klasse A, wie bestimmt in Artikel 1, 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege, zur Verbrennung von Abfällen der Klasse B1, wie bestimmt in Artikel 1, 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der</p>	

	Gesundheitspflege, zur Verbrennung von Abfällen der Klasse B2, wie bestimmt in Artikel 1, 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege	
193	Anlage zur Verbrennung von tierischen Nebenprodukten der Kategorie 3, wie bestimmt in Artikel 6, §1, a) bis k) der Verordnung Nr 1774/2002/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 3. Oktober 2002 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte	
194	Anlage zur Verbrennung von tierischen Nebenprodukten der Kategorie 2 oder 1, wie bestimmt in Artikel 5, §1, b) bis g) und in Artikel 4, §1, a) bis d) und f), die nicht für den menschlichen Verzehr bestimmt sind	
195	Technisches Vergrabungszentrum für gefährliche Abfälle, wie bestimmt in Artikel 2, 5° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle (TVz-Klasse 1)	
196	Technisches Vergrabungszentrum für nichtgefährliche industrielle Abfälle sowie Hausmüll und gleichgestellte Abfälle, wobei letztere in Artikel 2, 2° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle (TVz-Klasse 2) bestimmt sind	
197	Technisches Vergrabungszentrum für inerte Abfälle, wie bestimmt in Artikel 2, 6° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle (Klasse TVz 3)	

198	Technisches Vergrabungszentrum Stoffe der Kategorien A und B, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, wie bestimmt in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden
199	Technisches Vergrabungszentrum zur ausschließlichen Benutzung durch einen Erzeuger von gefährlichen Abfällen, wie bestimmt in Artikel 2, 5° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle (TVz-Klasse 5.1)
200	Technisches Vergrabungszentrum zur ausschließlichen Benutzung durch einen Erzeuger von nichtgefährlichen industriellen Abfällen (TVz-Klasse 5.2)
201	Technisches Vergrabungszentrum zur ausschließlichen Benutzung durch einen Erzeuger von inerten Abfällen, wie bestimmt in Artikel 2, 6° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle (TVz-Klasse 5.3)
202	Spezifische Anlage zur Rückgewinnung oder Vernichtung von Sprengstoffen
203	Direkte und indirekte Ableitungen von gefährlichen Stoffen ins Grundwasser
	KULTUR, SPORT UND UNTERHALTUNG
204	Schießstände (Schießen mit Jagd- und Sportwaffen) mit Ausnahme des Druckluftschießens
205	Touristische Flugplätze

206	Strecken und Gelände für "Motorsport" – Geschwindigkeits- und Geschicklichkeitswettkämpfe, Testfahrten, Trainings oder Freizeitgebrauch von Motorfahrzeugen, die mit einem Verbrennungsmotor angetrieben sind	Betriebe, in denen höchstens eine Tätigkeit pro Jahr organisiert wird, die höchstens im Laufe von drei aufeinanderfolgenden Tagen, Trainings inbegriffen, stattfindet
ERBRINGUNG VON SONSTIGEN DIENSTLEISTUNGEN		
207	Wäschereien, Färbereien, Münzwäschereien, Behandlung von Wäsche und Reinigung von Bekleidung und sonstigen Textilien	wenn die Wäschekapazität mehr als 30.000 kg/Tag ist
208	Trockenreinigung von Kleidung, Wäsche und sonstigen Textilien	wenn die Reinigungskapazität mehr als 1.000 kg/Tag ist
ANLAGEN UND TÄTIGKEITEN, DIE LÖSUNGSMITTEL VERBRAUCHEN		
209	Heatset-Rollenoffset	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 15 T/Jahr überschreitet
210	Illustrationstiefdruck	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 25 T/Jahr überschreitet
211	Sonstige Einheiten für den Rotationstiefdruck, Flexodruck, Rotationssiebdruck, die Laminierung oder den Klarlackauftrag	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 15 T/Jahr überschreitet
212	Rotations- oder Siebdruck auf Textilien/Karton	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 30 T/Jahr überschreitet
213	Oberflächenreinigung	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 1 T/Jahr überschreitet
214	Sonstige Oberflächenreinigungen	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 2 T/Jahr überschreitet
215	Beschichtungsarbeiten und Reparaturlackierungen auf Fahrzeugen	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 0,5 T/Jahr überschreitet

216	Bandblechbeschichtung	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 25 T/Jahr überschreitet
217	Sonstige Beschichtungsarbeiten, einschließlich der Beschichtungsarbeiten auf Metall-, Kunststoff-, Textil, Papierfolienoberflächen	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 5 T/Jahr überschreitet
218	Beschichtung von Wickeldraht	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 5 T/Jahr überschreitet
219	Beschichtung auf Holzoberflächen	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 15 T/Jahr überschreitet
220	Holzimprägnierung	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 25 T/Jahr überschreitet
221	Beschichtung auf Leder	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 10 T/Jahr überschreitet
222	Schuhherstellung	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 5 T/Jahr überschreitet
223	Laminierung von Holz und Kunststoffen	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 5 T/Jahr überschreitet
224	Klebebeschichtung	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 5 T/Jahr überschreitet
225	Herstellung von Beschichtungsstoffen, Klarlacken, Druckfarben und Klebstoffen	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 100 T/Jahr überschreitet
226	Umwandlung von Kautschuk	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 15 T/Jahr überschreitet
227	Extraktion von Pflanzenöl und tierischem Fett wie Raffinieren von Pflanzenöl	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 10 T/Jahr überschreitet
228	Herstellung von pharmazeutischen Produkten	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 50 T/Jahr überschreitet
229	Beschichtungsarbeiten auf neuen Fahrzeugen (Kraftfahrzeuge, Fahrerhäuser, Lieferwagen, Lastkraftwagen und Busse)	wenn die Menge der eingesetzten Lösungsmittel 15 T/Jahr überschreitet

SONSTIGE BETRIEBE	
230	Frühere Militärgelände
231	Betriebe, in denen gefährliche Stoffe vorhanden sind bzw. waren und zwar in Mengen, die mindestens denen gleich sind, die in Teil 1 und 2, Spalte 2 der Anlage zum Zusammenarbeitsabkommen vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen angeführt sind
232, a)	Betrieb von Schlachthäusern
b)	<p>Behandlung und Verarbeitung, mit alleiniger Ausnahme der Verpackung, folgender Rohstoffe, unabhängig davon, ob sie zuvor verarbeitet wurden oder nicht, zur Herstellung von Nahrungsmitteln oder Futtermitteln aus:</p> <p>i) ausschließlich tierischen Rohstoffen (mit alleiniger Ausnahme von Milch) mit einer Produktionskapazität von mehr als 75 t Fertigerzeugnissen pro Tag;</p> <p>ii) ausschließlich pflanzlichen Rohstoffen mit einer Produktionskapazität von mehr als 300 t Fertigerzeugnissen pro Tag oder 600 t pro Tag, sofern die Anlage an nicht mehr als 90 aufeinander folgenden Tagen im Jahr in Betrieb ist;</p>
	wenn die Produktionskapazität mehr als 50 Tonnen Schlachtkörper pro Tag ist

	<p>iii) tierischen und pflanzlichen Rohstoffen sowohl in Mischerzeugnissen als auch in ungemischten Erzeugnissen mit einer Produktionskapazität (in Tonnen Fertigerzeugnisse) pro Tag von mehr als - 75, wenn A 10 oder mehr beträgt, oder - [300 - (22,5 x A)], wobei "A" den gewichtsprozentualen Anteil der tierischen Stoffe an der Produktionskapazität von Fertigerzeugnissen darstellt. Die Verpackung ist im Endgewicht des Produkts nicht enthalten. Dieser Punkt gilt nicht, wenn es sich bei dem Rohstoff ausschließlich um Milch handelt.</p>	
c)	Ausschließliche Behandlung und Verarbeitung von Milch	wenn die eingehende Milchmenge 200 t pro Tag übersteigt (Jahresdurchschnittswert)
233	Herstellung von Kohlenstoff (Hartbrandkohle) oder Elektrographit durch Brennen oder Graphitieren	

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 1. März 2018.

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung
A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung
P-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

(1) Sitzungsperiode 2017-2018

Dokumente des Wallonischen Parlaments 984 (2017-2018) Nrn. 1, 1*bis* bis 1*quinquies* bis 43.
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 28. Februar 2018.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2018/70014]

1 MAART 2018. — Decreet betreffende bodembeheer en bodemsanering (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen**Afdeling 1. — Doelstellingen en toepassingsgebied*

Artikel 1. § 1. De bodem, onlosmakelijk onderdeel van het gemeenschappelijk erfgoed van het Waalse Gewest, vervult vitale functies voor de mens en de ecosystemen, met name voor de productie van voedsel en biomassa, de opslag, de filtratie en de verwerking van verscheidene stoffen.

Het beleid van het Waals Gewest is erop gericht, via een geïntegreerde benadering, de bodemkwaliteit te vrijwaren, de talrijke bedreigingen die de bodems ondergaan te bestrijden, de bodemaantasting te verhelpen en een duurzaam bodemgebruik te bevorderen.

Dit decreet beoogt het vrijwaren en verbeteren van de bodemkwaliteit, het voorkomen van bodemverschraling, van bodemverontreiniging, de identificatie van potentiële verontreinigingsbronnen, de organisatie van de onderzoeken tot vaststelling van het bestaan van een verontreiniging en de bepaling van de modaliteiten voor de sanering van de verontreinigde bodems.

§ 2. Onverminderd artikel 5 worden uit het toepassingsgebied van dit decreet gehouden :

- 1° afval dat op de grond is neergelegd of in de bodem is verwerkt waarvan bestanddelen bij een visuele controle duidelijk als los van de grond beschouwd kunnen worden;
- 2° afval dat op de grond is neergelegd of in de bodem is verwerkt, dat niet beantwoordt aan 1° voor zover het gerecycleerd, benut of verwijderd kan worden overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen over de afvalstoffen of die beheerd worden overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de afvalstoffen van de ontginningsindustrie.

Lid 1 geldt onverminderd de toepassing van dit decreet bij bewezen verontreiniging of bij potentiële verontreiniging aanwezig in de bodem onder bedoelde afvalstoffen.

Lid 1, 2°, geldt onverminderd de toepassing van dit decreet voor de verontreinigingen of vermoedens van verontreinigingen volgend op de benutting.

De Regering kan de nadere regels voor de visuele controle vastleggen en een procedure bepalen om voor iedere persoon te bevestigen dat aan de voorwaarden bedoeld in lid 1, 1° en 2°, voldaan is.

Afdeling 2. — Begripsomschrijvingen

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

- 1° "bodem" : de oppervlaktelaag van de aardkorst, met inbegrip van de ondergrondse wateren in de zin van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en de andere bestanddelen en organismen die erin aanwezig zijn;
- 2° "verontreinigende stof" : product, preparatie, stof, chemische verbinding, organisme of micro-organisme die wegens zijn of haar concentratie een verontreiniging vormt en veroorzaakt wordt door menselijke activiteit;
- 3° "bodemverontreiniging" : de aanwezigheid op of in de bodem van verontreinigende stoffen die rechtstreeks of onrechtstreeks nadelig zijn of kunnen zijn voor de bodemkwaliteit;
- 4° "nieuwe bodemverontreiniging" : bodemverontreiniging veroorzaakt door een emissie, een gebeurtenis of een incident die zich voor hebben gedaan te rekenen van 30 april 2007;
- 5° "historische bodemverontreiniging" : bodemverontreiniging veroorzaakt door een emissie, een gebeurtenis of een incident die zich voor hebben gedaan voor 30 april 2007;
- 6° "gemengde bodemverontreiniging" : bodemverontreiniging die, zonder dat enig onderscheid kan worden gemaakt, bestaat uit een nieuwe en een historische bodemverontreiniging;
- 7° "bodemverontreiniging die een ernstige bedreiging vormt" :
 - a) bodemverontreiniging die, rekening houdend met de bodemkenmerken en de functies die de bodem vervult, met de aard, de concentratie en het risico op verspreiding van de aanwezige verontreinigende stoffen een bron van verontreinigende stoffen vormt of zou kunnen vormen die overgedragen kunnen worden op mensen, dieren en planten, waarbij zeker of vermoedelijk schade kan ontstaan voor de veiligheid of de gezondheid van de mens of de kwaliteit van het leefmilieu;
 - b) bodemverontreiniging die schade zou kunnen berokkenen aan de voorraden van tot drinkwater verwerkbaar water;
- 8° "terrein" : de grond zoals hij afgebakend is door een perceel, een deel of meerdere al dan niet gekadastreerde percelen, met inbegrip van de bouwwerken en installaties, opgericht op of in de grond;
- 9° "vervuilde grond" : grond waar de bodemvervuiling aangetoond is;
- 10° "potentieel vervuilde grond" : grond waar bodemvervuiling vermoed wordt, met name wegens de aanwezigheid of het voorvallen, in het verleden, van een omschreven activiteit of installatie die de bodem zou kunnen verontreinigen of wegens het gekend zijn van een bijzonder voorval of de aanwezigheid van afvalstoffen, nog eens bevestigd door onderzoeken uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van dit decreet;
- 11° "oriëntatieonderzoek" : het onderzoek, uitgevoerd door een deskundige, waarbij beoogd wordt na te gaan, of er van enige bodemvervuiling sprake is en in voorkomend geval een eerste omschrijving en inschatting van de omvang van die vervuiling wordt gegeven;
- 12° "kenmerkenonderzoek" : het onderzoek, uitgevoerd door een deskundige waarbij de bodemvervuiling omschreven en de exacte ligging ervan aangegeven wordt om te oordelen of bodemsanering noodzakelijk is;
- 13° "gecombineerd onderzoek" : het onderzoek, uitgevoerd door een deskundige waarin in één enkel onderzoek de inhoud en de doelstellingen van oriëntatie- en kenmerkenonderzoek gecombineerd worden;

- 14° "bodemsanering" : het behandelen, verwijderen, neutraliseren, immobiliseren en ter plaatse beperken van bodemverontreiniging om het terrein verenigbaar te maken met een bepaald gebruik;
- 15° "veiligheidsmaatregelen" : maatregelen, eveneens in de vorm van beperkingen in de toegang en in het gebruik, uitgezonderd de saneringshandelingen en -werken waarmee de gevolgen van een bodemverontreiniging beheersbaar worden gemaakt of het ontstaan ervan voorkomen wordt;
- 16° "opvolgingsmaatregelen" : maatregelen die de verplichtinghouder dient te nemen om zich ervan te vergewissen, dat de risico's tijdens het uitvoeren van de verplichtingen bedoeld in artikel 19 beheerst worden, met inbegrip van de uitvoering van de bodemsanerende handelingen en werken;
- 17° "best beschikbare technieken" : de best beschikbare technieken, zoals omschreven in artikel 1, 19°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, toegepast op bodembeheer, die voorzien in een duurzame sanering op basis van indicatoren omschreven op leefmilieu-, economisch en maatschappelijk vlak;
- 18° "administratie" : de administratieve dienst, aangewezen door de Regering;
- 19° "met het toezicht belaste ambtenaar" : de ambtenaar, daartoe aangewezen door de Regering;
- 20° "SPAQuE" : de "Société publique d'aide à la qualité de l'environnement", bedoeld in artikel 22, § 2, van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen;
- 21° "deskundige" : deskundige in het beheer van verontreinigde bodems voor de uitvoering van de opdrachten bedoeld in dit decreet;
- 22° "achtergrondconcentratie" : omgevingsconcentratie van een pollutant in de bodem; de omgevingsconcentraties kunnen wijzen op natuurlijke geologische variaties of op de invloed van een veralgemeende landbouw-, industriële of stedelijke activiteit;
- 23° « drempelwaarde » : concentratie aan verontreinigende stoffen die overeenstemt met een niveau boven welk :
— een kenmerkenonderzoek wordt ondernomen;
— een sanering wordt ondernomen in het geval van een nieuwe verontreiniging;
— en een sanering wordt ondernomen wanneer er een ernstige bedreiging bestaat in het kader van een historische verontreiniging;
- 24° « bijzondere waarde » : de concentratie in de bodem van één of meerdere bepaalde verontreinigende stoffen, vastgesteld na een oriënteringsonderzoek, een kenmerkenonderzoek, een gecombineerd onderzoek of een sanering, die een residuele verontreiniging vormt, vastgelegd in het bodemcontrolecertificaat;
- 25° « bodemcontrolecertificaat » : certificaat waarvan de Regering de minimuminhoud vastlegt, in voorkomend geval per type procedure, en dat de beslissing inhoudt waarbij is vastgesteld dat een terrein het voorwerp heeft uitgemaakt van een oriënteringsonderzoek, een kenmerkenonderzoek, een gecombineerd onderzoek, saneringshandelingen en -werken, een onmiddellijke beheersmaatregel of saneringshandelingen en -werken toevertrouwd aan de SPAQuE en dat de gemeten pollutentconcentraties voldoen aan de voorschriften van dit decreet en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;
- 26° « Wetboek » : Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;
- 27° « afstand » : elke translatieve, constitutieve, declaratieve of abdicatieve handeling betreffende een zakelijk recht, de verlenging ervan alsook de opbouw, overdracht of abdicatie van persoonlijke rechten van meer dan negen jaar, met inbegrip van de onroerende leasing en de vermogensinbrengen en -overdrachten in de vennootschap, met uitsluiting van de door de Regering opgesomde handelingen met een familiaal karakter;
- 28° "ISSeP" : het « Institut scientifique de service public » (Openbaar wetenschappelijk instituut), opgericht bij het decreet van 7 juni 1990, inzonderheid op artikel 4, § 3, gewijzigd bij het decreet van 9 april 1998;
- 29° « laboratorium » : het laboratorium, erkend om de analyses bepaald bij dit decreet uit te voeren;
- 30° bodembeheersovereenkomst : overeenkomst, gesloten tussen het Waalse Gewest en één of meerdere natuurlijke of rechtspersonen die ertoe beoogt een investerings- en saneringsprogramma vast te leggen met de lijst, de prioriteit en de data van de tenuitvoerlegging van de onderzoeken en saneringen die de betrokken personen beloven in acht te nemen;
- 31° « herstelplan » : een van de volgende elementen :
a) het saneringsplan zoals bedoeld in artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest of in artikel 35, § 2, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest voor wijziging ervan bij het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer;
b) het tenuitvoerleggingsplan om het herstel in oorspronkelijke staat uit te voeren in de zin van artikel 43 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen of in de artikelen D.157, D.159 en D.163 van Boek I van het Milieuwetboek;
c) het saneringsplan bedoeld in artikel 116, § 1;
d) het plan voor herstel in oorspronkelijke staat bedoeld in artikel 71 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning of in artikel D.149 van boek I van het Milieuwetboek;
e) de omtrek van de herin te richten locatie, ingediend voor 1 juni 2017 zoals aangenomen door de Regering in de zin van de artikelen 167 of 182 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie en waarvoor een document afgeleverd door de administratie het bijzonder bestek voor de herinrichtingswerken goedkeurt;
- 32° « uitbater » : de uitbater in de zin van artikel 1, 8°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- 33° « installaties of activiteiten die een risico inhouden voor de bodem » : ingedeelde installaties en activiteiten die geacht worden een milieu-impact te hebben op de bodem met een mogelijke verontreiniging tot gevolg;
- 34° "mandataris" : iedere persoon, niet noodzakelijk een deskundige of een verplichtinghouder, behoorlijk gemandateerd door één of meerdere verplichtinghouders om als aanspreekpunt op te treden in de relaties met de administratie;

- 35° "opvullingen" : volume aarde of vaste speciën die de mens op een terrein heeft opgehoopt, waardoor de topografie ervan gewijzigd is of die ertoe bestemd is andere aarde of vaste speciën te vervangen zonder de topografie van de plaats noodzakelijkerwijs te wijzigen;
- 36° « wijziging van de grondinneming met een impact op het bodembeheer » : wijziging van de grondoppervlakte of herinrichting van de grond wegens handelingen of werken die een belemmering of een extreme moeilijkheid vormen voor onderzoeken, analyses of saneringshandelingen en werken met betrekking tot een bodemverontreiniging die vastgesteld is op het terrein of in de onmiddellijke nabijheid ervan gelegen is;
- 37° "afvalstoffen verwerkt in de bodem" : afvalstoffen in de zin van artikel 2, 1°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen die geheel of gedeeltelijk in de bodem ingegraven zijn;
- 38° "onmiddellijke beheersmaatregelen" : maatregelen gevolgd door een deskundige met het oog op het voorkomen of verminderen van de onmiddellijke gevaren en risico's en op het verwijderen van de bodemverontreiniging;
- 39° « verplichtinghouder » : de houder(s) verantwoordelijk voor één of meerdere verplichtingen vernoemd in artikel 19, lid 1.

Afdeling 3. — Voorkoming en voorlichting

Art. 3. Iedere persoon is ertoe gehouden, de passende maatregelen te treffen om de bodem te vrijwaren en iedere nieuwe bodemverontreiniging te voorkomen.

Art. 4. Om de bodem te beschermen en er een duurzame en milieuvriendelijke benutting van te garanderen, de kwaliteit ervan te vrijwaren en te herstellen en de erop inwerkende processen van afbraak en aantasting te voorkomen, kan de Regering de nodige maatregelen treffen om het volgende te reglementeren en te organiseren :

- 1° het beheer van de gronden en andere in de bodem verwerkte stoffen;
- 2° de benutting van de organische stoffen of meststoffen voor de spreiding met name in het kader van landbouwactiviteiten of van stoffen of substanties die deel uitmaken van de samenstelling ervan;
- 3° het beheer van werken die schade zouden kunnen berokkenen aan de bodemkwaliteit.

Daartoe kan zij volgende maatregelen treffen :

- 1° de monsternemings- en analysemethodes voor die stoffen of substanties en voor de bodems vaststellen;
- 2° laboratoria of deskundigen erkennen volgens de door haar bepaalde regels;
- 3° andere dienstverleners of interveniënten erkennen volgens de door haar bepaalde regels;
- 4° verplichtingen opleggen inzake rapportage, mededeling van gegevens en een authentieke databank oprichten;
- 5° de spreiding van organische stoffen of meststoffen voor de spreiding in het kader van bepaalde activiteiten op sommige percelen verbieden of inperken volgens een door haar bepaalde procedure;
- 6° onder de door haar vastgestelde voorwaarden bepaalde gebruiksvormen van de bodem en de aanwending van de organische stoffen of meststoffen voor de spreiding met name in het kader van landbouwactiviteiten reglementeren volgens bepaalde modi voor gebruik van de bodem en benutting, met inbegrip van een benuttingscertificaat, een registratiecertificaat of het certificaat van een administratieve overheid;
- 7° tegen de door haar vastgestelde voorwaarden en volgens de door haar bepaalde procedureregels, een verbod, nadere regels of een beperking opleggen voor de invoering in het Waalse Gewest van organische stoffen of meststoffen voor de spreiding in het kader van landbouwactiviteiten uit andere staten of gewesten wanneer zij vaststelt dat de absorptiecapaciteit van de bodems in het hele Waalse Gewest of een deel ervan overschreden is;
- 8° het beheer organiseren van de organische stoffen, met inbegrip van hun gedifferentieerde benutting in functie van hun kenmerken en de kenmerken van de ontvangende milieus;
- 9° de installatie, het gebruik, het onderhoud en de controle van de reservoirs reglementeren.

Eenieder die een bodem wijzigt of uitbaat waakt erover, de erosie die de bodemkwaliteit op lange termijn zou kunnen bedreigen, te voorkomen door passende landbouw- en uitbatingstechnieken zoals een erosiebestrijdende inrichting van de percelen, erosiebestrijdende teelttechnieken en gewasrotatie.

Art. 5. § 1. De Regering voorziet in het gedifferentieerd beheer van de gronden in functie van hun kwaliteit en oorsprong, en in functie van de kenmerken en de soorten benutting van de ontvangende milieus. Zij bepaalt de verantwoordelijkheden in het beheer van de gronden en in het voltooien van de procedures.

Elke grondbeweging en -benutting vereist een voorafgaandelijke kwaliteitscontrole en een certificering van die controle, en wordt traceerbaar gemaakt. De Regering stelt er de voorwaarden en nadere regels van vast; zij bepaalt de eventuele uitzonderingen.

De gegevens betreffende de bodem- en grondkwaliteit, ingezameld ter uitvoering van dit artikel, worden ingevoerd in de databank ondergrond.

§ 2. Er wordt een dossierrecht geheven voor elk dossier inzake grondbeheer dat onderworpen wordt aan de certificering voor kwaliteitscontrole en voor elke grondbeweging die aan een kennisgeving wordt onderworpen.

De Regering benadert de nadere berekenings- en inningsregels voor het dossierrecht, en de eventuele vrijstellingen.

Het dossierrecht omvat :

- 1° het bedrag dat de administratieve kosten dekt, geïnd door de administratie of in haar opdracht, en waarvan de opbrengst gestort wordt in het fonds voor afvalstoffenbeheer, opgericht in de ontvangsten- en de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest;
- 2° het bedrag geïnd door een concessiehouder ter uitvoering van een concessiecontract, gesloten overeenkomstig § 3 ter dekking van de vergoeding van de dienst.

§ 3. De certificering van de kwaliteitscontrole en de opvolging van het grondbeheer worden door de administratie of onder haar controle uitgevoerd.

De Regering kan volgende activiteiten in delegatie geven onder de vorm van één of meerdere concessies van openbare diensten :

- 1° de uitvoering van de traceerbaarheid van de gronden, met inbegrip van de noodzakelijke verificatieverrichtingen in dit verband, evenals de toelating voor grondbewegingen;
- 2° de certificering van de kwaliteitscontrole van de gronden, met inbegrip van de verificatieverrichtingen die daarvoor noodzakelijk zijn;
- 3° de inzameling en de verwerking van gegevens uit de activiteiten bedoeld in 1° en 2° en de overdracht ervan naar de databank bodemtoestand;
- 4° de inning van de dossierrechten voor haar rekening en voor rekening van de administratie, met inbegrip van de uitoefening van een controle op de storting van die bedragen;
- 5° de ontwikkeling van de informatica-instrumenten en de databanken nodig voor het beheer van de activiteiten bedoeld in 1° tot 4°, en voor de opvolging van het beheer van de gronden in het algemeen;
- 6° de mededeling van informatie over het beheer van de gronden;
- 7° alle andere opvolgings-, adviserings- en rapportageactiviteiten in verband met het grondbeheer.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaraan de concessiehouder dient te voldoen, rekening houdend met volgende minimumvereisten :

- 1° garanties geven inzake onpartijdigheid en niet-bestaan van belangenconflicten;
- 2° niet rechtstreeks betrokken zijn bij de verrichtingen voor de productie, de kwaliteitscontrole of het beheer van gronden en, in voorkomend geval, andere stoffen bedoeld in § 5;
- 3° beschikken over voldoende middelen om zijn activiteiten uit te voeren;
- 4° onder de stichters en de personen die voor de concessiehouder verbintenissen mogen aangaan, enkel personen tellen die hun burgerlijke en politieke rechten genieten en niet zijn veroordeeld voor inbreuken op de leefmilieuwetgeving in de Europese Unie;
- 5° gevestigd zijn op het grondgebied van het Waals Gewest en het taalgebruik eerbiedigen in elke relatie met de administratie en de personen die betrokken zijn bij het grondbeheer in het Waalse Gewest;
- 6° op homogene wijze het gehele Waalse grondgebied dekken en gelijke en niet-discriminerende voorwaarden toepassen;
- 7° een zekerheid stellen zodat het Gewest een waarborg krijgt inzake de zorgvuldige uitvoering van de activiteiten;
- 8° gedekt zijn door een aansprakelijkheidsverzekeringcontract voor de gezamenlijke in concessie gegeven activiteiten.

De Waalse Regering stelt vast :

- 1° de minimumregels inzake goed bestuur en transparantie die in acht te nemen zijn in het kader van de relaties van de concessiehouder met het gezag, met name de handelingen en documenten die voorafgaandelijk ter goedkeuring aan de administratie worden voorgelegd;
- 2° de minimumregels inzake goed bestuur die in acht te nemen zijn ten opzichte van de verschillende betrokken partijen;
- 3° de juridische en technische minimumvoorwaarden waarin de in concessie gegeven functionele activiteiten worden georganiseerd;
- 4° de informatieverplichtingen ten opzichte van de administratie, de gebruikers en de betrokken partijen, evenals de nadere regels voor het overmaken of ter beschikking stellen van informatie en de termijnen;
- 5° de financieringsregels voor de functionele activiteiten via de dossierrechten, en de verplichtingen inzake transparantie voor de financiering van de activiteiten en de kosten;
- 6° de regels en de nadere regels inzake openstaande beroepen tegen de beslissingen van de concessiehouder.

§ 4. Er wordt een platform opgericht voor technische dialoog en overleg tussen de verschillende partijen, betrokken bij grondbeheer. De samenstelling en de organisatie van het platform worden door de Regering in nadere regels vastgelegd.

Het platform brengt advies uit over ieder vraagstuk in verband met het grondbeheer dat het van de Minister, de administratie, de concessiehouder bedoeld in § 3 of ten minste één vijfde van zijn leden voorgelegd krijgt.

§ 5. De Regering kan de toepassing van het geheel of van een deel van de bepalingen van de §§ 1 tot 4 uitbreiden naar andere stoffen die op of in de bodems benut kunnen worden en een kwaliteitscontrole en een traceerbaarheid vereisen.

Art. 6. De uitbater en degene die een terrein bewaakt die voorwerp zijn van vervuiling met een concentratie die de criteria vastgesteld in de artikelen 53 tot 55 te boven gaat, zijn ertoe gehouden, als ze geïnformeerd zijn over de aanwezigheid van die verontreinigende stoffen, de ambtenaar belast met het toezicht onverwijld in te lichten, evenals het gemeentecollege van de betrokken gemeente(n).

Hij heeft eveneens de verplichting om de ambtenaar belast met het toezicht, evenals de eigenaar en de betrokken gemeente(n), zodra hij geïnformeerd wordt, kennis te geven van elk risico op verplaatsing van de verontreiniging buiten het terrein.

Lid één is niet van toepassing als de informatie over de aanwezigheid van verontreinigende stoffen voortvloeit uit ofwel :

- 1° een bodemanalyse die strikt is uitgevoerd met als doel het verbeteren van de wetenschappelijke kennis over de bodemkwaliteit op het grondgebied;
- 2° een bodemanalyse die strikt ertoe bestemd is de leefmilieukwaliteit of de vruchtbaarheid van landbouwgronden, bewerkte tuinen of potentieel bewerkbare gronden;
- 3° een analyse van gronden, uitgevoerd in het kader van maatregelen voor gedifferentieerd beheer van de gronden overeenkomstig artikel 5.

Afdeling 4. — Onteigening en lasten

Art. 7. Op eigen initiatief of op vraag van de verplichtinghouder kan de Regering overgaan tot onteigening ten algemene nutte van de onroerende goederen voor de uitvoering van de saneringshandelingen en –werken op het terrein.

Art. 8. § 1. De gronden die het voorwerp uitmaken van onderzoeks-, veiligheids-, opvolgings- of saneringsmaatregelen, evenals de naburige goederen, ondergaan de lasten noodzakelijk voor de goede afloop ervan, met inbegrip van de toegang, de gebruiksbepalingen, de uitvoering of de instandhouding van bouwwerken, handelingen en werken.

De Regering legt de nadere regels vast voor de toepassing van de lasten bedoeld in lid één.

De eigenaars en bezetters van die naburige goederen worden vooraf ingelicht over de uitvoering van die maatregelen, volgens de nadere regels omschreven door de Regering.

De uitoefening van dat prerogatief houdt in dat in voorkomend geval de schade aan de naburige goederen veroorzaakt door die interventies ongedaan wordt gemaakt.

§ 2. Om de opdrachten inzake inventaris of onderzoekingen, die haar worden toevertrouwd ter uitvoering van dit decreet, te verrichten, is de SPAQuE gemachtigd om tegen de door de Regering vastgestelde voorwaarden één of meerdere al dan niet gekadastreerde percelen, en de buitenkanten ervan, te betreden om er de onderzoeken, analyses en monsternames te verrichten, al dan niet vergezeld door deskundigen of gespecialiseerde ondernemingen.

Daartoe en desnoods kan de SPAQuE het optreden van de openbare macht vorderen.

§ 3. Als het betrokken perceel of de betrokken percelen ingenomen worden door een woonst, en in afwezigheid van de bewoner, wordt door de leidend ambtenaar van bedoelde administratie machtiging gevraagd aan de bevoegde rechtbank.

§ 4. Er is geen vergoeding verschuldigd aan de houders van zakelijke of persoonlijke rechten op die goederen, behalve hun beroep tegen de verantwoordelijke.

*HOOFDSTUK II. — Waarden, register van de bodemconcentraties en databank**Afdeling 1. — Waarden*

Art. 9. Onverminderd de bijzondere waarden bepaalt bijlage 1 bij dit decreet de drempelwaarden, en het toepassingsgebied ervan al naar gelang van de huidige of toekomstige feitelijke en rechtstoestand, volgens het type gebruik van het terrein zoals bepaald in bijlagen 2 en 3 bij dit decreet.

De Regering is bevoegd om de bijlagen 1, 2 en 3 aan te vullen en te wijzigen, mits motivering. De besluiten genomen krachtens dit lid zullen ophouden uitwerking te hebben als ze niet bij decreet zijn bevestigd binnen een termijn van twaalf maanden na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid is het type natuurlijk gebruik van toepassing op de terreinen gelegen in een Natura 2000-locatie en op de terreinen die in aanmerking komen voor een beschermingsstatuut in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en is het type landbouwkundig gebruik van toepassing op de terreinen gelegen in een preventiegebied van een grondwaterwinning bepaald krachtens artikel R.156 van boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Indien noch dit decreet noch de Regering de drempelwaarde betreffende een vervuilende stof overeenkomstig het eerste lid hebben vastgelegd, kan de administratie ze in haar in artikel 44 of in voorkomend geval in artikel 50 bedoelde beslissing vastleggen na advies van de door de Waalse Regering aangewezen instanties.

Afdeling 2. — Bodemconcentraties

Art. 10. De gewestelijke kaart van de bodemconcentraties wordt door de administratie opgemaakt en bijgewerkt op basis van de beste beschikbare gegevens, met inbegrip van de gegevens die door de deskundigen verstrekt worden in het kader van de oriënterings- of kenmerkenonderzoeken.

Die kaart wordt ter inzage van het publiek gelegd.

Bij gebreke van kaart bedoeld in lid één, kan de deskundige eventuele bodemconcentraties voorstellen overeenkomstig de artikelen 43, 49, 52 en 69.

Afdeling 3. — Databank ondergrond

Art. 11. § 1. De databank ondergrond wordt door de administratie geleidelijk opgesteld en beheerd.

De administratie is de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

De administratie stelt een jaarverslag op, dat aan de Regering wordt overgemaakt, die het dan overmaakt aan de voorzitter van het Waals Parlement.

§ 2. De databank ondergrond neemt voor elk al dan niet gekadastreerd perceel de gegevens die bij de administratie beschikbaar zijn zoals bedoeld in artikel 12 op.

De gegevens van de databank ondergrond worden bewaard indien ze relevant blijken te zijn.

§ 3. De administratie zorgt voor de verspreiding in elektronische vorm van de gegevens bedoeld in artikel 12, §§ 2 tot 4, als actieve informatie in de zin van Titel I van Deel III van Boek I van het Milieuwetboek. De verspreiding gebeurt via de Portaal-site Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst. De Regering stelt de nadere regels vast volgens welke deze verspreiding uitgevoerd wordt.

De administratie verschaft toegang aan iedere persoon tot de gegevens bedoeld in artikel 12, §§ 2 tot 4, die niet beschikbaar zijn in elektronische vorm. De Regering legt de nadere toegangsregels vast overeenkomstig Titel I van Deel III van Boek I van het Milieuwetboek.

Iedere persoon heeft toegang tot de gegevens bedoeld in artikel 12, § 3, middels zijn identificatie volgens de nadere regels vastgesteld door de Regering.

Art. 12. § 1. Voor elk al dan niet gekadastraerd perceel neemt de databank ondergrond de gegevens op waarover de administratie beschikt volgens de categorieën bedoeld in de paragrafen 2 tot 4.

De gegevens vervat in de databank ondergrond maakt duidelijk, tot welke categorie ze behoren.

Onverminderd artikel 75, § 3, gelden de gegevens bedoeld in §§ 2 en 3, opgenomen in de databank, tot het tegendeel wordt bewezen.

§ 2. De gegevens uit de eerste categorie hebben betrekking op :

- 1° de percelen waarvoor een machtiging die een installatie of een activiteit beoogt met een risico voor de bodem is uitgereikt in het kader van een administratieve ordehandhaving;
- 2° de percelen die een bodemverontreiniging zouden kunnen vertonen, vermeld in de processen-verbaal van vaststelling van een overtreding en de bezoekverslagen opgesteld door de personeelsleden aangewezen krachtens artikel D.140 van Boek I van het Milieuwetboek of door de personeelsleden aangewezen bij de bepalingen bedoeld in artikel D.138 van Boek I van het Milieuwetboek voor wijziging ervan bij het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van Boek I van het Milieuwetboek;
- 3° de percelen vallend onder een vervuild of potentieel vervuild terrein;
- 4° de percelen die een residuele vervuiling vertonen na afloop van de uitvoering van een herstelplan dat het voorwerp uitmaakt van een goedgekeurde plaatsomschrijving;
- 5° de bodemcontrolecertificaten;
- 6° de gegevens en documenten uitgebracht overeenkomstig artikel 5;
- 7° de referenties van de machtigingen tot uitbating en milieuvergunningen met betrekking tot de installaties en activiteiten die een risico inhouden voor de bodem;
- 8° de referenties van de herstelplannen;
- 9° de documenten die de zorgvuldige uitvoering van een sanering overeenkomstig een herstelplan bewijzen;
- 10° de beslissingen van de administratie over de gegevens bedoeld in paragraaf 3;
- 11° de beslissingen van de Regering bedoeld in de artikelen 79 en 81.

§ 3. De gegevens uit de tweede categorie hebben betrekking op :

- 1° de oriëntatieonderzoeken;
- 2° de kenmerkenonderzoeken;
- 3° de gecombineerde onderzoeken;
- 4° de saneringsprojecten;
- 5° de eindbeoordelingen van de saneringshandelingen en -werken bedoeld in artikel 71;
- 6° de gegevens met betrekking tot de uitvoering van aanvullende werken bedoeld in artikel 71;
- 7° de veiligheidsmaatregelen;
- 8° de opvolgingsmaatregelen;
- 9° de gegevens ingezameld in het kader van de onmiddellijke beheersmaatregelen bedoeld in artikel 80.

§ 4. De gegevens uit de derde categorie omvatten alle gegevens van strikt indicatieve aard die betrekking hebben op een bepaald perceel en die ten opzichte van de genererende feiten bedoeld in de artikelen 23 tot 27 niet de verplichtingen bedoeld in artikel 19 doen ontstaan. Het informatieve karakter van die gegevens wordt als dusdanig duidelijk vermeld.

De categorie bedoeld in lid 1 omvat :

- 1° de gegevens die betrekking hebben op de percelen, geïnventariseerd in het kader van onderzoeken of onderzoekingen die vaststellen dat ze installaties of activiteiten die een risico inhouden voor de bodem, ontvangen hebben of kunnen hebben. Als dusdanig worden de voormalige activiteiten of installaties geacht die gevaarlijke stoffen met een potentiële impact op de bodem hebben kunnen gebruiken;
- 2° de vermelding van de aanwezigheid van opgehoogde aarde op bedoeld terrein;
- 3° de gegevens medegedeeld krachtens artikel 6 of medegedeeld op initiatief van de gemeentelijke overheden.

De Waalse Regering bepaalt de nadere regels volgens welke die gegevens een voldoende betrouwbaar vermoeden van vervuiling kunnen vormen om geval per geval toegewezen te worden aan de eerste categorie bedoeld in § 2.

Art. 13. § 1. Er staat voor eenieder, volgens nadere regels voorzien door de Regering, een recht open tot rechtzetting van de gegevens vervat in de databank ondergrond. De uitoefening van dat recht heeft geen beperking in de tijd.

§ 2. De percelen waarvan de gegevens het voorwerp hebben uitgemaakt van een aanvraag tot rechtzetting worden voorzien van een dienovereenkomstige melding in de databank ondergrond.

De verplichtingen ontstaan uit de artikelen 23 tot 27 voortvloeiend uit gegevens van de databank over de toestand ondergrond worden niet opgeschort wegens de aanvraag tot rechtzetting voor betrokken perceel, behalve in de gevallen bepaald door de Regering.

Art. 14. § 1. Er wordt een beheers- en toezichtcomité van de databank ondergrond opgericht, hierna het Comité genoemd. Het Comité wordt ermee belast te waken over en bij te dragen tot de doeltreffende en veilige werking van de databank ondergrond. Daartoe bestaat zijn opdracht erin :

- 1° de werking en de benutting van de databank ondergrond te controleren met inbegrip van de aanvragen tot rechtzetting bedoeld in artikel 13;
- 2° ter attentie van de Minister bevoegd voor Leefmilieu suggesties te formuleren over de opportuniteit om het uitgevoerde systeem te wijzigen met betrekking tot de inachtneming van het zorgvuldig gebruik van de gegevens opgenomen in de databank.

§ 2. Het Comité bestaat uit zes leden, aangewezen door de Regering met volgende verdeling :

- 1° één vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu, die het voorzitterschap waarneemt;
- 2° twee vertegenwoordigers van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;
- 3° twee vertegenwoordigers van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst;
- 4° één vertegenwoordiger van de SPAQuE.

De Regering kan de samenstelling van het comité verder aanvullen.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de werking van het beheerscomité en bepaalt zijn opdrachten nader. Het Comité legt zijn huishoudelijk reglement ter goedkeuring aan de Regering voor.

Art. 15. § 1. De administratie zamelt bij de referentiebronnen die over de nodige gegevens beschikken in het kader van hun activiteiten, die gegevens in nodig voor de invulling van de databank ondergrond.

Elke referentiebron maakt de administratie de gegevens over die ze bezit volgens de technische regels opgenomen in een protocol dat de administratie samen met de referentiebron ondertekend heeft. Het overmaken van die gegevens maakt een eenduidige aanwijzing van de betrokken percelen en een toewijzing tot een categorie waarvan die gegevens deel zouden moeten uitmaken, mogelijk.

De Regering stelt de minimuminhoud van het protocol vast.

§ 2. De referentiebronnen zijn :

- 1° de administratie voor wat betreft de gegevens bedoeld in artikel 12, §§ 2, 3 en 4;
- 2° de SPAQuE voor wat betreft de gegevens bedoeld in artikel 12, §§ 2, 3°, 4°, 5°, 9°, 10° en § 4;
- 3° de autoriteiten die de herstelplannen goedkeuren en beheren voor wat betreft de gegevens bedoeld in artikel 12, § 2, 9° en 10°;
- 4° de krachtens artikel 5 aangewezen concessiehouder voor wat betreft de gegevens bedoeld in artikel 12, § 2, 6°.

§ 3. De autoriteit die betrokken partij is bij een gerechtelijke procedure of een betwisting maakt de administratie, zodra deze uitgesproken zijn, een afschrift over van de vonnissen en arresten in verband met de bodemverontreinigingen.

§ 4. De Regering stelt de minimuminhoud van het protocol bedoeld in § 1 vast en legt de nadere regels vast volgens welke de referentiebronnen en autoriteiten waarvan sprake in §§ 2 en 3 de gegevens aan de administratie verstrekken.

De Regering legt de nadere regels vast voor de invoering van gegevens in, en het beheer van de databank ondergrond, alsook voor het aanmaken van het cartografisch informatiemateriaal van de databank ondergrond.

Art. 16. Nadat de administratie de gegevens heeft laten opnemen in de databank ondergrond, maakt ze jaarlijks ter informatie een samenvatting van de relevante gegevens aan de betrokken gemeenten over.

De Regering stelt de nadere regels vast volgens welke de houders van zakelijke rechten of de uitbaters voor de terreinen die hen betreffen ingelicht worden over de opname van gegevens in de databank ondergrond.

Art. 17. § 1. De Administratie verstrekt bij aangetekend schrijven of per e-mail een eensluidend verklaard uittreksel van de databank ondergrond aan elke persoon die erom verzoekt.

Het eensluidend verklaard uittreksel wordt bij aangetekend schrijven of per e-mail verstrekt mits betaling van een dossierrecht gestort aan het "Fonds pour la protection de l'Environnement" (Fonds Leefmilieubescherming), "section Protection des sols" (Afdeling Bodembescherming), bedoeld in artikel D.170, § 1, van Boek I van het Milieuwetboek.

De Regering bepaalt de geldigheidsduur, de modaliteiten voor de aanvraag en de afgifte van het eensluidend verklaard uittreksel van de databank ondergrond alsook de modaliteiten voor de inning van de dossiersrechten.

Er wordt een eensluidend uittreksel verstrekt voor elk beoogd, al dan niet gekadastraerd perceel.

In het geval dat de databank ondergrond geen enkel gegeven bevat voor het betrokken perceel, wordt dit uitdrukkelijk vermeld in het eensluidend verklaard uittreksel van de databank.

§ 2. Het bedrag van het dossierrecht voor de afgifte van het eenvormig uittreksel wordt volgens onderstaande formule berekend :

$$M = A + [(N-1) \times B]$$

Waarbij :

- 1° « M het dossierrecht is »;
- 2° "A = 30 euro";
- 3° "N het aantal al dan niet gekadastraerde percelen is betreffende hetzelfde goed dat het voorwerp uitmaakt van éénzelfde aanvraag";
- 4° "B = 10 euros".

Wanneer een aanvraag minstens één niet gekadastraerd perceel beoogt, wordt het bedrag van het dossierrecht vermeerderd met 100 euro.

Indien het eensluidend verklaard uittreksel per aangetekend schrijven wordt afgegeven, wordt het dossierrecht met 10 euro vermeerderd.

Het bedrag van het dossierrecht wordt beperkt tot maximum 320 euro.

Eénzelfde aanvraag wordt beperkt tot maximum 80 al dan niet gekadastraerde percelen. Bij een hoger aantal wordt de aanvraag onderworpen aan een voorafgaandelijke goedkeuring volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

*Afdeling 4. — Waalse code van goede praktijken
en Waals compendium van methodes voor monsternemingen en analyses*

Art. 18. § 1. De Regering neemt minimumregels aan voor technische procedures met betrekking tot :

- 1° het oriëntatie-, kenmerken- en risico-onderzoek;
- 2° het saneringsproject;
- 3° de eindbeoordeling.

Aan de minimumregels bedoeld in lid 1 wordt een Waalse code van goede praktijken (Franse afkorting : CWBP) toegevoegd, opgemaakt in de vorm van referentiehandleidingen.

De Waalse code van goede praktijken heeft een indicatieve waarde en beoogt de kwaliteit van het deskundigenproces te waarborgen. Hij bevat criteria waarmee de deskundige kan verantwoorden en waarborgen dat de alternatieve methodologieën die hij voorstelt een gelijkwaardig informatieniveau en een gelijkwaardige informatiekwaliteit bezitten.

De minimumregels bedoeld in lid 1 en de Waalse code van goede praktijken bevatten specifieke en vereenvoudigde technische procedures voor wat betreft de onderzoekingen en analyses van de risico's in verband met aardeophogingen. Ze kunnen eveneens methodologieën bevatten in verband met de bodembescherming, de bestrijding en het herstel van bodemkwaliteitsaantastingen.

§ 2. De Regering neemt de minimumregels aan voor methodes inzake afnemings- en monsterneming, bewaring, voorbehandeling en analyse van de monsters alsook de analytische procedures tot bepaling van de gehalten aan verontreinigende stoffen in de bodems.

Aan de minimumregels bedoeld in lid 1 wordt een Waals compendium van de methodes voor monsternemingen en analyses toegevoegd, Franse afkorting : CWEA.

Die minimumregels en het CWEA bevatten criteria waarbij het laboratorium en de deskundige in de mogelijkheid gesteld worden om te verantwoorden en te waarborgen dat de methodes voor analyse en monsterneming die zij voorstellen een gelijkwaardig informatieniveau en een gelijkwaardige informatiekwaliteit verzekeren. Ze bevatten eveneens specifieke en vereenvoudigde methodes voor de monsterneming en analyses voor wat betreft de aardeophogingen.

HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen, genererende feiten, verplichtinghouders en afwijkingen*

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 19. De verplichtingen van dit decreet houden, in voorkomend geval, het volgende in :

- 1° een oriënteringsonderzoek;
- 2° een kenmerkenonderzoek;
- 3° een saneringsproject;
- 4° de uitvoering van saneringshandelingen en -werken;
- 5° de uitvoering van opvolgingsmaatregelen;
- 6° de uitvoering van veiligheidsmaatregelen, met uitzondering van toegangs-, gebruiks- en benuttingsbeperkingen.

Overeenkomstig artikel 52 kan de verplichtinghouder beslissen een gecombineerd onderzoek in plaats van het oriënteringsonderzoek bedoeld in het eerste lid, 1°, in te voeren.

De veiligheidsmaatregelen worden in het bodemcontrolecertificaat bepaald volgens de verplichtingen bedoeld in het eerste lid, en blijven ten laste van de oorspronkelijke verplichtinghouder met uitzondering van de toegangs-, gebruiks- en benuttingsbeperkingen eigen aan de grond, en die nageleefd moeten worden door elke huidige of toekomstige gebruiker en elke houder van een zakelijk recht daarop.

Art. 20. § 1. Ten aanzien van alle genererende feiten bedoeld in de artikelen 23 tot 28 worden de stappen in verband met de verplichtingen, indien de verplichtinghouder failliet verklaard is, het voorwerp uitmaakt van een beslaglegging of van een collectieve schuldenregeling, respectievelijk ondernomen door :

- 1° de curator, voor rekening van de massa;
- 2° de gevolmachtigde notaris, voor rekening van de beslag leggende schuldeisers;
- 3° de bemiddelaar, voor rekening van de persoon die voor schuldbemiddeling in aanmerking komt.

De schulden i.v.m. de uitvoering van het oriënteringsonderzoek, het kenmerkenonderzoek, het gecombineerd onderzoek, het saneringsproject, de uitvoering van saneringshandelingen en -werken, alsook de veiligheids- en opvolgingsmaatregelen, inclus de kosten voor het eventueel stellen van financiële zekerheden, zijn ten laste van de massa. Hetzelfde geldt indien een beroep wordt gedaan op artikel 22 door de curator, de gevolmachtigde notaris of de bemiddelaar, in uitvoering van artikel 31, § 6, eerste lid.

§ 2. De Regering beschikt over een algemeen voorrecht op alle roerende goederen van de verplichtinghouders en kan een wettelijke hypotheek op alle goederen van die personen vestigen. Het voorrecht neemt rang onmiddellijk na de voorrechten bedoeld in de artikelen 19 en 20 van de wet van 16 december 1851 betreffende de herziening van het hypotheekstelsel.

Art. 21. § 1. Iedereen kan een naar behoren onderbouwde aanvraag bij de administratie indienen, met als doel een overeenkomst van bodembeheer te ondertekenen.

Een overeenkomst van bodembeheer kan ondertekend worden :

- 1° wanneer de vrijwillige onderwerping bedoeld in artikel 22 op meerderen gronden betrekking heeft;
- 2° wanneer de verplichtingen van de verplichtinghouder op meerdere gronden betrekking hebben;
- 3° als er meerdere verplichtinghouders zijn op een vervuild of potentieel vervuild grond, na overleg van de houders zoals bedoeld in artikel 73 van dit decreet;
- 4° wanneer de vervuilde of potentieel vervuilde grond deel uitmaakt van een project in de zin van artikel D.IV.31 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, waarvoor een proces-verbaal goedgekeurd is of goedgekeurd geacht wordt.

- 5° wanneer de aangetroffen toestand elementen bevat die de uitvoering van dit decreet kunnen bemoeilijken. De Regering bepaalt de toestanden die als complex beschouwd kunnen worden in de zin van deze bepaling.

Deze aanvraag bevat een voorstel van onderzoeks- en saneringsprogramma met de lijst, de prioriteit en de data van tenuitvoerlegging van de onderzoeken en saneringen die de betrokken persoon of personen zich ertoe verbinden in acht te nemen.

De administratie beslist binnen de zestig dagen.

In functie van de omstandigheden kunnen de administratie en de « SPAQuE » op eigen initiatief, in het kader van de toevertrouwde opdrachten, het sluiten van een overeenkomst voorstellen.

§ 2. De overeenkomst van bodembeheer bepaalt het onderzoeks- of saneringsprogramma met de lijst, de prioriteit en de data van tenuitvoerlegging van de onderzoeken of saneringen die de betrokken personen zich ertoe verbinden in acht te nemen. De partijen kunnen elk onderling akkoord laten opnemen, met name omtrent de mogelijke herontwikkeling van de locatie, voor zover het van dit decreet niet afwijkt.

Onverminderd de andere bepalingen vervangen de in de overeenkomst van bodembeheer bedoelde termijnen voor uitvoering van de in artikel 19 bedoelde verplichtingen, de termijnen die in het decreet voorzien zijn.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten in verband met het sluiten van de overeenkomst van bodembeheer, de duur en toepassingsvoorwaarden ervan, en kan het model ervan vaststellen.

Afdeling 2. — Vrijwillige onderwerping

Art. 22. § 1. Eénieder die het wenst kan zich via een aan de administratie gerichte kennisgeving individueel onderwerpen aan de bepalingen van dit decreet. Bij gebrek aan dergelijke kennisgeving wordt de vrijwillige onderwerping geacht te hebben plaatsgevonden door de toezending van :

- 1° het oriënteringsonderzoek volgens de vormen en de modaliteiten voorgeschreven in artikel 43;
- 2° het gecombineerd onderzoek volgens de vormen en de modaliteiten voorgeschreven in artikel 52;
- 3° het saneringsproject beoogd bij de versnelde saneringsprocedure volgens de vormen en modaliteiten voorgeschreven in artikel 69;
- 4° het inlichten over de aanstelling van een deskundige om over te gaan tot dringende beheersmaatregelen volgens de vormen en modaliteiten voorgeschreven in artikel 80.

Voor éénieder die niet aan de verplichtingen voortvloeiend uit de artikelen 23 tot 27 onderworpen is, is de vrijwillige onderwerping bedoeld in het eerste lid een onderwerping zonder enig nadelige erkenning en zonder nadere verbintenis om één of meerdere verplichtingen bedoeld in artikel 19 te verwezenlijken. Onverminderd artikel 29, § 1, eerste lid, 1°, en artikel 31, § 6, tweede lid, kan de betrokken persoon te allen tijde de administratie verzoeken ontlast te worden van de verplichting om zijn verbintenis na te leven.

§ 2. Indien de wens om zich aan de bepalingen van hoofdstuk IV te onderwerpen betrekking heeft op één of verschillende terreinen waarvan de bodem verontreinigd of potentieel verontreinigd is, onderwerpt de natuurlijke of rechtspersoon aan de goedkeuring van de administratie een onderzoeks- en saneringsprogramma met de lijst, de prioriteit en de data van de tenuitvoerlegging van de onderzoeken en saneringen die hij zich ertoe verbindt, in acht te nemen.

§ 3. De vrijwillige onderwerping bedoeld in paragraaf 1 kan het voorwerp uitmaken van een overeenkomst van grondbeheer zoals bedoeld in artikel 21.

Afdeling 3. — Genererende feiten uit het oriënteringsonderzoek

Art. 23. § 1. Een oriënteringsonderzoek wordt door de aanvrager van een stedenbouwkundige vergunning, van een globale vergunning of van een geïntegreerde vergunning uitgevoerd op een terrein vermeld als vervuild of potentieel vervuild in de databank ondergrond, voor zover de handelingen en werken die het voorwerp uitmaken van de vergunningsaanvraag het volgende inhouden, hetzij :

- 1° de uitvoering van handelingen en werken zoals bedoeld in artikel D.IV.4, eerste lid, 1°, 4°, 9° en 13°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, voor zover ze een wijziging van de grondinneming met gevolgen voor het grondbeheer inhouden;
- 2° een wijziging van het gebruikstype naar een dwingender gebruik, veroorzaakt door een feitelijke wijziging van bestemming of gebruik;

Het oriënteringsonderzoek of gecombineerd onderzoek wordt bij de vergunningsaanvraag gevoegd en wordt tegelijkertijd aan de administratie overgemaakt overeenkomstig de artikelen 43, eerste lid, en 52, § 1, tweede lid. De procedure tot onderzoek van de bedoelde vergunningsaanvragen wordt overeenkomstig de toepasselijke wetgevingen vervolgd.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op vergunningsaanvragen :

- 1° die als hoofddoel de verwezenlijking beogen van een netwerk voor de distributie, de productie of de sanering van water, elektriciteit of gas, telecommunicatie, tele-informatica, teledistributie of het vervoer van gas, elektriciteit of vloeistoffen;
- 2° die als hoofddoel de verwezenlijking beogen van wegenwerken;
- 3° in verband met een tijdelijke vestiging in de zin van artikel 1, 4°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en waarvan de onafgebroken exploitatieduur niet meer dan één jaar bedraagt.

§ 3. De Regering kan een lijst vaststellen van de handelingen en werken waarop paragraaf 1 niet van toepassing is, wegens aard of omvang ervan.

§ 4. Wanneer de vergunning niet afgeleverd wordt of wanneer de aanvrager bedoeld in § 1, 1°, beslist zijn vergunning niet uit te voeren, is hij er niet toe gehouden, de onderzoeken verder te zetten en is hij er niet toe gehouden het saneringsproject noodzakelijk voor de uitvoering van zijn project te verwezenlijken, voor zover hij niet als verplichtinghouder krachtens artikel 26 aangeduid wordt of is.

Art. 24. § 1. Een oriënteringsonderzoek wordt uitgevoerd door de exploitant van een installatie of activiteit die een risico voor de bodem inhoudt :

- 1° wanneer de bedoelde installatie of activiteit stopgezet wordt;
- 2° na afloop van de vergunning of verklaring die de bedoelde installatie of activiteit machtigt;
- 3° wanneer de vergunning die de bedoelde installatie of activiteit machtigt definitief ingetrokken wordt;
- 4° in het geval van een in kracht van gewijsde gegane beslissing waarbij het verbod op de exploitatie van de bedoelde installatie of activiteit definitief uitgesproken wordt ;
- 5° in geval van faillissement.

De Regering bepaalt de lijst installaties of activiteiten die een risico voor de bodem inhouden.

§ 2. Paragraaf één is niet van toepassing op tijdelijke vestigingen in de zin van artikel 1, 4°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen, waarvan de onafgebroken exploitatieduur niet meer dan één jaar bedraagt.

§ 3. De Regering kan criteria vaststellen waarop paragraaf 1 niet van toepassing is, voor elke installatie of activiteit die een risico voor de bodem inhoudt.

Art. 25. Een oriënteringsonderzoek wordt uitgevoerd door de veroorzaker van milieuschade die de bodems treft in de zin van artikel D.94, 1°, c), van Boek I van het Milieuwetboek.

Art. 26. § 1. Een oriënteringsonderzoek wordt uitgevoerd na beslissing van de administratie indien er ernstige aanwijzingen zijn dat een bodemverontreiniging de drempelwaarden of bodemconcentraties, indien deze hoger zijn dan de drempelwaarden, overschrijdt of dreigt te overschrijden. Bij de beslissing wordt het vervuild terrein geïdentificeerd en wordt er bepaald ten laste van wie het oriënteringsonderzoek uitgevoerd moet worden. Bij de beslissing van de administratie kunnen er opvolgingsmaatregelen worden opgelegd totdat over het oriënteringsonderzoek beslist wordt.

In afwijking van lid 1 mag de administratie niet beslissen om een verplichtinghouder aan te duiden wanneer :

- 1° de overschrijding van de drempelwaarden toe te schrijven is aan een inbreng van stoffen conform het gebruikscertificaat of de registratie, afgegeven overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
- 2° de overschrijding van de drempelwaarden te wijten is aan een ophoging van aarde of van andere stoffen met inachtneming van de bepalingen die overeenkomstig artikel 5 genomen zijn;
- 3° dringende beheersmaatregelen conform artikel 79 genomen worden;
- 4° de exploitant of de houder van zakelijke rechten voor wie een aanwijzing als verplichtinghouder overwogen wordt, aantoonde dat hij geen fout of nalatigheid begaan heeft en dat de milieuschade toe te schrijven is aan een emissie of aan een uitdrukkelijk gemachtigde gebeurtenis die voldoet aan alle voorwaarden in verband met een machtiging of een vergunning die van toepassing is op de datum van de emissie of gebeurtenis. De Regering bepaalt de procedure en modaliteiten onder welke bedoelde verplichtinghouder de noodzakelijke bewijselementen levert.

De administratie kan bij éénieder elk beschikbaar document opvragen die zij nuttig acht om na te gaan of één van de situaties bedoeld in lid 2 aangetroffen is.

§ 2. De administratie duidt bij voorrang als verplichtinghouder de veroorzaker of de vermoedelijke veroorzaker van de bodemverontreiniging aan. Geen enkele veroorzaker of vermoedelijke veroorzaker mag aangeduid worden wanneer :

- 1° hij niet geïdentificeerd kan worden of moeilijk identificeerbaar is;
- 2° hij niet voor de verontreiniging aansprakelijk gesteld kan worden;
- 3° de verdeling van de aansprakelijkheid tussen alle veroorzakers moeilijk te stellen is conform de voorwaarden vastgesteld door de Regering.

De veroorzaker of de vermoedelijke veroorzaker mag niet aangeduid worden indien hij insolvent is, behalve als de insolventie het gevolg is van een fraude in de zin van artikel 490bis van het Strafwetboek.

Bij ontstentenis van een veroorzaker of vermoedelijke veroorzaker duidt de administratie als verplichtinghouder de exploitant aan, voor zover hij niet insolvent is, behalve als de insolventie het gevolg is van een fraude in de zin van artikel 490bis van het Strafwetboek.

§ 4. Bij gebrek aan andere verplichtinghouders aangeduid overeenkomstig §§ 2 en 3, duidt de administratie als verplichtinghouder de vruchtgebruiker, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de lessee aan, die daadwerkelijk over het terrein beschikt.

Wanneer er geen verdeling van het zakelijk recht op het terrein is, duidt de administratie de eigenaar van het bedoelde terrein aan.

§ 5. Diegene die vrijwillig de bepalingen van hoofdstuk IV overeenkomstig artikel 22 toepast, treedt in de plaats elke andere verplichtinghouder voor de periode waarin hij zich ertoe verbonden heeft.

§ 6. In de gevallen bedoeld in § 2 tot 4 kunnen meerdere verplichtinghouders van dezelfde rang gelijktijdig aangeduid worden.

§ 7. Wanneer een publiekrechtelijke maatschappij belast wordt met de herinrichting van een locatie in de zin van artikel D.V.1, lid 1, 2°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, in geval van ernstige dreiging en indien de verantwoordelijke voor de verontreiniging niet zelf heeft gesaneerd, kan de Regering de publiekrechtelijke maatschappij desgevallend ermee belasten de sanering overeenkomstig dit decreet uit te voeren.

Art. 27. Wanneer uit de goedkeuring door de administratie van een onderzoek, uitgevoerd door de verplichtinghouder, blijkt dat er een andere verplichtinghouder dient te worden aangeduid, kan laatstgenoemde door de administratie worden aangeduid ter uitvoering van alle of een deel van de verplichtingen bedoeld in artikel 19.

In het geval bedoeld in lid 1 kan de verplichtinghouder of de deskundige belast met de onderzoeken voor zover hij gemachtigd is, bij de administratie een aanvraag indienen tot aanduiding van een andere verplichtinghouder.

De administratie neemt een beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag.

Zodra de beslissing van de administratie aan de nieuwe verplichtinghouder meegedeeld is, wordt de verplichtinghouder die oorspronkelijk aangeduid is, vrijgesteld van de verplichtingen bedoeld in artikel 19.

Afdeling 4. — Feiten die andere verplichtingen doen ontstaan

Art. 28. Dit zijn de feiten die andere verplichtingen doen ontstaan :

- 1° een kenmerkenonderzoek wordt uitgevoerd na beslissing van de administratie, overeenkomstig artikel 44, lid 2, 4°, en artikel 50, lid 2, 5°;
- 2° een saneringsproject wordt uitgevoerd, na beslissing van de administratie, overeenkomstig artikel 50, lid 2, 4°;
- 3° saneringshandelingen en –werken worden uitgevoerd, na beslissing van de administratie, overeenkomstig artikels 66 en 69;
- 4° opvolgingsmaatregelen worden uitgevoerd, na beslissing van de administratie, overeenkomstig artikel 44, lid 2, 4° en 5°, en lid 3, en artikel 50, lid 4, en artikel 71, § 3, lid 1, 3°;
- 5° veiligheidsmaatregelen worden uitgevoerd, na beslissing van de administratie, overeenkomstig artikels 44, lid 3, en 50, § 1, lid 2, 1°, en artikel 71, § 3, lid 1, 3° en artikel 80, § 3, lid 4, 1°.

Afdeling 5. — Afwijkingen

Art. 29. § 1. In afwijking van de artikelen 23 tot 27 ontstaat er geen verplichting een oriënteringsonderzoek uit te voeren wanneer :

- 1° een vrijwillige onderwerping aan de bepalingen van hoofdstuk IV, overeenkomstig artikel 22, ingediend is door de verplichtinghouder of een derde, voor zover de bedoelde personen hun verplichtingen nagaan;
- 2° wanneer er onderzoeken of saneringshandelingen en –werken overeenkomstig dit decreet of de bepalingen bedoeld in de artikelen 112 tot 118 of overeenkomstig een herstelplan, in uitvoering zijn en wanneer de verplichtinghouder zijn verplichtingen naleeft;
- 3° wanneer een van de volgende documenten voor het betrokken terrein ingediend is, voor zover de voorschriften bepaald daarin nageleefd worden :
 - een bodemcontrolecertificaat;
 - een herstelplan goedgekeurd en uitgevoerd overeenkomstig de wettelijke bepalingen die respectievelijk van kracht zijn;
 - een document dat een indicatief onderzoek of een kenmerkenonderzoek goedkeurt zoals bedoeld in de artikelen 112 tot 115 dat concludeert dat er geen aanleiding toe is, de procedure verder te zetten;
 - een document waaruit blijkt dat het terrein het voorwerp heeft uitgemaakt van saneringshandelingen en –werken door de « SPAQuE » in uitvoering van dit decreet of van artikel 43 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
 - op het terrein is reeds een oriënteringsonderzoek of een gecombineerd onderzoek uitgevoerd en is goedgekeurd minder dan tien jaar voor de dag waarop het genererende feit zich heeft voorgedaan;
- 4° de administratie de verplichtinghouder, op diens aanvraag of op eigen initiatief, overeenkomstig artikel 46 een vrijstelling heeft verleend met betrekking tot het oriënteringsonderzoek .

Lid 1, 3° en 4°, is niet van toepassing in geval van vervuiling of vermoedelijke vervuiling die zich later heeft voorgedaan of die niet onderzocht is, of wanneer noemenswaardige elementen ontstaan zijn en die niet in overweging genomen zijn of konden worden.

§ 2. In afwijking van § 1, lid 1, 3°, ontstaan de verplichtingen bedoeld in artikel 24 wanneer het bedoelde document meer dan vijf jaar voor de datum van het genererende feit ingediend is.

Art. 30. § 1. In afwijking van artikel 28 ontstaan de verplichtingen bedoeld in artikel 19, lid 1, 2° tot 6°, niet voor de drager die het oriënteringsonderzoek overeenkomstig de artikelen 23 tot 27 uitgevoerd heeft, wanneer :

- 1° de drager, na de onderzoeken goedgekeurd door de administratie overeenkomstig de artikelen 44 of 50, aantoonde dat de vervuiling het gevolg is van een verplaatsing vanuit een zone buiten het terrein;
- 2° de drager, na de onderzoeken goedgekeurd door de administratie overeenkomstig de artikelen 44 of 50, aantoonde dat de vervuiling de verantwoordelijkheid is van een solvabele derde, onder uitsluiting van diegene die de vergunning afstaat;
- 3° de drager aantoonde, na de onderzoeken goedgekeurd door de administratie overeenkomstig de artikelen 44 of 50, dat hij geen fout of nalatigheid heeft begaan en dat de vervuiling naar wetenschappelijke en technische normen bij het ontstaan ervan geen ernstige dreiging vormde;
- 4° de houder van een zakelijk recht voor de datum van 30 april 2007, na de onderzoeken goedgekeurd door de administratie overeenkomstig de artikelen 44 of 50, aantoonde dat hij niet van de bodemverontreiniging op de hoogte was of kon zijn toen hij houder van zijn zakelijk recht werd, en dat die bodemverontreiniging geen ernstige dreiging vormt.

Overeenkomstig lid 1 geeft de goedkeuring van het bedoelde onderzoek een nadere omschrijving van de betrokken vervuiling waarvoor de verplichtingen bedoeld in artikel 19, 2° tot 6°, niet ontstaan.

In de gevallen bedoeld in lid 1 kan de administratie indien nodig overeenkomstig artikel 26 een andere verplichtinghouder aanduiden, en kan hem in voorkomend geval opvolgingsmaatregelen opleggen.

§ 2. In afwijking van artikel 28, lid 1, 1°, ontstaat de verplichting om een kenmerkenonderzoek uit te voeren niet, wanneer :

- 1° een kenmerkenonderzoek of een gecombineerd onderzoek reeds op het terrein uitgevoerd is en door de administratie is goedgekeurd minder dan tien jaar voor de dag waarop het genererende feit zich heeft voorgedaan;
- 2° de administratie de verplichtinghouder overeenkomstig artikel 51 een vrijstelling heeft verleend met betrekking tot het kenmerkenonderzoek .

Lid 1 is niet van toepassing in geval van vervuiling of vermoedelijke vervuiling, die zich later heeft voorgedaan of niet onderzocht is, of als noemenswaardige elementen ontstaan zijn en die niet in overweging genomen zijn of konden worden.

*Afdeling 6. — Bijzondere voorschriften betreffende
de overdracht van onroerende goederen en milieuvergunningen*

Art. 31. § 1. Bij overdracht van elk terrein of van elke milieuvergunning vraagt de overdrager, overeenkomstig artikel 17, voor elk al dan niet gekadastraerd perceel een eensluitend verklaard uittreksel van de databank ondergrond aan, en informeert onmiddellijk de overnemer over de inhoud ervan.

§ 2. Onverminderd de artikelen D.IV.97 et D.IV.99 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling vermeldt elke onderhandse of authentieke akte met betrekking tot de overdracht van een terrein :

- 1° de inhoud van een of meerdere eensluitend verklaarde uittreksels van de databank ondergrond;
- 2° de verklaring van de overdrager of diens vertegenwoordiger dat hij de overnemer ingelicht heeft over de inhoud van het (de) eensluitend verklaard(e) uittreksel(s), voor het opmaken van de overdrachtsovereenkomst;
- 3° de verklaring van de overnemer of diens vertegenwoordiger die vaststelt dat hij ingelicht is over de inhoud van het (de) eensluitend verklaard(e) uittreksel(s);
- 4° in geval van onderling overeengekomen overdracht, de bestemming die de overnemer overweegt voor het terrein en de beslissing van de partijen om deze bestemming al dan niet in de overeenkomst op te nemen;
- 5° de verklaring van de overdrager of diens vertegenwoordiger dat hij over geen bijkomende inlichtingen beschikt die de inhoud van het (de) eensluitend verklaard(e) uittreksel(s) zouden kunnen wijzigen, zonder dat er van hem voorafgaande onderzoeken geëist worden.

§ 3. De nietigheid van elke overdracht van een terrein vermeld als vervuild of potentieel vervuild in de databank ondergrond kan voor de hoven en rechtbanken van de gerechtelijke orde het voorwerp uitmaken van een vervolging door de overnemer, indien de overdrager de verplichtingen opgelegd krachtens paragraaf 2 niet nageleefd heeft.

Deze nietigheid mag niet ingeroepen worden indien de twee volgende cumulatieve voorwaarden vervuld zijn :

- 1° de verplichtingen bedoeld in paragrafen 1 en 2 zijn voor het verlijden van de authentieke akte van overdracht uitgevoerd;
- 2° de authentieke akte vermeldt uitdrukkelijk het afzien van de nietigheid door de overnemer.

§ 4. Het (de) eensluitend verklaard(e) uittreksel(s) van de databank ondergrond vermeld in de onderhandse overeenkomst of in de authentieke akte dient verplicht minder dan één jaar oud te zijn.

§ 5. De bepalingen betreffende de identificatie van de verplichtinghouders bedoeld in dit decreet doen geen afbreuk aan het recht van de partijen om samen andere modaliteiten te bepalen in het kader van hun contractuele betrekkingen.

§ 6. In geval van overdracht van een terrein waarvoor noch de overdrager noch de overnemer als verplichtinghouders krachtens artikel 26 aangeduid worden, kunnen de overdrager of de overnemer in onderlinge overeenstemming, individueel of gezamenlijk, van de mogelijkheid bedoeld in artikel 22 gebruik maken, onverminderd hun eventuele burgerrechtelijke procedure tegen een derde. In dat geval wordt de beslissing tot overdracht aan de administratie meegedeeld.

Wanneer de beslissing van de administratie betreffende het kenmerkenonderzoek of het gecombineerd onderzoek concludeert dat een saneringsproject of opvolgingsmaatregelen of veiligheidsmaatregelen nodig zijn, kan de overnemer, of de overdrager met de schriftelijk instemming van de overnemer, de procedure van vrijwillige onderwerping beslissen stop te zetten, voor zover de overdrachtsovereenkomst de mogelijkheid inhoudt om op zijn woord terug te komen en van dat recht gebruik wordt gemaakt. In dat geval, voor zover de overdrachtsovereenkomst nog niet eensluitend verklaard is, is het stelsel van artikel 159bis van het Wetboek der registratierechten van rechtswege van toepassing, zelfs na afloop van de termijnen bedoeld bij deze bepaling.

Indien de partijen geen beroep doen op de mogelijkheid bedoeld in vorig lid, wordt de verplichtinghouder overeenkomstig de artikelen 23 tot 27 aangeduid.

De overdracht die tot gevolg zou hebben dat het houderschap van een of meerdere verplichtingen bedoeld in artikel 19 vrijwillig overgedragen zou worden aan een persoon die niet bij machte is ze na te komen, om te ontkomen aan de toepassing van dit decreet, is niet tegenstelbaar aan de administratie. Wanneer de administratie daar op de hoogte van is, vervolgt ze de niet-tegenwerpbaarheid van deze overdracht voor de hoven en rechtbanken.

§ 7. Elke overeenkomst of akte betreffende de overdracht van een terrein dat als vervuild of potentieel vervuild in de databank ondergrond aangegeven is, vermeldt, indien de overdrager het voorwerp uitmaakt van een beslissing van de administratie die conform artikel 26 genomen is, dat de uitvoering van de verplichtingen bedoeld in artikel 19 ten laste van de overdrager blijft, of, in voorkomend geval, dat deze verplichtingen aan de overnemer overgedragen worden. In dat laatste geval delen de overdrager en de overnemer gezamenlijk de administratie mee dat de overnemer de verplichtingen bedoeld in artikel 19 op zich neemt; de overdracht moet dan eerst meegedeeld worden aan de administratie en de overnemer moet ook de verplichtingen van het decreet in de voorwaarden bedoeld in artikel 22 naleven. In afwijking van artikel 72, § 1, mag de administratie in dat geval het stellen van een zekerheid eisen voor de uitvoering van alle verplichtingen bedoeld in artikel 19.

HOOFDSTUK IV. — *Verloop van de onderzoeken en van de sanering van het terrein*

Afdeling 1. — Laboratoria en deskundigen

Art. 32. § 1. De verwezenlijking van een oriënteringsonderzoek, een kenmerkenonderzoek, een gecombineerd onderzoek, een saneringsproject, een versnelde saneringsprocedure, een noodmaatregel bedoeld in artikel 80, of van het toezicht op saneringshandelingen en -werken van het terrein, wordt door een deskundige uitgevoerd overeenkomstig dit decreet.

De bij dit decreet bedoelde analyses worden door laboratoria uitgevoerd.

De Regering legt de modaliteiten voor de monsternemingen vast.

§ 2. De Regering bepaalt onder welke voorwaarden een erkenning verleend wordt.

Die voorwaarden hebben in elk geval betrekking op :

- 1° de bevoegdheden die de aanvrager moet voorleggen;
- 2° de technische middelen waarover hij beschikt;
- 3° de vereiste morele garanties.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten met betrekking tot de controle van de houders van een erkenning, alsook de regels, schorsingsmodaliteiten en de specifieke regels voor de vernieuwing van een erkenning.

Art. 33. De erkenningsaanvraag wordt, op straffe van onontvankelijkheid, aan de administratie gericht door middel van een formulier waarvan de Regering het model bepaalt.

De Regering bepaalt de inhoud van de aanvraag.

De aanvraag tot laboratoriumserkenning bevat een technisch onderzoek dat door het "ISSeP" uitgevoerd wordt.

In geval van hernieuwing van erkenning wordt de erkenningsaanvraag honderdtwintig dagen vóór de vervaldatum van de lopende erkenning verstuurd.

Art. 34. De administratie stuurt haar beslissing in verband met het volledige en ontvankelijke karakter van de erkenningsaanvraag naar de aanvrager binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de datum waarop ze deze aanvraag in ontvangst neemt.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst de administratie de aanvrager op de ontbrekende stukken. De aanvrager beschikt vervolgens over dertig dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het schrijven, om de aanvullende stukken bij aangetekend schrijven of via verzending die vaste datum verleent aan de administratie te sturen.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvullende stukken stuurt de administratie haar beslissing waarbij de aanvraag al dan niet volledig en ontvankelijk bevonden is, naar de aanvrager. Als de administratie een tweede keer de aanvraag onvolledig acht, verklaart ze die onontvankelijk. Indien de aanvraag onontvankelijk is, wijst de administratie de aanvrager, onder de voorwaarden en binnen de termijnen bedoeld in het eerste lid of, desgevallend, binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, op de motieven van de onontvankelijkheid.

Indien de administratie de aanvrager geen beslissing heeft toegestuurd onder de voorwaarden en binnen de termijnen bedoeld in het derde lid, wordt de aanvraag als ontvankelijk beschouwd en wordt het onderzoek voortgezet.

Art. 35. De administratie stuurt de aanvrager zijn beslissing toe binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf :

- 1° de dag waarop ze haar beslissing heeft verstuurd waarbij de aanvraag ontvankelijk is bevonden;
- 2° bij gebreke daarvan, vanaf de dag die volgt op de termijn die haar toegestaan is om haar besluit over het ontvankelijke karakter van de aanvraag te versturen.

Bij gebrek aan verzending binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, wordt de erkenning geacht geweigerd te zijn.

Art. 36. De erkenning loopt hoogstens vijf jaar. Die duur is verlengbaar. De erkenning bevat een nummer dat voorkomt op elk document dat de houder ervan aan de administratie richt.

Art. 37. In geval van wijziging van één van de gegevens vermeld in de erkenningsaanvraag waarvan de inhoud door de Regering bepaald wordt, verwittigt de houder van de erkenning onmiddellijk de administratie.

Indien de administratie oordeelt dat de vermelde wijzigingen van dien aard zijn dat ze een wijziging, een opschorting of een intrekking van de erkenning rechtvaardigen, geeft ze de houder van de erkenning kennis daarvan binnen dertig dagen.

De houder van de erkenning beschikt met ingang van de datum van ontvangst van dat schrijven over een termijn van zestig dagen om de administratie kennis te geven van de maatregelen die hij overweegt te nemen om gevolg te geven aan haar opmerkingen.

Art. 38. Wanneer de administratie oordeelt dat één of meerdere rapporten of studies niet conform, onvoldoende of onvolledig zijn, kan ze een waarschuwing richten aan de houder van de erkenning. Haar beslissing wordt hem betekend.

Art. 39. § 1. De erkenning kan gewijzigd, opgeschort of ingetrokken worden :

- 1° indien de erkenningsvoorwaarden niet meer vervuld zijn;
- 2° indien de administratie oordeelt dat de kwaliteit van de prestaties van de houder van de erkenning kennelijk onvoldoende zijn;
- 3° indien de regels die de Regering aan de houder van de erkenning heeft opgelegd niet in acht genomen worden.

De Regering kan andere gevallen bepalen waarbij de erkenning gewijzigd, opgeschort of ingetrokken kan worden.

§ 2. Wanneer de administratie het voornemen heeft, een erkenning te wijzigen, op te schorten of in te trekken, brengt ze de houder op de hoogte door :

- 1° de redenen voor de wijziging, opschorting of intrekking te vermelden;
- 2° de duur van de opschorting van de erkenning te vermelden;
- 3° de houder van de erkenning erom te verzoeken zijn opmerkingen te laten gelden binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de datum van kennisgeving van het schrijven waarin hij op de hoogte wordt gebracht van het voornemen tot wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning.

§ 3. Binnen vijftien dagen, met ingang van de datum van kennisgeving van het schrijven bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, stuurt de administratie de houder van de erkenning haar beslissing toe waarbij uitspraak wordt gedaan over de wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning.

In geval van opschorting vermeldt ze de duur daarvan.

Art. 40. De aanvrager kan bij de Regering een beroep instellen tegen de beslissing of het gebrek aan beslissing bedoeld in artikel 35 of tegen de beslissing bedoeld in artikel 39.

§ 3. Het beroep is opschortend.

Het beroep wordt, op straffe van onontvankelijkheid, vergezeld van het betalingsbewijs van het dossierrecht bedoeld in artikel 76 aan de administratie verstuurd binnen een termijn van twintig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de beslissing of van de vervaltermijn binnen de welke ze genomen had moeten worden.

Als de aanvrager of de houder van de erkenning wenst gehoord te worden, geeft de beroepsinstantie hem kennis van de datum en de plaats van verhoor binnen een termijn van vijftien dagen, met ingang op de datum van ontvangst van het beroep.

De Regering geeft kennis van haar beslissing binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het beroep. Deze termijn wordt met twintig dagen verlengd wanneer de aanvrager wenst gehoord te worden.

Bij gebreke van kennisgeving binnen bovenbedoelde termijn wordt het beroep verworpen.

Art. 41. De Regering kan voorwaarden stellen waaronder natuurlijke of rechtspersonen die over een erkenning of een gelijkwaardige titel beschikken om in een ander Gewest of in een andere Lid-staat van de Europese Unie gelijkaardige activiteiten uit te oefenen als die bedoeld in artikel 32, § 1, gelijk gesteld kunnen worden met de personen die over een erkenning als deskundige overeenkomstig dit decreet beschikken.

Afdeling 2. — Onderzoekingen

Onderafdeling 1. — Oriënteringsonderzoek

Art. 42. Het oriënteringsonderzoek dient om de eventuele aanwezigheid van een vervuiling in de bodem op te sporen en om, desgevallend, een eerste omschrijving en raming van de omvang daarvan te geven.

Art. 43. Het oriënteringsonderzoek vergezeld, op straffe van onontvankelijkheid, van het betalingsbewijs van het dossierrecht bedoeld in artikel 76, wordt door de houder aan de administratie verstuurd, binnen negentig dagen na het ontstaan van het genererende element van de verplichtingen bedoeld in artikel 19, of gelijktijdig met de vergunningsaanvraag in de gevallen bedoeld in artikel 23. Indien het genererende element een beslissing van de administratie is, gaat die termijn in op de datum van kennisgeving ervan.

Een verlenging van de termijn bedoeld in lid 1 kan toegekend worden op schriftelijk en gemotiveerd verzoek van de verplichtinghouder of van de deskundige belast met het onderzoek, voor zover hij door dezelfde houder gemachtigd wordt. De administratie neemt een beslissing binnen vijftien werkdagen, met ingang op de datum van ontvangst van de verlengingsaanvraag, en stelt de duur ervan vast. Na die termijn wordt de verlenging als toegekend beschouwd voor de gewenste periode of, bij gebreke daarvan, voor een periode van dertig dagen.

Het oriënteringsonderzoek bevat :

- 1° algemene informatie en met name de eventuele gegevens over het bedoeld terrein die opgenomen zijn in de databank ondergrond en de toepasselijke waarden met betrekking tot het gebruik bedoeld in de zin van de bijlagen 1, 2 en 3, met inbegrip van de bodemconcentraties vermeld op de gewestelijke kaart van de bodemconcentraties;
- 2° een historisch overzicht van het terrein en van de lopende exploitatie, met inbegrip van de bewijzen van eventuele toestemmingen die de houder wenst te laten gelden om te bewijzen dat het vaste gedeelte van de bodem of de elementen verwerkt in de bodem gerecycleerde, gevaloriseerde of verwijderde afvalstoffen zijn, overeenkomstig andere wettelijke of regelgevende bepalingen die van toepassing kunnen zijn;
- 3° pedologische, geologische, hydrologische en hydrogeologische gegevens;
- 4° gegevens over de monsternemingsstrategieën -plannen, de boringen, de monsternemingen en de verpakkingen van monsters, alsook de analysemethoden en -resultaten;
- 5° aanbevelingen i.v.m. de opvolgingsmaatregelen die eventueel genomen moeten worden;
- 6° een analyse om vast te stellen of al dan niet een risicoanalyse nodig is;
- 7° de conclusies en voorstellen van de deskundige. Indien de deskundige opvolgingsmaatregelen voorstelt, worden die door de houder van verplichtingen genomen zonder de beslissing van de administratie af te wachten, waarbij uitspraak over het onderzoek wordt gedaan;
- 8° de eventuele voorstellen van bodemconcentraties;
- 9° wanneer het om verontreinigende stoffen niet opgenomen in bijlage 1 gaat, eventuele voorstellen van drempelwaarden vastgesteld overeenkomstig artikel 9;
- 10° desgevallend, een voorstel van bodemcontrolecertificaat.

De Regering bepaalt het aantal exemplaren, de overdrachtsmodaliteiten, de inhoud van het oriënteringsonderzoek en de criteria van non-conformiteit van een oriënteringsonderzoek.

Het rapport en een overzicht van de gegevens worden eveneens langs de elektronische weg verstrekt volgens de door de administratie bepaalde modaliteiten.

Art. 44. De administratie stuurt haar beslissing waarbij zij zich over het onderzoek uitspreekt binnen dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het oriënteringsonderzoek, aan de houder.

Uit die beslissing wordt één van de volgende conclusies afgeleid :

- 1° er is geen ander onderzoek nodig en het onderzoek wordt aanvaard;
- 2° het onderzoek is niet conform indien de inhoud ervan niet beantwoordt aan de doelstelling bedoeld in artikel 42 of de in artikel 43, lid 3, bedoelde elementen niet bevat;
- 3° het onderzoek moet aangevuld worden;
- 4° er moet een kenmerkenonderzoek uitgevoerd worden indien de drempelwaarden, de bodemconcentraties wanneer ze hoger liggen dan de drempelwaarden, of de bijzondere waarden, overschreden worden voor één of meer geanalyseerde stoffen. In dat geval kan ze bovendien :
 - a) opvolgingsmaatregelen opleggen totdat over het kenmerkenonderzoek beslist wordt;
 - b) het voeren van een risico-onderzoek opleggen;
- 5° de grenzen van het potentieel vervuilde terrein moeten uitgebreid worden. Desgevallend wordt de procedure opgeschort gedurende de periode die nodig is voor het voeren van het aanvullende oriënteringsonderzoek en voor het versturen van de beslissing van de administratie i.v.m. dat onderzoek.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 1°, wordt de beslissing vergezeld van een bodemcontrolecertificaat dat, desgevallend, veiligheidsmaatregelen oplegt. De administratie richt op dezelfde dag een bodemcontrolecertificaat aan de eigenaar indien hij de houder niet is.

Bij gebrek aan beslissing binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, wordt de beslissing geacht te zijn vastgelegd op grond van de conclusies van het oriënteringsonderzoek. Er kan beroep ingesteld worden overeenkomstig hoofdstuk V.

Art. 45. Indien de administratie overeenkomstig artikel 44, tweede lid, 3°, een aanvullend onderzoek oplegt, vermeldt ze de termijn waarbinnen het haar toegestuurd moet worden. Ze verstuurt haar beslissing binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het aanvullende onderzoek.

Art. 46. De administratie kan een vrijstelling toestaan in verband met het uitvoeren van een oriënteringsonderzoek. Deze beslissing wordt genomen :

- 1° hetzij op verzoek van de verplichtinghouder of van de deskundige belast met het onderzoek, indien hij daartoe gemachtigd is;
- 2° hetzij op eigen initiatief.

In dit geval vermeldt de beslissing van de administratie de redenen waarom ze oordeelt dat een dergelijk onderzoek niet nodig is.

Artikelen 47 en volgende zijn van toepassing.

De Regering bepaalt in welke gevallen de vrijstelling bedoeld in lid 1 zou toegestaan moeten worden, en de modaliteiten om deze aan te vragen.

Onderafdeling 2. — Kenmerkenonderzoek

Art. 47. Het kenmerkenonderzoek dient om :

- 1° de aard en het niveau van de verontreiniging nauwkeurig vast te stellen en, desgevallend, te bepalen of ze een ernstige dreiging vormt;
- 2° te bepalen of er gesaneerd moet worden en binnen welke termijnen;
- 3° de elementen te verstrekken die nodig zijn voor de uitvoering van de saneringshandelingen en -werken door :
 - a) de verontreinigingshaarden en het te saneren terreinvolume af te bakenen;
 - b) het volume en de omtrek van de te saneren grondwateren af te bakenen;
- 4° te bepalen, desgevallend, of veiligheids- en opvolgingsmaatregelen nodig zijn.

Art. 48. Het kenmerkenonderzoek bevat een omstandige omschrijving en lokalisering van de bodemverontreiniging opdat de administratie zich zou kunnen uitspreken over de noodzaak en de modaliteiten van een sanering van het terrein.

Het kenmerkenonderzoek, vergezeld, op straffe van niet-ontvankelijkheid, van het betalingsbewijs van het dossierrecht bedoeld in artikel 76, wordt door de houder aan de administratie gericht binnen een termijn van negentig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van de beslissing bedoeld in artikel 44, tweede lid, 4°, of, bij gebreke daarvan, op de verstrijksdatum van de termijn bedoeld in artikel 44, eerste lid.

Een verlenging van de termijn bedoeld in lid 2 kan op schriftelijk en gemotiveerd verzoek van de houder van de verplichtingen of van de deskundige belast met het onderzoek, voor zover hij gemachtigd wordt door dezelfde houder, toegestaan worden. De administratie neemt een beslissing binnen vijftien werkdagen met ingang op de datum van ontvangst van de verlengingsaanvraag en bepaalt de duur ervan. Na afloop van die termijn wordt de verlenging geacht te zijn toegekend voor de aangevraagde termijn, of, bij gebreke ervan, voor een termijn van dertig dagen.

Op gemotiveerd verzoek van de houder van de verplichtingen of van de deskundige belast met het onderzoek, voor zover hij gemachtigd wordt door dezelfde houder, kan de administratie ermee instemmen dat het kenmerkenonderzoek gevoerd wordt in verschillende deelonderzoeken wat de onderscheiden verontreinigingshaarden betreft.

Art. 49. § 1. Het kenmerkenonderzoek bevat een rapport en, desgevallend, een risico-onderzoek.

§ 2. Het rapport bevat in elk geval :

- 1° de analyse van de conclusies van het oriënteringsonderzoek ten aanzien van de gebruiksvormen bedoeld in de zin van de bijlagen 1, 2 en 3, en de inventaris van de huidige kennis van het terrein;
- 2° de omschrijving van de onderzoeksstrategie;
- 3° het rapport over de waarnemings- en analysewerken;
- 4° een aparte overzichtstabel van de analyse van de bodem- en grondwatermonsters ten aanzien van de gebruiksvormen bedoeld in de zin van bijlagen 1, 2 en 3;
- 5° het onderzoek over de noodzakelijkheid om al dan niet het terrein te laten saneren ten aanzien van de gebruiksvorm bedoeld in de zin van bijlagen 1, 2 en 3;
- 6° desgevallend, het terreingedeelte getroffen door een nieuwe verontreiniging en het terreingedeelte getroffen door een historische verontreiniging;
- 7° de aanbevelingen in verband met de veiligheids- of opvolgingsmaatregelen die eventueel genomen moeten worden;
- 8° de aanbevelingen in verband met de termijnen waarbinnen de saneringswerken aangevat en voltooid moeten worden;
- 9° de raming van de prijs voor het opmaken van het saneringsproject;
- 10° de conclusies en voorstellen van de deskundige;
- 11° de in aanmerking te nemen eventuele voorstellen van bodemconcentraties;
- 12° wanneer het om verontreinigende stoffen gaat die niet in bijlage 1 verschijnen, eventuele voorstellen voor drempelwaarden bepaald overeenkomstig artikel 9.

Indien de deskundige opvolgingsmaatregelen overeenkomstig lid 1, 7° voorstelt, worden die door de houder van verplichtingen genomen zonder de beslissing van de administratie af te wachten waarbij uitspraak over het onderzoek wordt gedaan;

De Regering bepaalt het aantal exemplaren, de overdrachtsmodaliteiten, de inhoud van een kenmerkenonderzoek en de non-conformiteitscriteria van een kenmerkenonderzoek.

Het rapport en een overzicht van de gegevens worden eveneens langs de elektronische weg verstrekt volgens de door de administratie bepaalde modaliteiten.

§ 3. Het risico-onderzoek bepaalt, met name met het oog op de identificering van een eventuele bodemverontreiniging die een ernstige dreiging vormt :

- 1° het niveau van het risico voor de volksgezondheid, het grondwater en desgevallend voor de ecosystemen, rekening houdend o.a. met de eventuele mobiliteit van de polluenten en het gebruik van het terrein;
- 2° de noodzaak en de hoogdringendheid van de sanering en, bij bevestiging daarvan, de aanbevelingen betreffende de data waarop de saneringshandelingen en -werken aangevat en voltooid moeten worden;
- 3° de aanbevelingen i.v.m. de veiligheids- of opvolgingsmaatregelen die eventueel genomen moeten worden.

Het risico-onderzoeksrapport bevat de voorstellen en de aanbevelingen van de deskundige.

§ 4. Indien de deskundige concludeert dat geen sanering nodig is, stelt het rapport een bodemcontrolecertificaat en desgevallend bijzondere waarden en veiligheidsmaatregelen voor.

Art. 50. § 1. De administratie stuurt haar beslissing waarbij zij zich over het kenmerkenonderzoek uitspreekt binnen zestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst ervan, aan de houder.

Uit die beslissing wordt één van de volgende conclusies afgeleid :

- 1° het onderzoek wordt aanvaard, er is geen ander onderzoek nodig en de sanering wordt niet vereist;
- 2° het onderzoek is niet conform indien de inhoud ervan niet beantwoordt aan de doelstelling bedoeld in artikel 47 of de in artikel 49 bedoelde gegevens niet bevat;
- 3° een aanvullend onderzoek wordt vereist;
- 4° een saneringsproject moet uitgevoerd worden;
- 5° de grenzen van het terrein waarvan de bodem vervuild is moeten uitgebreid worden. Desgevallend wordt de procedure opgeschort gedurende de periodes die nodig zijn voor het voeren van het aanvullende oriënteringsonderzoek en van het aanvullende kenmerkenonderzoek, alsook voor het versturen van de beslissing van de administratie in verband met beide onderzoeken.

In het geval bedoeld in lid 2, 3°, bepaalt de administratie de termijn waarbinnen ze het aanvullende onderzoek dient te ontvangen. Ze verstuurt haar beslissing binnen een termijn van zestig dagen, met ingang op de datum van ontvangst van het aanvullende onderzoek.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 1°, wordt de beslissing vergezeld van een bodemcontrolecertificaat dat, desgevallend, veiligheidsmaatregelen oplegt. De administratie richt op dezelfde dag een bodemcontrolecertificaat aan de eigenaar indien hij de houder niet is.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 4°, bepaalt de beslissing de termijn waarbinnen het saneringsproject uitgevoerd en aan de administratie overgelegd wordt.

Het indienen van het saneringsproject kan uiterlijk tot aan het stopzetten van de activiteit voor een maximale periode van 10 jaar uitgesteld worden, in de zin van artikel 1, 7°bis, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, voor zover :

- 1° de bodemverontreiniging geen ernstige dreiging vormt voor de volksgezondheid en het grondwater en, desgevallend, voor de ecosystemen, op basis van het effectief gebruik van het terrein;
- 2° opvolgingsmaatregelen desgevallend genomen kunnen worden wanneer een bodemverontreiniging vastgesteld wordt;
- 3° handelingen en werken uitgevoerd tijdens die periode geen belemmering vormen voor de latere behandeling of controle van de verontreiniging.

In afwijking van artikel 72, § 1, legt de administratie, wanneer ze het uitstellen van het indienen van het saneringsproject aanvaardt, de aanvrager het stellen van een zekerheid op, om de uitvoering van de saneringshandelingen en -werken te garanderen.

De zekerheid moet binnen dertig dagen na het opleggen ervan gesteld worden.

In de gevallen bedoeld in lid 2, 4° en 5°, kan er beslist worden opvolgingsmaatregelen op te leggen totdat een beslissing genomen wordt over het saneringsproject of de aanvullende oriënterings- en kenmerkenonderzoeken.

Bij gebrek aan beslissing binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, wordt ze geacht te zijn vastgelegd op grond van de conclusies van het kenmerkenonderzoek.

Art. 51. Wanneer de administratie oordeelt dat de doelstellingen van het kenmerkenonderzoek zoals bedoeld in artikel 47 bereikt zijn na afloop van het oriënteringsonderzoek, kan ze vrijstellen van de uitvoering van een kenmerkenonderzoek. Deze beslissing wordt genomen :

- 1° hetzij op aanvraag van de verplichtinghouder of van de deskundige belast met het onderzoek voorzover hij behoorlijk gemachtigd is
- 2° hetzij op eigen initiatief,

De beslissing van de administratie vermeldt de redenen waarom ze oordeelt dat een dergelijk onderzoek niet nodig is.

De artikelen 53 en volgende zijn van toepassing.

De Regering bepaalt de gevallen waarvoor de vrijstelling bedoeld in het eerste lid dient toegekend te worden, en de modaliteiten om deze vrijstelling aan te vragen.

Onderafdeling 3. — Gecombineerd onderzoek

Art. 52. § 1. De houder kan bij de administratie een gecombineerd onderzoek indienen dat de doelstellingen en de eisen vermeld in de artikelen 42, 47 en 48 beoogt

De houder brengt de administratie ervan op de hoogte binnen dertig dagen te rekenen van het ontstaan van het element dat de verplichtingen bedoeld in artikel 19 gegenereerd heeft. Het gecombineerd onderzoek samen, op straffe van onontvankelijkheid, met het betalingsbewijs van het dossierrecht bedoeld in artikel 76, wordt binnen honderdtachtig dagen te rekenen na het ontstaan van het element dat de in artikel 19 bedoelde verplichtingen gegenereerd aan de administratie gericht. Indien het genererende element een beslissing van de administratie is, gaat die termijn in de derde dag te rekenen van de kennisgeving van deze beslissing.

Een verlenging van de termijn bedoeld in het tweede lid kan worden toegekend op schriftelijke en gemotiveerde aanvraag van de verplichtinghouder of van de deskundige belast met de uitvoering van het gecombineerd onderzoek voorzover hij behoorlijk gemachtigd is.

De administratie beslist binnen de vijftien werkdagen, te rekenen van de ontvangst van de aanvraag tot verlenging en bepaalt de duur ervan. Na afloop van die termijn, wordt de verlenging geacht te zijn toegekend voor de termijn aangevraagd door de aanvrager of, bij gebrek, voor een duur van zestig dagen.

§ 2. Het gecombineerd onderzoek voldoet aan de doelstelling bedoeld in de artikelen 42 en 47 en bevat in elk geval :

- 1° algemene informatie en o.a. de eventuele gegevens over bedoeld terrein die opgenomen zijn in de databank betreffende de toestand van de bodems en de toepasbare waarden, met inbegrip van de bodemconcentraties vermeld op de gewestelijke kaart van de bodemconcentraties;
- 2° een chronologisch overzicht van het terrein en van de lopende exploitatie, met inbegrip van de bewijzen van eventuele machtigingen die de houder wil laten gelden om te bevestigen dat het vast gedeelte van de grond of de elementen vermengd met de bodem gerecycleerde gevaloriseerde of verwijderde afvalstoffen zijn, overeenkomstig ander wettelijke of reglementaire toepasselijke bepalingen;
- 3° een aparte overzichtstabel van de analyse van de bodem- en grondwatermonsters ten opzichte van de overwogen doeleinden in de zin van de bijlagen 1, 2 en 3
- 4° pedologische, geologische, hydrologische en hydrogeologische gegevens;
- 5° gegevens over de monsternemingsstrategieën en -plannen, de boringen, de monsternemingen en de verpakkingen van monsters, alsook de analysemethoden en -resultaten;
- 6° aanbevelingen i.v.m. de veiligheids- of opvolgingsmaatregelen die eventueel genomen moeten worden;
- 7° in voorkomend geval, een risico-onderzoek;
- 8° de conclusies en voorstellen van de deskundige. Indien de deskundige opvolgingsmaatregelen voorstelt, worden die door de houder van verplichtingen genomen zonder te wachten op de beslissing van de administratie waarbij uitspraak over het onderzoek wordt gedaan;
- 9° de eventuele voorstellen van bodemconcentraties;
- 10° wanneer de verontreinigende stoffen die niet opgenomen zijn in bijlage 1 betrokken zijn, eventuele voorstellen van drempelwaarden opgemaakt overeenkomstig artikel 9;
- 11° desgevallend, een voorstel van bodemcontrolecertificaat;
- 12° het onderzoek naar de noodzaak om tot de sanering van het terrein over te gaan;
- 13° desgevallend, het terreingedeelte getroffen door een nieuwe verontreiniging en het terreingedeelte getroffen door een historische verontreiniging;
- 14° de aanbevelingen betreffende de termijnen waarbinnen de saneringswerken aangevat en voltooid moeten worden;
- 15° de raming van de prijs voor het opmaken van het saneringsproject.

§ 3. Indien de deskundige concludeert dat geen sanering nodig is, stelt het rapport een bodemcontrolecertificaat voor en, desgevallend, bijzondere waarden en veiligheidsmaatregelen.

§ 4. De administratie stuurt haar beslissing waarbij zij zich over het gecombineerd onderzoek uitspreekt binnen zestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het onderzoek, overeenkomstig artikel 50.

De artikelen 50 en volgende zijn van toepassing.

De Regering bepaalt het aantal exemplaren, de modaliteiten tot overdracht, de inhoud van het gecombineerd onderzoek en de criteria van non-conformiteit van een gecombineerd onderzoek.

Het rapport en een overzicht van de gegevens worden eveneens langs de elektronische weg verstrekt volgens de door de administratie bepaalde modaliteiten.

Afdeling 3. — Sanering van de terreinen

Onderafdeling 1. — Gevallen waarin de sanering vereist wordt

Art. 53. Indien het terrein het voorwerp is van een nieuwe verontreiniging, wordt een sanering vereist als uit het kenmerkenonderzoek blijkt dat, al naar gelang van het geval :

- 1° de drempelwaarden of de bodemconcentraties als ze hoger zijn dan de drempelwaarden, bepaald ter uitvoering van artikel 9, die er op toepasselijk zijn, overschreden zijn voor minstens één van de geanalyseerde parameters.
- 2° de bijzondere waarden, in acht te nemen overeenkomstig het bodemcontrolecertificaat, overschreden zijn voor minstens één van de geanalyseerde parameters.

Art. 54. Indien het terrein het voorwerp is van een historische verontreiniging, wordt een sanering vereist indien gelijktijdig :

- 1° uit het kenmerkenonderzoek blijkt dat de drempelwaarden of, wanneer ze hoger zijn dan deze drempelwaarden, de bodemconcentraties, voor minstens één van de geanalyseerde parameters overschreden zijn;
- 2° de beslissing van de administratie vermeldt dat de verontreiniging van de bodem een ernstige dreiging vormt.

Art. 55. De bepalingen betreffende elk type van verontreiniging zijn van toepassing daar waar beide types onderscheiden konden worden.

Als oriënterings-, karakteriserings- of gecombineerd onderzoek aantoont dat de verontreiniging aanwezig op het terrein een gemengde verontreiniging is die voornamelijk veroorzaakt is :

- 1° vóór 30 april 2007, zijn de bepalingen betreffende de historische verontreiniging van toepassing;
- 2° vanaf 30 april 2007, zijn de bepalingen betreffende de nieuwe verontreiniging van toepassing.

De Regering kan de methodologie bepalen waarop kan worden aangenomen dat een verontreiniging voornamelijk veroorzaakt is als historisch of al nieuw.

Onderafdeling 2. — Saneringsdoelstellingen

Art. 56. De sanering van een terrein dat door een nieuwe verontreiniging getroffen is, herstelt de bodem, wat betreft de polluenten die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 53, op het niveau vastgelegd door de administratie op voorstel van de deskundige.

Dat niveau komt overeen hetzij aan :

- 1° tachtig percent van de drempelwaarde;
- 2° het niveau van de bodemconcentratie wanneer deze hoger is dan de waarde bedoeld in 1°;
- 3° de bijzondere waarde wanneer de polluenten de bijzondere waarde die representatief is van de residuële verontreiniging overschrijden.

Bij gebrek om de waarden opgenomen in het tweede lid te kunnen bereiken, komt het niveau overeen met het dichtst bij die waarden liggend niveau dat aan de hand van de beschikbare beste technieken en de kenmerken van het terrein gehaald kunnen worden waarbij minstens de ernstige dreiging voor de menselijke gezondheid, het grondwater en, in voorkomend geval, de ecosystemen afgeschaft wordt.

Wanneer de sanering wordt gevoerd overeenkomstig het derde lid en dat de doelstellingen bedoeld in het tweede lid, niet bereikt konden worden ter hoogte van het grondwater, worden bijkomende en compenserende herstelmaatregelen genomen overeenkomstig hoofdstuk II van titel V van deel VII van Boek I van het Milieuwetboek.

Art. 57. De sanering van een terrein dat door een historische verontreiniging getroffen is, herstelt de bodem, wat betreft de polluenten die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 54, op het niveau vastgelegd door de administratie op voorstel van de deskundige.

Dit niveau maakt het mogelijk dat minstens het bestaan van een ernstige dreiging voor de volksgezondheid, het grondwater en, in voorkomend geval, de ecosystemen voorkomen wordt, waarbij tegelijk de beschikbare beste technieken worden toegepast en rekening wordt gehouden met de kenmerken van het terrein.

Onderafdeling 3. — Saneringshandelingen en -werken

Art. 58. Er wordt een saneringsproject door de houder aan de administratie gericht. Daarin wordt aangegeven hoe de sanering van het terrein zal worden uitgevoerd.

Het saneringsproject baseert zich op de resultaten van een kenmerkenonderzoek of een gecombineerd onderzoek dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing van de administratie overeenkomstig artikel 50, lid 2, 4°.

Onverminderd het vierde lid, bevat dat project hoe dan ook :

- 1° de conclusies, voorstellen en aanbevelingen van de deskundige die in het kenmerkenonderzoek of in het gecombineerd onderzoek voorkomen;
- 2° de identificatie van de in het kenmerkenonderzoek of in het gecombineerd onderzoek opgespoorde polluenten waarvan de concentraties stroken met de criteria die vastliggen in de artikelen 53 en 54, de door die polluenten verontreinigde bodemvolumes en de mate waarin de sanering dringend uitgevoerd moet worden;
- 3° een omschrijving van de verschillende relevante technische saneringsmethodes, met, voor elk van hen, :
 - a) een raming van de verwachte resultaten t.o.v. de artikelen 56 en 57;
 - b) een raming van de kostprijs ervan, inclusief die van de eventuele opvolgings- en veiligheidsmaatregelen;
- 4° een rechtvaardiging van de saneringsmethode of, desgevallend, van de combinatie van door de deskundige aanbevolen methodes en eventuele varianten door aan te tonen dat, in termen van milieu-, economische en sociale indicatoren, deze saneringsmethoden aan de beschikbare beste technieken voldoet;
- 5° een omschrijving van de werken, van de eventuele fasering ervan, de termijnen waarbinnen ze uitgevoerd worden, inclusief de wijze van behandeling of verwerking van de stoffen of tijdelijk of definitief te verwijderen bodemgedeelten of gebouwen;
- 6° de omschrijving van de maatregelen die genomen worden om de veiligheid te waarborgen tijdens de uitvoering van de werken;
- 7° de weerslag van de handelingen en werken voor de sanering van het terrein op de naburige percelen;
- 8° een overzicht van de residuële risico's en, desgevallend, van de veiligheidsmaatregelen, wat betreft het toekomstige gebruik van het terrein dat het voorwerp van de handelingen en werken uitmaakt;
- 9° de tijdens de sanering van het terrein te nemen opvolgingsmaatregelen, de termijn waarbinnen ze behouden worden en een raming van de prijs ervan;
- 10° een evaluatienota van de milieueffecten overeenkomstig de bepalingen van Boek I van het Milieuwetboek;
- 11° een niet-technische samenvatting van bovengenoemde gegevens.

Desgevallend bevat het project :

- 1° de veiligheidsmaatregelen waaraan de terreinen na de saneringshandelingen en -werken onderworpen zullen worden ten opzichte van de overwogen doeleinden in de zin van de bijlagen 1, 2 en 3;
- 2° de door de Regering opgegeven vermeldingen vereist bij of krachtens artikel D.IV.26 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, de artikelen 17 en 83, tweede lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en artikel 3, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
- 3° de in artikel 56 bedoelde maatregelen tot aanvullend en compenserend herstel.

Het rapport en een synthese van de gegevens worden eveneens langs de elektronische weg verstrekt, volgens de modaliteiten die door de administratie bepaald worden.

Art. 59. Op straffe van onontvankelijkheid, wordt het saneringsproject samen met het bewijs van betaling van het dossierrecht bedoeld in artikel 76 ingediend bij de administratie.

De Regering bepaalt het aantal exemplaren van het saneringsproject die worden meegedeeld aan de administratie en kan modaliteiten tot overdracht, en criteria van ontvankelijkheid en non-conformiteit van een saneringsproject vastleggen.

Art. 60. De administratie verstuurt haar beslissing waarbij het saneringsproject volledig en ontvankelijk bevonden werd binnen dertig dagen, te rekenen van de datum waarop ze het saneringsproject in ontvangst neemt. Indien de aanvraag onvolledig is, stuurt ze de houder op dezelfde wijze een lijst toe van de ontbrekende stukken en gegevens en vermeldt ze dat de procedure weer opgestart wordt op de datum van ontvangst ervan.

Indien de administratie haar beslissing niet binnen die termijn aan de houder heeft gestuurd, wordt het project als ontvankelijk beschouwd. Indien het niet is betaald, blijft het dossierrecht opeisbaar. De procedure wordt voortgezet.

Art. 61. De dag waarop de administratie overeenkomstig artikel 60 de houder haar beslissing toestuurde waarbij het saneringsproject volledig en ontvankelijk bevonden wordt, maakt ze het voor advies over aan de verschillende instanties die ze aanwijst en aan het gemeentecollege van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan het project overwogen wordt.

voor zover het saneringsproject niet onderworpen wordt aan een effectenonderzoek overeenkomstig de artikelen D.66, § 2, en D.68, §§ 2 en 3, van Boek I van het Milieuwetboek en onverminderd de bepalingen van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling of het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt een fase van deelname van het publiek onder de vorm van een projectaankondiging verricht door de betrokken gemeente(n), volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

Wanneer het saneringsproject aan een effectenonderzoek wordt onderworpen overeenkomstig de artikelen D.66, § 2 en D.68, § 2 en 3 van Boek I van het Milieuwetboek, wordt een openbaar onderzoek verricht door de betrokken gemeente(n) volgens de modaliteiten bepaald in Boek I van het Milieuwetboek.

Art. 62. § 1. De instanties sturen hun advies binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van aanhangigmaking.

Bij gebrek aan verzending van advies of van afgifte tegen bewijs van ontvangst, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 2. Het gemeentecollege van elke gemeente waar een openbaar onderzoek werd georganiseerd, bezorgt de administratie binnen tien dagen na afsluiting van het openbaar onderzoek de schriftelijke en mondelinge geformuleerde bezwaren en opmerkingen, met inbegrip van het proces-verbaal bedoeld in artikel D. 29-19 van Boek I van het Milieuwetboek.

Art. 63. Indien een geraadpleegde instantie wenst dat een overlegvergadering tussen de geraadpleegde instanties en de administratie wordt gehouden, geeft ze de administratie binnen 15 dagen, te rekenen van de datum waarop om adviesverlening is verzocht, kennis daarvan bij aangetekend schrijven of via elke andere modaliteit die vaste datum verleent.

Indien de administratie wenst dat een overlegvergadering wordt gehouden, geeft ze de geraadpleegde instanties kennis daarvan op dezelfde wijze.

Art. 64. De proceduretermijnen tot de besluitvorming bedoeld in artikel 65 worden berekend :

- 1° vanaf de datum waarop de administratie haar beslissing heeft verstuurd waarbij het project ontvankelijk bevonden werd;
- 2° zoniet, vanaf de dag volgend op de verstrijkdatum van de termijn die haar werd toegestaan om haar beslissing te versturen waarbij de aanvraag ontvankelijk bevonden werd.

Art. 65. De administratie stuurt haar beslissing waarbij ze uitspraak over het saneringsproject heeft gedaan aan de houder binnen een termijn van honderdtwintig dagen, te rekenen van de dag waarop ze haar beslissing heeft verstuurd waarbij het project ontvankelijk bevonden werd.

Art. 66. § 1. Indien de administratie het saneringsproject goedkeurt :

- 1° legt ze de termijn vast waarbinnen de saneringshandelingen en -werken aangevat en voltooid moeten worden;
- 2° kan ze de houder het volgende opleggen :
 - a) elke voorwaarde die ze nuttig acht om zich ervan te vergewissen dat het saneringsproject strookt met de doelstellingen van dit decreet;
 - b) elke voorwaarde die ze nuttig acht om te voorkomen dat het saneringsproject tijdens of na de uitvoering ervan gevaar, hinder of nadelen veroorzaakt voor de mens of het leefmilieu;
- 2° wijst ze desgevallend op de door de Regering opgegeven vermeldingen vereist bij of krachtens artikel D.IV.26 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, artikel 45 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en artikel 3, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

§ 2. Indien de administratie weigert het saneringsproject goed te keuren, vermeldt ze de in het project aan te brengen wijzigingen met het oog op een nieuwe indiening overeenkomstig de artikelen 58 of 68.

§ 3. Indien de administratie zich niet uitspreekt binnen de termijn die haar toegestaan wordt, wordt het saneringsproject geacht te zijn geweigerd. Onverminderd de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken, geeft het gebrek aan beslissing binnen een termijn van honderdtwintig dagen de aanvrager recht op een forfaitaire vergoeding van 2.500 euro.

Art. 67. De goedkeuring van het saneringsproject geldt als milieuvergunning, stedenbouwkundige vergunning, eenmalige vergunning, aangifte in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en registratie..

In afwijking van artikel 50 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en van artikel D.IV.81 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, verjaart de goedkeuring van het saneringsproject voor het overblijvende deel van de niet uitgevoerde saneringshandelingen en -werken slechts indien zij niet zijn uitgevoerd binnen twee jaar na de datum waarop ze uitgevoerd hadden moeten worden.

Art. 68. § 1. In afwijking van de artikelen 58 tot 67, kan de verplichtinghouder een aanvraag indienen van :

- 1° eenmalige vergunning met de gegevens van het saneringsproject indien zijn aanvraag betrekking heeft op :
 - hetzij een project of een gemengd project in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
 - hetzij op aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen handelingen of werken, waaronder o.a. saneringshandelingen en –werken;
- 2° geïntegreerde vergunning met de gegevens van het saneringsproject indien zijn aanvraag betrekking heeft op een geïntegreerd project in de zin van artikel 1,5°, van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen, met, ondermeer, saneringshandelingen en –werken.

De procedure tot vergunningsaanvraag wordt gevoerd overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 voor de inrichtingen van klasse 1, zonder dat het nodig is om een milieueffectonderzoek uit te voeren.

De procedure tot geïntegreerde vergunningsaanvraag wordt gevoerd overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen voor de inrichtingen van klasse 1, zonder dat het nodig is om een milieueffectonderzoek uit te voeren.

§ 3. Het besluit tot toekenning van de vergunning bevat de vermeldingen bedoeld in artikel 66, § 1, van dit decreet. De beslissing waarbij de vergunning om saneringsredenen geweigerd wordt, vermeldt de in het project aan te brengen wijzigingen met het oog op een nieuwe indiening overeenkomstig artikel 58 of artikel 68 van dit decreet.

De afgegeven vergunning wordt uitgevoerd volgens de bepalingen van dit decreet daar ze als beslissing over het saneringsproject geldt.

Voor de andere handelingen en werken dan die i.v.m. de sanering, gaat de verstrijksdatum bedoeld in de artikelen 97 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, 102 van het decreet betreffende de handelsvestigingen en D.IV.84 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling pas in op de datum van ontvangst van de evaluevaluatie.

Art. 69. § 1. In afwijking van de artikelen 42 tot 51, kan de verplichtinghouder een versnelde saneringsprocedure uitvoeren, als de volgende cumulatieve voorwaarden vervuld zijn :

- 1° er bestaan serieuze tekens dat de verontreiniging ingeperkt is en dat ze niet migreert buiten het terrein;
- 2° de geschatte termijn voor de uitvoering van de handelingen en werken is lager dan :
 - honderdtachtig werkdagen in het geval van bodemsanering;
 - driehonderd zestig werkdagen in geval van sanering van het grondwater;
- 3° behalve maatregelen die een niet-wijziging van residuële verontreinigingen opleggen of, in voorkomend geval, het behoud van de afzonderingsvoorziening, houdt de uitvoering van de saneringshandelingen en –werken geen enkele veiligheidsmaatregel in;
- 4° de eigenaars en bezetters van de terreinen waarop de saneringshandelingen en –werken bedoeld bij deze versnelde procedure plaats zullen vinden, stemmen schriftelijk in met de uitvoering van deze saneringshandelingen en –werken en bepalen de termijn waarin het saneringsproject ingediend zal worden.

Zodra de betrokken persoon of de houder kennis heeft van het feit dat de voorwaarden bedoeld in het eerste lid vervuld zijn, brengt hij de administratie op de hoogte van zijn voornemen om een versnelde saneringsprocedure in te dienen.

De indiening van een saneringsproject bedoeld bij deze versnelde procedure houdt de verplichting in om de saneringshandelingen en –werken uit te voeren.

§ 2. Het saneringsproject bedoeld bij deze versnelde procedure wordt uitgevoerd door een deskundige. Op straffe van onontvankelijkheid, wordt het saneringsproject samen met het bewijs van betaling van het dossierrecht bedoeld in artikel 76 gericht aan de administratie door de houder.

Dit project bevat op zijn minst :

- 1° de inhoud van het gecombineerd onderzoek bedoeld in artikel 52;
- 2° de inhoud van het saneringsproject bedoeld in artikel 58.

De Regering bepaalt het aantal exemplaren van het saneringsproject bedoeld bij deze versnelde procedure die aan de administratie meegedeeld moeten worden.

§ 3. In afwijking van artikel 60, verstuurt de administratie aan de houder haar beslissing waarbij het saneringsproject bedoeld bij deze versnelde procedure volledig en ontvankelijk bevonden werd binnen dertig dagen, te rekenen van de datum waarop ze het project in ontvangst neemt. Indien de aanvraag onvolledig is, stuurt de administratie de houder volgens dezelfde modaliteiten een lijst toe van de ontbrekende stukken en gegevens en vermeldt ze dat de procedure weer opgestart wordt op de datum van ontvangst ervan.

Indien de administratie haar beslissing niet binnen die termijn aan de houder heeft gestuurd, wordt het project als ontvankelijk beschouwd. De procedure wordt voortgezet.

De artikelen 61 tot 64 zijn van toepassing.

§ 4. De administratie stuurt aan de houder haar beslissing waarbij ze uitspraak over het saneringsproject bedoeld bij de versnelde procedure heeft gedaan binnen een termijn van honderdtwintig dagen, te rekenen van de dag waarop ze haar beslissing heeft verstuurd waarbij het project ontvankelijk bevonden werd.

§ 5. Indien de administratie het saneringsproject bedoeld bij de versnelde procedure goedkeurt :

- 1° legt ze de termijn vast waarbinnen de saneringswerken aangevat en voltooid moeten worden;
- 2° kan ze de houder het volgende opleggen :
 - a) elke voorwaarde die ze nuttig acht om zich ervan te vergewissen dat het saneringsproject bedoeld bij de versnelde procedure strookt met de doelstellingen van dit decreet;
 - b) elke voorwaarde die ze nuttig acht om te voorkomen dat het saneringsproject bedoeld bij de versnelde procedure tijdens of na de uitvoering ervan gevaar, hinder of nadelen veroorzaakt voor de mens of het leefmilieu;

3° wijst ze desgevallend op de door de Regering opgegeven vermeldingen vereist bij of krachtens artikel D.IV.26 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, artikel 45 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en artikel 3, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

§ 2. Indien de administratie weigert het saneringsproject bedoeld bij de versnelde procedure goed te keuren, vermeldt ze de in het project aan te brengen wijzigingen met het oog op een nieuwe indiening overeenkomstig dit artikel.

§ 3. Indien de administratie zich niet uitspreekt binnen de termijn die haar toegestaan wordt, wordt het saneringsproject bedoeld bij de versnelde procedure geacht te zijn geweigerd.

Het gebrek aan beslissing binnen een termijn van honderdtwintig dagen geeft de aanvrager recht op een forfaitaire vergoeding van 2.500 euro. De vergoedingsaanvragen vallen onder de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken.

Artikel 68 is van toepassing bij de goedkeuring van het saneringsproject bedoeld bij de versnelde procedure.

Onderafdeling 4. — Toezicht op de saneringshandelingen en -werken

Art. 70. § 1. Het toezicht op de saneringshandelingen en -werken wordt uitgevoerd door een deskundig. De verplichtinghouders tot uitvoering van de saneringshandelingen en -werken geven de administratie regelmatig kennis van de evolutie van de handelingen en werken en van elk ongeval waardoor het vlotte verloop ervan in het gedrang kan komen.

De inhoud van het document met de stand van vordering waarvan de in het eerste lid bedoelde personen kennis geven, de modaliteiten en de termijnen waarbinnen het overgemaakt wordt, worden door de Regering bepaald.

§ 2. Indien nieuwe elementen optreden na de goedkeuring van het saneringsproject, kan de administratie, hetzij op verzoek van de houder of van de deskundige, hetzij op eigen initiatief, wijzigingen aanbrengen in de voorschriften van het saneringsproject of in die opgelegd krachtens artikel 66, § 1 of artikel 69, § 5.

Ze stuurt haar beslissing aan de houder.

Art. 71. § 1. Na afloop van de saneringshandelingen en -werken wordt een eindevaluatie gemaakt door de deskundige die het saneringsproject heeft opgemaakt en die het toezicht van de saneringshandelingen en -werken heeft uitgevoerd. Mits voorafgaande toestemming van de administratie, kan de eindevaluatie worden uitgevoerd door een andere deskundige.

Deze evaluatie bevat :

- 1° een herinnering van de saneringsdoelstellingen zoals bepaald in de beslissing bedoeld in artikel 65, 66, 68 of 69;
- 2° de behaalde resultaten, inclusief de gehaalde waarden, met, in de gevallen waarin de saneringsdoelstellingen niet gehaald konden worden, een analyse van de residuele risico's;
- 3° de problemen tegengekomen tijdens de werken;
- 4° de eventuele voorstellen inzake veiligheidsmaatregelen;
- 5° de eventuele voorstellen tot uitvoering van aanvullende werken wanneer na afloop van de werken blijkt dat de in de goedkeuring van het saneringsproject vastgelegde waarde niet gehaald werd voor één van de geanalyseerde parameters, alsook de eventuele voorstellen inzake veiligheidsmaatregelen en de raming van de prijs van die aanvullende werken;
- 6° een voorstel van bodemcontrolecertificaat en, in voorkomend geval, van de bijzondere waarden.

Het evaluatieverslag en een overzicht van de gegevens worden eveneens langs de elektronische weg verstrekt volgens de door de administratie bepaalde modaliteiten.

De Regering bepaalt de criteria van non-conformiteit van een eindevaluatie.

§ 2. Op straffe van onontvankelijkheid, wordt de eindevaluatie samen met het bewijs van betaling van het dossierrecht bedoeld in artikel 76 gericht aan de administratie binnen de zestig dagen te rekenen van het einde van de saneringshandelingen en -werken.

De administratie kan, indien ze het nodig acht, de deskundige horen.

De Regering bepaalt het aantal exemplaren van de eindevaluatie die aan de administratie meegedeeld moeten worden.

§ 3. Binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van de eindevaluatie, beslist de administratie :

- 1° de eindevaluatie goed te keuren en aan de houder een bodemcontrolecertificaat te bezorgen dat :
 - vaststelt dat de sanering is uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van dit decreet;
 - in voorkomend geval, veiligheidsmaatregelen oplegt;
 - in voorkomend geval, de residuële verontreiniging vaststelt.
- 2° de eindevaluatie als niet conform te verklaren;
- 3° bijkomende documenten te vragen;
- 4° een tegenexpertise op te leggen ten laste van de houder;
- 5° de afgifte van het bodemcontrolecertificaat te weigeren.

Als ze beslist om een bodemcontrolecertificaat af te geven, richt de administratie op dezelfde dag een bodemcontrolecertificaat aan de eigenaar indien hij de houder niet is.

Binnen dezelfde termijn, als het bodemcontrolecertificaat wordt geweigerd of wanneer blijkt dat noemenswaardige elementen zijn ontstaan en dat die niet in overweging genomen werden of konden worden bij de uitvoering van de saneringshandelingen en -werken, kan de administratie, in voorkomend geval, bijkomende werken opleggen die binnen de termijn die zij bepaalt uitgevoerd moeten worden en, in dat geval, de eventuele opvolgings- en veiligheidsmaatregelen. In dat geval wordt het in het eerste lid bedoelde bodemcontrolecertificaat afgeleverd binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de datum van een nieuwe eindevaluatie.

Als de tegenexpertise opgelegd door de administratie de elementen die onder de eindevaluatie uitgevoerd door de deskundige vallen, bevestigt, worden de kosten i.v.m. deze tegenexpertise volledig terugbetaald aan de houder. De Regering bepaalt de modaliteiten van deze terugbetaling.

Afdeling 4. — Financiële zekerheden

Art. 72. § 1. Onverminderd de andere gevallen bedoeld in dit decreet, kan de administratie aan de houders bedoeld in artikel 26, het stellen van een zekerheid opleggen om de uitvoering van het geheel of een gedeelte van de verplichtingen bedoeld in artikel 19 van dit decreet te garanderen, uitsluitend in de volgende gevallen :

- 1° wanneer de houder aangewezen door de administratie krachtens artikel 26 in gebreke is gesteld om zijn verplichtingen uit te voeren;
- 2° wanneer de verplichtinghouder zijn verplichtingen niet uitvoert;
- 3° wanneer na afloop van de verplichtingen bedoeld in artikel 19, een bodemcontrolecertificaat met veiligheidsmaatregelen ten laste van de oorspronkelijke houder van verplichtingen, is toegekend.

De zekerheid moet worden gesteld binnen de dertig dagen van zijn oplegging. De administratie kan bepalen dat het stellen van de zekerheid in schijven wordt verdeeld voor zover deze overeenkomen met de opeenvolgende uitvoering van de bedoelde verplichtingen.

De Regering bepaalt de vaststellingscriteria van de zekerheden en de methodologie om er het bedrag van te bepalen.

In het geval van overdracht van een terrein waarvoor veiligheidsmaatregelen werden uitgesproken en gedekt door een zekerheid, bepaalt de Regering de modaliteiten van overdracht tussen de overhouder en de overnemer van de gestelde zekerheid.

§ 2. De gewestelijke overheden, de gemeentelijke overheden, de verenigingen van gemeenten, de provincies en de andere publiekrechtelijke rechtspersonen moeten geen zekerheid stellen in het kader van de tenuitvoerlegging van dit decreet.

In afwijking van het eerste lid, kan de administratie het stellen van een zekerheid eisen als de gewestelijke overheid, de vereniging van gemeenten, de provincie of de publiekrechtelijke rechtspersoon de conclusies van het kenmerkonderzoek niet ten uitvoer legt overeenkomstig de beslissing genomen door de administratie krachtens artikel 50

§ 3. De zekerheid bestaat, volgens de keuze van de aanvrager, in een deposito bij de Deposito- en Consignatiekas, een door pand gewaarborgde vordering in de handen van een notaris, een onafhankelijke bankgarantie of elke andere vorm van zekerheid dat de Regering bepaalt, ten belope van het bedrag bepaald door de administratie.

In het geval dat de zekerheid bestaat in een storting in speciën, dient de houder jaarlijks de zekerheid te verhogen ten belope van de interesten opgebracht tijdens het vorig jaar.

Indien de zekerheid bestaat in een onafhankelijke bankgarantie, dan moet ze uitgegeven worden door een kredietinstelling die erkend is, hetzij door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, hetzij door een overheid van een Lid-Staat van de Europese Unie die bevoegd is om controle uit te oefenen op de kredietinstellingen.

§ 4. De administratie beslist om een geheel of een gedeelte van de zekerheid vrij te maken in de beslissing waarmee ze vaststelt dat het geheel of een gedeelte van de door haar bedoelde verplichtingen behoorlijk vervuld zijn. De zekerheid wordt vrijgemaakt binnen dertig dagen van de bedoelde beslissing.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor die vrijmaking.

§ 5. In voorkomend geval, kan de administratie ook de zekerheid aan passen om ze te bestemmen voor de uitvoering van de andere verplichtingen van dit decreet. De zekerheid is aangepast binnen dertig van de beslissing waarmee de administratie vaststelt dat er een financiële zekerheid dient gesteld te worden voor een andere verplichting bedoeld bij dit decreet en die nog niet gewaarborgd is door een financiële zekerheid.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor die aanpassing.

Afdeling 5. — Bepalingen gemeen aan de vorige afdelingen

Art. 73. Als er meer houders zijn, organiseert de administratie volgens modaliteiten die nader bepaald worden door de Regering, één of meer overlegvergaderingen tussen die houders.

De houders wijzen een mandataris aan die belast wordt met de relaties met de administratie.

De tussenkomst van de deskundige, de onderzoeks- en saneringshandelingen zijn gemeen aan die houders.

Art. 74. Wanneer na de uitvoering van de saneringshandelingen en –werken nieuwe elementen naar voren treden, kan het bodemcontrolecertificaat, afgeleverd overeenkomstig dit decreet, het voorwerp uitmaken van een herziening volgens de voorwaarden bepaald door de Regering.

De Regering regelt de modaliteiten voor het verkrijgen van deze herziening, de te volgen procedure en de eventuele controlemaatregelen.

Lid 1 is niet van toepassing bij vervuiling of vermoeden van vervuiling die later optreden of niet onderzocht zijn.

Art. 75. § 1. In haar beslissing betreffende het oriënteringsonderzoek, het kenmerkonderzoek, het gecombineerd onderzoek, het saneringsproject, de dringende maatregelen of de eindevaluatie, beveelt de administratie, in geval van belangenconflict of bij gebrek aan zelfstandigheid van betrokken deskundige, dat de verplichtinghouder een beroep doet op een andere deskundige dan degene die het onderzoek heeft gevoerd waarover de administratie zich uitspreekt voor het gevolg van de procedure ten einde de verwezenlijking van de doelstellingen van dit decreet te waarborgen.

§ 2. Voor zover zij relevant en actueel zijn, kan een deel of het geheel van de resultaten en gegevens die ingezameld zijn tijdens een eerder uitgevoerde effectenonderzoek, een indicatieve studie in het kader van ieder ander vooraf uitgevoerd onderzoek in verband met de bodemkwaliteit, in het oriënteringsonderzoek opgenomen worden. Deze worden als dusdanig in het onderzoek opgenomen.

§ 3. Wanneer de administratie een oriëntatie-onderzoek zoals bedoeld in de artikelen 42 en 43, een kenmerkonderzoek zoals bedoeld in de artikelen 47 en 48 of een gecombineerd onderzoek zoals bedoeld in artikel 52 heeft bekrachtigd, wordt de geldigheid ervan bewaard wat betreft de beoogde verontreinigende stoffen, voor een duur van tien jaar behalve indien blijkt dat er significante elementen bestaan die ofwel niet in overweging zijn genomen in de uitvoering van het voorafgaand onderzoek ofwel nieuw zijn.

Art. 76. Een dossiersrecht, waarvan de opbrengst integraal aan het "Fonds pour la protection de l'environnement, section Protection des sols" gestort wordt en dat de administratieve kosten dekt, wordt ten laste van elke natuurlijke of rechtspersoon geheven wegens de indiening van een studie, project of beroep.

Het dossierrecht wordt vastgesteld als volgt.

- 1° 300 euro voor een gecombineerd onderzoek;
- 2° 250 euro voor een saneringsproject;
- 3° 250 euro voor een kenmerkenonderzoek of een eindevaluatie;
- 4° 150 euro voor een oriënteringsonderzoek;
- 5° 50 euro voor een beroep bedoeld in artikel 77.

Het dossiersrecht is verschuldigd op de datum waarop de aanvraag of het beroep ingediend wordt.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de inning van de dossiersrechten.

HOOFDSTUK V. — *Beroep*

Art. 77. De verplichtinghouderen kan een beroep instellen tegen de beslissingen bedoeld in de artikelen 21 tot 30, 44, 46, 50, 51, 52, 65, 66, 69, 70, § 2, 71, § 3, 75, § 1, en 80.

De houder van zakelijke rechten kan ook een beroep instellen tegen de beslissingen bedoeld in de artikelen 44, 50, 66 en 69, wanneer de beslissingen een einde maken aan de verplichtingen ten laste van de houder.

Het beroep schorst de aangevochten beslissing niet.

Op straffe van onontvankelijkheid, wordt het beroep samen met het bewijs van betaling van het dossierrecht bedoeld in artikel 76 gestuurd naar de administratie binnen een termijn van twintig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de beslissing of, bij gebrek aan beslissing, vanaf de dag volgend op de termijn die aan de administratie werd toegestaan om haar beslissing te versturen.

Die termijnen worden opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus en tussen 24 december en 1 januari.

De Regering bepaalt de modaliteiten van het beroep.

Art. 78. Binnen tien dagen na ontvangst van het beroep bezorgt de administratie :

- 1° de verzoeker een bericht van ontvangst met de datum waarop de hoorzitting hem wordt voorgesteld;
- 2° in voorkomend geval, de houder van zakelijke rechten van het betrokken terrein, een afschrift van het beroep en van het voornoemd bericht van ontvangst.

Overeenkomstig het eerste lid, 1°, wordt de hoorzitting georganiseerd binnen de dertig dagen te rekenen van het bericht van ontvangst. In voorkomend geval, kan de houder van zakelijke rechten worden gehoord als hij erom verzoekt.

De verzoeker of, in voorkomend geval, de houder van zakelijke rechten, kan binnen de dertig dagen te rekenen van het bericht van ontvangst, elk bijkomend element indienen om zijn beroep te steunen. Na afloop van die termijn, worden alle verstrekte bijkomende elementen niet in aanmerking genomen.

Binnen negentig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep, stuurt de Regering zijn beslissing aan de verzoeker en, in voorkomend geval, aan de houder van zakelijke rechten.

Indien de beslissing van de Regering niet verstuurd wordt binnen de termijn bedoeld in het vorige lid, wordt de beslissing waartegen beroep is ingesteld, bevestigd.

HOOFDSTUK VI. — *Dringende maatregelen en ambtshalve genomen maatregelen*

Afdeling 1. — SPAQuE

Art. 79. § 1. De opdrachten toevertrouwd aan de SPAQuE overeenkomstig dit decreet zijn opdrachten van openbare dienst.

§ 2. Onverminderd artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, heeft de SPAQuE als opdrachten

- 1° de uitvoering, de bijwerking en de periodieke overmaking aan de administratie van een inventaris van verontreinigde of potentieel verontreinigde terreinen;
- 2° de uitvoering van onderzoeken en saneringshandelingen en –werken en, in voorkomend geval, de tenuitvoerlegging van opvolgings- of veiligheidsmaatregelen, en toezichts- en beheersmaatregelen, wanneer de Regering haar ermee belast overeenkomstig de artikelen 80 en 81 van dit decreet, of om redenen van openbaar nut
- 3° de uitvoering van wetenschappelijke en technische expertises voor de rekening van publiekrechtelijke rechtspersonen op het gebied van bodembeheer, volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald door de Regering;
- 4° de uitvoering van andere opdrachten in nauw verband met de opdrachten opgenomen in 1° tot 3° en inzake bodembeheer, volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald door de Regering.

§ 3. De Regering belast de SPAQuE met de uitvoering van de opdrachten bedoeld in § 1.

In het kader van haar opdrachten is de SPAQuE niet verplicht om beroep te doen op een deskundige.

Wanneer de Regering de SPAQuE ermee belast saneringshandelingen en –werken uit te voeren, is artikel 80, § 3, van toepassing. Ingeval van hoogdringendheid waarbij de verontreiniging moet worden beheerd door onmiddellijke maatregelen die onverenigbaar zijn met de termijnen bedoeld in artikel 81, § 3, kan de SPAQuE afwijken van artikel 81, § 3.

De Regering kan de regels inzake tussenkomst van de SPAQuE bepalen wat betreft de andere opdrachten bedoeld in § 1.

§ 4. De Regering kan de verplichtingen bedoeld in artikel 19 in volgende gevallen overnemen :

- 1° wanneer de houder van zakelijke rechten waarvan de verplichtingen gegeneerd zijn krachtens artikel 26, beantwoordt tegelijk aan volgende voorwaarden :
 - hij is houder van zijn zakelijk recht voor de datum van 30 april 2007 of is er bij erfopvolging houder van geworden;
 - hij was niet, of kon niet ingelicht zijn over de bodemverontreiniging op het ogenblik waarop deze zich voorgedaan heeft of op het ogenblik waarop hij houder van zijn zakelijk recht is geworden;

- 2° wanneer het opsporen van de dader of vermoedelijke dader van de vervuiling onverenigbaar is met het nastreven van de doelstellingen van openbaar nut, overwogen voor beoogd terrein wegens de complexiteit of de potentiële duur ervan.

In het geval bedoeld in lid 1, 2°, wordt, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, ervan uitgegaan dat er geen enkele dader of vermoedelijke dader geïdentificeerd kon worden voor het terrein beoogd overeenkomstig artikel 26, § 2.

Wanneer de Regering de verplichtingen overeenkomstig lid 1 overneemt, wordt het uitvoeren van de verplichtingen bedoeld in artikel 19 de SPAQuE toevertrouwd, ten laste van de houder ervan.

§ 5. Zodra de SPAQuE ermee belast is één van de opdrachten bedoeld in § 1 te vervullen, mag geen enkele handeling genomen worden die zijn goede uitvoering in het gedrang kan brengen.

De handhaving van de bouwwerken en werken die nodig zijn voor de bedoelde opdracht vormen een erfdienstbaarheid van openbaar nut die bedoelde grond bezwaart. De Regering bepaalt bij afzonderlijk besluit in welke mate het goed gebruikt mag worden. Er wordt geen recht op vergoeding uit hoofde van de eigenaar of van andere houders van reële of persoonlijke rechten open gesteld.

§ 6. Voor zover de saneringshandelingen en werken uitgevoerd door de SPAQuE ter uitvoering van artikel 43, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen of uitgevoerd krachtens dit decreet tegemoet komen aan de doelstellingen beoogd bij dit decreet, wordt bij de beslissing over de zorgvuldige uitvoering van die handelingen en werken waarmee het proces van herstel in de oorspronkelijke staat afgesloten wordt, met een bodemcontrolecertificaat gevoegd.

Afdeling 2. — Maatregelen van onmiddellijk beheer

Art. 80. § 1. Onverminderd artikel D.149 van Boek I van het Milieuwetboek, doet de verplichtinghouderen beroep op een deskundige om onmiddellijke beheersmaatregelen te nemen die nodig zijn om de onmiddellijke gevaren en risico's te voorkomen of te beperken in de volgende gevallen :

- 1° in het geval van een verontreiniging ontdekt tijdens een behoorlijk vergunde werf, voor zover de volgende cumulatieve voorwaarden vervuld zijn :
- de noden van de werf leggen op om maatregelen uit te voeren binnen termijnen die onverenigbaar zijn met de termijnen bedoeld in artikelen 42 tot 69;
 - de ontdekte verontreiniging komt overeen met een verontreiniging waarvan men redelijkerwijs het bestaan op de werf niet kon kennen;
- 2° in het geval van verontreiniging voortvloeiend uit een onverwacht ongeval, voor zover het zo dringend is dat er maatregelen moeten genomen worden die onverenigbaar zijn met de termijnen bedoeld in de artikelen 42 tot 69;

De maatregelen genomen door de verplichtinghouderen krachtens het eerste lid, op aanraden van de deskundige, beogen het bereiken van de saneringsdoelstellingen voorzien krachtens dit decreet.

§ 2. De houder brengt de administratie onmiddellijk op de hoogte van de verontreiniging en van de aanwijzing van de deskundige en rechtvaardigt het feit dat hij zich in een situatie bedoeld in paragraaf 1 bevindt. De informatie wordt overgemaakt bij aangekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent. De Regering legt een model van formulier vast dat de elementen vermeldt die aan de administratie meegedeeld moeten worden alsook de modaliteiten tot overdracht van het formulier.

Als het gaat om een situatie bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, stuurt de administratie haar beslissing waarbij uitspraak over de geldigheid van het gebruik van deze procedure wordt gedaan, aan de houder binnen tien dagen te rekenen van de ontvangst van de informatie en van de rechtvaardiging bedoeld in het eerste lid.

De afwachting van de beslissing bedoeld in het tweede lid geldt onverminderd de mogelijkheid voor de houder, op aanraden van de deskundige, om elk onderzoek te voeren dat nodig is voor zijn opdracht.

De gunstige beslissing geldt als vergunning overeenkomstig artikel 67.

§ 3. Na afloop van de uitvoering van de maatregelen van onmiddellijk beheer, wordt een eindevaluatie uitgevoerd door de deskundige op initiatief van de houder.

Deze evaluatie bevat :

- 1° de volledige omschrijving van de tegengekomen situatie, de identificatie van de opgespoorde polluenten en de verontreinigde bodemvolumes;
- 2° de behaalde resultaten, inclus de gehaalde waarden, met, in de gevallen waarin de saneringsdoelstellingen zoals omschreven in artikel 56 niet gehaald konden worden, een rechtvaardiging betreffende de uitvoering van de beschikbare beste technieken en een analyse van de residuële risico's;
- 3° de problemen tegengekomen tijdens de werken;
- 4° in voorkomend geval, de voorstellen inzake veiligheidsmaatregelen;
- 5° een voorstel van bodemcontrolecertificaat.

Op straffe van onontvankelijkheid, wordt de eindevaluatie samen met het bewijs van betaling van het dossierrecht bedoeld in artikel 76 gericht aan de administratie binnen de dertig dagen te rekenen van het einde van de uitvoering van de maatregelen van onmiddellijk beheer.

Binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de eindevaluatie, beslist de administratie :

- 1° de houder een bodemcontrolecertificaat te bezorgen dat :
- vaststelt dat de sanering is uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van dit decreet;
 - in voorkomend geval, veiligheidsmaatregelen oplegt;
 - in voorkomend geval, de residuële verontreiniging vaststelt.
- 2° de eindevaluatie als niet conform te verklaren;
- 3° bijkomende documenten te vragen;
- 4° een tegenexpertise op te leggen ten laste van de houder;
- 5° de afgifte van het bodemcontrolecertificaat te weigeren.

Als ze beslist om een bodemcontrolecertificaat af te geven, richt de administratie op dezelfde dag een bodemcontrolecertificaat aan de eigenaar indien hij de houder niet is.

Binnen dezelfde termijn, als het bodemcontrolecertificaat wordt geweigerd of wanneer blijkt dat noemenswaardige elementen zijn ontstaan en dat die niet in overweging genomen werden of konden worden bij de uitvoering van de saneringshandelingen en -werken, kan de administratie, in voorkomend geval, bijkomende werken opleggen die binnen de termijn die zij bepaalt uitgevoerd moeten worden en, in dat geval, de eventuele veiligheidsmaatregelen. In dat geval wordt het in het eerste lid bedoelde bodemcontrolecertificaat afgeleverd binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van een nieuwe eindevaluatie.

Als de tegenexpertise opgelegd door de administratie de elementen die onder de eindevaluatie uitgevoerd door de deskundige vallen, bevestigt, worden de kosten i.v.m. deze tegenexpertise volledig terugbetaald aan de houder. De Regering bepaalt de modaliteiten van deze terugbetaling.

§ 4. In het geval van verontreiniging voortvloeiend uit een onverwacht ongeval bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, worden de maatregelen genomen krachtens paragraaf 1, genomen onverminderd de toepassing van andere veiligheidsmaatregelen opgelegd door de Regering.

De Regering kan elke nuttige maatregel treffen om gevaar te voorkomen of te verhelpen wanneer :

- 1° de houder geen enkele maatregel van onmiddellijk beheer aanneemt;
- 2° de houder weigert gevolg te geven aan de gegeven voorschriften;
- 3° de aan te wijzen houder afwezig is.

Indien nodig en ten laste van betrokken persoon, kan de Regering de bedoelde maatregelen aan de SPAQuE toevertrouwen.

Afdeling 3. — Ambtshalve genomen maatregelen

Art. 81. § 1. In geval van nalatigheid van de aangewezen verplichtinghouder en ten laste van deze laatste of bij afwezigheid van de vermoedelijke auteur en ten laste van de betrokken persoon, kan de Regering ambtshalve in één, of in voorkomend geval, of in meerdere van de volgende maatregelen voorzien :

- 1° de uitvoering van een oriënteringsonderzoek;
- 2° de uitvoering van een kenmerkenonderzoek;
- 3° de uitvoering van een saneringsproject;
- 4° de uitvoering van de saneringshandelingen en -werken;
- 5° de uitvoering van de veiligheidsmaatregelen;
- 6° de uitvoering van de opvolgingsmaatregelen.

De Regering kan de Spaque belasten met de uitvoering van de in het eerste lid bedoelde maatregelen ten laste van de betrokken persoon.

§ 2. Wanneer de SPAQuE in het kader de onderzoeken die ze voert ter vervulling van haar opdracht bedoeld in artikel 79 van dit decreet en in artikel 39, § 1, 1° en 3°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, een bodemverontreiniging vaststelt die een ernstige dreiging vormt, verwittigt ze onmiddellijk de administratie, waarbij ze een raming van de prijs van de sanering aangeeft.

De administratie maant de houder(s) aan tot het vervullen van, volgens het geval, het geheel of een gedeelte van de in artikel 19, § 1, bedoelde verplichtingen. De administratie verzoekt de betrokken persoon om zijn opmerkingen binnen een termijn van dertig dagen te laten gelden. Binnen deze termijn kan de bedoelde persoon verzoeken om gehoord te worden.

Binnen een termijn van hoogstens dertig dagen te rekenen van de aanmaning, verbindt deze houder zich ertoe om de in § 1, 3°, 4° en 5° bedoelde verplichtingen na te leven. In afwijking van artikel 72, § 1, stelt hij binnen dezelfde termijn een financiële zekerheid ten gunste van de administratie om te voorzien in de kosten gebonden aan de ambtshalve uitvoering van het saneringsproject.

Bij gebreke daarvan laat de administratie een bevel tot betaling binnen vierentwintig uur betekenen, op straffe van uitvoering door inbeslagneming en de Regering kan een wettelijke hypotheek op alle goederen van die personen vestigen.

Het stellen van een zekerheid waarvan het bedrag onvoldoende is, ingevolge de betekening van een dwangbevel, is geen beletsel voor de voortzetting van de vervolgingen.

Na afloop van de beveltermijn kan de administratie laten overgaan tot de inbeslagneming, die uitgevoerd wordt op de wijze waarin het Gerechtelijk Wetboek voorziet.

Indien verschillende dragers betrokken zijn, zijn die hoofdelijk gebonden.

§ 3. In geval van nalatigheid ten gevolge van de aanmaning kan de Regering van ambtswege laten overgaan tot de uitvoering van de in § 1, 3°, 4° en 5° bedoelde maatregelen. De Regering belast dan de Spaque met de uitvoering van de sanering. In voorkomend geval kan de Regering het terrein wegens openbaar nut met het oog op zijn sanering laten onteigenen volgens de regels bepaald bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemenen nutte.

Na een informatievergadering voor het publiek te hebben georganiseerd, dient de SPAQuE bij de Regering een saneringsproject overeenkomstig artikel 58, derde lid in.

De Regering bericht ontvangst van het volledige dossier binnen vijftien dagen na de indiening ervan. Zij wint desnoods het advies in van de diensten en instanties die ze nuttig acht en doet uitspraak over het saneringsproject binnen negentig dagen na ontvangst van het bericht van ontvangst.

In afwijking van artikel 71 geeft de administratie het bodemcontrolecertificaat af binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de eindevaluatie die de resultaten bevat van de analyses die de SPAQuE na afloop van de saneringshandelingen en -werken aan de ISSEp overmaakt.

§ 4. De krachtens dit artikel genomen maatregelen gelden als milieuvergunning, globale vergunning, stedenbouwkundige vergunning, aangifte in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en als voorafgaande stedenbouwkundige aangifte.

In afwijking van artikel D.IV.84 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en van artikel 53 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning vervalt de goedkeuring van het saneringsproject slechts voor het overblijvende gedeelte van de niet uitgevoerde saneringshandelingen en -werken indien ze niet zijn uitgevoerd binnen twee jaar na de datum waarop ze het hadden moeten zijn.

HOOFDSTUK VII. — *Overtredingen*

Art. 82. § 1. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decreetaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die :

- 1° intentioneel een bodemverontreiniging veroorzaakt;
- 2° vervalste documenten aan de administratie overmaakt;
- 3° in tegenspraak met artikel 31 valse verklaringen doet;
- 4° de in artikel 19 bedoelde verplichtingen niet uitvoert, nadat hij aangemaand is om het te doen;
- 5° verzuimt de opgelegde veiligheids- of monitoringsmaatregelen binnen de termijnen bepaald bij de beslissing die ze oplegt, te treffen;
- 6° de uitvoering van de verplichtingen bedoeld in artikel 19 belemmert;
- 7° saneringshandelingen en -werken uitvoert zonder de bepalingen van dit decreet na te leven;
- 8° een opdracht die door een deskundige of een laboratorium uitgevoerd moet worden, vervult zonder te beschikken over de erkenning vereist krachtens hoofdstuk IV van dit decreet;
- 9° de verplichtingen die in artikel 5 bedoeld zijn of die krachtens die bepaling worden genomen, schendt;
- 10° overeenkomstig de machtigingsakte, de openbare opdrachten die overeenkomstig artikel 5 worden toevertrouwd, niet uitvoert.

Voor elke overtreding begaan om het dossierrecht te ontduiken, wordt de eventueel uitgesproken sanctie van rechtswege vermeerderd met een boete van 100 % van het bedrag van het dossierrecht dat de belastingplichtige heeft geprobeerd te ontduiken. De boete kan door de dienst die de Regering aanwijst verminderd worden tot maximum 10 % van het bedrag van het ondoken dossierrecht in geval van eerste overtreding begaan door de belastingplichtige zonder bedoeling te bedriegen of te schaden. Ze wordt helemaal en van ambtswege opgeschort in geval van spontane regularisatie door de belastingplichtige. De boete wordt gevestigd en geïnd op dezelfde wijze als het dossierrecht;

- 11° de uitvoering van de in artikel 81, § 3, bedoelde acties van de SPAQuE belemmert.

§ 2. Een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decreetgevend gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek wordt begaan door degene die :

- 1° aan de informatieplicht bedoeld in artikel 6 niet voldoet;
- 2° de in artikel 31 bedoelde informatieverplichting niet naleeft;
- 3° de financiële zekerheid niet stelt binnen zestig dagen na het opleggen ervan.

HOOFDSTUK VIII. — *Toelagen*

Art. 83. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering aan elke natuurlijke rechtspersoon, privaatrechtelijk of publiekrechtelijk, een subsidie toekennen om een oriënteringsonderzoek, een kenmerkenonderzoek, een saneringsproject of een saneringshandelingen en -werken in de zin van dit decreet uit te voeren.

Die subsidie vormt een minimis-steun in de zin van Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-verdrag op de minimis-steun.

Het totaalbedrag van de toegekende steun, berekend overeenkomstig artikel 2 van genoemde Verordening, mag niet hoger zijn dan 200.000 euro over een periode van drie jaar.

Het totaalbedrag van de toegekende steun, berekend overeenkomstig genoemde Verordening, mag niet hoger zijn dan 200.000 euro over een periode van drie jaar.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare kredieten kan de Regering aan elke natuurlijke persoon, rechtspersoon van publiek recht of openbaar nut of rechtspersoon van privaatrecht een subsidie toekennen met het oog op de tenuitvoerlegging van de nakoming van de verplichtingen bepaald bij artikel 19 van dit decreet wanneer ze betrekking heeft op een terrein waarvan een publiekrechtelijke persoon eigenaar is.

Die subsidie wordt toegekend in de vorm van één euro aan één of meer natuurlijke personen, rechtspersonen van publiek recht of openbaar nut of rechtspersoon van privaatrecht die zulks overeenkomen en die drie euro investeren voor die tenuitvoerlegging.

HOOFDSTUK IX. — *Opheffings- en wijzigingsbepalingen*

Afdeling 1. — Decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Art. 84. In artikel 1, 13°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de woorden "bedoeld in artikel 18 van het decreet betreffende het bodembeheer" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 19 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering".

Art. 85. In artikel 13, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "de activiteiten en installaties nodig of nuttig voor de uitvoering van een opsporingsvergunning of een mijnconcessie, met inbegrip van de putten, galerijen, ondergrondse verbindingswegen en winningsputten, en" ingevoegd tussen de woorden "die een installatie voor het beheer van afval van winningsindustrieën vormt, zoals bepaald door de Regering" en "mobiele inrichtingen".

Art. 86. In artikel 14, § 1, tweede lid, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden “en alle installaties en activiteiten nodig of nuttig voor de uitvoering van een opsporingsvergunning of een mijnconcessie, met inbegrip van de putten, galerijen, ondergrondse verbindingswegen en winningsputten, en” ingevoegd tussen de woorden “zoals bepaald door de Regering”, en “een mobiele inrichting aan de technisch ambtenaar gericht”.

Art. 87. Artikel 50, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“De vergunning voor de activiteiten en installaties nodig of nuttig voor de uitvoering van een opsporingsonderzoek of een mijnconcessie wordt verstrekt voor een duur gaande tot aan de vervaldatum van de daarmee verband houdende vergunning of concessie.”.

Art. 88. In artikel 81, § 2, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “artikel 63 van het decreet betreffende het bodembeheer” vervangen door de woorden “artikel 68 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering”.

In artikel 81, § 2, van hetzelfde decreet wordt lid 3 aangevuld met “en alle installaties en activiteiten nodig of nuttig voor het opsporen en het uitbaten van de ondergrondse rijkdommen met inbegrip van de putten, galerijen, ondergrondse verbindingswegen en winningsputten.”.

Afdeling 1. — Boek I van het Milieuwetboek

Art. 89. In artikel D.29-1, § 5, 4°, van Boek I van het Milieuwetboek, worden de woorden “in de zin van het decreet betreffende het bodembeheer” vervangen door de woorden “in de zin van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering”.

Art. 90. In artikel D.49, d, van hetzelfde Boek, worden de woorden “in de zin van het decreet betreffende het bodembeheer” vervangen door de woorden “in de zin van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering”.

Art. 91. In artikel D.67, § 3, van Boek I van het Milieuwetboek wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“Wanneer het project betrekking heeft op een installatie of een activiteit die een risico inhoudt voor de bodem in de zin van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, bevat de omschrijving van het in 1° bedoelde project in elk geval :

- 1° een eensluidend verklaard uittreksel van de databank betreffende de toestand van de bodems bedoeld in artikel 17 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;
- 2° een omschrijving van de eventuele impacten van de gegevens van de databank betreffende de toestand van de bodems over het bedoelde project en een verantwoording van de maatregelen voorzien om bedoelde gegevens in het kader van het betrokken project in aanmerking te nemen.”.

Art. 92. In artikel D.88, § 1, eerste lid, van hetzelfde Boek, worden de woorden “decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer” vervangen door de woorden “decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering”.

Art. 93. In artikel D.138, 12°, van hetzelfde Boek, worden de woorden “decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer” vervangen door de woorden “decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering”.

Art. 94. In artikel D.149, § 1, 5°, van hetzelfde Boek, worden de woorden “decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer” vervangen door de woorden “decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering”.

Art. 95. In artikel D.155, § 4, eerste lid, van hetzelfde Boek, worden de woorden “decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer” vervangen door de woorden “decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering”.

Art. 96. In artikel D.157, § 2, 4°, van hetzelfde Boek, worden de woorden “het decreet betreffende het bodembeheer” vervangen door de woorden “decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering”.

Art. 97. In artikel D.170, § 3, tweede lid, 5°, van hetzelfde Boek, worden de woorden “decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer” vervangen door de woorden “decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering”.

Afdeling 3. — Fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en het geschil inzake rechtstreekse gewestelijke belastingen

Art. 98. In artikel 35, § 2, van het Fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en het geschil inzake rechtstreekse gewestelijke belastingen wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“De aanwezigheid van afval bedoeld in deze paragraaf wordt weer een element dat de belasting genereert indien het saneringsproject niet wordt goedgekeurd overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 1 maart 2018 betreffende het bodembeheer, behalve in het geval bedoeld in artikel 58, § 1, ervan indien de saneringshandelingen en -werken niet aangevat worden op de datum waarop ze aangevat moeten worden overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 1 maart 2018 betreffende het bodembeheer, indien de saneringshandelingen en -werken niet voltooid zijn op de vastgelegde datum en indien de aanvullende werken niet uitgevoerd zijn binnen de termijn vastgelegd overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 1 maart 2018 betreffende het bodembeheer.”.

Afdeling 4. — Decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen

Art. 99. Artikel 4 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

“6° de ter plaatse verontreinigde bodems, met inbegrip van de niet-afgegraven verontreinigde bodems.”.

Art. 100. In artikel 39 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, 3°, worden de woorden “in het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer” vervangen door de woorden “in het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering”;

1° in § 4, eerste lid, worden de woorden “in de zin van het decreet van betreffende het bodembeheer” vervangen door de woorden “in de zin van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering”.

Afdeling 5. — Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling

Art. 101. In artikel D.IV.89, eerste lid, 3°, van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling worden de woorden “het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer” vervangen door de woorden “het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering”.

Art. 102. In artikel D.IV.97, eerste lid, 8°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “in de zin van artikel 10 van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer” vervangen door de woorden “in de zin van artikel 11 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering”.

Art. 103. In artikel D.V.1, eerste lid, 2°, worden de woorden “in de zin van artikel 2, 10°, van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer” vervangen door de woorden “in de zin van artikel 2, 11°, van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering”.

Afdeling 6. — Decreet van 7 juli 1988 op de mijnen

Art. 104. Artikel 5 van het decreet op de mijnen van 7 juli 1988 wordt aangevuld met hetgeen volgt :

« De activiteiten en installaties nodig of nuttig voor de opsporing mogen enkel uitgeoefend worden krachtens een milieu-aangifte of een milieuvergunning in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en, in voorkomend geval, krachtens een stedenbouwkundige vergunning in de zin van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. ».

Art. 105. Artikel 13 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd op 31 mei 2007, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

“De activiteiten en installaties nodig of nuttig voor de opsporing of de uitbating van de ondergrondse rijkdommen, met inbegrip van de installaties voor het beheer van afval van winningsindustrieën, putten, galerijen, ondergrondse verbindingswegen en winningsputten, mogen enkel uitgebaat worden krachtens een milieuvergunning en, in voorkomend geval, een stedenbouwkundige vergunning in de zin van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. De beveiligingswerken moeten niet het voorwerp uitmaken van een milieuvergunning.”.

Art. 106. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de woorden “onder voorbehoud van een milieuvergunning beoogd bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning” ingevoegd tussen de woorden “de in concessie gegeven stoffen” en de woorden “en, bovendien, de gebouwen,”. ».

Art. 107. In artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 18 oktober 2008, worden de woorden “voor een installatie voor het beheer van afval van winningsindustrieën” opgeheven.

Art. 108. Artikel 47 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De intrekking, het verval of het afzien van een mijnvergunning heeft het verval van de milieuaangiften en -vergunningen en van de globale vergunningen tot gevolg voor zover dezen als milieuvergunning gelden, verstrekt voor de activiteiten en de installaties nodig voor het opsporen of de uitbating, uitgezonderd de activiteiten en installaties nodig voor het herstel in oorspronkelijke staat en het nabeheer. ».<sub>HOOFDSTUK X. - Bijzondere maatregelen die van toepassing zijn op de installatie en de uitbating van benzinestations

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 109. De artikelen 681bis/63 tot 681bis/70 van Titel III alsook de bijlage 1 in artikel 681bis/66 en bijlage 2 in artikel 681bis/66, zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot wijziging van Titel III van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming ten gevolge van de invoering van specifieke bepalingen voor de installatie en de uitbating van benzinestations, worden opgeheven.

Afdeling 2. — Herstelplan

Art. 110. Het herstelplan ingediend krachtens het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest, en dit, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 betreffende de rehabilitatieplannen, waarvan het bericht van ontvankelijkheid van vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet dateert, wordt verder behandeld op grond van de bepalingen van kracht op de datum van het bericht van ontvankelijkheid.

Art. 111. § 1. Voor zover de saneringshandelingen en -werken uitgevoerd in het kader van een herstelplan van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen of krachtens een saneringsplan overeenkomstig artikel 116, met de doelstellingen daarvan stroken, gaat de beslissing waarbij uitspraak wordt gedaan over de goede uitvoering van de saneringshandelingen en -werken vergezeld van een bodemcontrolecertificaat.

§ 2. Indien na afloop van een herstelplan of van een saneringsplan bedoeld in § 1 blijkt dat de doelstellingen ervan niet gehaald konden worden, kan de Regering op gemotiveerd voorstel van de administratie een verlenging van de uitvoeringstermijn toekennen. Die verlenging mag niet langer zijn dan de helft van de oorspronkelijke termijn.

Afdeling 3. — Procedure voor de behandeling van de bodemonderzoeken betreffende de installaties bedoeld in rubriek 50.50.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten van de milieuvergunning

Onderafdeling 1. — Indicatief onderzoek

Art. 112. In de zin van deze onderafdeling wordt verstaan onder :

- 1° indicatief onderzoek : onderzoek dat dient om de eventuele aanwezigheid van een verontreiniging in de bodem, in de ondergrond en in het grondwater van een terrein op te sporen en om, desgevallend, een eerste omschrijving en raming van de omvang daarvan te geven; het veronderstelt een beperkte monsterneming en wordt uitgevoerd door een deskundige;
- 2° referentiewaarden : de in bijlage 4 bij dit decreet bedoelde concentraties van verontreinigende stoffen die op lange termijn gehaald moeten worden en beneden dewelke de gezondheid van de mens of het milieu geen gevaar loopt;
- 3° drempelwaarden : de in bijlage 4 bij dit decreet bedoelde concentraties van verontreinigende stoffen beneden dewelke de gezondheid van de mens of het milieu weinig gevaar loopt;
- 4° interventiewaarden : de in bijlage 4 bij dit decreet bedoelde concentraties van verontreinigende stoffen boven dewelke het gevaar voor de gezondheid van de mens of het milieu zodanig groot is dat een sanering nodig is;
- 5° erkend laboratorium : laboratorium erkend overeenkomstig de bepalingen van dit decreet of laboratorium erkend inzake toezicht op de uitvoering van de bepalingen betreffende de afvalstoffen en de gevaarlijke afvalstoffen in het Waalse Gewest.

Art. 113. De behandeling van de onderzoeken betreffende de bodem en de sanering van de installaties bedoeld in rubriek 50.50.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten van de milieuvergunning, waarvan de indicatieve onderzoeken ingediend en goedgekeurd zijn voor 31 december 2012, wordt verricht volgens de in de artikelen 114 tot 118 vermelde procedure.

Art. 114. De genererende elementen die dit initiatief onderzoek inwijden, ontstaan ambtshalve uit :

- 1° het in overeenstemming brengen;
- 2° de definitieve stopzetting van de activiteit;
- 3° de definitieve buitenbedrijfstelling van een tank;
- 4° de intrekking of de hernieuwing van de uitbatingsmachtiging;
- 5° de verandering van exploitant;
- 6° indien er precieze en overeenstemmende verdenkingen van verontreinigingsrisico's bestaan, de met redenen omklede aanvraag van de administratie.

Art. 115. § 1. De uitbater laat een kenmerkenonderzoek uitvoeren als het indicatief onderzoek erop wijst dat de drempelwaarden voor de grond en de ondergrond en de referentiewaarden voor het grondwater door één of meer verontreinigende stoffen overschreden zijn en voor zover het indicatief onderzoek niet toelaat de omvang van de verontreiniging te bepalen en te besluiten tot de noodzaak van een dringende sanering.

Het kenmerkenonderzoek dient om de verontreiniging van de grond, de ondergrond en het grondwater te beschrijven en te lokaliseren zodat kan worden nagegaan of de site gesaneerd moet worden.

Volledigheidshalve beschrijft en wettigt het onderzoek de toegepaste methodologie en de monsterneming voor de uitvoering van het bedoelde onderzoek.

Het kenmerkenonderzoek wordt uitgevoerd door een deskundige.

§ 2. Als ze/hij het nuttig acht, laat de administratie of de uitbater naast het kenmerkenonderzoek een risico-onderzoek uitvoeren.

Het risico-onderzoek wordt door een deskundige uitgevoerd en beschrijft de eventuele mobiliteit van de gekenmerkte verontreinigende stoffen en hun vastgestelde of potentiële effecten op termijn op de omgeving van het benzinestation.

De administratie beschikt over dertig dagen na ontvangst van het volledige kenmerkenonderzoek en, in voorkomend geval, van het risico-onderzoek, om het goed te keuren.

Na afloop van die termijn worden de conclusies van het onderzoek bij verstek goedgekeurd.

§ 3. Om na te gaan of de concentratie van de stoffen die de grond, de ondergrond en het grondwater verontreinigen, de in bijlage 4 vermelde waarden overschrijdt, worden alle monsternemingen en analyses uitgevoerd volgens de in bijlage 5 bedoelde methodes of met inachtneming van normen of codes van goede praktijk die de administratie eerst goedkeurt.

De monsternemingen worden uitgevoerd volgens de modaliteiten betreffende de monsternemingen bedoeld in dit decreet.

De monsters worden door een erkend laboratorium geanalyseerd.

Art. 116. § 1. De sanering van een terrein wordt vereist wanneer een overschrijding van de interventiewaarden van de stoffen die de grond, de ondergrond en het grondwater verontreinigen, wordt vastgesteld.

In dat geval wordt een plan voor de sanering van het terrein uitgewerkt door een deskundige aan de hand waarvan het saneringsprocedé en de saneringsdoelstelling, bepaald kunnen worden.

Het saneringsplan voor een terrein bevat minstens de volgende gegevens :

- 1° de resultaten van het kenmerkenonderzoek van het terrein;
- 2° de technisch-financiële analyse van de verschillende relevante processen voor de sanering van het betrokken terrein;
- 3° de gemotiveerde keuze van het saneringsproces voor het terrein;
- 4° de beschrijving van de werken, een raming van de kosten ervan en de termijnen voor de uitvoering ervan;
- 5° de te nemen maatregelen om de veiligheid van de werken te waarborgen en om de weerslag ervan op het milieu te beperken;
- 6° wanneer de administratie het nodig acht, een belofte van bankwaarborg om te garanderen dat het saneringsplan van ambtswege zal worden uitgevoerd.

De administratie beschikt over zestig dagen na ontvangst van het saneringsplan voor het terrein om het goed te keuren.

Na afloop van deze termijn worden de conclusies van het saneringsplan betreffende de saneringstechniek en de saneringsdoelstelling van het terrein bij verstek goedgekeurd.

Als de saneringswerken betrekking hebben op activiteiten of inrichtingen die onderworpen zijn aan een vergunning krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en van het decreet van 27 mei 2004 betreffende het Milieuwetboek, geldt de goedkeuring van het saneringsplan van het terrein als vergunning in de zin van bedoelde decreten.

§ 2. De sanering dient :

- 1° om de concentraties van de stoffen die de grond en de ondergrond verontreinigen, onder de drempelwaarden terug te brengen en de referentiewaarden te laten benaderen;
- 2° om de concentraties die het grondwater verontreinigen, onder de referentiewaarden te doen zakken.

De sanering mag pas aangevat worden na goedkeuring van het saneringsplan door de administratie en na de borgstelling wanneer ze vereist is.

Ze wordt uitgevoerd onder leiding van een deskundige.

Als blijkt dat de drempelwaarden voor de grond en de ondergrond en de referentiewaarden voor het grondwater onmogelijk gehaald kunnen worden via maatregelen conform de beste beschikbare technieken, beoogt de sanering een terreinkwaliteit waardoor het gevaar voor de gezondheid van de mens of het milieu draaglijk blijft.

Als blijkt dat maatregelen conform de beste beschikbare technieken niet kunnen zorgen voor een terreinkwaliteit waardoor het gevaar voor de gezondheid van de mens en voor het milieu draaglijk blijft, wordt de site gesaneerd op grond van beschermingsmaatregelen of andere voorzorgsmaatregelen om te voorkomen dat de verontreiniging een gevaar vormt voor de gezondheid van de mens en voor het milieu.

De uitbater is niet verplicht een karakteriserings- en saneringsonderzoek te laten uitvoeren als hij bewijst dat de verontreiniging niet aan hem of aan zijn activiteit te wijten is.

Art. 117. § 1. Het kenmerkenonderzoek dat niet binnen de termijn voorgeschreven bij het schrijven tot goedkeuring van het desbetreffende indicatief onderzoek wordt meegedeeld alsmede de aangevraagde aanvullingen op het kenmerkenonderzoek die niet binnen de voorgeschreven termijnen worden meegedeeld, worden voor 15 januari 2021 ingediend.

Het kenmerkenonderzoek ingediend meer dan twee jaar na de goedkeuring van het indicatief onderzoek en de aanvullingen op het kenmerkenonderzoek ingediend meer dan twee jaar na de aanvraag houden een bijwerking van het indicatief onderzoek en, in voorkomend geval, van het kenmerkenonderzoek in.

§ 2. Het saneringsplan dat niet binnen de termijn voorgeschreven bij het schrijven tot goedkeuring van het desbetreffende indicatief onderzoek wordt meegedeeld alsmede de aangevraagde aanvullingen op het saneringsplan die niet binnen de voorgeschreven termijnen worden meegedeeld, worden voor 15 maart 2021 ingediend.

Het saneringsplan ingediend meer dan twee jaar na de goedkeuring van het indicatief onderzoek en de aanvullingen op het saneringsplan ingediend meer dan twee jaar na de aanvraag houden een bijwerking van het indicatief onderzoek en, in voorkomend geval, van het saneringsplan in.

In afwijking van de in het eerste lid bedoelde datum wordt het saneringsplan voortvloeiend uit het karakteriseringsonderzoek verricht in het kader van punt 1°, ingediend binnen zes maanden na de goedkeuring van bedoeld onderzoek en worden de saneringswerken uitgevoerd binnen een termijn van maximum één jaar na de goedkeuring van het saneringsplan.

§ 3. De saneringswerken die niet uitgevoerd worden binnen de termijn voorgeschreven bij het schrijven tot goedkeuring van het desbetreffende saneringsplan worden voor 15 januari 2020 uitgevoerd.

In afwijking van de in het eerste lid bedoelde datum moeten de dossiers die over een geldige borgstellingen beschikken voor het uitstel van de saneringswerken, de termijnen die door de administratie bij de goedkeuring van bedoeld uitstel zijn opgelegd, naleven.

§ 4. De eindverslagen van de plaatsbeschrijvingen voorzien in de brieven tot goedkeuring van het saneringsplan worden ingediend binnen zes maanden na het einde van de werken en, uiterlijk, voor 15 januari 2026.

§ 5. Elke niet-naleving van de in de §§ 1 tot 4 bedoelde termijnen geeft aanleiding tot de systematische sluiting van het dossier in deze procedure en tot de verplichting tot indiening van een oriënteringsonderzoek overeenkomstig de bepalingen van dit decreet binnen zes maanden na het verstrijken van de termijn.

§ 6. De Regering wordt ertoe gemachtigd om de in dit artikel bedoelde termijn uit te stellen.

Art. 118. Deze onderafdeling heeft uitwerking op 21 juni 1999.

Onderafdeling 1. — Oriënteringsonderzoek

Art. 119. De na 31 december 2012 ingediende oriënteringsonderzoeken betreffende de bodem en de sanering van de installaties bedoeld in rubriek 50.50.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten van de milieuvergunning, worden behandeld overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

Art. 120. De genererende elementen die deze oriënteringsonderzoeken inwijden, ontstaan ambtshalve uit :

- 1° het in overeenstemming brengen;
- 2° de definitieve stopzetting van de activiteit;
- 3° de definitieve buitenbedrijfstelling van een tank;
- 4° de intrekking of de hernieuwing van de uitbatingsmachtiging;
- 5° de verandering van exploitant;
- 6° indien er precieze en overeenstemmende verdenkingen van verontreinigingsrisico's bestaan, de met redenen omklede aanvraag van de administratie.

Art. 121. Deze onderafdeling heeft uitwerking op 1 januari 2013 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 2019.

Art. 122. § 1. In de zin van deze bepaling wordt verstaan onder :

- 1° « samenwerkingsakkoord » : het Fonds voor de bodemsanering van tankstations, zoals omschreven in artikel 2, 13°, van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de uitvoering en financiering van de bodemsanering van tankstations;
- 2° « stookoliefonds » de rechtspersoon erkend overeenkomstig artikel 14 van het samenwerkingsakkoord;
- 3° « stookolietank » : elke opslag van een ontvlambare vloeistof waarvan het vlampunt hoger is dan 55°C maar de 100°C niet overschrijdt, ongeacht de capaciteit ervan, opgesteld bij de eindafnemer, die gebruikt wordt of is voor het verwarmen van gebouwen, met inbegrip van de leidingen van en naar de tank en de aansluitingen op de verwarmingsinstallatie;
- 4° « aanvrager » : de eigenaar, de gebruiker, de huidige of vorige uitbater of diens mandataris voor wie een tussenkomstaanvraagdossier volledig en ontvankelijk is verklaard door het stookoliefonds.

§ 2. Wanneer de termijn, geraamd voor de uitvoering van de handelingen en werken, lager is dan of gelijk is aan honderdtachtig werkdagen voor de bodemsanering en, in voorkomend geval, de watersanering, kan de aanvrager een beroep doen op een deskundige om onmiddellijke beheersmaatregelen te nemen voor zover de tussenkomstaanvraag door het stookoliefonds volledig en ontvankelijk is verklaard.

De aanvrager of het stookoliefonds licht de administratie onmiddellijk in over de aanwijzing van de deskundige en verantwoordt het feit dat tegemoet is gekomen aan de toestand bedoeld in lid 1. De Regering kan nadere regels vastleggen voor het overmaken van de bedoelde gegevens.

De administratie stuurt haar beslissing over de geldigheid van het beroep op die procedure aan de houder, binnen tien dagen te rekenen van de ontvangst van de informatie en van de verantwoording bedoeld in lid 2. De afwachting van de beslissing bedoeld geldt onverminderd de mogelijkheid voor de houder, op aanraden van de deskundige, om elk onderzoek te voeren dat nodig is voor zijn opdracht.

Als de beslissing niet verzonden wordt binnen de termijn bedoeld in het derde lid, wordt de beslissing die het voorwerp uitmaakt van het beroep, bevestigd.

De gunstige beslissing geldt als vergunning overeenkomstig artikel 67.

Artikel 80, §§ 3 en 4, is van toepassing.

§ 3. Wanneer de termijn, geraamd voor de uitvoering van de handelingen en werken, lager is dan of gelijk is aan honderdtachtig werkdagen voor de bodemsanering en, in voorkomend geval, de watersanering, kan de aanvrager een beroep doen op de versnelde saneringsprocedure overeenkomstig artikel 69 voor zover de tussenkomstaanvraag door het stookoliefonds volledig en ontvankelijk is verklaard.

Zodra de aanvrager of het stookoliefonds kennis heeft van het feit dat de voorwaarden bedoeld in het eerste lid vervuld zijn, brengt hij de administratie op de hoogte van de indiening van een versnelde saneringsprocedure. De Regering kan nadere regels vastleggen voor het overmaken van de bedoelde gegevens.

De indiening van een saneringsproject bedoeld bij deze versnelde procedure houdt de verplichting in om de saneringshandelingen en -werken uit te voeren.

Artikel 69, §§ 2 tot 5, is van toepassing.

§ 4. De Regering neemt de minimumregels inzake technische procedures aan voor de specifieke procedures voor de stookolietanks bedoeld in de §§ 2 en 3. Deze regels worden opgenomen in de Waalse Code van goede praktijken bedoeld in artikel 18. ».

HOOFDSTUK XI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 123. Behalve andersluidende bepaling, geschiedt elke verzending bedoeld in dit decreet :

- 1° hetzij bij aangetekende zending met ontvangstbericht;
- 2° hetzij via elke gelijksoortige formule die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgen, ongeacht de dienst die de gebruikte post verdeelt;
- 3° hetzij door de akte tegen ontvangstbewijs in te dienen.

De Regering kan de lijst vastleggen van de werkwijzen waarvan ze acht dat ze de verzend- en de ontvangstdatum kunnen waarborgen.

De verzending gebeurt uiterlijk op de vervalddag.

De datum van ontvangst van de akte, die de begindatum is, wordt niet meegerekend.

De vervalddatum wordt meegerekend. Als die dag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervalddatum evenwel naar de volgende werkdag verschoven.

Art. 124. Behalve andersluidende bepalingen bedoeld in hoofdstuk X :

- 1° worden de aanvragen van de vergunning die vereist wordt voor de behoeften van de sanering, ingediend voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet, alsook de desbetreffende administratieve beroepen onderzocht volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag;
- 2° worden de oriënteringsonderzoeken, kenmerkenonderzoeken, saneringsprojecten, eindevaluaties ingediend vóór de inwerkingtreding van dit decreet alsook de vrijstellingsaanvragen en de desbetreffende administratieve beroepen behandeld volgens de regels die van kracht zijn op de datum van de indiening van de aanvraag;
- 3° worden, voor artikel 68 van dit decreet, de vergunningsaanvragen ingediend vóór de inwerkingtreding van dit decreet alsook de desbetreffende administratieve beroepen behandeld volgens de regels die van kracht zijn op de datum van de indiening van de aanvraag.

Art. 125. De kennisgevingstermijnen waarvan sprake in de artikelen 34, 35, 37, 39, 40, 44, 45, 50, 52, 60, 62, 63, 65, 69 en 71 van 16 juli tot en met 15 augustus en van 24 december tot en met 1 januari opgeschort.

Art. 126. Het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer wordt opgeheven.

Art. 127. § 1. Uitgezonderd de artikelen 85 tot 87, artikel 88, lid 2, de artikelen 104 tot 108, artikel 122 en artikel 132 treedt dit decreet in werking op 1 januari 2019.

Artikel 122 treedt in werking op de datum die de Regering bepaalt.

§ 2. In afwijking van § 1 kan de Regering een inwerkingtredingsdatum vastleggen die vroeger valt dan die vermeld in het eerste lid, § 1, van dit artikel voor elke van de bepalingen van dit decreet.

Art. 128. De Regering legt uiterlijk 31 december een omstandig jaarverslag i.v.m. de uitvoering van dit decreet aan het Parlement over. Het eerste verslag wordt voor 31 december 2020 overgemaakt.

Art. 129. Als de Regering de lijst niet overeenkomstig artikel 24, § 1, eerste lid, geldt bijlage 6 bij dit decreet om de installaties en activiteiten die een risico inhoudt voor de bodem in de zin van artikel 2, 33°, te bepalen. De Regering kan bijlage 6 opheffen.

Art. 130. De in artikel 31 van dit decreet bedoelde verplichtingen zijn van toepassing op de overdrachtsovereenkomsten gesloten na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 131. Voor de toepassing van artikel 61 van dit decreet zijn de modaliteiten van artikel D.VIII.6 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, bij gebrek aan modaliteiten bepaald door de Regering, van toepassing.

Art. 132. Artikel 50 van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 50. De sanering van een terrein dat door een nieuwe verontreiniging getroffen is, herstelt de bodem, wat betreft de polluenten die beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in artikel 47, op het niveau vastgelegd door de administratie op voorstel van de deskundige.

Dat niveau komt overeen hetzij met :

- 1° tachtig percent van de drempelwaarde;
- 2° het niveau van de bodemconcentratie wanneer deze hoger is dan de waarde bedoeld in 1°;
- 3° de bijzondere waarde wanneer de polluenten de bijzondere waarde die representatief is voor de residuële verontreiniging overschrijden.

Bij gebrek om de waarden opgenomen in het tweede lid te kunnen bereiken, komt het niveau overeen met het dichtst bij die waarden liggend niveau dat aan de hand van de beschikbare beste technieken en de kenmerken van het terrein gehaald kunnen worden waarbij minstens de ernstige dreiging voor de menselijke gezondheid en het leefmilieu weggewerkt wordt.

Wanneer de sanering wordt gevoerd overeenkomstig het derde lid en de doelstellingen bedoeld in het tweede lid, niet bereikt konden worden ter hoogte van het grondwater, worden aanvullende en compenserende herstelmaatregelen genomen overeenkomstig hoofdstuk II van titel V van deel VII van Boek I van het Milieuwetboek. ».

Bijlage 1 - Normen

Gebruikstype		Bodem (mg/kgdroge stof)					Grondwater (µg/L)
		I	II	III	IV	V	
		natuurlijk	landbouw	residentieel	recreatief of commercieel	industrieel	
Metalen/niet-metalen							
arseen	VS	30	30	40	140	140	10
cadmium	VS	1	1	3	10	20	5
chromium totaal (1)	VS	60	85	125	210	210	50
chromium VI (2)	VS	4	4	4	13	13	9
koper	VS	40	50	110	490	590	100
kwik	VS	1	1	1	5	5	1
nikkel	VS	60	65	150	350	350	20
lood	VS	120	200	200	375	1840	10
zink	VS	120	155	230	2950	2950	200
Niet-gehalogeneerde aromatische koolwaterstoffen							
benzeen	VS	0.20	0.20	0.20	0.20	0.20	10
Ethylbenzeen	VS	3.0	3.0	6.0	3.0	3.0	300
Tolueen	VS	3.0	3.0	3.0	7.0	22.0	700
Xylenen (som)	VS	1.9	1.1	2	8	30	500
Styreen	VS	0.4	0.4	0.4	0.4	2	20
Fenol	VS	0.5	0.3	0.7	0.7	1.4	120
Niet-gehalogeneerde polycyclische aromatische koolwaterstoffen							
Naftaleen	VS	1.1	0.7	1.7	1.7	2.5	60
Acenafyleen	VS	0.3	0.3	0.8	8.2	43	70
Acenafteen	VS	2.6	1.6	3.9	3.9	6	180

Gebruikstype		Bodem (mg/kgdroge stof)					Grondwater (µg/L)
		I natuurlijk	II landbouw	III residentieel	IV recreatief of commercieel	V industrieel	
Fluoreen	VS	4	2	9	9	16	120
Fenantreen	VS	9	6	12	12	16	120
Antraceen	VS	0.3	0.2	0.7	1	3.7	75
Fluoranteen	VS	8	5	23	23	47	4
Pyreen	VS	1.4	0.9	3.6	3.6	6.4	90
Benzo(a)antraceen	VS	0.8	0.5	1	1	3.2	7
Chryseen	VS	5	3	5	5	14	1.5
Benzo(b)fluorantheen	VS	0.7	0.4	0.3	0.9	4.7	1.5
Benzo(k)fluorantheen	VS	2.5	1.6	1.3	3.1	6.9	0.8
Benzo(a)pyreen	VS	0.2	0.2	0.5	3	12	0.7
Dibenzo(ah)antraceen	VS	0.8	0.1	0.6	1	2	0.7
Benzo(g,h,i)peryleen	VS	2.5	1.5	3	3.1	6.8	0.3
Indeno(1,2,3-c,d)pyreen	VS	1	0.6	0.2	2.7	8.4	0.22
Gechloreerde koolwaterstoffen							
Dichloormethaan	VS	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	20
Trichloormethaan	VS	0.1	0.1	0.5	0.1	0.1	200
Tetrachloormethaan	VS	0.1	0.1	0.1	0.1	1.2	2
Tetrachlooretheen (PCE)	VS	0.2	0.2	0.7	0.7	1.2	40
Trichlooretheen (TCE)	VS	0.5	0.5	0.2	0.7	0.7	70
1,2-Dichlooretheen (som) (DCE)	VS	0.3	0.3	0.3	0.4	0.5	50
Chlooretheen (VC)	VS	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	5
1,1,1 - trichloorethaan (1,1,1-TCA)	VS	1.6	1	1.6	5.5	15	500

Gebruikstype		Bodem (mg/kgdroge stof)					Grondwater (µg/L)
		I natuurlijk	II landbouw	III residentieel	IV recreatief of commercieel	V industrieel	
1,1,2 - trichloorethaan (1,1,2 - TCA)	VS	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	12.0
1,2 - dichloorethaan (1,2 DCA)	VS	0.1	0.1	0.1	0.2	0.3	30
Cyaniden							
Vrije cyaniden	VS	2	2	2	2	2	70
Andere organische stoffen							
Methyl-tertiaire-butyl-ether (MTBE)	VS	1.5	1.5	1.5	1.5	2	300
Aardolie koolwaterstoffen							
EC-Fractie > 5-8	VS	4	4	4	6	10	60
EC-Fractie > 8-10	VS	7	7	10	150	600	200
EC-Fractie > 10-12	VS	8	8	20	140	270	200
EC-Fractie > 12-16	VS	30	30	40	920	1750	200
EC-Fractie > 16-21	VS	30	30	35	1600	7800	300
EC-Fractie > C21-C35	VS	30	30	60	5250	14000	300

(1) De waarden voor chroom totaal zijn op driewaardig chroom gebaseerd.

(2) De waarden voor zeswaardig chroom zijn uitzonderlijk op de risico's voor de menselijke gezondheid gebaseerd. Met de beschikbare gegevens is het voorlopig niet mogelijk om met de risico's voor de grondwater en de ecosystemen rekening te houden.

Bijlage 2.**Soorten gebruik gerelateerd aan de rechtstoestand van het terrein**

SOORTEN GEBRUIK Bestemming op het gewestplan of op het plaatselijk beleidsontwikkelingsplan of op het grondbestemmingskaart	I	II	III	IV	V
bosgebied	X				
natuurgebied	X				
landbouwgebied		X			
woongebied			X		
woongebied met een landelijk karakter			X		
ontginningsgebied			X		
gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is			X		
groengebied			X		
recreatiegebied				X	
parkgebied				X	
gebied met een bedrijfskarakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is				X	
gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen				X	
gemengde bedrijfsruimte				X	
specifieke bedrijfsruimte met als overdruk merk « G.D. »				X	
gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen met als overdruk merk « CET » of « CETD »					X
industriële bedrijfsruimte					X
specifieke bedrijfsruimte met als overdruk merk « R.M. » of « A.E. »					X
gebied van aanhorigheden van ontginningen					X

gebied van gemeentelijk belang	Bestemming in functie van het plaatselijk beleidsontwikkelingsplan of van het gebruik op het grondbestemming skaart
gebied van gewestelijk belang	Bestemming in functie van het plaatselijk beleidsontwikkelingsplan of van het gebruik op het grondbestemming skaart

Bijlage 3**Soorten gebruik gerelateerd aan het feitelijk gebruik van het terrein**

SOORTEN GEBRUIK	I	II	III	IV	V
GEBRUIK					
NATUURGEBIEDEN EN GROENGEBIEDEN					
Bosgebieden, natuurgebieden, gebieden met een erkende ecologische waarde	X				
Groengebieden, braakliggende gronden			X		
LANDBOUW (landbouwactiviteiten die met de grond verbonden zijn)					
Graslanden, terreinen voor extensieve veeteelt, geteelde terreinen		X			
Bosbouw (buiten bosgebieden), intensieve cultuur van bosbouwgewassen		X			
Tuinbouw, gebieden van kleine tuinen, boomgaarden		X			
Visteelt		X			
LANDBOUW (landbouwactiviteiten die niet met de grond verbonden zijn) EN AGRO-ECONOMISCHE ACTIVITEITEN					
Intensieve teelt		X			
Voedselvoorziening of voedselverwerking (zuivelfabrieken, conservenfabrieken, slachthuizen)					X
Nevendiensten (handel en onderhoud van landbouw- of teeltmateriaal, vervoer of verkoop van landbouw- of teeltproducten)					X
Houtverwerking (zagerijen, timmerindustrieën, meubelfabrieken)					X
LEEFGEBIEDEN					
Residentiele woningen met of zonder tuin, gaarden en tuinen			X		
Achteruitbouwstroken, gemeenschappelijke garages, parkeerterreinen				X	
ECONOMISCHE ACTIVITEITEN					
Winning			X		
Hotels, restaurants, handels, distributie				X	
Kantoren, kleine industrie, ambacht, wetenschapsparken					X
Industrie, servicestations, gebieden van havenactiviteiten					X
Sorteer- en (voor)verwerkingcentra, centra voor verzameling van afvalstoffen, centra voor technische ingraving, opslagplaatsen van bouwmaterialen					X
OPENBARE DIENSTEN EN GEMEENSCHAPSVOORZIENINGEN (activiteiten en installaties van sociale of algemene nut)					
Scholen en kleuterscholen			X		
Collectieve verblijfsgebouwen, heerlijkheden, ziekenhuizen,				X	

gebedshuizen					
Buiten- en binnensportinfrastructuren				X	
Gebouwen van pedagogische nut of ontspanningsgebouwen, cultuurcentra				X	
Bijkomende installaties langs de snelwegen				X	
Oevers van de waterwegen en et waterbanen, jaagpaden en RAVEL-netten				X	
Begraafplaatsen				X	
Professionele en commerciële beurzen					X
Technische diensten van de openbare diensten					X
Arsenalen, kazernes, militaire domeinen, schietvelden					X
Technische infrastructuren (zuiveringstations, sedimentatiebekken, nevenuitrustingen bij de netten, etc.)					X
Wegen en spoorwegen, luchthavens					X
RECREATIEVE UITRUSTINGEN					
Toeristische verblijfsuitrusting : vakantiedorpen, weekendverblijfparken, kampeerterreinen			X		
Avontuurterreinen, spelbossen en speelpleinen			X		
Openbare en priveparken, pretparken, toeristische recreatieparken				X	
Sport-, visserij-, golfterreinen, drafrenbanen, maneges				X	
Vliegterreinen, ULV-terreinen, modelvliegen				X	
Motocross en motorsporten				X	

Bijlage 4. - Technische specificaties voor de grond, de ondergrond en het grondwater

1. De technische specificaties betreffende de sanering van de grond en de ondergrond voor het vaste grondgedeelte zijn van toepassing op een standaardgrond met een kleigehalte van 10 % op minerale bestanddelen en een gehalte aan organische stoffen van 0,5 % op droge grond.

Tabel 1 : Technische specificaties voor gronds in mg/kg droge stof

Stoffen	Referentiewaarden	Drempelwaarden				Interventiewaarden			
		Type beste m. I	Type beste m. II	Type beste m. III	Type beste m. IV	Type beste m. I	Type beste m. II	Type beste m. III	Type beste m. IV
Zware metalen									
Cadmium	0,8	8	3	2	1	16	6	4	2
Chroom	35	230	150	170	65	460	300	340	130
Koper	17	210	200	50	50	420	400	100	100
Arseen	19	100	55	60	22	200	110	120	45
Kobalt	10	100	50	50	20	200	100	100	40
Nikkel	9	150	150	120	40	300	300	220	80
Lood	30	1150	150	70	70	2300	300	140	140
Zink	62	680	500	210	150	1360	1000	420	300
Kwik	0,55	15	7	10	1,6	30	15	20	3,1
Organische verbindingen (1)									
Benzeen	0,10	1,5	0,25	0,25	0,2	3	0,5	0,5	0,4
Tolueen	0,20	100	25	25	0,4	200	50	50	0,8
Ethylbenzeen	0,30	45	18	14	0,6	90	36	28	1,2
Xyleen	0,35	55	30	4	0,7	110	60	8	1,4
PAK's klasse I Naftaleen	0,30	90	2,5	1,2	0,6	180	5	2,4	1,2
PAK's Klasse II Naftaleen	0,05	18	18	0,6	0,15	36	36	1,2	0,3
PAK's Klasse III Fenanthreen Fluoranthreen	1	65	30	16	2	130	60	32	4
PAK's Klasse IV Benzo(a)anthracen	0,5	125	125	4,5	1,2	250	250	9	2,4

PAK's Klasse V Benzo(k)fluorantheen Benzo(ghi)peryleen Indeno (1, 2, 3-cd)pyreen	0,3	18	18	3	2,4	36	36	6	4,8
PAK's Klasse VI Chryseen Benzo(a)pyreen	0,1	1	1	1	1	2	2	2	2
Minerale oliën (2)	50	1000	800	800	500	2000	1500	1500	1000

Tabel 2 : Waarden van de technische specificaties voor grondwater in µg/l

Stoffen	Referentiewaarden	Interventiewaarden
Benzeen	10	120
Tolueen	20	5500
Ethylbenzeen	50	3400
Xyleen	20	3300
PAK's klasse I Naftaleen	14	125
PAK's Klasse II Naftaleen	0,2	8
PAK's Klasse III Fenanthreen Fluorantheen	7	30
PAK's Klasse IV Benzo(a)anthraceen	0,5	7
PAK's Klasse V Benzo(k)fluorantheen Benzo(ghi)peryleen Indeno (1, 2, 3-cd)pyreen	0,05	500
PAK's Klasse VI Chryseen Benzo(a)pyreen	0,005	50
Minerale oliën (2)	50	500

Nota's

(1) Om rekening te kunnen houden met de eigenschappen van de grond en de ondergrond bij de vergelijking van de gemeten concentraties aan organische verbindingen en gehalogeneerde koolwaterstoffen in de grond of de ondergrond, worden de waarden van de technische specificaties voor de grond of de ondergrond omgezet in het gehalte aan organische stoffen in het te analyseren monster aan de hand van de volgende formule:

$$N(y) = N(5) * y/50$$
 Om rekening te houden met bepaalde eigenschappen van de Waalse gronden, wordt de toepassing van deze formule bovendien beperkt tot gemeten gehalten aan organische stoffen tussen 2,5 % en 12,5 %.

Als het gehalte aan organische stoffen minder dan 2,5 % bedraagt, wordt rekening gehouden met een gehalte van vermoedelijk 2,5 %. Als het gehalte meer dan 12,5 % bedraagt, wordt rekening gehouden met een gehalte aan organische stoffen van vermoedelijk 12,5 %.

(2) Indicatieve waarde voor de technische specificatie van de grond en de ondergrond : het gevaar voor ernstige schadelijke effecten op de mens en het milieu te wijten aan de verontreiniging van de grond of de ondergrond door minerale olie wordt geschat op grond van het risico dat door de organische verbindingen wordt veroorzaakt.

2. De in artikel 1 bedoelde technische specificaties van de grond en de ondergrond verschillen al naar gelang de bestemming van het bedoelde terrein. Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de volgende types bestemming :

Type bestemming I:

- bedrijfsruimte :
- gemengde bedrijfsruimte :
- industriële bedrijfsruimte :
- specifieke bedrijfsruimte :
- gebied met een economisch karakter waarvan de inrichting aan gemeentelijk overleg onderworpen is :

Type bestemming II:

- woongebied ;
- woongebied met een landelijk karakter :
- gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen:

Type bestemming III:

- recreatiegebied ;
- landbouwgebied ;

Type bestemming IV:

- bosgebied ;
- groengebied ;
- natuurgebied ;
- parkgebied ;
- winningsvoorkomingsgebied.

b). De gebieden op de plannen van aanleg waarvoor bijkomende gegevens in overdruk beschikbaar zijn, worden krachtens deze bijlage geschat op grond van het oorspronkelijke gebied (gebruikte kleur op het plan van aanleg).

c). Wat betreft de terreinen die de in artikel 2, a), van deze bijlage bedoelde bestemmingen niet hebben, wordt een schatting gemaakt van de functies die ze vervullen. Op grond van die schatting, worden de terreinen ingedeeld bij één van de in artikel 2, a), van deze bijlage bedoelde types bestemming.

d). De voorkomingsgebieden, zoals omschreven bij het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt – artikel D172, §2 – en, bij gebrek aan afbakening van de voorkomingsgebieden van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water in een vrij gebied, de

gebieden gelegen in een straal van 1 km rondom de waterwinningen worden ingedeeld bij het type bestemming IV.

e). De terreinen die krachtens de punten 2, a) en b), bij het type bestemming I of II worden ingedeeld maar in feite als landbouwgrond worden gebruikt, worden geschat alsof ze bij het type bestemming III waren ingedeeld.

De terreinen die krachtens de punten 2, a) en b), bij het type bestemming I worden ingedeeld maar in feite als woongebied worden gebruikt, worden geschat alsof ze bij het type bestemming II waren ingedeeld.

De terreinen die krachtens de punten 2, a) en b), bij het type bestemming I worden ingedeeld maar in feite als recreatiegebied worden gebruikt, worden geschat alsof ze bij het type bestemming III waren ingedeeld.

f). Als bepaalde concentratiewaarden van de technische specificaties bedoeld in artikel 1 ontoepasselijk of ongeschikt zijn van wege de bijzondere aard van de grond of de ondergrond in een bepaald gebied van het Gewest, kan de technisch ambtenaar van die waarden afwijken voor zover de toepassing ervan geen gevaar voor de mens of het milieu inhoudt.

Bijlage 5. - Monstername- en analysemethodes.

Parameter	Methodes om het vaste grondgedeelte te meten	Methodes om het grondwater te meten
organische stoffen AFNOR X31/109	ISO\DIS 14235	
bepaling van de kleihoeveelheid	NEN 5753 ISO\DIS 11277	
aromatische polycyclische koolwaterstoffen (HPA)	NEN 5771 (2e normproject) AAC 3\B	EPA 610 AAC 3/B
aromatische monocyclische koolwaterstoffen (HMA)	NVN 5732 EPA 8260A AAC 3/T	EPA 524.2 AAC 3/T
minerale olie (methode IR)AAC 3/R	NEN 5733 (febr. 1991)	NEN 6675

Bijlage 6 – Lijst van installaties en activiteiten bedoeld in artikel 119 van het decreet.

	Installaties of activiteiten	Criteria
	WINNING VAN STEENKOOLO, BRUINKOOLO EN TURF	
1	Ondergrondse winning of winning in dagbouw van steenkool, bruinkool, houtskool, grafiet en koolstof	
2	Installaties voor het het sinteren of de bereiding van steenkool, bruinkool, houtskool, grafiet en koolstof	die een mijnnaanhorigheid vormen met een geïnstalleerde productiecapaciteit boven 10 T/dag
3	Wasserijen voor steenkool, bruinkool en turf	wanneer de behandelingscapaciteit hoger is dan 10T/dag
	WINNING VAN AARDOLIE EN AARDGAS, AANVERWANTE DIENSTEN	
4	Installaties voor de winning van aardolie, aardgas of bitumineus zand op de natuurlijke site van herkomst	als de dagelijks gewonnen hoeveelheden 500 T aardolie of bitumineus zand of 500 000 m ³ gas overschrijden
5	Diensten verwant aan de aardolie- en aardgaswinning	
6	Installatie voor het vergassen en vloeibaar maken van vaste minerale brandstoffen	
	WINNING VAN METAALERTSEN	
7	Ondergrondse winning of winning in de open lucht van ijzererts	
8	Installaties voor het sinteren of de bereiding van ijzererts die een of geen mijnnaanhorigheid vormen	als de geïnstalleerde productiecapaciteit hoger is dan 10 T/dag
9	Ijzerertswasserijen	met een behandelingscapaciteit boven 10 T/dag die een of geen mijnnaanhorigheid vormen
10	Ondergrondse winning of winning in de open lucht van non-ferro metaalerts	
11	Installaties voor het sinteren of de bereiding van non-ferro metaalerts die een of geen mijnnaanhorigheid vormen	als de geïnstalleerde productiecapaciteit hoger is dan 10 T/dag

12	Wasserijen voor non-ferro metaalartsen	met een behandelingscapaciteit boven 10 T/dag die een of geen mijnaanhorigheid vormen
13	Installatie voor de verassing en de sintering van metaalartsen, met inbegrip van zwavelerts	
14	VERVAARDIGING VAN TEXTIEL	
	Bereiden van natuurlijke vezels of andere vezels	
15	Textielveredeling (bleken, verven, appreteren, drukken, drogen, stomen, krimpen, repareren, sanforiseren, merceriseren)	
16	Vervaardiging van vloerkleden en tapijt	behalve als de installatie alleen de techniek van het mechanisch weven gebruikt.
17	Vervaardiging van gemengd textiel (spinnen, weven, veredeling, confectie, vervaardiging van gebreide en gehaakte stoffen en overige)	
	VERVAARDIGING VAN KLEDING EN BONTNIJVERHEID	
18	Werkplaats voor de veredeling en het verven van bontjassen als de behandelings- of bereidingscapaciteit	
	LEERNIJVERHEID EN VERVAARDIGING VAN SCHOEISEL	
19	Installatie voor de behandeling van leer (leerlooiertij, zeemleerfabrieken en iedere bereidingsbehandeling, met uitzondering van het zouten naast de slachthuizen en het verven),	als de behandelingscapaciteit hoger is dan 10 T/dag eindproducten
20	Installatie voor het verven of het kleuren met pigmenten van leer	met een gebruik van oplosmiddelen
	HOUTINDUSTRIE EN VERVAARDIGING VAN ARTIKELEN VAN HOUT	
21	Impregneren van hout, met uitzondering van het impregneren met bortsels, pencils en rollen	als het gebruik van oplosmiddelen hoger is dan 200 T/jaar
22	Vervaardiging van panelen en platen van hout (vervaardiging van finer, meubelplaat, spaanderplaat, houtvezelplaat, andere dergelijke panelen en platen)	als het gebruik van oplosmiddelen hoger is dan 200 T/jaar

PAPIER- EN KARTONNIJVERHEID	
23	Industriële installatie voor de vervaardiging van papierpulp vanaf hout of overige al dan niet vezelige stoffen
24	Industriële installatie voor de vervaardiging van basispapier en -karton (bestemd om verder industrieel bewerkt te worden)
UITGEVERIJEN, DRUKKERIJEN EN REPRODUCTIE VAN OPGENOMEN MEDIA	
25	Dagbladdrukkerijen als de hoeveelheid gebruikte inkt hoger is dan 100 liter/dag
26	Overige drukkerijen als de hoeveelheid gebruikte inkt of producten om de drager te bekleeden hoger is dan 10 000 kg/jaar
27	Zetwerk en fotogravure Als het aantal ontwikkelingsseenheden (films of reproducties) hoger is dan 5
28	Overige activiteiten verwant aan de drukkerijen als de gebruikte hoeveelheid papier hoger is dan 2 500 T/jaar
VERVAARDIGING VAN COKES, GERAFFINEERDE AARDOLIEPRODUCTEN EN SPLIJT- EN KWEEKSTOFFEN	
29	Installatie voor de vervaardiging van cokesovenproducten (cokes), cokesovengas, ruwe teer van steen- en bruinkool
30	Productie van motorbrandstoffen
31	productie van vloeibare of gasachtige brandstoffen
32	vervaardiging van smeeroliën en -vetten uit aardolie, ook uit afvalolie
33	vervaardiging van petrochemische basisproducten
34	Vervaardiging van diverse geraffineerde aardolieproducten
CHEMISCHE INDUSTRIE	
35	Vervaardiging van perslucht of vloeibare lucht en/of de verbindingen daarvan (H ₂ , O ₂ , N ₂ , CO ₂ , Ar) en andere industriële of medische gassen
36	Vervaardiging van kleurstoffen en pigmenten

37	<p>Vervaardiging van overige anorganische chemische basisproducten (Productie van zuren, basen, waterrijke zouten, ongevaarlijke zouten, gevaarlijke zouten, oxiden/sulfiden, anorganische peroxiden en gemengde productie van anorganische chemische basisproducten)</p>	
38	<p>Vervaardiging van overige organische chemische basisproducten (Niet-gesubstitueerde alifatische/aromatische koolwaterstoffen, door zuurstof gesubstitueerde alifatische/aromatische koolwaterstoffen, door zwavel gesubstitueerde alifatische/aromatische koolwaterstoffen, door stikstof gesubstitueerde alifatische/aromatische koolwaterstoffen, door fosfor gesubstitueerde alifatische/aromatische koolwaterstoffen, door zoutstoffen gesubstitueerde alifatische/aromatische koolwaterstoffen, organometalen, vervaardiging van houtskool, pek en pekcoke, distillatie van koolteer, gemengde productie van organische chemische basisproducten en productie van organische peroxyden)</p>	
39	<p>Vervaardiging van stikstofverbindingen en kunstmeststoffen</p>	
40	<p>Vervaardiging van kunststoffen in primaire vormen (productie van monomeren, de polymeren / copolymeren, vervaardiging van mengsels van kunststoffen in primaire vormen, productie van cellulose (behalve papierpulp)</p>	
41	<p>Productie en regeneratie van elastomeren, vervaardiging van mengsels van synthetische rubber en/of natuurlijke rubber</p>	

42	Gebruik of hergebruik van kunststoffen, rubber, elastomeren, harsen en synthetische kleefstoffen d.m.v. processen waarvoor bijzondere voorwaarden inzake temperatuur en druk nodig zijn	
43	Vervaardiging van fyto-sanitaire en kiemdodende basisproducten (vervaardiging van insectendodende-, rattenbestrijdings-, schimmelwerende-, onkruidbestrijdingsmiddelen, middelen om kiemen tegen te gaan, om de plantengroei te regelen, met uitzondering van industriële desinfecterende middelen)	
44	Formulering en/of behandeling van fyto-sanitaire en kiemdodende basisproducten (formulering van insectendodende-, rattenbestrijdings-, schimmelwerende-, onkruidbestrijdingsmiddelen, middelen om kiemen tegen te gaan, om de plantengroei te regelen, met uitzondering van industriële desinfecterende middelen)	
45	Vervaardiging van verf, vernis en drukinkt (verf, vernis, pigmenten, opacificeermiddelen, verglaasbare samenstellingen, engobes (slips), mastiek, plamuur, organische oplosmiddelen en verdunners, afbijtmiddelen, vloeibare houtbeschermingsmiddelen en vloeibare vochtwerende preparaten op basis van siliconen, drukinkt)	
46	Werkplaatsen voor het aanbrengen van verf of plamuur op elke oppervlakte door al dan niet pneumatische processen aan de hand van een pistool of door elektrostatische processen en door dompelprocédés	

47	Vervaardiging van farmaceutische grondstoffen		
48	Vervaardiging van geneesmiddelen en andere farmaceutische producten		als de geïnstalleerde productiecapaciteit hoger is dan 5 T/jaar met uitzondering van de vervaardiging van geneeskrachtige kruidentheeën en van magistrale bereidingen
49	Vervaardiging van zeep, was- en poetsmiddelen, parfums en cosmetische artikelen		
50	Vervaardiging van zeep en wasmiddelen (zeep, glycerol, wasmiddelen in vaste of vloeibare vorm, detergenten, vaatwasmiddelen, wasverzachtters)		als de geïnstalleerde productiecapaciteit hoger is dan 1 T/jaar
51	Vervaardiging van organische tensio-actieve producten en van tensio-actieve preparaten		als de geïnstalleerde productiecapaciteit hoger is dan 1 T/jaar
52	Vervaardiging van parfums en cosmetische artikelen		Als de geïnstalleerde productiecapaciteit gelijk is aan 5 t/jaar of meer
53	Voorbereiding, bediening of verwerking van springstoffen		behalve activiteiten of werkplaatsen voor het laden van jachtpatronen bij de wapenhandelaars en de overige detailhandelaars; werkplaatsen voor het opnieuw laden van veiligheidspatronen bij de particulieren voor hun persoonlijk gebruik; werkplaatsen voor het opnieuw laden van veiligheidspatronen door de politiekorpsen; activiteiten voor de voorbereiding van springstoffen op de gebruikssite in het kader van hun uitvoering
54	Vervaardiging van chemische lijm en gelatine		als de geïnstalleerde productiecapaciteit hoger is dan 100 T/jaar
55	Vervaardiging van etherische oliën (extracten van natuurlijke aromatische producten, harsaroma's, gedistilleerd aromatisch water, mengsels van geurige producten voor de vervaardiging van parfums of voedsel)		Als de geïnstalleerde productiecapaciteit gelijk is aan 5 t/jaar of meer
56	Vervaardiging van fotochemische producten		
57	Vervaardiging van informatiedragers (dragers voor het opnemen van geluid of beelden, ongebruikte computerschijven en -banden)		

58	Vervaardiging van diverse chemische producten die niet opgenomen zijn in een andere rubriek	als de geïnstalleerde productiecapaciteit hoger is dan 0,01 T/jaar
59	Vervaardiging van synthetische of kunstmatige vezels	
60	Vervaardiging op industriële schaal van diverse stoffen voor de chemische verwerking in verschillende installaties die naast elkaar geplaatst zijn en die functioneel met elkaar verbonden zijn	
	RUBBER- EN KUNSTSTOFNIJVERHEID	
61	Vervaardiging van binnen- en buitenbanden van rubber	
62	Loopvlakvernieuwing	
63	Vervaardiging van overige producten van natuurlijke of synthetische al dan niet ge vulcaniseerde rubber, of van eboniet	als de geïnstalleerde productiecapaciteit hoger is dan 50 T/jaar
64	Installaties voor de behandeling van kunststofoppervlakte door een elektrolytisch of chemisch proces	
	VERVAARDIGING VAN OVERIGE NIET-METAALHOUDENDE MINERALE PRODUCTEN	
65	Vervaardiging van vlakglas	
66	Vormen en bewerken van vlakglas	als de productiecapaciteit hoger is dan 1 T/dag
67	Vervaardiging van holglas	als de smeltingscapaciteit van de inrichting hoger is dan 3 T/dag
68	Vervaardiging van glasvezels	
69	Vervaardiging en bewerking van overig glas	als de productiecapaciteit hoger is dan 3 T/dag
70	Gemengde vervaardiging	als de productiecapaciteit hoger is dan 3 T/dag
71	Vervaardiging van keramische producten voor huishoudelijk gebruik en sierkeramiek (van porselein en overige)	als de geïnstalleerde productiecapaciteit gelijk is aan 100 kg/dag of meer
72	Vervaardiging van sanitaire apparaten van keramische stoffen	als de geïnstalleerde productiecapaciteit gelijk is aan 100 kg/dag of meer
73	Vervaardiging van isolatoren en isolatiemateriaal van keramische stoffen	als de geïnstalleerde productiecapaciteit gelijk is aan 100 kg/dag of meer

74	Vervaardiging van andere keramische producten voor technisch gebruik (voor chemisch of industrieel gebruik)	als de geïnstalleerde productiecapaciteit gelijk is aan 100 kg/dag of meer
75	Vervaardiging van vuurvaste keramische producten	als de geïnstalleerde productiecapaciteit gelijk is aan 100 kg/dag of meer
76	Vervaardiging van keramische tegels en plavuizen	als de geïnstalleerde productiecapaciteit gelijk is aan 100 kg/dag of meer
77	Vervaardiging van dakpannen, bakstenen en overige producten voor de bouw van gebakken klei	als de geïnstalleerde productiecapaciteit gelijk is aan 100 kg/dag of meer
78	Installatie voor de vervaardiging (door het koken) van cementklinker	als de geïnstalleerde productiecapaciteit gelijk is aan 500 T/dag of meer
79	Installatie voor de vervaardiging (door het koken) van kalk	als de geïnstalleerde productiecapaciteit gelijk is aan 50 T/dag of meer
80	Vervaardiging van artikelen van beton, gips en cement	als het geïnstalleerde vermogen van de machines hoger is dan 10 kW
81	Installatie voor de extractie van asbest	
82	Industriële vervaardiging en afwerking van producten die ruwe asbest bevatten (asbestcement en producten op basis van asbestcement, wrijvingsproducten op basis van asbest, asbestfilters, asbesttextiel, asbestkarton, verbindings-, verpakings- versterkings-dichtheidsmaterialen op basis van asbest, vloerbekledingen en mastiek op basis van asbest)	
83	Vervaardiging van schuur-, slijp- en polijstmiddelen	Als het geïnstalleerde vermogen van de machines gelijk is aan 20 kW of meer
84	Vermaling en behandeling van niet-metaalhoudende minerale producten	
85	Steenbekleding d.m.v. koolwaterstofhoudende producten	

METALLURGIE	
86	<p>Productie van warmgewalste gieterij of ruwstaal</p> <ul style="list-style-type: none"> - samenklontering en pelletisering - productie van ruwgieterij en staal door reductie van ijzererts - productie van gieterijruwijzer en ruwijzer voor de vervaardiging van staal - productie van ijzerhoudende producten door de directe reductie van ijzererts en de productie van andere poreuze ijzerhoudende producten in klompen, pellets of dergelijke vormen - productie van ferro-mangaan met een hoog koolstofgehalte en van spiegelijzer - productie van hoogovensgas
87	<p>Staalproductie</p> <ul style="list-style-type: none"> - productie van staal in een staaloven, elektrische oven of volgens andere procédés
88	<p>Warmgewalste metallurgie</p> <ul style="list-style-type: none"> - productie van siderurgische warmgewalste producten (met inbegrip van de producten afkomstig van het continu aftappen) - productie van lingots, ander ijzer en staal in primaire vorm en halfabrikaten - productie en/of coating van warmgewalst breedband, bandstaal, plaatstaal en breed plaatstaal - productie van warmgewalste staven - productie van warmgewalste zware en lichte profielen en van damwandprofielen - productie van rails en ander warmgewalst spoorwegaan materiaal - productie van al dan niet beklede warmgewalste producten

89	Vervaardiging van gietijzeren of stalen buizen	
90	Eerste verwerking van staal (behalve oppervlaktebehandeling) en vervaardiging van ferrolegeringen (koudtrekken, koudwalsen van bandstaal, koudvormen en koudfelsen, draadtrekken, overige eerste verwerking)	
91	Productie van ruwaluminium uit erts, uit geconcentreerde stoffen, uit secundaire grondstoffen en schroot door metallurgisch, chemisch of elektrolytisch proces	
92	Eerste verwerking van aluminium en van zijn legeringen en smeltingsinstallaties met inbegrip van afvalstoffen (het raffineren, het afgieten)	
93	Productie van ruwe lood uit erts, uit geconcentreerde stoffen, uit secundaire grondstoffen en schroot door metallurgisch, chemisch of elektrolytisch proces	
94	Eerste verwerking van ruwe lood, tin en zink en van hun legeringen en smeltingsinstallaties met inbegrip van afvalstoffen (het raffineren, het afgieten)	
95	Productie van ruwe koper uit erts, uit geconcentreerde stoffen, uit secundaire grondstoffen en schroot door metallurgisch, chemisch of elektrolytisch proces	
96	Eerste verwerking van koper en van zijn legeringen en smeltingsinstallaties met inbegrip van afvalstoffen (het raffineren, het afgieten)	
97	Productie van overige ruwe non-ferro metalen (chrom, mangaan, nikkel, cadmium, ...) uit erts, oxide, secundaire grondstoffen en schroot door metallurgisch, chemisch of elektrolytisch proces	

98	Eerste verwerking van overige non-ferro metalen (chroom, mangaan, nikkel, cadmium) en van hun legeringen en smeltingsinstallaties met inbegrip van afvalstoffen (raffineren, afgieten)	
99	Gieten van ijzer, staal, lichte metalen en overige non-ferro metalen	als de geïnstalleerde productiecapaciteit hoger is dan 30 kg/dag
100	Gemengd gieten van non-ferro metalen	als de geïnstalleerde productiecapaciteit hoger is dan 30 kg/dag
	VERVAARDIGING VAN PRODUCTEN VAN METAAL	
101	Smeden, persen, stampen en profielwalsen van metaal	Als het geïnstalleerde vermogen van de machines gelijk is aan 20 kW of meer
102	Poedermetallurgie, bewerking van metalen d.m.v. poeder, springstoffen en overige ontplofbare producten	
103	Oppervlaktebehandeling en bekleding van metaal door het doorrollen van platen	
104	Oppervlaktebehandeling en bekleding van metaal door indompeling van de stukken in behandelignstanks	
105	Oppervlaktebehandeling van ferro-metalen door het aanbrengen van beschermende lagen van smeltmetaal	
	VERVAARDIGING VAN AUDIO-, VIDEO- EN TELECOMMUNICATIE- APPARATUUR	
106	Vervaardiging van audio-, video-, en telecommunicatie- apparatuur (elektronische onderdelen, zend- en transmissieapparatuur, telefonieapparatuur, audio- en videoapparatuur)	
	VERVAARDIGING EN ASSEMBLAGE VAN AUTO'S, AANHANGWAGENS EN OPLEGGERS	
107	Vervaardiging en assemblage van auto's	als de geïnstalleerde productiecapaciteit hoger is dan 10 voertuigen per maand
108	Vervaardiging van carrosserieën, aanhangwagens en caravans	als de geïnstalleerde productiecapaciteit hoger is dan 10 voertuigen per maand

109	Vervaardiging van onderdelen en accessoires voor motorvoertuigen en motoren daarvan	
110	Vervaardiging van motoren voor voertuigen	als de geïnstalleerde productiecapaciteit hoger is dan 10 motoren per maand
	VERVAARDIGING VAN OVERIGE TRANSPORTMIDDELEN	
111	Bouw en reparatie van zeeschepen	
112	Bouw en reparatie van binnenvaartuigen en/of pleziervaartuigen	
113	Vervaardiging van rollend materieel voor spoor- en tramwegen	
114	Vervaardiging van lucht- en ruimtevaartuigen	behalve als de productie zweefvliegtuigen, deltavliegtuigen, luchtballons, ULM's of luchtschepen betreft
115	Vervaardiging van motorrijwielen	als de geïnstalleerde productiecapaciteit hoger is dan 5 motorrijwielen per maand
116	Gemengde vervaardiging van transportmiddelen	als de geïnstalleerde productiecapaciteit hoger is dan 5 eenheden per maand
	VERZAMELING, SORTERING, RECUPERATIE VAN RECYCLEERBARE STOFFEN	
117	Installatie voor de verzameling of de sortering van recycleerbare metaalafval	
118	Installatie voor de verzameling, sortering of recuperatie van stukken van afgedankte voertuigen	van minstens één tram, wagon, schip, locomotief of vliegtuig (ULV's uitgezonderd); of van meer dan 2 personenauto's, bestelwagens, vrachtwagens, bussen, landbouw- of bedrijfsvoertuigen, ULV's; van meer dan 4 motorfietsen of rijwielen; of van meer dan 2 voertuigen als de verschillende types voertuigen opgeslagen zijn
119	Centrum voor de ontmanteling en de zuivering van afgedankte voertuigen	
120	Centrum voor de vernietiging van afgedankte voertuigen en voor de behandeling van ferro- en non-ferrometalen	
121	Installatie voor de inzameling of de sortering van afvalstoffen van elektrische of elektronische uitrustingen	

122	<p>Installatie voor de inzameling of de sortering van inerte afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 6°, van het decreet 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen</p>	
123	<p>Installatie voor de verzameling of de sortering van ongevaarlijke afvalstoffen met uitzondering van de installaties voor de verzameling of de sortering van ongevaarlijke afvalstoffen, beperkt tot papier, karton, glas, hout, kunststoffen en textiel</p>	
124	<p>Installatie voor de verzameling of de sortering van huishoudelijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met uitzondering van de verzamelingsinstallaties bestemd voor de selectieve ophaling van huishoudelijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zoals glasbollen, containers voor papier, karton, kunststoffen, kledingens...</p>	
125	<p>Containerparken voor huishoudelijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 6°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met inbegrip van de opslag van speciale afvalstoffen van gezinnen</p>	
126	<p>Installatie voor de verzameling of de sortering van gevaarlijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen</p>	
127	<p>Installatie voor de verzameling of de sortering van afgewerkte oliën zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën</p>	

128	Installatie voor de verzameling of de sortering van afgedankte elektrische en elektronische niet-metaalhoudende apparatuur	
	PRODUCTIE EN DISTRIBUTIE VAN ELEKTRICITEIT, GAS, STOOM EN WARM WATER	
129	Statische transformator	alleen transformatoren die askarel bevatten
130	Elektriciteitscentrale en andere verbrandingsinstallaties voor de productie van elektriciteit	
131	Productie of verwerking van gas	
132	Warmtecentrale en andere verbrandingsinstallaties voor de productie en distributie van stroom en warm water, productie van koud en warmte	
	VERKOOP EN REPARATIE VAN AUTO'S EN MOTORRIJWIELEN, KLEINHANDEL EN HANDEL IN MOTORBRANDSTOFFEN	
133	Handel betreffende onderhoud en/of reparatie van motorvoertuigen	
134	Spuitscabine van motorvoertuigen	
135	Installaties voor de distributie van koolwaterstoffen met een vlampunt hoger dan 55° C en gelijk aan 100° C of minder voor motorvoertuigen met andere commerciële doeleinden dan het verkoop aan het publiek, zoals de distributie van koolwaterstoffen bestemd voor de voorziening van een wagenpark in eigen beheer of voor eigen rekening, met slechts twee pistolen en voor zover de capaciteit van de koolwaterstoffenopslagplaats gelijk is aan 3 000 liter of meer en lager dan 25 000 liter	

136	Installaties voor de distributie van koolwaterstoffen met een vlampunt hoger dan 55° C en gelijk aan 100° C of minder voor verbrandingsmotoren en voor verwarming, geëxploiteerd als verkooppunt en met slechts twee pistolen voor zover de capaciteit van de koolwaterstoffenopslagplaats gelijk is aan 3 000 liter of meer en lager dan 25 000 liter	
137	Servicestation bestemd voor de voorziening van vloeibare koolwaterstoffen, behalve LPG, voor de reservoirs van motorvoertuigen en, in voorkomend geval, voor verplaatsbare reservoirs zoals benzineblikken en jerrycans	
138	Servicestation bestemd voor de voorziening van vloeibaar petroleumgas LPG voor de reservoirs van motorvoertuigen	
	VERVOER TE LAND	
139	Spoorweg- en intermodale platformen	
140	Spoorstations voor sorteerverrichting of samenstelling	
141	Spoorwerkplaatsen voor reparatie en onderhoud	
	LUCHTVERVOER	
142	Luchthaven en/of vliegerrein	als de opstijg- of landingsbaan minstens 2 100 meter lang is
	VERVOERONDERSTEUNENDE ACTIVITEITEN	
143	Opslag van andere vaste brandstoffen dan hout	als de opslagcapaciteit hoger is dan 5 T
144	Installatie voor de tijdelijke opslag van afgedankte voertuigen van een garage of gelegen langs de productiesite	van minstens één tram, wagon, schip, locomotief of vliegtuig (ULV's uitgezonderd); of van meer dan 10 personenauto's, bestelwagens, vrachtwagens, bussen, landbouw- of bedrijfsvoertuigen, ULV's; van meer dan 20 motorfietsen of rijwielen; of van meer dan 10 voertuigen als de verschillende types voertuigen opgelagen zijn zoals personeauto's, bestelwagens, vrachtwagens, bussen, landbouw- of bedrijfsvoertuigen, ULV's, of motorfietsen of rijwielen

145	Installatie voor de tijdelijke opslag van gevaarlijke afvalstoffen, zoals bedoeld in artikel 2, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen:	als de opslagcapaciteit hoger is dan 1 T
146	Installatie voor de tijdelijke opslag van afgewerkte oliën, zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën	als de opslagcapaciteit hoger is dan 2 000 l
147	Opslag van springstoffen en opslagplaatsen verwant aan de sprinstoffenfabrieken	met uitzondering van de opslag van vuurwerk bestemd voor de verkoop aan de particulieren, sassen voor technisch gebruik of lichtkogels, opslag van vastgemaakte springstoffen en voor het exclusieve gebruik van een extractiegebied, opslag buiten de ondergrondse werken en bezit door de laboratoriahoofden van picrinezuur of andere chemische reactieve producten die een gelijkaardige ontplofbare eigenschap hebben en die bestemd zijn voor wetenschappelijk gebruik in de desbetreffende laboratoria
148	Opslag van ontvlambare en brandbare vloeistoffen waarvan het vlampunt lager is dan 0°C en waarvan de kooktemperatuur bij druk gelijk is aan 35°C of lager	als de opslagcapaciteit gelijk is aan 500 l of meer
149	Opslag van ontvlambare of brandbare vloeistoffen waarvan het vlampunt gelijk is aan 55°C of minder en die niet beantwoorden aan de definitie van de uiterst ontvlambare vloeistoffen (categorie B)	als de opslagcapaciteit hoger is dan of gelijk is aan 5 000 l of meer
150	Opslag van ontvlambare en brandbare vloeistoffen waarvan het vlampunt hoger is dan 55°C en gelijk aan 100°C of minder (categorie C)	als de opslagcapaciteit hoger is dan of gelijk is aan 25 000 l of meer
151	Opslag van ontvlambare en brandbare vloeistoffen waarvan het vlampunt hoger is dan 100°C (categorie D)	als de opslagcapaciteit hoger is dan of gelijk is aan 50 000 l of meer
152	Opslagplaatsen voor gemengde ontvlambare vloeistoffen	als de totale gelijkwaardige nominale capaciteit van de opslag gelijk is aan 5000 l of meer

153	Opslag van metaalertsen	als de opslagcapaciteit hoger is dan 50 m ³
154	Opslag van andere aardolieproducten, fossiele brandstoffen, brandbare gassen, petrochemische en chemische stoffen van welke aard ook (stoffen, preparaten of mengsels) dan ontvlambare vloeistoffen	als de opslagcapaciteit gelijk is aan 20 T of meer
155	Opslag van stoffen, preparaten of mengsels beschouwd als oxidatief ander dan landbouwchemische producten	als de opslagcapaciteit gelijk is aan 0,1 T of meer
156	Opslag van stoffen, preparaten of mengsels beschouwd als giftig (met uitzondering van de vloeibare brandstoffen onder de luchtdruk voor verbrandingsmotoren en van stookolie) ander dan landbouwchemische producten	als de opslagcapaciteit gelijk is aan 1 T of meer
157	Opslag van stoffen, preparaten of mengsels beschouwd als oxidatief ander dan landbouwchemische producten	als de opslagcapaciteit gelijk is aan 1 T of meer
158	Opslag van stoffen, preparaten of mengsels beschouwd als giftig (met uitzondering van de vloeibare brandstoffen onder de luchtdruk voor verbrandingsmotoren en van stookolie) ander dan landbouwchemische producten	als de opslagcapaciteit gelijk is aan 4 T of meer
159	Opslag van stoffen, preparaten of mengsels beschouwd als ander dan landbouwchemische productencorrosief, schadelijk of irriterend ander dan landbouwchemische producten	als de opslagcapaciteit gelijk is aan 20 T of meer
160	Opslag van fytosanitaire of kiemdodende producten (insecticiden, rodenticiden, fungiciden, herbiciden, kiemingsinhibitoren, groeiregelaars voor planten, met uitzondering van de industriële ontsmettingsmiddelen)	waarvan de hoeveelheid gelijk is aan 5 T of meer

161	Opslag van vernis, verf, gelatine, cosmetica, schoonmaakartikelen	als de opslagcapaciteit gelijk is aan 10 T of meer
162	Opslag van meststoffen	waarvan de totale capaciteit hoger is dan 100 t
OVERIGE ZAKELIJKE DIENSTVERLENING		
163	Industriële reiniging (vaste installatie voor de schoonmaak van treinen, bussen, vliegtuigen, schepen, vrachtwagenstanks, vaten, ... van commerciële en/of industriële aard)	
164	Fotografische activiteiten	hoger dan 2000 m ² als de activiteit van industriële aard is en hoger dan 5000 m ² in de andere gevallen (medische röntgenfotografie, grafische kunst, fotografie, film, ...)
SANERING, WEGENNET EN AFVALBEHEER		
165	Zuiveringsstation voor stedelijk afvalwater	als de zuiveringscapaciteit hoger is dan 500 inwonerequivalent
166	Zuiveringsstation voor industrieel afvalwater zoals bedoeld in artikel D.2, 42°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt	als de zuiveringscapaciteit hoger is dan 500 inwonerequivalent of als de zuiveringscapaciteit hoger is dan 100 inwonerequivalent en als het water een of verschillende gevaarlijke stof(fen) bevat
167	Installatie voor de verzameling of de sortering van PCB/PCT's zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 9 april 1992 betreffende de polychloorbifenilen of de polychloorterfenilen	
168	Installatie voor de verzameling of de sortering van afvalstoffen van klasse B2 zoals bedoeld in artikel 1, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval	
169	Installaties voor de verzameling of de sortering van ongevaarlijke afvalstoffen en afvalstoffen van klasse B1 zoals bedoeld in artikel 1, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval	

170	Installatie voor de verzameling of de sortering van gevaarlijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen	
171	Installatie voor de voorbehandeling van inerte afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 6°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen	
172	Installatie voor de voorbehandeling van huishoudelijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen	
173	Installatie voor de voorbehandeling van gevaarlijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen	
174	Installatie voor de voorbehandeling van afgewerkte oliën zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën	
175	Installatie voor de voorbehandeling van pcb/pct's zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de polychloorbifenilen en de polychloorterfenilen	
176	Installatie voor de voorbehandeling van afvalstoffen van klasse B1 zoals bedoeld in artikel 1, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval	

177	<p>Installatie voor de voorbehandeling van afvalstoffen van klasse B2 zoals bedoeld in artikel 1, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval</p>	
178	<p>Installatie voor de voorbehandeling (verzameling, ontwatering, ...) van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden zoals bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden</p>	
179	<p>Installatie voor de voorbehandeling van afvalstoffen uit elektrische en elektronische uitrustingen</p>	
180	<p>Installatie voor de behandeling van inerte afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 6°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen</p>	
181	<p>Installatie voor de behandeling van ongevaarlijke afvalstoffen, met uitzondering van compositingsinstallaties en installaties bedoeld onder 90.23.13 waarvan de behandelingscapaciteit</p>	
182	<p>Installatie voor de behandeling van huishoudelijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen</p>	

183	Installatie voor de behandeling van gevaarlijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen	
184	Installatie voor de behandeling van afgewerkte oliën zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën	
185	Installatie voor de behandeling van PCB/PCT's zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 9 april 1992 betreffende de polychloorbifenilen en de polychloorterfenilen	
186	Installatie voor de behandeling van dierlijke bijproducten van categorie 3 zoals bedoeld in artikel 6, § 1, punten a) tot k), van het Reglement nr 1774/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 3 oktober 2002 tot vaststelling van gezondheidsmaatregelen die van toepassing zijn op op dierlijke bijproducten die niet bestemd zijn voor menselijke consumptie als de behandelingscapaciteit:	
187	Installatie voor de behandeling van dierlijke bijproducten van categorie 2 of 1 zoals bedoeld respectievelijk in artikel 5, § 1, punten b) tot g) en in artikel 4, § 1, punten a) tot d) en f) van het Reglement nr. 1774/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 3 oktober 2002 tot vaststelling van gezondheidsmaatregelen die van toepassing zijn op dierlijke bijproducten die niet bestemd zijn voor menselijke consumptie	

188	<p>Installatie voor de behandeling van afvalstoffen van klasse A zoals bedoeld in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval</p>	
189	<p>Installatie voor de behandeling van afvalstoffen van klasse B1 zoals bedoeld in artikel 1, 5°, van het besluit van de Waalse Reg^{ef}ing van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval</p>	
190	<p>Installatie voor de behandeling van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden zoals bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden, waarvan de behandelingscapaciteit</p>	
191	<p>Installatie voor de behandeling van elektrische en elektronische uitrustingen</p>	
192	<p>Installatie voor de verbranding van afvalstoffen en installaties voor de verbranding met dubbele brandstof van ongevaarlijke afvalstoffen; van huishoudelijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen; van afgewerkte oliën zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën; van PCB/PCT's zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het besluit van</p>	

	<p>het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende betreffende de polychloorbifenilen of de polychloorterfenilen; van afvalstoffen van klasse A zoals bedoeld in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval; van afvalstoffen van klasse B1 zoals bedoeld in artikel 1, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval</p>	
193	<p>Installatie voor de verbranding van dierlijke bijproducten van categorie 3 zoals bedoeld in artikel 6, § 1, punten a) tot k), van het Reglement nr. 1774/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 3 oktober 2002 tot vaststelling van gezondheidsmaatregelen die van toepassing zijn op bijproducten die niet bestemd zijn voor menselijke consumptie</p>	
194	<p>Installatie voor de verbranding die van toepassing is op dierlijke bijproducten van categorie 2 of 1 zoals respectievelijk bedoeld in artikel 5, § 1, punten b) tot g), en in artikel 4, § 1, punten a) tot d) en f), die niet bestemd zijn voor menselijke consumptie</p>	
195	<p>Centrum voor technische ondergraving van gevaarlijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen (klasse CET 1)</p>	

196	Centrum voor technische ondergraving van industriële ongevaarlijke afvalstoffen en van huishoudelijke en gelijksoortige afvalstoffen, zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen (klasse CET 2)	
197	Centrum voor technische ondergraving van inerte afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 6°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen (klasse CET 3)	
198	Centrum voor technische ondergraving van stoffen van categorie A en B die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden zoals bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden	
199	Centrum technische ingraving bestemd voor het uitsluitende gebruik van een persoon die gevaarlijke afvalstoffen voortbrengt zoals bedoeld in artikel 2, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen (klasse CET 5.1)	
200	Centrum voor technische ingraving bestemd voor het uitsluitende gebruik van een persoon die ongevaarlijke afvalstoffen voortbrengt (klasse CET 5.2)	

201	Centrum technische ingraving bestemd voor het uitsluitende gebruik van een persoon die inerte afvalstoffen voortbrengt zoals bedoeld in artikel 2, 6°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen (klasse CET 5.3)	
202	Specifieke installatie voor de terugwinning of de verwijdering van ontplofbaar stoffen	
203	Rechtstreekse en onrechtstreekse lozingen van gevaarlijke afvalstoffen in het grondwater	
	RECREATIE, CULTUUR EN SPORT	
204	Schietstanden (voor jacht- en sportwapens), met uitzondering van het schieten met perslucht	
205	Vliegvelden voor sportvliegtuigen	
206	Snelheids- of behendigheidsproeven, proeven, trainingen of recreatief gebruik van door een verbrandingsmotor voortbewogen motorrijtuigen	instellingen waar meer dan één activiteit per jaar wordt georganiseerd of waar een activiteit wordt georganiseerd die langer duurt dan 3 opeenvolgende dagen, trainingen inbegrepen
	OVERIGE DIENSTEN	
207	Wasserijen, ververijen, wasserettes, behandeling van was en reiniging van kleding	met een wascapaciteit van meer dan 30000 kg/dag
208	Chemisch reinigen van was en kleding	als de wascapaciteit gelijk is aan 1000 kg/dag of meer
	INSTALLATIES EN/OF ACTIVITEITEN DIE OPLOSMIDDELEN VERBRUIKEN	
209	Heatsetrotatie-offsetdruk	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 15 T/jaar
210	Illustratiedruk	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 25 T/jaar
211	Andere rotatiedruk, flexografie, rotatiezeefdruk, lamineer- of lakeenheden	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 15 T/jaar
212	Rotatiezeefdruk op textiel/karton	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 30 T/jaar
213	Oppervlaktereiniging	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 1 T/jaar
214	Overige oppervlaktereiniging	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 2 T/jaar
215	Coating en overspuiten voertuigen	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 0,5 T/jaar
216	Bandlakken	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 25 T/jaar
217	Andere coatingprocessen, waaronder metaal-, kunststof-, textiel-, film- en papiercoating	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 5 T/jaar

218	Coating van wikkeldraad	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 5 T/jaar
219	Coating van hout	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 15 T/jaar
220	Impregneren van hout	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 25 T/jaar
221	Coating van leer	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 10 T/jaar
222	Fabricage van schoeisel	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 5 T/jaar
223	Lamineren van hout en kunststof	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 5 T/jaar
224	Het aanbrengen van een lijmlaag	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 5 T/jaar
225	Vervaardiging van coating, preparaten, lak, inkt en kleefstoffen	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 100 T/jaar
226	Bewerking van rubber	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 15 T/jaar
227	Extractie van plantaardige oliën en van dierlijke vetten en raffinage van plantaardige oliën	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 10 T/jaar
228	Vervaardiging van geneesmiddelen	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 50 T/jaar
229	Coating van nieuwe voertuigen (auto's, vrachtwagencabines, bestelwagens, vrachtwagens en bussen)	met een verbruik van oplosmiddelen van meer dan 15 T/jaar
	OVERIGE VESTIGINGEN	
230	Vroegere militaire basissen	
231	Inrichtingen waar de hoeveelheid gevaarlijke stoffen gelijk is/was of groter is dan die bedoeld in deel 1 en deel 2, kolom 2 van de bijlage bij het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren voor zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken	
232, a)	Uitbating van slachthuizen	Met een productiecapaciteit van meer dan 50 t per dag geslachte dieren
b)	Bewerking en verwerking, behalve het uitsluitend verpakken van de volgende grondstoffen, al dan niet eerder bewerkt of onbewerkt, voor de fabricage van levensmiddelen of voeder van:	

	<p>i) uitsluitend dierlijke grondstoffen (andere dan uitsluitend melk) met een productiecapaciteit van meer dan 75 T per dag eindproducten;</p> <p>ii) uitsluitend plantaardige grondstoffen met een productiecapaciteit van meer dan 300 t per dag eindproducten of 600 t per dag eindproducten indien de installatie gedurende een periode van niet meer dan 90 opeenvolgende dagen in om het even welk jaar in bedrijf is;</p> <p>iii) dierlijke en plantaardige grondstoffen, zowel in gecombineerde als in afzonderlijke producten, met een productiecapaciteit in ton per dag van meer dan:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 75 indien A gelijk is aan of hoger is dan 10, of - $[300 - (22,5 \times A)]$ in alle andere gevallen waarin "A" het aandeel dierlijk materiaal is (in gewichtspercentage) van de productiecapaciteit in eindproducten. De verpakking is niet inbegrepen in het eindgewicht van het product. Deze onderafdeling is niet van toepassing wanneer de grondstof uitsluitend melk is. 	
c)	Bewerking en verwerking van uitsluitend melk	Als de hoeveelheid ontvangen melk groter is dan 200 t per dag (gemiddelde waarde op jaarbasis)
233	Fabricage van koolstof (harde gebrande steenkool) of elektrografiet door verbranding of grafitisering	

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 maart 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare
Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bos, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en
afgevaardigde bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid en Huisvesting,
V. DE BUE

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 984 (2017-2018) Nrs 1 tot 1bis, 1quinquies tot 43.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 28 februari 2018.

Bespreking
Stemming.